



RÉPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

=====

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

DIRECTION DES ENQUETES ET DES RECENSEMENTS

RAPPORT D'ANALYSE

JUILLET 2023

ENQUETE HARMONISEE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES 2021/2022



Institut National
de la Statistique

NIGER



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



FIGURE 1 : DIVISION ADMINISTRATIVE DU NIGER

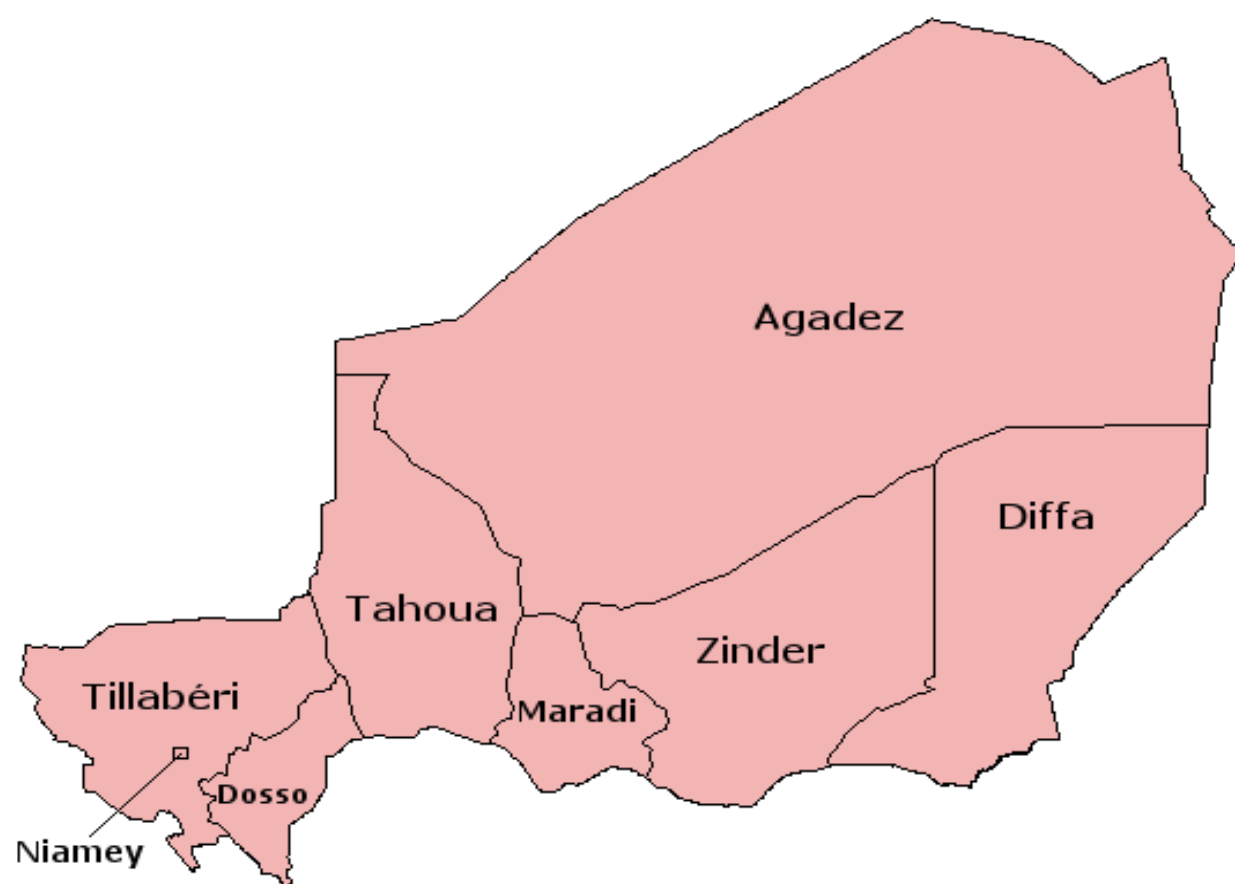




TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	V
LISTE DES GRAPHIQUES	X
AVANT PROPOS :	XVI
PRINCIPAUX INDICATEURS	XVIII
INTRODUCTION	1
CHAPITRE1 : CONTEXTE ET METHODOLOGIE DE L'ENQUETE.....	3
CHAPITRE 2 : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES MENAGES ET DE LA POPULATION	6
2.1 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES MENAGES	6
2.1.1 Répartition des ménages par milieu et région de résidence.....	6
2.1.2 Répartition des ménages selon la taille, par milieu et région de résidence.....	6
2.1.3 Répartition des ménages par statut de pauvreté.....	8
2.1.4 Répartition des ménages par quintile de bien-être du ménage selon le milieu et région de résidence	8
2.2 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES DES CHEFS DE MENAGE ...	10
2.2.1 Sexe des chefs des ménages.....	10
2.2.2 Répartition des ménages par statut matrimonial du chef de ménage selon le milieu et région de résidence.....	10
2.2.3 Répartition des ménages par niveau d'instruction du chef de ménage selon le milieu et région de résidence.....	12
2.2.4 Répartition des ménages par branche d'activité du chef de ménage selon le milieu et région de résidence.....	13
2.2.5 Répartition des ménages par secteur institutionnel du chef de ménage selon le milieu et région de résidence.....	15
2.3 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION	15
CHAPITRE 3 : CARACTERISTIQUES DU LOGEMENT.....	17
3.1. STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT	17
3.2 CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DU LOGEMENT.....	19
3.2.1 Type de logement actuel	19
3.2.2 Nature des murs, toits et sols du logement	20
3.3 COMMODITES DU LOGEMENT	24
3.3.1 Hygiène et assainissement	24
3.3.2 Source d'approvisionnement en eau.....	30
3.3.3 Sources d'énergie.....	34
CHAPITRE 4 : ACTIFS DU MENAGE ET ACCESSIBILITES AUX SERVICES SOCIAUX	38
4.1 CHAMPS ET BÉTAIL DÉTENUS	38
4.1.1 Champs possédés et exploités.....	38
4.1.2 Possession de Bétail.....	40
4.2 POSSESSION DE BIENS DURABLES	43
4.2.1 Possession de biens d'ameublement et d'électroménagers	43
4.2.2 Possession de moyens de locomotion et de terrains non bâtis.....	45
4.3 ACCÈS AUX INFRASTRUCTURES SOCIALES DE BASE.....	46
4.3.1 : Accès à l'éducation, au centre de formation professionnelle et au centre d'alphabétisation.....	47

4.3.2. Accès aux services de santé.....	47
4.3.3. Accès aux autres infrastructures de base	48
4.4 TRANSFERTS SOCIAUX	51
CHAPITRE 5 : EDUCATION	53
5.1 ALPHABÉTISATION	53
5.1.1 Taux d'alphabétisation en 2021.....	53
5.1.2 Evolution du taux d'alphabétisation.....	54
5.2 UTILISATION DES SERVICES D'ÉDUCATION	55
5.2.1 Fréquentation d'une école formelle.....	55
5.2.2 Raisons de non fréquentation d'une école formelle.....	56
5.2.3 Fréquentations scolaires par niveau scolaire	58
5.2.4 Raisons de non fréquentation en 2020-2021	61
5.3 SATISFACTION DES SERVICES D'ÉDUCATION.....	62
5.3.1 Problèmes scolaires en 2020-2021	62
5.3.2 Satisfaction subjective de l'enseignement reçu.....	63
5.3.3 Accès aux infrastructures scolaires en 2021	65
5.4 CHOIX DE FILIÈRES ET DIPLÔMES.....	66
5.4.1 Niveau d'étude atteint en 2021	66
5.4.2 Choix de filières pour le niveau secondaire et plus.....	67
5.4.3 Diplôme le plus élevé obtenu	68
5.4.4 Gestion des écoles.....	69
5.4.5 Dépenses par tête d'éducation	72
5.5 ACCÈS AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC).....	75
5.5.1 Possession de téléphone portable.....	75
5.5.2 Utilisation individuelle du téléphone portable.....	76
5.5.3 Possession de tablettes et ordinateurs	77
5.5.4 Accès individuel à l'internet	79
CHAPITRE 6 : SANTE	81
6.1 ETAT SANITAIRE DE LA POPULATION	81
6.1.1. Problème de santé.....	81
6.1.2. Prise en charge des soins de santé.....	86
6.1.3. Utilisation de moustiquaires	90
6.2. FREQUENTATION DES CENTRES DE SANTE	92
6.2.1. Accessibilité physique des centres de santé	92
6.2.2. Consultations des centres de santé ou de guérisseur traditionnel au cours des trente (30) derniers jours	92
6.2.3. Raison principale de non consultation.....	93
6.2.4. Premier lieu de consultation	94
6.2.5. Premier recours aux soins	95
6.2.6 Lieu d'hospitalisation lors du dernier problème de santé ayant entraîné une hospitalisation	95
6.3. SATISFACTION DES USAGERS DES SERVICES DE SANTE	96
6.3.1. Satisfaction du service reçu lors de la première consultation.....	96
6.3.2. Problème de propreté de l'établissement	97
6.3.3. Problèmes liés au non-respect des mesures COVID19.....	98



6.3.4. <i>Obstacles liés à l'attente et au mauvais accueil</i>	99
6.3.5. <i>Problèmes liés au personnel soignant</i>	100
6.3.6. <i>Problèmes liés à la prestation du service durant la visite</i>	101
6.4. SITUATION DE HANDICAP	102
CHAPITRE 7 : SITUATION DE L'EMPLOI ET DU CHOMAGE	103
7.1 SITUATION DE L'EMPLOI.....	104
7.1.1. <i>Population en âge de travailler ou population potentiellement active</i> :	104
7.1.2 <i>Population active</i>	105
7.1.3 <i>Population active occupée</i>	106
7.1.4 <i>Population active non occupée</i>	111
7.2 SITUATION DES ENFANTS ECONOMIQUEMENT OCCUPES.....	112
7.2.1. <i>Ampleur et taux d'activité des enfants économiquement occupés</i>	112
7.2.2 <i>Branche d'activité des enfants économiquement occupés</i>	113
7.2.3 <i>Secteur institutionnel des enfants économiquement occupés</i>	114
7.2.4 <i>Catégorie socioprofessionnelle des enfants économiquement occupés</i>	115
7.3 SITUATION DE CHOMAGE	116
CHAPITRE 8 : INCLUSION FINANCIERE	118
8.1 ACCES AUX SERVICES FINANCIERS	118
8.2 ACCES AUX CREDITS	119
8.3 TRANSFERTS D'ARGENT REÇUS :	120
CHAPITRE 9 : DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES	122
9.1. STRUCTURE DES DEPENSES DE CONSOMMATION.....	122
9.2 DEPENSES ALIMENTAIRES	123
9.2.1 <i>Structure des dépenses alimentaires</i>	123
9.2.2. <i>Consommation alimentaire selon les postes de produits alimentaires en 2021/202</i>	124
9.3 DEPENSES NON ALIMENTAIRES EN 2021/2022	126
9.3.1 <i>Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles</i>	126
9.3.2 <i>Transport</i>	126
9.3.3 <i>Habillement et chaussures</i>	126
9.3.4 <i>Biens et services divers</i>	126
9.3.5 <i>Santé</i>	126
9.3.6 <i>Education</i>	127
9.3.7 <i>Communication</i>	127
9.3.8 <i>Meubles, équipements ménagers et entretien courant du foyer</i>	127
9.3.9 <i>Loisirs et culture</i>	127
9.3.10 <i>Boissons alcoolisées, tabac</i>	127
9.3.11 <i>Restaurants et Hôtels</i>	127
CHAPITRE 10 : ENTREPRENARIAT DES JEUNES ET DE FEMMES	128
10.1 CARACTERISTIQUES DES ENTREPRENEURS	128
10.1.1 <i>Caractéristiques des jeunes entrepreneurs</i>	128
10.1.2 <i>Caractéristiques des femmes entrepreneures</i>	129
10.2.1 <i>Création d'entreprises</i>	131
10.2.2 <i>Sources de financement</i>	132



10.2.3 Difficultés rencontrées par les femmes et jeunes entrepreneurs.....	134
10.3 ACCES DES ENTREPRENEURS AUX SERVICES FINANCIERS	136
10.3.1 Jeunes et femmes entrepreneurs possédant d'un compte	136
10.3.2 Jeunes et Femmes entrepreneures ayant demandé un crédit dans une institution financière, une tontine ou une association.....	137
10.4 ENTREPRENEURIAT ET PAUVRETE	140
10.4.1 Jeunes et pauvreté.....	140
10.4.2 Femmes entrepreneures et pauvreté.....	141
CONCLUSION.....	142

ANNEXE



LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 1: REPARTITION DE L'ECHANTILLON PAR REGION ET MILIEU DE RESIDENCE.....	5
TABEAU 2: REPARTITION (%) DES MENAGES PAR MILIEU ET REGION DE RESIDENCE.....	6
TABEAU 3:REPARTITION DES MENAGES SELON LA TAILLE PAR MILIEU ET REGION DE RESIDENCE	7
TABEAU 4: EVOLUTION DE LA TAILLE MOYENNE DES MENAGES	7
TABEAU 5:REPARTITION DES MENAGES PAR STATUT DE PAUVRETE.....	8
TABEAU 6:REPARTITION DES MENAGES PAR QUINTILE DE BIEN-ETRE DU MENAGE SELON LE MILIEU ET REGION DE RESIDENCE	9
TABEAU 7:REPARTITION DES MENAGES PAR SEXE DU CHEF DE MENAGE SELON LE MILIEU ET REGION DE RESIDENCE	10
TABEAU 8:REPARTITION DES MENAGES PAR STATUT MATRIMONIAL DU CHEF DE MENAGE SELON LE MILIEU ET REGION DE RESIDENCE	12
TABEAU 9:REPARTITION DES MENAGES PAR NIVEAU D'INSTRUCTION DU CHEF DE MENAGE SELON LE MILIEU ET REGION DE RESIDENCE	13
TABEAU 10:REPARTITION DES MENAGES PAR BRANCHE D'ACTIVITE DU CHEF DE MENAGE SELON LE MILIEU ET REGION DE RESIDENCE	14
TABEAU 11:REPARTITION DES MENAGES PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL DU CHEF DE MENAGE SELON LE MILIEU ET REGION DE RESIDENCE.....	15
TABEAU 12: REPARTITION (%) DE LA POPULATION PAR CLASSE D'AGE SELON LE SEXE, LE MILIEU DE RESIDENCE ET LA REGION	16
TABEAU 13: REPARTITION (EN %) DES MENAGES PAR MILIEU, REGION DE RESIDENCE ET PAR BRANCHE D'ACTIVITE SELON LE STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT	18
TABEAU 14: REPARTITION PROPORTIONNELLE DES MENAGES, SELON LE MILIEU ET LA REGION DE RESIDENCE DU CHEF DE MENAGE EN FONCTION DU TYPE DE LOGEMENT ACTUELLEMENT OCCUPE.	20
TABEAU 15 : REPARTITION (EN %) DES MENAGES SELON LES CONDITIONS DE LOGEMENT	21
TABEAU 16: REPARTITION (EN %) DES MENAGES PAR MILIEU ET REGION DE RESIDENCE SELON LE PRINCIPAL MATERIAU DU TOIT.....	22
TABEAU 17: REPARTITION (EN %) DES MENAGES PAR MILIEU ET REGION DE RESIDENCE SELON LE PRINCIPAL MATERIAU DU TOIT.....	23
TABEAU 18: REPARTITION (EN %) DES MENAGES PAR MILIEU ET REGION DE RESIDENCE SELON LE PRINCIPAL MATERIAU DE REVETEMENT DU SOL.....	24
TABEAU 19: REPARTITION (EN %) DES MENAGES PAR MILIEU ET REGION DE RESIDENCE SELON LE TYPE DE SANITAIRES	25
TABEAU 20: REPARTITION (%) DES MENAGES PAR LA REGION ET LA TAILLE DU MENAGE SELON LES MODES D'EVACUATION ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES	28
TABEAU 21: REPARTITION (%) DES MENAGES PAR LA REGION ET LE MILIEU DE RESIDENCE SELON LES MODES D'EVACUATION DES EXCREMENTS HUMAINS	29
TABEAU 22: REPARTITION (%) DES MENAGES PAR LA REGION, LE MILIEU DE RESIDENCE ET LA TAILLE DU MENAGE SELON LE MODE D'EVACUATION DES EAUX USEES.....	30
TABEAU 23:REPARTITION(%) DES MENAGES SELON LES PRINCIPALES SOURCE APPROVISIONNEMENT EN EAU DE BOISSON DU MENAGE SELON LES SAISONS	31
TABEAU 24:REPARTITION(%) DES MENAGES SELON LES PRINCIPALES SOURCES APPROVISIONNEMENT EN EAU DE BOISSON	32
TABEAU 26: REPARTITION (EN %) DES MENAGES SELON LA PRINCIPALE SOURCE D'ENERGIE POUR LA CUISSON .	34
TABEAU 27 : REPARTITION DES MENAGES SELON LA PRINCIPALE SOURCE D'ECLAIRAGE DU LOGEMENT	35
TABEAU 28: REPARTITION (EN %) DES MENAGES SELON L'ACCES AU RESEAU ELECTRIQUE ET LES PRINCIPALES SOURCES D'ECLAIRAGE	37
TABEAU 29: PROPORTION DES MENAGES (%) POSSEDANT OU EXPLOITANT DES CHAMPS.....	39
TABEAU 30: NOMBRE MOYEN DE CHAMPS POSSEDES ET EXPLOITES PAR LES MENAGES.....	40

TABLEAU 31: PROPORTION DES MENAGES PRATIQUANT L'ELEVAGE (%)	41
TABLEAU 32: PROPORTION DES MENAGES PRATIQUANT L'ELEVAGE DES GROS ET PETITS RUMINANTS ET DES VOLAILLES	42
TABLEAU 33: NOMBRE MOYEN DE GROS ET PETITS RUMINANTS ET DES VOLAILLES DETENUS PAR LES MENAGES PRATIQUANT L'ELEVAGE.....	42
TABLEAU 34: REPARTITION DES MENAGES (%) SELON LE TYPE DE MEUBLE	43
TABLEAU 35: REPARTITION DES MENAGES (%) SELON LE TYPE D'ELECTROMENAGERS.....	44
TABLEAU 36: REPARTITION (%) DES MENAGES SELON LA POSSESSION DE BIENS DURABLES	44
TABLEAU 37: REPARTITION DES MENAGES SELON LA POSSESSION DE MOYENS DE LOCOMOTION ET DE TERRAINS NON BATIS.....	46
TABLEAU 38: ACCES DES MENAGES AUX INFRASTRUCTURES D'EDUCATION SELON LES CARACTERISTIQUES DE MENAGES	47
TABLEAU 39: ACCES DES MENAGES AUX INFRASTRUCTURES DE SANTE SELON LES CARACTERISTIQUES DE MENAGES	48
TABLEAU 40: ACCES DES MENAGES AUX INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES SELON LES CARACTERISTIQUES DE MENAGES	50
TABLEAU 41:REPARTITION (%) DES MENAGES SELON L'ACCES A CERTAINES INFRASTRUCTURES SOCIALES	51
TABLEAU 42: TAUX D'ALPHABETISATION EN 2021	53
TABLEAU 43:EVOLUTION TAUX D'ALPHABETISATION ENTRE 2018 ET 2021.....	55
TABLEAU 44::FREQUENTATION DES ECOLES FORMELLES DE LA POPULATION AGEE DE 7 ANS ET PLUS	56
TABLEAU 45:RAISONS DE NON FREQUENTATION D'ECOLES FORMELLES DES INDIVIDUS AGES DE 7 ANS OU PLUS SELON LA REGION.....	57
TABLEAU 46: RAISONS DE NON FREQUENTATION D'ECOLES FORMELLES SELON LE MILIEU DE RESIDENCE ET LE SEXE DE LA POPULATION DE 7 ANS ET PLUS.	57
TABLEAU 47: TAUX DE SCOLARISATION (NET ET BRUT) AU NIVEAU PRIMAIRE PAR MILIEU DE RESIDENCE, REGION DE RESIDENCE ET LE SEXE.	59
TABLEAU 48:TAUX DE SCOLARISATION (NET ET BRUT) AU NIVEAU SECONDAIRE PREMIER CYCLE PAR MILIEU DE RESIDENCE, REGION DE RESIDENCE ET LE SEXE	60
TABLEAU 49:TAUX DE SCOLARISATION (NET ET BRUT) AU NIVEAU SECONDAIRE SECOND CYCLE PAR MILIEU DE RESIDENCE, REGION DE RESIDENCE ET LE SEXE	61
TABLEAU 50: REPARTITION DES INDIVIDUS AGES DE 6 ANS ET PLUS PAR RAISONS DE NON FREQUENTATION SCOLAIRE EN 2020-2021 SELON LA REGION, LE MILIEU DE RESIDENCE ET LE SEXE.	62
TABLEAU 51:REPARTITION (%) DES ELEVES SELON LES PROBLEMES SCOLAIRES RENCONTRES PAR NIVEAU D'ENSEIGNEMENT 2020-2021.....	63
TABLEAU 52:PROPORTION DES INDIVIDUS PAR DEGRE DE SATISFACTION DANS L'ENSEIGNEMENT REÇU EN 2020-2021 AU PRIMAIRE	64
TABLEAU 53:REPARTITION DES INDIVIDUS PAR DEGRE DE SATISFACTION DANS L'ENSEIGNEMENT REÇU EN 2020-2021 AU SECONDAIRE SELON LA REGION, LE MILIEU DE RESIDENCE ET LE SEXE.....	65
TABLEAU 54: PROPORTION (%) DES ELEVES DU PRIMAIRE ET DU SECONDAIRE AYANT ACCES AUX INFRASTRUCTURES SCOLAIRES SELON LA REGION, LE MILIEU DE RESIDENCE, LE SEXE DU CHEF DE MENAGE ET LA BRANCHE D'ACTIVITE.	66
TABLEAU 55:PROPORTION DES INDIVIDUS PAR NIVEAU D'ETUDE SUIVI EN 2020-2021	67
TABLEAU 56:PROPORTION DES INDIVIDUS PAR FILIERES FREQUENTEES POUR LE NIVEAU SECONDAIRE ET PLUS EN 2020/2021.....	68
TABLEAU 57:REPARTITION (EN%) DES INDIVIDUS PAR DIPLOME D'ETUDE LE PLUS ELEVE ATTEINT POUR LE SECONDAIRE OU PLUS EN 2020-2021.....	69
TABLEAU 58:PROPORTION DES INDIVIDUS PAR TYPE DE GESTION DE L'ECOLE PRIMAIRE FREQUENTEE EN 2020/2021	70
TABLEAU 59: PROPORTION DES INDIVIDUS PAR TYPE DE GESTION AU SECONDAIRE 1 FREQUENTEE EN 2020/2021	71
TABLEAU 60: PROPORTION DES INDIVIDUS PAR TYPE DE GESTION DE L'ECOLE DU SECONDAIRE SECOND CYCLE FREQUENTEE EN 2020/2021	72
TABLEAU 61:REPARTITION DES DEPENSES MOYENNES PAR ELEVE EFFECTUEES EN 2020-2021 AU PRIMAIRE.....	73
TABLEAU 62:REPARTITION DES DEPENSES MOYENNES PAR ELEVE DU NIVEAU SECONDAIRE 1 PAR ELEVE.....	74



TABLEAU 63:REPARTITION DES DEPENSES D'EDUCATION DU SECONDAIRE 2 PAR ELEVE EN 2020-2021	75
TABLEAU 64 : PROPORTION DES INDIVIDUS AGES DE 15 ANS ET PLUS POSSEDANT UN PORTABLE SELON LA REGION, LE MILIEU, LE GENRE ET LA BRANCHE D'ACTIVITE	76
TABLEAU 65: PROPORTION DES INDIVIDUS DE 15 ANS ET PLUS AYANT UTILISE UN TELEPHONE PORTABLE AU COURS DES 7 DERNIERS PRECEDENT L'ENQUETE.....	77
TABLEAU 66:PROPORTION DES MENAGES POSSEDANT DE TABLETTE SELON LA REGION, LE MILIEU, LE GENRE ET LA BRANCHE D'ACTIVITE DU CHEF DE MENAGE.....	78
TABLEAU 67:PROPORTION DES MENAGES POSSEDANT D'ORDINATEUR SELON LA REGION, LE MILIEU, LE GENRE ET LA BRANCHE D'ACTIVITE DU CHEF DE MENAGE.....	79
TABLEAU 68:PROPORTION DES INDIVIDUS AGES DE 15 ANS ET PLUS POSSEDANT AYANT ACCES A INTERNET SELON LA REGION, LE MILIEU, LE GENRE ET LA BRANCHE D'ACTIVITE	80
TABLEAU 69 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION SELON LE PRINCIPAL PROBLEME DE SANTE SURVENU AU COURS DES TRENTE DERNIERS JOURS.....	82
TABLEAU 70 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION AYANT CONNU UN PROBLEME DE SANTE SANS HOSPITALISATION AU COURS DES 30 DERNIERS JOURS ET AVEC HOSPITALISATION AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS	83
TABLEAU 71 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION AYANT CONNU UN PROBLEME DE SANTE SUIVI D'UNE HOSPITALISATION.....	84
TABLEAU 72 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION AYANT CONNU UN PROBLEME DE SANTE QUI A ENTRAINE UN ARRET D'ACTIVITE QUOTIDIENNE SUIVANT LA DUREE D'ARRET D'ACTIVITE	84
TABLEAU 73 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION AYANT PAYE DES FRAIS THERAPEUTIQUES ET DES FRAIS DE VACCINATION, CIRCONCISION OU BILAN DE SANTE SELON LA REGION ET LE MILIEU DE RESIDENCE	87
TABLEAU 74 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION POSSEDANT UNE COUVERTURE MALADIE PAR REGION ET MILIEU DE RESIDENCE	88
TABLEAU 75 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION POSSEDANT UNE ASSURANCE MALADIE SELON LA SOURCE DE FINANCEMENT.....	89
TABLEAU 76 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION POSSEDANT UNE ASSURANCE MEDICALE PAR MODE DE REMBOURSEMENT DE L'ASSURANCE MALADIE	89
TABLEAU 77 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION AYANT DORMI SOUS MOUSTIQUAIRE LA NUIT PRECEDANT L'ENQUETE.....	91
TABLEAU 78 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION SUIVANT LES AUTRES MOYENS DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME UTILISES	91
TABLEAU 79 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION SELON LEUR ELOIGNEMENT PAR RAPPORT AUX CENTRES DE SANTE	92
TABLEAU 80 : POURCENTAGE DE LA POPULATION AYANT CONSULTE LES CENTRES DE SANTE OU GUERISSEURS AU COURS DES 30 DERNIERS JOURS.....	93
TABLEAU 81 : REPARTITION DE LA POPULATION N'AYANT CONSULTE LES CENTRES DE SANTE OU GUERISSEURS AU COURS DES 30 DERNIERS JOURS SELON LA RAISON EVOQUEE	94
TABLEAU 82 : REPARTITION (EN %) DES PERSONNES HOSPITALISEES LORS DU DERNIER PROBLEME DE SANTE SELON CERTAINES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES.....	96
TABLEAU 83 : REPARTITION (EN %) DES USAGERS SELON LEUR NIVEAU DE SATISFACTION DES SERVICES REÇUS LORS DE LA PREMIERE CONSULTATION.....	97
TABLEAU 84 : PROPORTION DES USAGERS AYANT NOTE UN RESPECT DES MESURES BARRIERES LIEES A LA COVID19	99
TABLEAU 85 : PROPORTION DES USAGERS DES SERVICES DE SANTE AYANT NOTE DES PROBLEMES	100
TABLEAU 86 : PROPORTION DES USAGERS DES SERVICES DE SANTE AYANT DECLARE DES PROBLEMES LIES A LA PRESTATION REÇUE.....	101
TABLEAU 87 : PROPORTION DE LA POPULATION PRESENTANT UN HANDICAP PAR CARACTERISTIQUE SOCIODEMOGRAPHIQUE	102
TABLEAU 88 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION EN AGE DE TRAVAILLER SELON CERTAINES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES.....	105

TABLEAU 89 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION ACTIVE SELON CERTAINES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES	106
TABLEAU 90 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPEE SELON CERTAINES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES	107
TABLEAU 91 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION OCCUPEE PAR BRANCHE D'ACTIVITE.....	108
TABLEAU 92 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION OCCUPEE PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL DE L'EMPLOI PRINCIPAL	110
TABLEAU 93 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION OCCUPEE PAR CATEGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE	111
TABLEAU 94 : REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION ACTIVE NON OCCUPEE PAR REGION, PAR MILIEU DE RESIDENCE, PAR SEXE ET PAR NIVEAU D'INSTRUCTION	112
TABLEAU 95 : AMPLIEUR ET TAUX D'ACTIVITE DES ENFANTS ECONOMIQUEMENT OCCUPES	113
TABLEAU 96 : REPARTITION (EN %) DES ENFANTS ECONOMIQUEMENT OCCUPES PAR BRANCHE D'ACTIVITE	114
TABLEAU 97 : REPARTITION (EN %) DES ENFANTS ECONOMIQUEMENT OCCUPES PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL	115
TABLEAU 98 : REPARTITION (EN %) DES ENFANTS ECONOMIQUEMENT OCCUPES PAR CATEGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE	116
TABLEAU 99 : TAUX DE CHOMAGE SELON CERTAINES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES	117
TABLEAU 100: COEFFICIENTS BUDGETAIRES DE 2014 A 2022 (%).....	122
TABLEAU 101: PART DES DEPENSES ALIMENTAIRES DANS LES DEPENSES TOTALES DE MENAGES (%)	124
TABLEAU 102 : PROPORTION DES JEUNES ENTREPRENEURS SELON LA REGION, LE MILIEU DE RESIDENCE, LE SEXE, LE NIVEAU D'EDUCATION ET PAR BRANCHE D'ACTIVITES	129
TABLEAU 103 : PROPORTION DES ENTREPRENEURS SELON LA REGION DE RESIDENCE	129
TABLEAU 104 : PROPORTION DES FEMMES ENTREPRENEURES ET LES BRANCHES D'ACTIVITES EXERCEES SELON LE MILIEU DE RESIDENCE ET LE NIVEAU D'EDUCATION	130
TABLEAU 105 : REPARTITION DES JEUNES ENTREPRENEURS PAR SOURCE DE FINANCEMENT.	133
TABLEAU 106 : PROPORTION DES JEUNES ENTREPRENEURS PAR SOURCES DE FINANCEMENT AU DEMARRAGE DE LEURS ENTREPRISES SELON LA REGION ET LE MILIEU DE RESIDENCE.....	134
TABLEAU 107: PROPORTION DES JEUNES ET DES FEMMES RENCONTRANT DES PROBLEMES DANS LEURS ACTIVITES	135
TABLEAU 108: PROPORTION DES FEMMES ET JEUNES ENTREPRENEURS PAR RAISON DE NON FONCTIONNEMENT DE LEURS ENTREPRISES DURANT LES 12 DERNIERS MOIS.	136
TABLEAU 109 : JEUNES ET FEMMES ENTREPRENEURS DISPOSANT D'UN COMPTE.....	137
TABLEAU 110 : LES RAISONS DE NON DEMANDE DE CREDIT	139
TABLEAU 111 : PROPORTION DES JEUNES ENTREPRENEURS SELON LE STATUT DE PAUVRETE ET LE MILIEU DE RESIDENCE	141
TABLEAU 112 : PROPORTION DES FEMMES ENTREPRENEURES SELON LE STATUT DE PAUVRETE	141
TABLEAU 113:REPARTITION PROPORTIONNELLE DES MENAGES, SELON LE MILIEU ET LA REGION DE RESIDENCE, LA BRANCHE D'ACTIVITE DE L'EMPLOYEUR PRINCIPAL DU CHEF DE MENAGE ET LE SEXE DU CHEF DE MENAGE EN FONCTION DU TYPE DE LOGEMENT ACTUELLEMENT OCCUPE.....	145
TABLEAU 114: REPARTITION (%) DES MENAGES PAR LA NATURE DES MURS EXTERIEURS DU LOGEMENT SELON LA BRANCHE D'ACTIVITE ET LE SEXE DU CM	146
TABLEAU 115: REPARTITION (EN %) DES MENAGES PAR BRANCHE D'ACTIVITE ET SEXE DU CM SELON PRINCIPAL MATERIAU DE REVETEMENT DU SOL DU LOGEMENT	147
TABLEAU 116:REPARTITION DES MENAGES SELON LA SOURCE D'ENERGIE POUR LA CUISSON	149
TABLEAU 117: REPARTITION DES MENAGES SELON L'UTILISATION DE L'ELECTRICITE, LA LAMPE ET AUTRES.....	150
TABLEAU 118: REPARTITION (EN%) DES MENAGES DONT AU MOINS UN MEMBRE A FAIT UNE DEMANDE POUR UN PROGRAMME	154
TABLEAU 119: REPARTITION (EN %) DES MENAGES DONT AU MOINS UN MEMBRE A BENEFICIE D'UN PROGRAMME	155
TABLEAU 120: REPARTITION (EN %) DES INDIVIDUS AGES DE 15 ANS OU PLUS SELON L'ACCES AU CREDIT AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS	157
TABLEAU 121: REPARTITION (EN %) DES INDIVIDUS AGES DE 15 ANS OU PLUS SELON LES RAISONS DE NON DEMANDE DE CREDIT.....	159



TABLEAU 122: REPARTITION (EN %) DES INDIVIDUS AGES DE 15 ANS OU PLUS SELON LA PRINCIPALE UTILISATION DU CREDIT	161
TABLEAU 123: REPARTITION (EN %) DES INDIVIDUS AGES DE 15 ANS OU PLUS QUI ONT CONTRACTE DES CREDITS SELON LA SOURCE	163
TABLEAU 124: CARACTERISTIQUES DES MENAGES BENEFICIAIRES DE TRANSFERTS D'ARGENT EN 2021	164
TABLEAU 125: REPARTITION (EN%) DES MENAGES SELON LES CARACTERISTIQUES DE L'EXPEDITEUR DES TRANSFERTS REÇUS PAR LES MENAGES EN 2021	167
TABLEAU 126: REPARTITION (EN%) DES MENAGES SELON LA PROFESSION DE L'EXPEDITEUR DES TRANSFERTS REÇUS PAR LES MENAGES EN 2021	170
TABLEAU 127: REPARTITION (EN%) DES MENAGES SELON LA PROVENANCE DES TRANSFERTS REÇUS PAR LES MENAGES EN 2021	172
TABLEAU 128: REPARTITION (EN%) DES MENAGES SELON LE PRINCIPAL MOTIF DES TRANSFERTS REÇUS PAR LES MENAGES EN 2021	174
TABLEAU 129: REPARTITION (EN %) DES INDIVIDUS AGES DE 15 ANS OU PLUS SELON L'ACCES ET L'UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS	176
TABLEAU 130: MONTANT (EN FCFA) DES TRANSFERTS REÇUS PAR LES MENAGES EN 2021	178
TABLEAU 131: REPARTITION (EN %) DES MENAGES SELON LE PRINCIPAL MODE DE TRANSFERTS D'ARGENT UTILISE	180
TABLEAU 132: PART DES GROUPES D'ALIMENTS DANS LES DEPENSES ALIMENTAIRES DES MENAGES EN 2021/2022(%)	182
TABLEAU 133: PART DES DEPENSES NON ALIMENTAIRES DANS LES DEPENSES TOTALES DES MENAGES EN 2021/2022(%)	183

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1:REPARTITION DES MENAGES PAR CSP DU CHEF DE MENAGE SELON LE MILIEU ET REGION DE RESIDENCE	14
GRAPHIQUE 2:PYRAMIDE DES AGES POUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION	17
GRAPHIQUE 3: UTILISATION DU GAZ COMME SOURCE D'ENERGIE POUR LA CUISSON	35
GRAPHIQUE 4 : PROPORTION (EN %) DE LA POPULATION AYANT UNE PRISE EN CHARGE MEDICALE PARTICULIERE PAR REGION ET MILIEU DE RESIDENCE	90
GRAPHIQUE 5 : REPARTITION (%) DE LA POPULATION SELON LE PRINCIPAL LIEU VISITE LORS DE LA PREMIERE CONSULTATION.....	94
GRAPHIQUE 6 : REPARTITION (%) DE LA POPULATION SELON LE PERSONNEL SOIGNANT CONSULTE	95
GRAPHIQUE 7 : PROPORTION (%) DE LA POPULATION AYANT REMARQUE UN PROBLEME DE PROPRETE DANS LE CENTRE DE SANTE	98
GRAPHIQUE 8 : PROPORTION DES USAGERS DES SERVICES DE SANTE AYANT DECLARE UN PROBLEME LIE AU PERSONNEL SOIGNANT	101
GRAPHIQUE 9 : PART DES GROUPES D'ALIMENTS DANS LES DEPENSES ALIMENTAIRES DES MENAGES EN 2021/2022 (%)......	125
GRAPHIQUE 10: EVOLUTION DE LA CREATION D'ENTREPRISES NON AGRICOLES PAR LES JEUNES.....	131
GRAPHIQUE 11 : EVOLUTION DE LA CREATION D'ENTREPRISES PAR LES FEMMES.	132
GRAPHIQUE 12: PROPORTION DES FEMMES ET DES JEUNES SELON QUE L'ENTREPRISE A FONCTIONNE OU NON DURANT TOUS LES 12 DERNIERS MOIS PRECEDANT LE PASSAGE DE L'ENQUETEUR.	135
GRAPHIQUE 13 : LES JEUNES ET LES FEMMES ENTREPRENEURS AYANT DEMANDE UN CREDIT.....	138
GRAPHIQUE 14 : PROPORTION DES ENTREPRENEURS AYANT OBTENU UN CREDIT	138
GRAPHIQUE 15 : PRINCIPALES RAISONS DE NON OBTENTION DE CREDIT	139
GRAPHIQUE 16 :PROPORTION DES JEUNES, FEMMES ET HOMMES ENTREPRENEURS APPARTENANT A UNE TONTINE OU ASSOCIATION	140



SIGLES ET ABREVIATIONS

ACTN	Association des Chefs Traditionnels du Niger
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CARI	Compte Rendu des Indicateurs de la Sécurité Alimentaire
CFEPD	Certificat de Fin d'Etude du Premier Degré
CoPIL	Comité de Pilotage
DPNE	Document de Politique Nationale de l'Electricité
DCNCEE	Direction de la Coordination et du Management de l'Information Statistique
DER	Direction des Enquêtes et des Recensements
DSEDS	Direction des Statistiques, des Etudes Démographiques et Sociales
ECVMA	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et de l'Agriculture
EHCVM	Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
ERI-ESI	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FONDAPOL	Fondation Pour l'Innovation Politique
INS	Institut National de la Statistique
MAG	Malnutrition Aiguë Globale
MAS	Malnutrition Aiguë Sévère
Mini AEP	Mini Adduction d'Eau Potable
3N	Les Nigériens Nourrissent les Nigériens
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PHMECV	Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages dans l'espace UEMOA
PIB	Produit Intérieur Brut
PROSEHA	Programme Sectoriel Eau, Hygiène et Assainissement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTSEF	Plan de Transition du Secteur de l'Education et de la Formation
RGP/H :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SCA	Score de Consommation Alimentaire
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive
SNAE	Stratégie Nationale d'Accès à l'Electricité



TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UP	Unité Primaire
USE	Unité Suivi et Evaluation
ZD	Zone de Dénombrement



CONCEPTS ET DEFINITIONS

Afin de permettre une compréhension commune de tous les acteurs et utilisateurs des données de l'EHCVM II, les différents concepts utilisés ont été définis.

Zone de Dénombrement (ZD) : Il s'agit d'un espace géographique comprenant en moyenne 200 ménages. La ZD est entièrement incluse dans une subdivision administrative qui est la commune et elle couvre, en milieu rural, soit une partie d'un village administratif, soit un, deux ou plusieurs villages administratifs ; en milieu urbain, une partie ou la totalité d'un quartier. Les ZD de cette enquête ont été délimitées lors du dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) réalisé en 2012. Ces ZD ont été ensuite mises à jour lors des travaux cartographiques préparatoires.

Village administratif : le village administratif est une localité administrée par un chef de village reconnu comme tel par l'autorité administrative territoriale. Très souvent, des hameaux, des villages traditionnels ou des concessions isolées y sont rattachés.

Logement : C'est un ensemble de constructions (maisons en dur, cases en banco, paillotes, tentes, etc.) à usage d'habitation que l'homme construit pour s'abriter et abriter ses biens.

Concession : La concession est l'espace clôturé ou non à l'intérieur duquel se trouvent une ou plusieurs unités d'habitation (maison à plusieurs logements ou en rangées, villas modernes, immeubles, cases traditionnelles, etc.). Une concession peut être habitée par un ou plusieurs ménages.

Ménage ordinaire : Le ménage ordinaire est un ensemble de personnes apparentées ou non qui vivent habituellement dans un même logement, mettent en commun toutes ou une partie de leurs ressources, partagent leurs repas, et reconnaissent l'autorité d'une même personne appelée chef de ménage. Un ménage ordinaire est composé soit d'une personne (par exemple un étudiant qui loue seul une chambre), soit de plusieurs personnes. Dans ce dernier cas, le ménage se compose généralement du mari, de son/ses épouses et de leur/s enfant/s, avec ou sans d'autres personnes à charge (membres de famille, amis, etc.). Le ménage ordinaire peut aussi être composé de personnes qui vivent ensemble et qui n'ont aucun lien de parenté entre elles (par exemple deux amis célibataires qui louent un studio).

Chef de ménage : Le chef de ménage est le preneur de décision clé au sein du ménage, et son autorité est reconnue par les autres membres du ménage. Il est possible que le principal contributeur au revenu du ménage ne soit pas nécessairement le chef de ménage. Dans beaucoup de sociétés africaines, l'adulte mâle le plus âgé est souvent considéré comme le chef de ménage, qu'il soit ou non le principal contributeur au revenu du ménage.

Membre du ménage. Un membre du ménage est une personne résidant habituellement dans le ménage. Un individu réside habituellement dans le ménage dans deux situations : (i) il vit dans ce

ménage depuis au moins 6 mois ; (ii) Il est arrivé dans le ménage depuis moins de 6 mois, mais avec l'intention d'y rester au moins 6 mois

Alphabétisation : l'EHCVM-II mesure l'aptitude à lire et à écrire des personnes âgées de 15 ans et plus dans n'importe quelle langue. Les personnes qui savent lire, mais ne savent pas écrire, sont considérées comme des analphabètes.

Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) : (Effectifs des individus de 15 ans et plus sachant lire et écrire / Effectif de la population de 15 ans et plus) *100.

Taux brut de scolarisation (TBS) : (Effectifs des individus effectivement au primaire rapportés aux effectifs des enfants dont l'âge est compris entre 7 et 12 ans) *100.

Taux net de scolarisation (TNS) : (Effectifs des individus de 7 à 12 ans effectivement au primaire rapportés aux effectifs des enfants dont l'âge est compris entre 7 et 12 ans) *100.

Taux brut de scolarisation au secondaire : (Effectifs des individus effectivement au secondaire rapportés aux effectifs des personnes dont l'âge est compris entre 13 et 19 ans) *100.

Taux net de scolarisation au secondaire : (Effectifs des individus de 13 à 19 ans effectivement au secondaire rapportés aux effectifs des personnes dont l'âge est compris entre 13 et 19 ans)*100.

Activité : Avoir une activité économique, c'est créer des biens ou mettre des services à la disposition de consommateurs, en utilisant d'autres biens et services et facteurs de travail (emploi) et un capital fixe (équipements et machines). L'activité a donc un lien étroit avec la profession ou le métier, puisque produire des biens et services nécessite un certain savoir-faire. Nous distinguons ici occupation et activité. Une activité donne lieu à une rémunération ; ce qui n'est pas nécessairement le cas pour une occupation. On peut s'occuper pendant une certaine période à chercher du travail, cette situation n'est pas considérée comme une activité.

Secteur d'activité : Un secteur d'activité regroupe des établissements de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale (au regard de la nomenclature d'activité économique considérée). L'activité d'un secteur n'est donc pas tout à fait homogène et comprend des productions ou services secondaires.

Occupation : désigne le genre de travail effectué par une personne pendant la période de référence. Lorsque quelqu'un aura fait état de plusieurs occupations pendant la période de référence, son occupation principale sera celle à laquelle il aura consacré le plus de temps.

Branche d'activité : C'est le genre d'industrie où l'activité est exercée. Les unités de production sont définies par les produits qu'elles fabriquent ou les services qu'elles offrent.

Nomenclature des branches d'activités : L'établissement (l'entreprise ou l'unité de production) où travaille l'enquêté peut créer plusieurs produits, mais il sera classé dans une seule branche, selon le produit ou service principal offert.



Statut dans l'emploi : C'est la situation dans laquelle le travailleur déclare exercer son activité. On distingue :

- l'employeur qui emploie des salariés pour exploiter une entreprise pour son propre compte. Dans certains cas (entreprise familiale), il peut utiliser d'autres types de main d'œuvre, à savoir, des aides familiaux et des apprentis ;
- l'indépendant qui exploite une entreprise ou offre des services pour son propre compte. La différence entre l'employeur et l'indépendant, c'est que ce dernier n'emploie aucun salarié.
- le salarié qui travaille pour un employeur public ou privé. En contrepartie, il reçoit un salaire (une rémunération ou un traitement) en espèces ou en nature ou les deux à la fois.

AVANT PROPOS :

Après le rapport sur le profil de pauvreté, l'Institut National de la Statistique (INS) met à la disposition des utilisateurs, celui sur les indicateurs sociaux, issus des données de la deuxième Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM-II).

L'EHCVM-II, tout comme la première, s'inscrit dans le cadre du Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de vie des ménages au sein de l'espace UEMOA (PHMECV), initié et mis en œuvre par la Commission de l'UEMOA, avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale. Ce programme a pour objectif principal d'appuyer les INS et agences statistiques des Etats membres de l'UEMOA à produire des statistiques fiables, régulières et comparables entre les pays.

La collecte des données de l'EHCVM-II a porté sur un échantillon de 6 622 ménages répartis sur l'ensemble du territoire national. Elle s'est déroulée en deux (2) vagues successives. La collecte des données sur le terrain de la première (1ère) vague portant sur la moitié de l'échantillon a eu lieu du 17 novembre 2021 au 13 février 2022, et celle de la seconde (2nde) vague portant sur la deuxième (2ème) moitié de l'échantillon a eu lieu du 3 juin au 31 août 2022.

Ce rapport présente les principaux résultats relatifs aux indicateurs sociaux qui regroupent et synthétisent les données quantitatives de l'EHCVM-II. Ce type d'indicateurs est important dans la mesure où ils permettent d'apprécier une situation selon certaines caractéristiques. Ils sont relatifs aux caractéristiques socioéconomiques et démographiques des ménages et de la population, aux caractéristiques du logement de ces ménages, à l'accès aux services sociaux et économiques de base, à l'alphabétisation des adultes, à l'éducation de base, à la santé et à la nutrition, à l'accès à l'eau potable. Les indicateurs d'éducation et de santé sont surtout centrés sur l'utilisation, l'accès et la qualité des prestations de services fournis. Ils portent également sur les avoirs des ménages et leur perception sur leur propre situation économique et sur celle de leur communauté.

A l'occasion de la production et de l'analyse des principaux indicateurs sociaux à partir des données de l'EHCVM-II, l'Institut National de la Statistique (INS) du Niger, au nom du Gouvernement tient, une fois de plus à remercier tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette enquête. Il s'agit :

- de la Banque Mondiale et de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) pour leur contribution technique et financière ;
- des autorités administratives nationales et régionales, l'Association des Chefs Traditionnels, pour avoir facilité le contact avec les ménages échantillon ;
- aux ménages, pour leur coopération et leur compréhension, sans lesquelles cette enquête n'aurait pas réussi ;



- des membres du Comité de Coordination et de Gestion de l'EHCVM-II, des membres de l'équipe technique, des agents de terrain, pour la patience et l'esprit de sacrifice dont ils ont fait montre, lors de la préparation, de la phase de collecte sur le terrain, du traitement et de l'analyse des données de cette enquête ;
- aux membres de l'équipe de rédaction du présent rapport pour la qualité du travail.

J'ose enfin espérer que le rapport sur les indicateurs sociaux issus des données de l'EHCVM 2021-2022, qui vient ainsi enrichir la banque de données sur les conditions de vie des ménages dans notre pays, sera largement diffusé et judicieusement exploité par les planificateurs, chercheurs, décideurs politiques et autres utilisateurs.

La Directrice Générale de l'INS

Mme TAKOUBAKOYE Aminata Boureima

PRINCIPAUX INDICATEURS

Indicateurs	Niveau
1. Caractéristiques des ménages et de la population	
Nombre de ménages estimés	4 135 089
Taille moyenne des ménages	5,8
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	52,2%
Proportion de la population potentiellement active (âgée de 15 à 64 ans)	44,3%
2. Caractéristiques du logement	
Proportion de ménages vivant dans des logements de type traditionnel (maisons en banco)	68,6%
Proportion de ménages vivant dans des logements de type cases traditionnelles	13,2%
Proportion de ménages dont le toit du logement principal est en terre	61%
Proportion de ménages dont le toit du logement est en paille/chaume	17,4%
Proportion de ménages dont les murs du logement principal sont en terre	71,6%
Proportion de ménages pour lesquels la nature sert principalement de lieu d'aisance	69%
Proportion de ménages utilisant principalement les latrines (rudimentaires et améliorées), comme lieu d'aisance	18,2%
Proportion de ménages utilisant principalement les WC, avec chasse d'eau	5,9%
Proportion de ménages utilisant principalement l'eau de puits ouvert, comme eau de boisson (moyenne saisons sèche & pluvieuse)	30,5%
Proportion de ménages utilisant principalement l'eau de robinet dans le logement	11,5%
Proportion de ménages utilisant principalement l'eau des bornes fontaines, comme eau de boisson	30,4%
Proportion de ménages utilisant principalement les lampes à piles/grosses lampes, comme source d'éclairage	72,9%
Proportion de ménages utilisant principalement l'électricité, comme source d'éclairage (électricité réseau, générateurs, solaire)	25%
3. Biens du ménage et situation économique	
Proportion de ménages propriétaires de leurs logements	80,7%
Proportion de ménages possédant des terres agricoles	62,8%
Proportion de ménages possédant du bétail	67,7%
Proportion de ménages possédant au moins un appareil TV	10,1%
Proportion de ménages dans lequel il y a au moins un téléphone portable	75%
4. Éducation et accès aux NTIC	
Alphabétisation des personnes âgées de 15 ans ou plus	35,6%
Taux net de scolarisation au primaire (7-12 ans)	55,9%
Taux brut de scolarisation au primaire	75,7%
Taux net de scolarisation au secondaire (13-19 ans)	23,7%
Taux brut de scolarisation au secondaire	39,0%
Taux de satisfaction des élèves du niveau primaire (école publique) (très satisfait ou satisfait)	85,8%
Taux de satisfaction des élèves du niveau secondaire (école publique) (très satisfait ou satisfait)	84,1%
Taux d'utilisation du téléphone portable (15 ans et plus)	44,7%



Proportion de ménages dans lequel il y a au moins un ordinateur	0,7%
Taux d'utilisation de l'Internet (15 ans et plus)	12,8%
5. Santé	
Population ayant connu un arrêt d'activité suite à une maladie en 2021	17,6%
Population disposant d'une couverture d'assurance médicale	0,2%
Population ayant dormi sous moustiquaire imprégnée la nuit précédant l'enquête	52,7%
Population qui consulte dans les centres de santé publics	91,8%
Population se trouvant à moins de 5 kilomètres d'un centre de santé	82,4%
Population satisfaite des services de santé reçus	91,5%
6. La situation de l'emploi et du chômage	
Taux d'activité (pour la population âgée de 15 ans à 64 ans)	56,1%
Actifs (de 15 à 64 ans) exerçant dans le secteur primaire	63,4%
Actifs (de 15 à 64 ans) exerçant dans le secteur industriel	10,5%
Actifs (de 15 à 64 ans) occupés dont la branche d'activité est l'agriculture	32,8%
Taux d'activité des 15 ans et plus	56,5%
Taux de chômage (au sens du BIT)	2,3%
Taux de chômage chez les hommes (au sens du BIT)	2,4%
Taux de chômage chez les femmes (au sens du BIT)	2,2%



INTRODUCTION

Pour le suivi et l'évaluation du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2022-2026), des Objectifs du Développement Durable (ODD), de l'Agenda 2030 des Nations Unies, de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et la vision 2050 de la Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Niger a besoin d'un système d'informations statistiques capable de fournir des données de qualité pour le calcul d'indicateurs et d'agrégats pertinents. Or ces indicateurs, notamment les indicateurs sociaux sont obtenus à partir des données issues des enquêtes sur les conditions de vie de ménages. C'est dans ce cadre que l'Institut National de la Statistique (INS), à l'instar des autres instituts et agences des pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a organisé en 2021-2022, la deuxième Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM-II).

Cette enquête s'inscrit dans le cadre du Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages au sein de l'espace UEMOA (PHMECV), mis en œuvre par la Commission de l'UEMOA, avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale. Ce Programme a pour objectif principal d'aider les INS des Etats membres de l'UEMOA à produire des statistiques pertinentes, fiables, régulières et comparables dans le temps et entre pays, dans le domaine des conditions de vie des ménages et de la pauvreté. Outre cet objectif principal, la réalisation de cette enquête vise les objectifs spécifiques suivants : (i) mettre à jour les indicateurs et le profil de pauvreté ; (ii) mesurer les progrès réalisés dans la recherche de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) ; (iii) fournir des données pour améliorer les connaissances sur l'agriculture et l'élevage au Niger, notamment leurs rôles dans la réduction de la pauvreté et la façon de stimuler l'efficacité et l'innovation dans ces deux (2) secteurs.

Au Niger, l'EHCVM-II a porté sur un échantillon de 6 622 ménages répartis sur l'ensemble du territoire national. Elle s'est déroulée en deux (2) vagues successives. La collecte des données sur le terrain de la première (1ère) vague portant sur la moitié de l'échantillon a eu lieu du 17 novembre 2021 au 13 février 2022, et celle de la seconde (2nde) vague portant sur la deuxième (2ème) moitié de l'échantillon a eu lieu du 3 juin au 31 août 2022.

Après la collecte et le traitement des données, l'INS a prévu la production de quatre (4) rapports thématiques :

- Le profil de pauvreté ;
- Les indicateurs sociaux ;
- Agriculture et conditions de vie des ménages ;
- Elevage et conditions de vie des ménages.

Le présent rapport porte sur la production et l'analyse des indicateurs sociaux. Outre l'introduction et la conclusion, il est structuré en dix (10) chapitres. Le premier chapitre est consacré au contexte et à la méthodologie de l'enquête. Le deuxième chapitre a trait aux principales caractéristiques des ménages et de la population. Le troisième chapitre porte sur les



caractéristiques du logement, le quatrième sur les actifs du ménage et l'accessibilité aux services sociaux. Le cinquième chapitre met l'accent sur l'éducation. Le sixième chapitre est consacré à l'état sanitaire de la population. Le septième chapitre porte sur la situation de l'emploi et du chômage, le huitième sur l'inclusion financière. Le neuvième chapitre porte sur les dépenses de consommation des ménages. Enfin, le dixième chapitre est consacré à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes.



CHAPITRE 1 : CONTEXTE ET METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

Ce chapitre donne un aperçu sur le contexte de la conduite de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages ainsi que les objectifs visés pour la réalisation de l'opération. Il décrit aussi les grandes thématiques abordées par les questionnaires ainsi que la méthode de tirage de l'échantillon.

1.1 CONTEXTE ET OBJECTIFS

1.1.1 CONTEXTE

Les statistiques produites à partir des enquêtes auprès des ménages doivent être pertinentes, fiables et à jour. A ce titre, la réalisation des enquêtes doit aider à relever certains défis pour assurer la qualité des statistiques produites. Pour ce faire, les opérations d'enquêtes doivent être conduites régulièrement, ce qui n'est pas toujours le cas à cause notamment de la rareté des financements et de l'exploitation limitée des données sur le plan analytique (insuffisance des analyses approfondies) pour valoriser davantage les informations collectées. Il faut aussi souligner que la production statistique doit répondre aux exigences internationales en matière de normes et de nomenclatures pour assurer leur comparabilité sur le plan temporel et spatial. A cet effet, plusieurs organismes internationaux recommandent l'harmonisation des concepts et définitions, des questionnaires et des méthodologies de collecte de données ainsi que la conduite des enquêtes au cours d'une même période.

L'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM-II) dans les Etats membre de l'UEMOA devrait être réalisée à la même période et avec la même méthodologie dans tous les pays. Malheureusement, dans un grand nombre de pays ces conditions n'ont pas été réunies.

Selon le rapport sur l'état de la pauvreté au sein de l'UEMOA, élaboré en 2014, les variabilités des méthodes et des périodes de mesures de la pauvreté ont affecté et réduit les comparabilités spatiales et temporelles entre pays. C'est partant de ce constat que la Commission de l'UEMOA a sollicité et obtenu l'appui technique et financier de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre d'un Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de Vie des ménages (PHMECV) au sein de ses Etats membres. Ce programme prévoit la réalisation de deux enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages dans chaque Etat membre suivant la même méthodologie d'échantillonnage et de collecte, et utilisant, à quelques spécificités près, les mêmes questionnaires.

Il est à noter qu'en dehors de la Banque Mondiale, d'autres partenaires contribuent à la mise en œuvre du programme en participant aux ateliers techniques et à l'élaboration des instruments techniques, il s'agit notamment de l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT), de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

1.1.2 OBJECTIFS

L'objectif global de l'EHCVM est de permettre la mise à jour des indicateurs notamment ceux de suivi de la pauvreté au Niger. De manière spécifique, elle vise à atteindre les objectifs suivants :

- contribuer à mesurer les progrès réalisés vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) ;
- permettre la mise à jour des indicateurs sociaux utilisés dans la formulation des politiques publiques visant à améliorer les conditions de vie des populations ;
- fournir des renseignements sur l'organisation et la structure du secteur de l'agriculture et de l'élevage ainsi que l'utilisation des ressources entrant dans les activités de production agricole ;
- fournir des données pour l'analyse de l'évaluation des politiques publiques relatives à plusieurs domaines importants (éducation, santé, emploi, vulnérabilité aux chocs, dynamique de la pauvreté, etc.) sans nécessairement avoir à conduire d'autres enquêtes spécifiques.

1.2 PRESENTATION DES QUESTIONNAIRES

Deux questionnaires ont été conçus pour les enquêtes EHCVM. Ces questionnaires permettent de recueillir des informations sur le ménage, sur ses membres ainsi que sur la communauté dans laquelle il vit.

Le premier outil de collecte, le questionnaire « Ménage », est un instrument intégré multithématique qui a permis de recueillir des informations au niveau du ménage et des individus qui y vivent. Comprendre le comportement des ménages nécessite, en effet, la collecte d'informations multidimensionnelles. C'est pourquoi les modules de ce questionnaire portent sur plusieurs thèmes comme les suivants :

- Caractéristiques sociodémographiques des membres du ménage ;
- Education ;
- Santé ;
- Emploi ;
- Entreprises non-agricoles ;
- Consommation et dépenses alimentaires ;
- Dépenses non-alimentaires ;
- Logement ;
- Actifs du ménage (biens durables) ;
- Participation à des programmes sociaux où autres programmes gouvernementaux ;
- Autres sources de revenus ;
- Epargnes et crédits ;
- Chocs et stratégies de survie ;
- Agriculture et Elevage.



Le second instrument de collecte est le Questionnaire « Communautaire » qui a été utilisé pour recueillir des informations qui sont communes aux ménages sélectionnés dans l'échantillon. Le Questionnaire « Communautaire » rassemble des informations sur l'accès des ménages aux services sociaux (éducation, santé, électricité etc.) et aux infrastructures (routes, marchés, etc.).

1.3 COUVERTURE DE L'ÉCHANTILLON

Le choix de l'échantillon des ménages enquêtés s'est fait suivant la méthode stratifiée et à deux degrés et les résultats sont ainsi représentatifs au niveau national, au niveau du milieu de résidence (urbain et rural) et au niveau de chacune des strates identifiées.

Le champ de l'enquête était constitué de l'ensemble du territoire national à l'exclusion, pour raison de sécurité, des départements de Bosso (Région de diffa) et celui de Banibangou (Région de Tillabéri). Une taille d'échantillon de 6960 ménages répartis dans 580 Unités Primaires (UP) a été retenue. Ainsi, au premier degré, il a été procédé à la sélection de 580 Zones de Dénombrements (ZD=UP) proportionnellement à leurs tailles (en termes de nombre de ménages) et au second degré, 12 ménages ont été tirés de manière aléatoire dans chaque ZD échantillon. Les huit (8) régions administratives constituent des strates explicites. Toutefois, compte tenue de la situation sécuritaire dans certaines zones du pays, 25 grappes n'ont pas pu être enquêtées. Cependant, ces pertes de grappes n'entravent en rien la représentativité de l'échantillon dont le processus de détermination a déjà pris en compte cette possibilité de ne pas pouvoir accéder à certaines localités situées en zones à défis sécuritaires. Les 555 grappes effectivement enquêtées se répartissent comme suit :

Tableau 1: Répartition de l'échantillon par région et milieu de résidence

Région	Grappes échantillons par milieu de résidence			Grappes enquêtées par milieu de résidence			Ménages attendus par milieu de résidence			Ménages enquêtés par milieu de résidence		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Agadez	23	29	52	23	30	53	276	360	636	273	356	629
Diffa	24	43	67	23	42	65	276	504	780	288	491	779
Dosso	20	49	69	20	49	69	240	588	828	237	581	818
Maradi	20	61	81	20	61	81	240	732	972	229	742	971
Tahoua	20	57	77	20	55	75	240	660	900	238	659	897
Tillabéri	24	59	83	24	37	61	288	444	732	288	443	731
Zinder	20	70	90	20	70	90	240	840	1080	240	837	1077
Niamey	61	0	61	61	0	61	732	0	732	720	-	720
National	212	368	580	211	344	555	2532	4128	6660	2513	4109	6622

Source : EHCVM 2021

CHAPITRE 2 : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES MENAGES ET DE LA POPULATION

Ce chapitre présente les résultats sur certaines caractéristiques du logement ainsi que les biens durables possédés par les ménages. Il aborde également les caractéristiques sociodémographiques de la population telles que la structure de la population par âge et par sexe, par milieu de résidence, la taille des ménages, par situation socioéconomique. La connaissance de ces caractéristiques socioéconomiques et environnementales est importante parce qu'elles constituent les déterminants de l'état de santé de la population et de ses conditions de vie.

2.1 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES MENAGES

2.1.1 REPARTITION DES MENAGES PAR MILIEU ET REGION DE RESIDENCE

Le tableau N°2 donne la répartition des ménages par milieu de résidence et par région. Le nombre de ménages est estimé à 4 135 089 par l'EHCVM 2021. Il fait aussi ressortir une inégale répartition des ménages entre le milieu urbain et le milieu rural. Les ménages ruraux représentent 83,7% des ménages nigériens. Par ailleurs, le tableau indique que les pourcentages des ménages ruraux est plus élevés dans les régions de Dosso, Tahoua et Tillabéri avec respectivement 91,1%, 91,5% et 93,2%. La proportion des ménages vivant en milieu urbain est de 41,3% pour la région d'Agadez contre seulement 6,8% de ménages en milieu urbain pour la région de Tillabéri.

Tableau 2: Répartition (%) des ménages par milieu et région de résidence

Région de résidence	Urbain	Rural	Ensemble
Agadez	41,3	58,7	100,0
Diffa	15,3	84,7	100,0
Dosso	8,9	91,1	100,0
Maradi	13,1	86,9	100,0
Tahoua	8,5	91,5	100,0
Tillabéri	6,8	93,2	100,0
Zinder	10,2	89,8	100,0
Niamey	100,0	0,0	100,0
National	16,3	83,7	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

2.1.2 REPARTITION DES MENAGES SELON LA TAILLE, PAR MILIEU ET REGION DE RESIDENCE

Le tableau N°3 donne la répartition des ménages selon la taille par milieu et région de résidence. La taille moyenne des ménages, qui traduit le nombre moyen de personnes par ménage, est de 5,8 pour l'ensemble du Niger. Elle est en moyenne de 5,2 personnes pour la région d'Agadez et 5,6 personnes pour la région de Tillabéri. Les régions de Dosso et Maradi ont les plus grandes tailles moyennes des ménages avec respectivement 6,0 et 6,6 personnes par ménage.

On remarque qu'il n'y a pas de différence significative entre le milieu rural et le milieu urbain pour les proportions des ménages ayant une taille comprise entre 6 à 9 personnes. Les régions de Dosso, Maradi et Tillabéri enregistrent une proportion plus importante de ménages de grande



taille (6 à 9 personnes) avec 44,0% pour Dosso, 42,8% pour Maradi et 41,2% concernant Tillabéri. Globalement on constate une répartition quasi uniforme de la taille moyenne des ménages selon le milieu et la région de résidence. Les ménages dirigés par les hommes ont des tailles plus grandes (proportion des ménages de taille comprise entre 6 à 9 personnes) que ceux dirigés par les femmes. La taille moyenne des ménages dirigés par les hommes est de 6,3 personnes alors qu'elle est de 4,2 personnes pour ceux dirigés par les femmes.

Tableau 3: Répartition des ménages selon la taille par milieu et région de résidence

	1 membre	2 membres	3 à 5 membres	6 à 9 membres	10 à 14 Membres	15 membres et +	Taille moyenne ménage	Effectifs des ménages
Milieu de résidence								
Urbain	2,8	5,4	42,8	38,9	8,5	1,6	5,9	6 724 41
Rural	1,9	6,5	43,3	38,8	8,3	1,2	5,8	3 462 648
Région								
Agadez	3,3	7,0	49,1	35,5	4,6	0,4	5,2	125 733
Diffa	1,4	6,7	47,9	37,9	5,6	0,6	5,5	145 726
Dosso	2,1	4,6	39,7	44,0	8,7	0,8	6,0	483 199
Maradi	1,3	5,3	34,6	42,8	13,5	2,5	6,6	722 876
Tahoua	2,2	8,7	46,5	34,4	7,1	1,0	5,5	853 926
Tillabéri	1,7	5,2	46,0	41,2	4,8	1,2	5,6	682 386
Zinder	2,3	6,2	45,7	35,7	9,1	1,1	5,7	868 038
Niamey	3,7	6,8	42,1	38,6	7,6	1,2	5,7	253 205
Sexe du CM								
Masculin	1,1	3,9	39,4	43,9	10,2	1,6	6,3	3 225 273
Féminin	5,6	14,9	57,0	20,7	1,8	0,1	4,2	909 816
National	2,1	6,3	43,2	38,8	8,3	1,3	5,8	4135 089

Source : Enquête EHCVM 2021

La taille moyenne des ménages a connu une légère baisse entre 2008 et 2021. Cette situation est remarquable au niveau national où elle est passée de 6,5 personnes en 2008 à 5,8 personnes en 2021. Pour le milieu rural, la taille moyenne des ménages au cours de la période 2008 à 2021 est passée de 6,4 personnes à 5,8 personnes.

Tableau 4: Evolution de la taille moyenne des ménages

	ENBC 2008	EDS/MICS 2012	EHCVM 2018	EHCVM 2021
Niamey	5,9	5,8	5,3	5,7
Autres centres urbains	6,1	6,0	6,2	6,0
Ensemble urbain		5,9	5,9	5,8
Rural	6,4	5,9	6,0	5,8
National	6,5	5,9	6,0	5,8

Source : Enquête EHCVM 2021

2.1.3 REPARTITION DES MENAGES PAR STATUT DE PAUVRETE

La répartition des ménages par statut de pauvreté montre qu'en milieu urbain, 11,5 % des ménages sont pauvres. En milieu rural, cette proportion est de 38,8%. Cette situation pourrait être due à la disponibilité de plus d'activités génératrices de revenus en milieu urbain qu'en milieu rural. Le tableau fait aussi ressortir que les ménages dirigés par les femmes (28,6%) sont moins pauvres que ceux dirigés par les hommes (35,3%). Il en est de même lorsque l'on compare les ménages polygames et monogames. Les chefs de ménage qui sont en régime monogamique sont moins pauvres (33,9%) que ceux qui sont en régime polygame (42,9%).

Les résultats montrent également de grandes différences selon les régions. Niamey compte moins des ménages pauvres (3,7%) contrairement à Tillabéri (47%), Dosso (39,7%) et Maradi (38,5%). La région d'Agadez a aussi une proportion relativement très faible des ménages pauvres comparativement (10,5%).

Tableau 5: Répartition des ménages par statut de pauvreté

	Non pauvre	Pauvre	Ensemble
Milieu de résidence			
Urbain	88,5	11,5	100,0
Rural	61,8	38,2	100,0
Région de résidence			
Agadez	89,5	10,5	100,0
Diffa	61,9	38,1	100,0
Dosso	60,3	39,7	100,0
Maradi	61,5	38,5	100,0
Tahoua	71,0	29,0	100,0
Tillabéri	53,3	46,7	100,0
Zinder	67,1	32,9	100,0
Niamey	96,3	3,7	100,0
Situation famille du CM			
Célibataire	86,3	13,7	100,0
Marié(e) monogame	66,1	33,9	100,0
Marié(e) polygame	57,1	42,9	100,0
Veuf(ve)	77,8	22,2	100,0
Divorcé(e)	80,7	19,3	100,0
Séparé(e)	74,4	25,6	100,0
Genre du CM			
Masculin	64,7	35,3	100,0
Féminin	71,4	28,6	100,0
National	66,1	33,9	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

2.1.4 REPARTITION DES MENAGES PAR QUINTILE DE BIEN-ETRE DU MENAGE SELON LE MILIEU ET REGION DE RESIDENCE

Le bien-être d'un ménage s'apprécie un ensemble de paramètres tels que la consommation, l'accumulation des stocks de richesse productive, les inégalités et la sécurité économique qui font que le ménage vit dans des conditions jugées décentes. Dans le cadre de cette enquête, ce sont



les dépenses de consommation, classées du premier au cinquième quintile, qui ont permis d'apprécier le bien-être des ménages

L'analyse des quintiles de bien-être du ménage montre que dans l'ensemble du pays, 15,6% des ménages demeurent très pauvres et 26,1% très riches. Selon le milieu de résidence, 2,2 % des ménages sont très pauvres en milieu urbain contre 18,2% des ménages du milieu rural. Le tableau°6 montre que les proportions des ménages très pauvres et les ménages très riches en considérant le milieu rural sont identiques.

La région de Maradi a la plus faible proportion des ménages très riches (17,8%) contrairement aux régions d'Agadez (55,5%) et de Niamey (86,5%) qui ont les proportions les plus élevées des ménages les plus riches.

Selon la situation de famille, on constate que les ménages dont le chef est célibataire sont (63,3%) les plus riches. Par ailleurs, les résultats montrent que la proportion des ménages polygames (22,0%) demeure la plus élevée des ménages les plus pauvres. Parmi les ménages dirigés par les femmes, environ 30% sont très riches tandis que parmi ceux dirigés par les hommes, un quart sont estimés très riches.

Tableau 6: Répartition des ménages par quintile de bien-être du ménage selon le milieu et région de résidence

	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Ensemble
Milieu de résidence						
Urbain	2,2	3,9	7,7	19,2	66,9	100,0
Rural	18,2	19,9	21,1	22,6	18,2	100,0
Région de résidence						
Agadez	1,7	5,7	13,1	24,0	55,5	100,0
Diffa	22,7	18,8	19,6	20,3	18,5	100,0
Dosso	15,1	18,5	23,1	24,4	18,9	100,0
Maradi	21,6	19,6	21,2	19,7	17,8	100,0
Tahoua	8,3	16,3	20,5	28,7	26,1	100,0
Tillabéri	20,8	20,7	18,4	18,9	21,2	100,0
Zinder	19,2	19,0	19,2	22,2	20,4	100,0
Niamey	0,2	1,6	2,5	9,1	86,5	100,0
Situation famille du CM						
Célibataire	7,5	0,0	14,8	14,5	63,3	100,0
Marié(e) monogame	15,2	18,0	18,7	22,9	25,3	100,0
Marié(e) polygame	22,0	19,8	22,0	19,1	17,1	100,0
Veuf(ve)	9,6	11,1	16,5	22,9	40,0	100,0
Divorcé(e)	5,7	11,3	13,9	21,2	47,9	100,0
Séparé(e)	6,7	18,9	7,8	11,7	54,9	100,0
Genre du CM						
Masculin	16,2	18,1	19,2	21,5	25,0	100,0
Féminin	13,4	14,4	18,2	23,9	30,2	100,0
National	15,6	17,3	19,0	22,0	26,1	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

2.2 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES DES CHEFS DE MENAGE

2.2.1 SEXE DES CHEFS DES MENAGES

Les données du tableau N°7 montrent qu'au Niger, plus de trois ménages sur quatre sont dirigés par des hommes (78%). Les ménages dirigés par des femmes représentent 22%. Ces dernières, sont généralement divorcées, veuves ou séparées.

Selon le milieu de résidence, la proportion des ménages dirigés par les femmes est relativement plus élevée en milieu rural (22,3%) qu'en milieu urbain (20,4%). En considérant la région de résidence, les proportions des ménages dirigés par les femmes sont plus importantes dans les régions de Tahoua (32,2%) et de Dosso (23,6%).

Tableau 7: Répartition des ménages par sexe du chef de ménage selon le milieu et région de résidence

	Masculin	Féminin	Ensemble
Milieu de résidence			
Urbain	79,6	20,4	100,0
Rural	77,7	22,3	100,0
Région de résidence			
Agadez	80,4	19,6	100,0
Diffa	83,4	16,6	100,0
Dosso	76,4	23,6	100,0
Maradi	85,3	14,7	100,0
Tahoua	67,8	32,2	100,0
Tillabéri	79,3	20,7	100,0
Zinder	80,5	19,5	100,0
Niamey	78,2	21,8	100,0
Situation famille du CM			
Célibataire	86,1	13,9	100,0
Marié(e) monogame	86,6	13,4	100,0
Marié(e) polygame	92,0	8,0	100,0
Veuf(ve)	7,1	92,9	100,0
Divorcé(e)	32,8	67,2	100,0
Séparé(e)	31,0	69,0	100,0
National	78,0	22,0	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

2.2.2 REPARTITION DES MENAGES PAR STATUT MATRIMONIAL DU CHEF DE MENAGE SELON LE MILIEU ET REGION DE RESIDENCE

Globalement, plus de huit chefs de ménages sur dix (86,3%) sont mariés dont 18,8% sont polygames. Le veuvage touche environ 11% de chefs de ménages. La proportion des chefs de ménage mariés varie de 80,6% en milieu urbain à 87,5% en milieu rural.

Les résultats montrent que les régions d'Agadez (74,7%) et de Diffa (72,7%) ont les plus fortes proportions de ménages dont le chef est monogame.



Par ailleurs, la polygamie est plus fréquente chez les chefs de ménages en milieu rural (19,8%) qu'en milieu urbain (13,9%). Les proportions des chefs de ménages polygames sont plus élevées dans les régions de Maradi (29,4%) et de Dosso (20,6%).

Tableau 8: Répartition des ménages par statut matrimonial du chef de ménage selon le milieu et région de résidence

	Célibataire	Marié(e) monogame	Marié(e) polygame	Veuf(ve)	Divorcé(e)	Séparé(e)	Ensemble
Milieu de résidence							
Urbain	1,7	66,7	13,9	13,6	3,9	0,3	100,0
Rural	0,7	67,7	19,8	10,0	1,6	0,2	100,0
Région de résidence							
Agadez	1,8	72,7	7,5	12,8	5,1	0,0	100,0
Diffa	1,1	74,7	9,1	12,4	1,7	1,0	100,0
Dosso	0,9	68,0	20,6	9,7	0,8	0,1	100,0
Maradi	0,1	63,4	29,4	5,4	1,6	0,1	100,0
Tahoua	0,6	66,8	18,5	11,7	2,2	0,2	100,0
Tillabéri	1,2	68,6	14,4	13,5	2,3	0,0	100,0
Zinder	0,9	69,5	17,8	10,2	1,2	0,4	100,0
Niamey	2,5	64,6	12,6	14,5	5,4	0,4	100,0
National	0,9	67,5	18,8	10,6	2,0	0,2	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

2.2.3 REPARTITION DES MENAGES PAR NIVEAU D'INSTRUCTION DU CHEF DE MENAGE SELON LE MILIEU ET REGION DE RESIDENCE

S'agissant du niveau d'instruction du chef de ménage, 81% des chefs de ménages sont sans aucun niveau d'instruction et seulement 10 % ont au plus le niveau d'instruction primaire.

En milieu rural, 86 % des chefs de ménages n'ont aucun niveau d'instruction contre 54,2% en milieu urbain. Au niveau régional, 44,1% des chefs de ménages résidant à Niamey n'ont aucun niveau d'instruction contrairement à ceux de Diffa qui sont de 88,6%. Les données montrent que près de 90 % des femmes chefs de ménages n'ont aucun niveau d'instruction.



Tableau 9: Répartition des ménages par niveau d'instruction du chef de ménage selon le milieu et région de résidence

	Aucun	Primaire	Secondaire général1	Secondaire Technique 1	Secondaire général 2	Secondaire Technique 2	Post Secondaire	Supérieur	Ensemble
Milieu de résidence									
Urbain	54,2	18,7	12,5	0,6	3,6	2,7	0,8	6,8	100,0
Rural	86,4	8,1	4,4	0,0	0,5	0,3	0,1	0,1	100,0
Région de résidence									
Agadez	74,0	12,5	8,9	0,1	2,2	0,8	0,2	1,4	100,0
Diffa	88,6	5,4	4,2	0,2	0,4	0,2	0,1	0,9	100,0
Dosso	81,4	10,0	7,4	0,0	0,2	0,4	0,2	0,4	100,0
Maradi	80,5	10,4	6,9	0,0	0,5	0,4	0,2	1,0	100,0
Tahoua	86,6	8,4	4,2	0,2	0,3	0,2	0,0	0,2	100,0
Tillabéri	81,5	10,6	3,5	0,0	2,1	1,5	0,3	0,6	100,0
Zinder	86,7	7,9	4,1	0,0	0,4	0,4	0,3	0,3	100,0
Niamey	44,1	18,8	14,9	0,7	5,8	3,2	1,0	11,5	100,0
Situation famille du CM									
Célibataire	45,2	32,5	11,1	1,4	4,6	0,0	0,0	5,3	100,0
Marié(e) monogame	79,7	10,5	6,4	0,1	1,2	0,6	0,3	1,3	100,0
Marié(e) polygame	83,5	8,1	5,7	0,2	0,5	1,1	0,2	0,8	100,0
Veuf(ve)	90,6	6,4	1,6	0,0	0,4	0,2	0,1	0,7	100,0
Divorcé(e)	77,0	11,7	4,0	0,0	0,1	5,4	0,0	1,8	100,0
Séparé(e)	78,1	13,0	5,5	0,0	0,0	3,4	0,0	0,0	100,0
Sexe du CM									
Masculin	79,1	11,0	6,2	0,1	1,2	0,7	0,3	1,4	100,0
Féminin	88,6	5,8	4,0	0,0	0,3	0,7	0,0	0,6	100,0
National	81,2	9,8	5,7	0,1	1,0	0,7	0,2	1,2	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

2.2.4 REPARTITION DES MENAGES PAR BRANCHE D'ACTIVITE DU CHEF DE MENAGE SELON LE MILIEU ET REGION DE RESIDENCE

Dans leur majorité, les chefs des ménages exercent dans l'agriculture (47,8%), l'élevage (14%) et le commerce (10,3%). Cette situation est observée quel que soit le sexe du chef du ménage.

En milieu rural, l'agriculture et l'élevage constituent les branches d'activité de plus de 71% des chefs de ménages. Par ailleurs, moins de 7% des chefs de ménages sont dans les branches industrielles. Cette proportion est d'environ 13% en milieu urbain. Selon les régions, les résultats font ressortir que cette proportion est de 14,4% à Niamey, de 13,3% à Agadez, de 7% à Dosso et de 7% à Maradi.

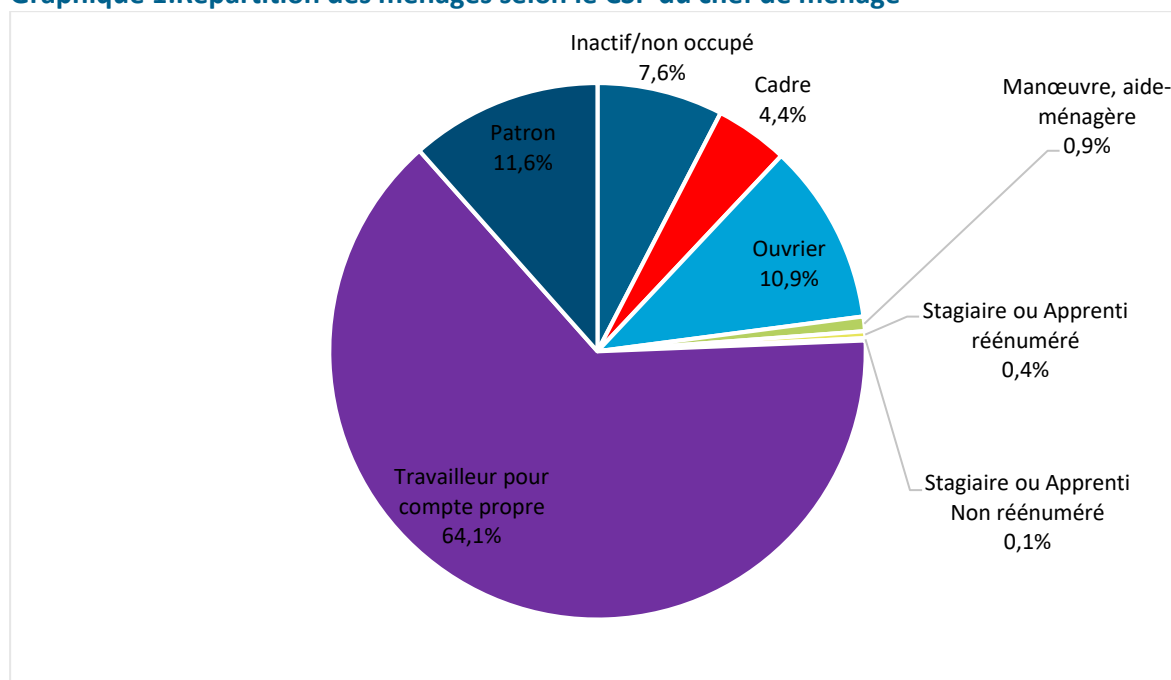
Tableau 10: Répartition des ménages par branche d'activité du chef de ménage selon le milieu et région de résidence

	Inactif	Agri	Elevage/ Pêche	Indust. extr.	Autr. indust.	BTP	Comrce	Restaurant Hotel	Trans. /Comm.	Educ/ Sante	Services perso.	Aut. services	Ensemble
Milieu													
Urbain	12,0	6,4	5,0	0,5	12,9	4,8	20,1	1,1	10,3	6,7	9,5	10,6	100,0
Rural	4,9	55,8	15,8	0,6	4,7	1,7	8,4	0,4	2,0	1,1	3,8	0,9	100,0
Région													
Agadez	7,4	20,0	24,9	2,2	11,1	4,8	13,5	1,1	3,7	2,7	3,2	5,5	100,0
Diffa	4,9	22,0	38,7	0,3	6,1	2,8	11,8	0,4	4,4	1,4	5,1	2,1	100,0
Dosso	4,6	47,9	15,5	0,4	6,6	1,6	12,0	0,2	2,1	1,3	6,5	1,4	100,0
Maradi	1,9	51,9	11,9	0,5	6,5	2,7	12,3	0,2	3,7	1,9	5,0	1,7	100,0
Tahoua	6,3	52,2	16,3	0,1	4,9	1,3	9,6	0,5	3,0	1,4	3,7	0,7	100,0
Tillabéri	7,9	56,6	14,6	1,2	3,8	1,6	5,3	0,4	1,9	2,6	2,2	2,1	100,0
Zinder	5,8	54,8	10,1	0,5	5,3	2,4	9,7	0,6	3,4	1,1	5,0	1,4	100,0
Niamey	15,4	1,8	2,2	0,4	14,0	5,0	17,0	1,4	8,9	6,5	10,9	16,5	100,0
National	6,0	47,8	14,0	0,6	6,0	2,2	10,3	0,5	3,3	2,0	4,7	2,5	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

Dans l'ensemble, 75,7% des chefs de ménages travaillent pour leur compte propre dont 11,6% sont des patrons de leurs entreprises. Les ouvriers représentent environ 11% des chefs de ménage. Il faut noter que 7,6% des chefs de ménages sont inactifs ou non occupés.

Graphique 1: Répartition des ménages selon le CSP du chef de ménage



Source : Enquête EHCVM 2021



2.2.5 REPARTITION DES MENAGES PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL DU CHEF DE MENAGE SELON LE MILIEU ET REGION DE RESIDENCE

Les données du tableau ci-après concernent la répartition des ménages par secteur institutionnel du chef de ménage selon le milieu et la région de résidence.

Les résultats font ressortir que 91% des chefs de ménages sont employés dans les entreprises privées contre seulement 1,9% dans les structures de l'Etat ou locales.

La majorité des chefs de ménages travaillent dans les entreprises privées avec une proportion de 93,8% en milieu rural et 76,5% milieu urbain. Les résultats montrent aussi que les proportions de chefs de ménage travaillant dans les collectivités locales ou pour l'Etat sont de 11,3% dans les régions de Niamey, de 2,7% dans la région de Tillabéri et de 1,8% dans celle d'Agadez.

Tableau 11: Répartition des ménages par secteur institutionnel du chef de ménage selon le milieu et région de résidence

	Inactifs	Etat/ Collectivités locales	Entreprise Publique, Parapublique	Entreprise Privée	Entreprise Associative	Ménage employeur de Personnel domestique	Organisme international, Ambassade
Milieu de résidence							
Urbain	12,0	7,9	1,7	76,5	0,6	0,9	0,6
Rural	4,9	0,7	0,2	93,8	0,1	0,3	0,0
Région de résidence							
Agadez	7,4	1,8	1,1	89,0	0,0	0,5	0,2
Diffa	4,9	1,7	0,4	92,1	0,0	0,6	0,2
Dosso	4,6	1,3	0,0	93,9	0,0	0,2	0,0
Maradi	1,9	1,1	0,2	96,1	0,1	0,4	0,2
Tahoua	6,3	0,4	0,0	93,2	0,0	0,0	0,0
Tillabéri	7,9	2,7	0,9	88,2	0,2	0,2	0,0
Zinder	5,8	1,0	0,0	92,2	0,1	0,9	0,0
Niamey	15,4	11,3	2,8	67,4	1,2	1,2	0,7
National	6,0	1,9	0,4	91,0	0,1	0,4	0,1

Source : Enquête EHCVM 2021

2.3 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION

La répartition par classe d'âges montre que plus de la moitié (52,5%) de la population nigérienne est âgée de moins de 15 ans. Cette proportion est plus importante dans la population masculine (55,9%) que dans la population féminine (49,4%).

La population potentiellement en âge de travailler est de 44,3%. Elle représente 48% chez les femmes et 40,2% chez les hommes.

En milieu urbain la proportion des moins de 15 ans est de 44,8% contre 54,0% en milieu rural. Par contre, pour le cas des personnes âgées (65 ans et plus), leur proportion est la même pour les deux milieux de résidence, soit 3,2%.

La population des 0-14 ans est relativement plus importante dans les régions de Zinder et de Maradi (55,4% chacune), de Diffa et de Tahoua (53,9% chacune).

Tableau 12: Répartition (%) de la population par classe d'âge selon le sexe, le milieu de résidence et la région

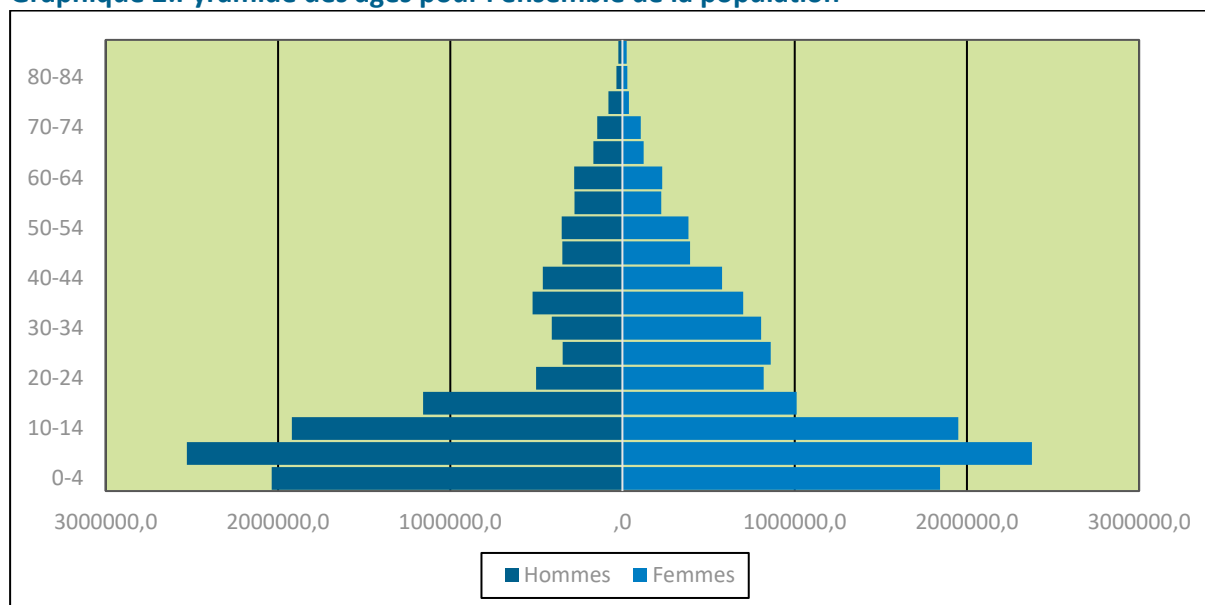
	0-14 ans	15-64 ans	65 ans et +	Ensemble
Sexe				
Masculin	55,9	40,2	3,9	100,0
Féminin	49,4	48,1	2,6	100,0
Milieu de résidence				
Urbain	44,8	52,0	3,2	100,0
Rural	54,0	42,7	3,2	100,0
Région de résidence				
Agadez	48,0	48,7	3,3	100,0
Diffa	53,9	43,5	2,6	100,0
Dosso	50,8	46,0	3,2	100,0
Maradi	55,4	41,7	2,9	100,0
Tahoua	53,9	42,6	3,5	100,0
Tillabéri	49,6	46,5	3,9	100,0
Zinder	55,4	41,8	2,8	100,0
Niamey	41,4	55,6	3,0	100,0
National	52,5	44,3	3,2	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

La pyramide des âges avec une base élargie et un sommet rétréci reflète bien cette structure marquée par la prédominance des jeunes. La proportion des personnes âgées (65 ans et plus) reste faible. Cette situation s'observe dans les pays en voie de développement et pourrait s'expliquer par les niveaux élevés de la fécondité et de la mortalité. On note également un déficit des hommes de 20 à 34 ans qui pourrait refléter une importante émigration des jeunes actifs vers l'extérieur du pays. En effet, cette situation s'observe aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, en l'occurrence pour la tranche des adultes de 25 à 34 ans.



Graphique 2:Pyramide des âges pour l'ensemble de la population



CHAPITRE 3 : CARACTERISTIQUES DU LOGEMENT

Le logement est défini comme l'ensemble des constructions groupées ou non dans un même endroit qui abritent le ménage et ses biens. Dans le cadre de cette enquête, les caractéristiques du logement sont appréhendées à travers le statut d'occupation du logement, certains éléments de confort du logement (type de logement, nature des murs, des toits et des sols) et quelques commodités du logement (hygiène et assainissement et les sources d'approvisionnement en eau). Le type de logement et le statut d'occupation présentent un intérêt certain pour la mise en œuvre de la politique nationale d'habitat. L'analyse des principales caractéristiques du logement sont des éléments importants pour apprécier le bien être du ménage.

3.1. STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT

Les résultats montrent aussi que 81% (9.1% avec titre et 71.6% sont sans les documents domaniaux) des ménages sont propriétaires du logement qu'ils occupent au moment de l'enquête. Les locataires et « autres » représentent respectivement 4,3% et 15% de l'ensemble des ménages. La répartition des ménages selon le statut du logement fait aussi ressortir une prédominance des propriétaires dans toutes les régions sauf dans celle de Niamey où les propriétaires représentent 38,9%.

Selon le milieu de résidence, la plus grande proportion de ménages propriétaires de leurs logements sans titre est observée en milieu rural où elle atteint 83.4%. En revanche, la proportion de ménages propriétaires de leurs logements avec titre foncier est plus élevée en milieu urbain avec 37,9%. Les résultats de l'enquête font surtout ressortir que la location de logements est le

fait essentiel des ménages urbains. En effet, la proportion de ménages locataires est de 24,4%. Elle est de 0,4% en milieu rural.

Au niveau des régions, c'est Niamey (35,4%) qui enregistre la plus forte proportion de ménages propriétaires de leur logement avec titre. En revanche, les ménages propriétaires sans titre sont majoritaires dans la région de Zinder où ils représentent 84,3% des ménages. Cette région est suivie de près par les régions de Dosso (81,9%), Tillabéri (77,3%), Diffa (76,5%) et Tahoua (75,7%). Les résultats montrent que la proportion des locataires est plus élevée à Niamey comparativement aux autres régions du pays. Elle est de 37,2% et de 8,8% à Agadez faisant de cette région celle qui se positionne comme étant la deuxième région du Niger où la location est développée.

En termes de possession, la proportion des ménages propriétaires de leur logement dont le chef est de sexe masculin représente 91,3% alors que la proportion de ceux ayant une femme comme chef est de 78,9%. La location concerne 4,7% des ménages dont le chef est de sexe masculin et 2,9% des ménages dont le chef est de sexe féminin.

La répartition des ménages selon la branche d'activité du chef de ménage montre que la proportion des ménages propriétaires de leurs logements sans titre est plus élevée chez les agriculteurs (86,7%) et les éleveurs/pêcheurs (82,4%). Cette proportion diffère également selon le sexe du chef de ménage. En effet, elle est estimée autour de 71% pour les ménages aussi bien dirigés par des hommes (71,8%) que les femmes (70,9%).

Tableau 13: Répartition (en %) des ménages par milieu, région de résidence et par branche d'activité selon le statut d'occupation du logement

	Propriétaire titre	Propriétaire sans titre	Locataire	Autre	Total
Milieu de résidence					
Urbain	37,9	10,6	24,4	27,1	100.0
Rural	3,5	83,4	0,4	12,6	100.0
Région					
Agadez	23,5	51,4	8,8	16,4	100.0
Diffa	9,7	76,5	3	10,8	100.0
Dosso	4,2	81,9	2,1	11,8	100.0
Maradi	7,4	65,7	2,4	24,6	100.0
Tahoua	7,2	75,7	0,5	16,6	100.0
Tillabéri	8,5	77,3	1,8	12,3	100.0
Zinder	5,9	84,3	2,7	7,1	100.0
Niamey	35,4	3,5	37,2	23,9	100.0
Branche d'activité					
Agriculture	3,4	86,7	0,1	9,8	100.0
Elevage/pêche	5,6	82,4	0,3	11,7	100.0
Industries extractives	7,2	78,2	5,1	9,5	100.0
Autres industries	14,9	50	10,2	24,9	100.0
BTP	14	46,2	6,7	33,1	100.0
Commerce	18,2	57,3	8	16,5	100.0
Restaurant/ Hôtel	8,7	44	21,4	25,8	100.0
Transport /Commerce	23,3	28,1	12,5	36	100.0



Education/ Sante	20	25	28,1	26,9	100.0
Services personnels	10,4	55,9	9,1	24,6	100.0
Autres services	22,1	46,3	12,3	19,3	100.0
Sexe du CM					
Masculin	9,5	71,8	4,7	14	100.0
Féminin	8	70,9	2,9	18,2	100.0
Quintile					
1 ^{er}	1,2	85,2	0,4	13,2	100.0
2 ^{ème}	4,5	81,1	1,2	13,1	100.0
3 ^{ème}	4,9	80,9	0,8	13,4	100.0
4 ^{ème}	8,2	72,9	2,7	16,3	100.0
5 ^{ème}	20,8	49,4	12,5	17,3	100.0
Ensemble	9,1	71,6	4,3	15	100.0

Source : Enquête EHCVM 2021

3.2 CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DU LOGEMENT

3.2.1 TYPE DE LOGEMENT ACTUEL

Le tableau ci-dessous indique que 68,6% des ménages vivent dans des maisons individuelles de type traditionnel, 13,2% dans des cases traditionnelles, 6,5% dans des chambres (entrer-coucher) et 4,1% dans des maisons modernes dans une concession.

Selon le milieu de résidence, il ressort de l'analyse des données du tableau N°14 que 73,7% des ménages ruraux vivent dans des maisons individuelles de type traditionnel. La proportion de ménages vivant dans ce type de logement s'établit à 42,1% en milieu urbain.

Les logements de type moderne, les célibatériums se trouvent essentiellement en milieu urbain. En effet, la proportion des ménages vivant dans des logements de type moderne est estimée à 49,2% en milieu urbain contre 1,8% en milieu rural.

De même, la proportion des ménages habitant dans des « célibatériums » est de 18,8% en milieu urbain et 0,5% en milieu rural.

Selon les régions, Tahoua enregistre la proportion la plus élevée, avec 82,1% de ménages vivant dans des maisons individuelles de type traditionnel. Pour ceux qui vivent dans des maisons modernes, ce sont les régions de Niamey (19,7%) et d'Agadez (10,7%) qui enregistrent les plus fortes proportions. Les plus faibles sont enregistrées dans les régions de Tillabéri (2,1%) et Dosso (2,4%).

Cette proportion diffère selon le sexe du chef de ménage habitant dans les maisons individuelles de type traditionnel, elle est estimée à 69,8% chez les hommes et 64,4% chez les femmes.

Tableau 14: Répartition proportionnelle des ménages, selon le milieu et la région de résidence du chef de ménage en fonction du type de logement actuellement occupé.

	Villa de type moderne	Maison moderne dans une concession	Celibat érium	Maison individuelle de type traditionnel	Chambre (entrecoucher)	Case traditionnelle	Tente/ hangar/ bâche	Total
Milieu de résidence								
Urbain	11,2	19,2	18,8	42,1	3,7	2	2,9	100.0
Rural	0,2	1,1	0,5	73,7	7,1	15,3	2	100.0
Région								
Agadez	2	10,7	3,3	50,5	5,6	8,9	19,1	100.0
Diffa	0,6	2,9	0,7	49,3	6,2	35,4	4,9	100.0
Dosso	0,9	2,4	3,1	75,8	2	15,4	0,3	100.0
Maradi	1,5	3,8	1,3	64,6	10,7	16,8	1,3	100.0
Tahoua	0,7	3	0,5	82,1	8,1	5	0,7	100.0
Tillabéri	0,6	2,1	1,1	74,2	1,3	17,6	3,2	100.0
Zinder	0,5	2,6	0,7	72,3	9,3	13,7	0,9	100.0
Niamey	19,4	19,7	37,9	13,2	3,4	1,5	5	100.0
Sexe du CM								
Masculin	2	4,1	3,6	69,8	5,4	12,9	2,3	100.0
Féminin	1,8	4	3	64,4	10,7	14,3	1,9	100.0
Ensemble	2,0	4,1	3,4	68,6	6,5	13,2	2,2	100.0

Source : Enquête EHCVM 2021

3.2.2 NATURE DES MURS, TOITS ET SOLS DU LOGEMENT

L'évaluation du confort du logement repose aussi sur quelques caractéristiques de l'habitat à savoir les types de matériaux ayant servi à la construction du mur principal, du toit du logement ou utilisés pour le revêtement du sol différent selon les caractéristiques des ménages.

Un mur est considéré en matériaux définitifs lorsqu'il est construit en ciment ou béton, en pierres, en briques cuites, en aluminium ou vitres, en banco amélioré ou semi dur. Au Niger, plus de 6 ménages sur 10 (63%) vivent dans des logements dont les murs sont en matériaux définitifs. Selon les régions, les plus fortes proportions des logements dont les murs sont en matériaux définitifs sont enregistrées à Niamey (87%) et Tahoua (84%) alors que cette proportion n'est que de 36% dans la région de Tillabéri.

En ce qui concerne les toits de logements, dans l'ensemble, environ 1 ménage sur 5 (20%) vit dans des logements dont le toit est en matériaux définitifs (dalle, ciment, tuile ou tôle). La région de Niamey (82%) enregistre la plus forte proportion, contre celles d'Agadez (5%), de Tillabéri (6%) et Diffa (7%) qui enregistrent donc les plus faibles proportions.

S'agissant des caractéristiques du sol, seulement 17% des ménages vivent dans des logements dont le revêtement du sol est en matériaux définitifs c'est-à-dire en carreaux, marbre, ciment ou béton. Selon les régions, la plus forte proportion est enregistrée à Niamey (88%).

Les conditions de logement évoluent avec le niveau de vie du ménage. En effet, plus le niveau de bien-être économique est élevé, plus les proportions des ménages vivant dans des logements dont des murs, les toits et le revêtement du sol en matériaux définitifs augmentent. De même, le



recours aux matériaux définitifs est de loin plus fréquent en milieu urbain qu'en milieu rural. Si, en milieu urbain, environ 3 ménages sur 5 vivent dans des logements avec des murs en matériaux définitifs, seul 1 ménage sur 10, en milieu rural, vit sous un toit en matériaux définitifs et seulement 1 sur 20 recouvre le sol de son logement avec des matériaux définitifs

Tableau 15 : Répartition (en %) des ménages selon les conditions de logement

Région	Mur en matériaux définitifs	Toit en matériaux définitifs	Sol en matériaux définitifs
Agadez	38,4	5,3	28,7
Diffa	13,5	6,7	8,6
Dosso	35,9	21,6	11,8
Maradi	21	18,7	15,4
Tahoua	21,6	13,7	10,7
Tillabéri	8	5,9	9,4
Zinder	31	24,1	11,9
Niamey	81,5	82,1	87,8
Milieu de résidence			
Urbain	71,6	61,6	73,2
Rural	18,1	12,0	5,9
Statut de pauvreté			
Non pauvre	65,1	24,8	23,1
Pauvre	59,0	11,0	5,0
Sexe du chef de ménage			
Masculin	26,8	20,2	17,2
Féminin	26,6	19,7	15,7
Quintiles			
1 ^{er}	15,8	9,9	2,0
2 ^{ème}	17	11,0	4,7
3 ^{ème}	18,7	13,6	8,1
4 ^{ème}	27,3	16,3	14,5
5 ^{ème}	45,2	40,1	42,2
Ensemble	26,8	20,1	16,9

Source : Enquête EHCVM 2021

3.2.2.1 Nature du toit

L'examen du tableau ci-dessous montre dans l'ensemble que le principal matériau du toit est le banco (61%). La tôle et la paille viennent en seconde et troisième position respectivement avec 18,3% et 16,6%.

Selon le milieu de résidence, il ressort de l'analyse que le banco reste la principale toiture en zone rurale (66,4%) alors qu'en zone urbaine c'est la tôle qui est le principal matériau avec une proportion de 58,6% des ménages. Au niveau régional, la capitale Niamey se démarque nettement des autres régions, avec plus de trois quarts des logements (76,8%) couverts de tôle. Par contre, avec 74,5% à Tahoua, 71,8% à Tillabéri, 63,9% à Agadez et 62% à Dosso, le banco est, dans ces quatre régions, le matériau le plus utilisé dans la construction des toits de logements.

Tableau 16: Répartition (en %) des ménages par milieu et région de résidence selon le principal matériau du toit

	Dalle en ciment	Tuile	Tôles	Paille	Banco	Chaume	Nattes	Autre	Total
Milieu de résidence									
Urbain	2,6	0,4	58,6	4,1	33,1	0,5	0,6	0	100,0
Rural	0	1,6	10,4	19	66,4	0,8	1,8	0	100,0
Région									
Agadez	1	0	4,3	8,9	63,9	0,5	21,2	0,1	100,0
Diffa	0,2	0	6,5	34,8	50,5	6,9	1	0	100,0
Dosso	0,4	0,3	20,8	15,7	62	0,7	0	0	100,0
Maradi	0,1	0,2	18,4	26	54,7	0,3	0,4	0	100,0
Tahoua	0	0,1	13,5	11	74,5	0	0,8	0	100,0
Tillabéri	0	0,5	5,4	19	71,8	0,4	2,9	0	100,0
Zinder	0,1	5,7	18,4	14,2	59,5	1,5	0,7	0	100,0
Niamey	5,1	0,2	76,8	5,4	11,9	0,2	0,3	0,1	100,0
Quintile									
1 ^{er}	0,0	2,9	6,9	27,8	58,5	1,1	2,7	0,0	100,0
2 ^{ème}	0,0	1,1	9,8	22,7	64,7	0,6	1,0	0,0	100,0
3 ^{ème}	0,0	1,4	12,2	17,5	67,2	0,6	1,2	0,0	100,0
4 ^{ème}	0,1	1,1	15,1	12,4	69,3	0,7	1,3	0,0	100,0
5 ^{ème}	1,6	0,8	37,7	8,7	48,6	0,8	1,7	0,0	100,0
Ensemble	0,4	1,4	18,3	16,6	61	0,8	1,6	0	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

3.2.2.2 Nature des murs

On note que la paille ou la motte de terre constitue le principal matériau utilisé par les ménages pour la construction des murs de leur logement. En effet, 71,6% des ménages l'utilisent à cet effet, suivi de très loin par le banco (19,5%). Les ménages dont les murs du logement sont en dur (ciment, béton, pierre) ne représentent que 6,8% des ménages. Les pierres simples (traditionnelles) servent de murs à seulement 1% des ménages.



Tableau 17: Répartition (en %) des ménages par milieu et région de résidence selon le principal matériau du toit

	Ciment/ Béton/ Pierres	Briques cuites	Bac alu, vitres	Banco amélioré/ semi-dur	Matériaux de récupération	Pierres simples	Paille, motte de terre	Autre	Total
Milieu de résidence									
Urbain	37,9	1,9	0,1	31,7	0,6	0	27,7	0,1	100
Rural	0,8	0,1	0	17,2	0,4	1,2	80,1	0,2	100
Region									
Agadez	2,4	0,3	0	35,7	0	0,4	60,6	0,7	100
Diffa	2,6	0	0	10,9	0	0,2	86,3	0	100
Dosso	3,6	0,1	0,2	31,9	0	0	63,8	0,3	100
Maradi	7,6	0,1	0	13,3	0	0,2	78,6	0,1	100
Tahoua	1,5	0	0,1	19,9	0	3	75,3	0,2	100
Tillabéri	1,3	0,6	0	6,1	1,6	0,2	90,2	0	100
Zinder	2,1	0	0	29	0,3	1,4	66,9	0,3	100
Niamey	64,6	3,7	0	13,1	1,4	0,1	16,9	0,2	100
Quintile									
1 ^{er}	1,1	0	0	14,7	1,4	0,7	82	0	100
2 ^{ème}	0,5	0	0,1	16,4	0,7	1	81,2	0,1	100
3 ^{ème}	1,2	0	0	17,4	0	0,9	80,2	0,2	100
4 ^{ème}	3,5	0	0,1	23,7	0,1	1,4	71,1	0,2	100
5 ^{ème}	21,3	1,4	0	22,4	0,2	1	53,3	0,3	100
Ensemble	6,8	0,4	0	19,5	0,4	1	71,6	0,2	100

Source : Enquête EHCVM 2021

3.2.2.3 Nature du sol

En ce qui concerne les caractéristiques du sol, on note que 83% des ménages utilisent la terre battue/sable comme principal matériau de revêtement du sol. Cette proportion est plus élevée en milieu rural (94%). Le ciment/béton reste le principal matériau de revêtement du sol (64,2%) en milieu urbain.

Tableau 18: Répartition (en %) des ménages par milieu et région de résidence selon le principal matériau de revêtement du sol

	Carreaux/ Marbre	Ciment/ Béton	Terre battue/ Sable	Bouse d'animaux	Autre	Total
Milieu de résidence						
Urbain	9	64,2	26,7	0,1	0	100.0
Rural	0,2	5,7	94	0,1	0	100.0
Région						
Agadez	0,5	28,2	71,1	0,2	0	100.0
Diffa	0,2	8,4	91,1	0,3	0	100.0
Dosso	0,5	11,3	88,2	0	0	100.0
Maradi	1	14,4	84,5	0,1	0	100.0
Tahoua	0,8	9,9	89,3	0	0	100.0
Tillabéri	0	9,4	90,6	0	0	100.0
Zinder	0,2	11,6	87,9	0,2	0	100.0
Niamey	18,9	68,9	12,2	0	0,1	100.0
Quintile						
1 ^{er}	0	2	98	0	0	100
2 ^{ème}	0	4,7	95,1	0,1	0	100
3 ^{ème}	0,1	8	91,6	0,3	0	100
4 ^{ème}	0,3	14,2	85,5	0	0	100
5 ^{ème}	6	36,2	57,8	0	0	100
Ensemble	1,6	15,2	83	0,1	0	100.0

Source : Enquête EHCVM 2021

3.3 COMMODITES DU LOGEMENT

3.3.1 HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

3.3.1.1 Lieux d'aisance utilisés par les ménages

Parmi les commodités du logement, le lieu d'aisance des membres des ménages a été demandé. Il s'est agi de savoir si le lieu d'aisance est implanté dans le logement et, le cas échéant, de capter le type de sanitaires utilisé qui pourrait être le WC, la latrine ou la fosse rudimentaire. En cas d'absence du lieu d'aisance dans le logement, les membres dudit ménage utilisent la nature (ou l'air libre).

Au niveau national, plus de sept (7) individus sur dix (10) utilisent la nature comme lieu d'aisance et 17,8% utilisent des latrines dallées. En dehors de Niamey, la capitale où seulement 1,8% de la population utilise « l'air libre », la proportion des ménages utilisant la nature comme lieu d'aisance varie entre 55,9% à Agadez et 80,2% à Zinder. Dans cinq (5) régions sur huit (8), en l'occurrence Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder, plus de trois (3) individus sur quatre (4) utilisent la nature comme lieu d'aisance. Par contre, en milieu urbain en général, moins d'un individu sur dix (10) utilise la nature pour ses besoins.



Le recours à « l'air libre » comme lieu d'aisance devient moins fréquent, mais dominant, quand la taille du ménage est au moins égale à dix (10) membres. La proportion des individus utilisant la nature comme lieu d'aisance est respectivement de 62% et 48,5% pour les ménages de 10-14 membres et de plus de 15 membres.

Selon la branche d'activité, les résultats montrent que les individus employés dans les branches « Agriculture », « Elevage/pêche » et « Industries extractives » sont ceux qui font le plus recours à l'air libre. Plus de 7 individus environ ou plus sur 10 appartenant à ces branches d'activités utilisent la nature comme lieu d'aisance. Il ressort à la lecture du tableau que la nature est utilisée comme lieu d'aisance par 73% des ménages dont le chef est de sexe féminin et par 69,9% des ménages dont le chef est sexe masculin.

Enfin, l'utilisation de la nature comme lieu d'aisance diminue avec le niveau de bien-être des ménages. En effet, la proportion des ménages dont les individus défèquent à l'air libre passe de 88,7% pour le quintile des plus pauvres à 42,9% pour le quintile des plus aisés.

Une toilette est considérée comme saine lorsqu'il s'agit d'un WC avec chasse d'eau ou d'une latrine dallée ventilée ou couverte. Au Niger, seulement 9% des ménages utilisent des toilettes saines. L'utilisation des toilettes considérées comme saines est plus fréquente dans les régions majoritairement urbaines à savoir Niamey (44,2%) et Agadez (26,7%). L'utilisation de ce type de toilettes est également plus fréquente dans les ménages aisés.

Par rapport à 2018, les conditions d'hygiène relatives à l'utilisation des toilettes saines ont connu une amélioration au niveau national, de 7% à 9%. Les proportions des ménages utilisant des toilettes saines à Niamey et Agadez étaient respectivement de 41% et 28%.

Tableau 19: Répartition (en %) des ménages par milieu et région de résidence selon le type de sanitaires

	W.C Sain	Dallées saines	Dallées	Nature	Autres
Région					
Agadez	23,8	2,8	16,7	55,9	0,8
Diffa	3,6	5	16,5	63,8	11
Dosso	1,2	2,6	17,3	72,8	6,3
Maradi	3,2	3,9	19,3	69,6	4
Tahoua	7,5	1	12,8	74,8	3,8
Tillabéri	2	2,6	16,9	72,6	5,9
Zinder	1,7	2,6	13,3	80,2	2
Niamey	34,2	9,9	50,3	1,8	3,7
Milieu de résidence					
Urbain	28,1	11,1	49	7	4,8
Rural	1,6	1,5	11,8	81	4,1
Taille du ménage					
1 personne	6,4	0,4	16,4	75	1,9
2 personnes	4,9	2,4	15,5	75,1	2,2

	W.C Sain	Dallées saines	Dallées	Nature	Autres
3 à 5 personnes	5,9	3	18	69,3	3,8
6 à 9 personnes	5,8	2,7	16,8	69,5	5,1
10 à 14 personnes	6,2	5,1	22,2	62	4,5
15 personnes et +	10,2	12,2	27	48,5	2,1
Branche d'activité du CM					
Inactif/non occupé	10,9	4,5	21,6	54,8	8,2
Agriculture	1,3	1,6	10,5	82,6	4
Elevage/pêche	2,5	1,2	11,8	81,8	2,5
Industries extractives	7,4	2,1	17,6	69,3	3,7
Autres industries	8,9	5,8	25,6	52,5	7,1
BTP	8,4	4,7	23,7	57,7	5,7
Commerce	13	5,4	28	49,9	3,8
Restaurant/Hôtel	12,5	1,7	37,1	48,2	0,5
Trans./Comm.	13,2	5,4	39,3	38,1	4,1
Education/Santé	21,3	12,3	50,8	12,6	2,9
Services personnels.	9,8	4,7	28,1	52	5,5
Autres services	29,9	6,9	38,9	22,5	1,9
Sexe du CM					
Masculin	6,2	3,2	18,2	67,9	4,4
Féminin	4,6	2,5	16,5	73	3,4
Age du CM					
Quintiles de bien-être					
1 ^{er} quintile	0,2	0,7	6,3	88,7	4,1
2 ^{ème} quintile	1,5	1,1	9,4	83,9	4,2
3 ^{ème} quintile	1,8	2,3	13,4	77,2	5,1
4 ^{ème} quintile	4,3	3,2	20,6	67,3	4,8
5 ^{ème} quintile	16,5	6,2	31	42,9	3,3
Total	5,9	3	17,8	69	4,2

Source : Enquête EHCVM 2021



3.3.1.2 Evacuation saine des ordures, des excréments et des eaux usées

➤ Mode d'évacuation des ordures ménagères

L'évacuation des ordures ménagères constitue une des conditions indispensables pour garantir un cadre de vie sain aux individus et constitue, pour les autorités municipales un véritable défi. Dans les grandes municipalités et même dans les villes moyennes, des dépotoirs publics sont créés et équipés parfois de conteneurs. Les nombreuses défaillances des services publics à assurer un maillage convenable et la vidange régulière des conteneurs qu'ils ont eux-mêmes placés a permis l'apparition des services plus ou moins formels d'évacuation des ordures dans les centres urbains. L'absence ou l'insuffisance des dépotoirs publics des ordures ménagères donne lieu à l'apparition des dépotoirs « sauvages » créés spontanément par les populations ou les prestataires informels des services d'évacuations des ordures.

Les résultats de l'EHCVM 2021 montrent que les dépotoirs « sauvages » sont, de très loin, les plus utilisés par les ménages pour évacuer les ordures ménagères. Plus de 4 ménages sur 5 (81%) déversent directement leurs ordures ménagères dans ces types de dépotoirs. En milieu rural, c'est presque 9 ménages sur 10 (89%) qui utilisent les dépotoirs « sauvages ». Le recours aux prestataires de services pour le ramassage des ordures concerne 10,5% des ménages et seulement 4% des ménages évacuent directement leurs ordures dans les dépotoirs publics. Les ménages qui utilisent le plus les dépotoirs publics sont ceux de Niamey (18%), Agadez (5%).

On considère qu'un ménage évacue sainement les ordures ménagères lorsqu'il utilise les dépotoirs publics ou les systèmes de ramassage comme mode d'évacuation de ses ordures. Ainsi, au niveau national, cette norme n'est remplie que par 14% des ménages. Dans les régions, la plus forte proportion des ménages adoptant un mode d'évacuation des ordures convenable est enregistrée à Niamey (76%). Elle est suivie d'Agadez, Diffa et Maradi avec respectivement 35%, 19% et 15%. Les plus faibles proportions sont observées à Tahoua et Tillabéri avec respectivement 4,6% et 5,2%.

Selon le milieu de résidence, seulement 3,4% des ménages ruraux pratiquent un mode sain d'évacuation des ordures alors qu'en milieu urbain, plus d'un ménage sur 2 (58%) évacue sainement les ordures ménagères. Il n'en demeure pas moins que la situation est préoccupante dans l'ensemble du pays du fait des conséquences désastreuses du manque d'hygiène sur la santé des populations.

Tableau 20: Répartition (%) des ménages par la région et la taille du ménage selon les modes d'évacuation et de traitement des ordures ménagères

	Dépotoir public	Ramassage	Brûlées	Enterrées	Dépotoir sauvage	Autres	Total
Région résidence							
Agadez	5,4	30	5,9	1,4	57,3	0	100
Diffa	6,5	12,8	3	6,4	71,3	0	100
Dosso	1,3	10,2	2,2	0,4	84,4	1,6	100
Maradi	2,3	13,1	6,5	1,5	75,2	1,3	100
Tahoua	1,9	2,7	2,9	1	91	0,5	100
Tillabéri	3,6	1,7	3,3	0,4	90,3	0,7	100
Zinder	3,6	6	0,2	0	89,8	0,3	100
Niamey	18,3	58,2	4,8	0,4	18,3	0	100
Milieu résidence							
Urbain	15,3	42,8	4,1	0,5	37,3	0	100
Rural	1,6	4,2	3	1	89,4	0,8	100
Taille ménage							
1 personne	6,2	14,6	4	0,3	75	0	100
2 personnes	3	10,4	1,8	0,8	84	0	100
3 à 5 personnes	3,8	10,7	2,9	0,7	81,2	0,7	100
6 à 9 personnes	4	10	3,5	0,7	81,1	0,7	100
10 à 14 personnes	2,7	10,1	4,5	2,5	78,8	1,5	100
15 personnes et +	5,5	18	0,3	1,8	74,5	0	100
Total	3,8	10,5	3,2	0,9	80,9	0,7	100

Source : Enquête EHCVM 2021

➤ Modes d'évacuation des excréments

Le questionnaire de l'enquête a aussi abordé le mode d'évacuation des excréments humains, lorsque les types des toilettes utilisées ne sont pas « l'air libre » ou les toilettes publiques. Pour la majorité des ménages éligibles, le mode d'évacuation le plus utilisé est la fosse simple, creusée par le ménage pour enfouir les excréments. Il est pratiqué par 16,1% des ménages. Seule la région de Niamey se distingue avec 44,8% d'enfouissement des excréments dans des fosses simples, suivi de Diffa(22%).

L'évacuation des excréments est considérée comme saine lorsqu'il est fait à travers des égouts, des fosses septiques ou des fosses étanches. Dans l'ensemble 9% des ménages évacuent sainement leurs excréments. Les régions de Niamey et d'Agadez, avec respectivement 50% et 24%, enregistrent les plus fortes proportions. Les régions de Dosso et Tillabéri, avec seulement 3% et 4%, demeurent celles où les taux d'évacuation saine des excréments sont les plus faibles. On compte, en milieu urbain, 41% adoptant une pratique saine d'évacuation des excréments contre seulement 2,6% en milieu rural. Ces taux expriment une faible performance en matière d'assainissement du cadre de vie des populations et traduisent soit la faiblesse de l'offre des services d'évacuation des excréments, soit l'insuffisance d'une prise de conscience de l'importance de l'assainissement par les populations, soit enfin l'état de pauvreté monétaire ou sociale.



Tableau 21: Répartition (%) des ménages par la région et le milieu de résidence selon les modes d'évacuation des excréments humains

	Egout	Fosse septique	Fosse étanche	Fosse simple	Compost	Rue/Cour /Caniveau/ Nature	Non applicable	Total
Région de résidence								
Agadez	0,9	20,3	2,1	14,7	0	4,3	57,8	100
Diffa	0,4	6,7	0,3	22	0,5	0,5	69,7	100
Dosso	0	2,5	0,3	14	0,2	2,3	80,7	100
Maradi	1,9	5,5	0,4	14,5	0,1	2,3	75,2	100
Tahoua	0	3,5	1,6	13,4	0	2,5	79	100
Tillabéri	0,1	2	1,3	18,4	0	0,2	77,9	100
Zinder	0,6	3,6	0,7	10,4	0	0,7	84,1	100
Niamey	5,6	38,9	5,2	44,8	0	2,5	3	100
Milieu résidence								
Urbain	4,3	31,2	5,1	46,6	0	3,8	9	100
Rural	0,2	1,5	0,4	10,2	0,1	1,3	86,4	100
Taille ménage								
1 personne	1,8	5,9	0,6	15,3	0	0,6	75,8	100
2 personnes	1,2	5,9	0,9	11,5	0	2,1	78,4	100
3 à 5 personnes	0,6	6,5	1,5	16,2	0,1	1,4	73,7	100
6 à 9 personnes	0,9	5,6	0,9	16,5	0	1,7	74,4	100
10 à 14 personnes	1,8	7,5	1,1	16,3	0,3	3,3	69,7	100
15 personnes et +	1,6	14	1,6	24,5	0	0,2	58	100
Total	0,9	6,3	1,2	16,1	0,1	1,7	73,8	100

Source : Enquête EHCVM 2021

NB. : Les non applicables correspondent à ceux qui défèquent dans la nature ou dans les toilettes publiques

➤ Modes d'évacuation des eaux usées

Les eaux usées domestiques, qui consistent principalement en eaux grises (ou eaux ménagères) et eaux-vannes (ou eaux noires), doivent être gérées de manière à protéger la santé publique, la qualité de l'eau, les loisirs, la pêche et la faune, ainsi que l'attrait esthétique des cours d'eau. Les eaux usées domestiques sont normalement traitées soit par des systèmes de traitement et d'élimination des eaux usées sur place (fosses septiques), soit par des installations de traitement des eaux usées domestiques (municipales) centralisées (station d'épuration).

Tableau 22: Répartition (%) des ménages par la région, le milieu de résidence et la taille du ménage selon le mode d'évacuation des eaux usées

	Fosse moderne	Égout	Trou dans la parcelle	Dans la rue/nature	Total
Région de résidence					
Agadez	2,7	1,2	5,3	90,8	100,0
Diffa	0,6	0,9	4,2	94,3	100,0
Dosso	0,2	0,3	3,6	95,8	100,0
Maradi	0,5	1,5	2,7	95,2	100,0
Tahoua	0,3	0,8	4,7	94,2	100,0
Tillabéri	0	0,3	2,4	97,2	100,0
Zinder	0,8	1	4,1	94,1	100,0
Niamey	7,6	11,2	4,6	76,6	100,0
Milieu de résidence					
Urbain	5	8	8,2	78,9	100,0
Rural	0,1	0,2	2,9	96,8	100,0
Taille ménage					
1 personne	0,8	2,1	2,3	94,7	100,0
2 personnes	0,9	1,7	3,5	93,9	100,0
3 à 5 personnes	1,2	1,3	3,4	94	100,0
6 à 9 personnes	0,6	1,4	3,6	94,3	100,0
10 à 14 personnes	0,9	1,8	5,9	91,4	100,0
15 personnes et +	0,6	3,9	6,8	88,8	100,0
Total	0,9	1,5	3,7	93,9	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

La quasi-totalité des ménages nigériens, qu'ils vivent en milieu rural ou urbain, évacue les eaux usées dans la nature ou dans la rue. Très peu de ménages adoptent des méthodes saines d'évacuation des eaux usées. On considère qu'un mode d'évacuation des eaux usées est sain lorsqu'il est fait à travers un puisard (fosse moderne) ou un égout. Les résultats font ressortir que moins de 2% des ménages nigériens évacuent de manière saine les eaux usées. La région de Niamey se démarque des autres régions avec 19% des ménages qui utilisent les puisards ou les égouts pour évacuer les eaux usées. Dans toutes les autres régions, les eaux usées ne sont évacuées sainement que par 4% des ménages. Cela devrait résulter d'une insuffisance des infrastructures d'évacuation ou de traitement des eaux usées, mais aussi d'une insuffisance dans la sensibilisation des populations sur l'importance de l'assainissement du milieu de vie et de ses conséquences sur la santé publique.

3.3.2 SOURCE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU

3.3.2.1 Sources d'approvisionnement

Le tableau ci-dessous donne une répartition des ménages selon la source d'approvisionnement en eau pendant les deux saisons climatiques du pays. On constate que, quelle que soit la saison, les 2 principales sources d'eau de boisson des ménages sont les bornes fontaines/robinets publics et les puits ouverts implantés çà et là. Au total, ces deux sources d'eau sont utilisées par environ 80% des ménages pendant les deux saisons. En troisième lieu viennent les robinets dans les logements, les concessions ou chez le voisin, utilisés par 13% des ménages quelle que soit la saison.



Tableau 23: Répartition(%) des ménages selon les principales source approvisionnement en eau de boisson du ménage selon les saisons

Source approvisionnement en eau	Saison pluviale (%)	Saison sèche (%)
Robinet dans le logement/cour/Concession/voisin	12,7	12,6
Borne fontaine/Robinet public	30	30,4
Puits couvert dans la cour/Concession/ailleurs	7,1	6,9
Forage dans la concession	13,8	14,2
Puits ouvert dans la cour/Concession/ailleurs	29,3	31,6
Fleuve/Rivière/Lac/Barrage	3,4	2,5
Autres	3,8	1,6
Total	100	100

Source : Enquête EHCVM 2021

Le tableau suivant porte sur les sources d'eau de boisson utilisées par les ménages en saison sèche. Les résultats font ressortir que 58,3% de la population urbaine est desservie à travers les réseaux de distribution d'eau par accès direct aux robinets chez soi ou chez le voisin. En outre, 28,4% des ménages ont comme source principale d'eau de boisson les fontaines et robinets publics et 1% seulement utilise l'eau des puits. Pour la population rurale les bornes fontaines et robinets publics (30,7%), les puits ouverts (37,5%) et les forages (16,3%) constituent les principales sources d'approvisionnement en eau.

Selon les régions, les moins desservies par les réseaux de distribution dans les logements sont Zinder (4,5%), Tahoua (7,2%) et Dosso (8,4%). Les sources les plus fréquentes dans les régions, Niamey exclue, sont les puits (ouverts surtout), les bornes fontaines et robinets publics et les forages. Le recours à l'eau de surface est de loin pratiqué dans la région de Tillabéri, sans doute parce qu'une partie de cette région est traversée par le fleuve Niger.

Tableau 24: Répartition(%) des ménages selon les principales sources approvisionnement en eau de boisson

	Robinet Accessible	Borne Fontaine /Robinet public	Puits ouverts	Puits couverts	Forage s	Fleuve/ Rivière /Lac /Barrage	Autre s	Total
Région résidence								
Agadez	29,2	14,1	20,8	5,2	23,4	0	7,3	100
Diffa	18,3	9,3	40,6	9,9	20,3	0,1	1,6	100
Dosso	8,4	31,9	30,2	9,3	19	0	1,1	100
Maradi	8,2	46,5	27,7	5,4	11,6	0,4	0,2	100
Tahoua	7,2	32	39,4	10,8	8,3	2	0,4	100
Tillabéri	10,9	18,2	32,3	6,3	20,6	11,4	0,4	100
Zinder	4,5	35,8	36,7	5,3	15	0,3	2,5	100
Niamey	72,8	10,2	0,3	0	3,5	1,1	12	100
Milieu résidence								
Urbain	58,3	28,4	1,0	0,1	2,9	0,5	8,7	100
Rural	3,8	30,7	37,5	8,2	16,3	2,9	0,4	100
Branche d'activité du CM								
Agriculture	3,1	32,5	38,5	7,1	14,9	3,6	0,4	100
Elevage/syl./pêche	6	19,7	43,4	12,2	14,8	3,1	0,6	100
Indust. extr.	6,9	28,7	21,3	0,7	38,7	0	3,7	100
Autr. indust.	22,1	40,8	18,3	2,6	12,5	0	3,7	100
BTP	17,7	32	25,3	6,5	13,8	0,5	4,3	100
Commerce	24,8	29,8	20,8	7,3	13,3	0,4	3,5	100
Restaurant/Hôtel	20	38	13,2	5,5	14,3	0	9	100
Trans./Comm.	31,6	38,1	9,8	6,3	9,4	0,9	3,7	100
Education/Santé	48,7	22,6	4,9	2,4	12,9	0	8,5	100
Services perso.	20	34,4	21,8	4,2	14	0,4	5	100
Aut. services	34,6	24,7	19,4	3,3	11,6	2,8	3,5	100
Genre du CM								
Masculin	13,1	30,4	30,7	6,6	14,8	2,7	1,8	100
Féminin	11,3	30,4	35,1	7,8	12	1,7	1,8	100
Age du CM								
Moins de 25 ans	4,1	24,4	39,5	13,4	17,4	1,1	0,1	100
25-34 ans	7,4	31,9	35,2	7,5	14,3	2,2	1,4	100
35-44 ans	12,6	32,1	28,8	6,2	15,4	2,9	2	100
45-54 ans	15,6	29,3	32,4	5,9	11,9	2,2	2,6	100
55-64 ans	15,6	28,2	32,4	6,9	11,8	3,4	1,7	100
65 ans et +	14,5	30,9	27,6	7,1	16,7	1,7	1,5	100
Quintiles de bien-être								
1 ^{er}	1	27,7	46,3	4,8	16,9	2,8	0,5	100
2 ^{ème}	2,7	29,8	40,0	8,8	15,6	2,7	0,5	100
3 ^{ème}	5,4	31,6	34,9	9,4	15,1	2,8	1	100
4 ^{ème}	8,7	35,9	30,2	6,5	14,4	2,8	1,3	100
5 ^{ème}	34,7	26,7	16,1	5,3	10,7	1,8	4,6	100
Total	12,6	30,4	31,6	38,5	14,2	2,5	1,7	100

Source : Enquête EHCVM 2021



3.3.2.2 Accès à l'eau potable

Dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD), le Niger s'est engagé à « garantir l'accès de tous à l'eau, à l'hygiène, à l'assainissement » et à « assurer une gestion durable des ressources en eau », conformément aux cinq (5) cibles prioritaires de l'ODD 6. Sur le plan national, cet engagement s'est traduit par l'élaboration du Programme Sectoriel Eau Hygiène et Assainissement (PROSEHA) pour la période 2016-2030 selon les objectifs généraux suivants : (i) assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous ; (ii) contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale d'hydraulique pastorale.

L'eau potable est une eau ayant des caractéristiques microbiennes, chimiques et physiques qui répondent à ses directives ou à celles des normes nationales relatives à la qualité de l'eau de boisson. C'est une eau que l'on peut boire ou utiliser à des fins domestiques et industrielles sans risque pour la santé. Dans cette enquête, sont considérées comme eaux potables les eaux provenant des robinets (interne, public, du voisin et de la concession), des forages ainsi que des puits couverts lorsque l'eau est traitée.

Les résultats montrent que 57,1% des ménages ont accès à une source d'eau potable au Niger. Selon le milieu de résidence, l'accès des ménages à l'eau potable est quasi universel en milieu urbain avec une couverture de 89,4% alors qu'en milieu rural, seulement 1 ménage sur 2 (50,9%) y a accès. Les quatre (4) régions du pays où la proportion des ménages ayant accès à l'eau potable est inférieure à la moyenne nationale sont Diffa (47,0%), Tahoua (49,6%), Tillabéri (51,2%) et Zinder (53,4%). Les régions de Niamey (86,4%), Agadez (66,3%), Maradi (65,1%) et Dosso (58,9%) enregistrent les taux les plus élevés.

L'analyse des résultats selon les quintiles de bien-être économique confirme davantage la disparité dans l'accès des ménages à l'eau potable. Pour le quintile des plus pauvres, environ 4 ménages sur 10 (43,4%) ont accès à l'eau potable, tandis qu'en ce qui concerne les ménages les plus riches, plus de 7 sur 10 (72,4%) y ont accès. Suivant le statut de pauvreté, la différence est moins marquée : environ 1 ménage pauvre sur 2 a accès à l'eau potable tandis que 6 ménages non pauvres sur 10 y ont accès.

3.3.3 SOURCES D'ÉNERGIE

3.3.3.1 Source d'énergie pour la cuisson

La principale source d'énergie pour la cuisson reste le bois (92,8%), suivie de très loin par le gaz et le charbon de bois avec respectivement 3,4% et 2,4%. Par milieu de résidence la tendance reste la même principalement en milieu rural avec près de 97% et 67,5% en milieu urbain. Le gaz est plus utilisé en milieu urbain avec près d'un ménage sur 5.

Tableau 25: Répartition (en %) des ménages selon la principale source d'énergie pour la cuisson

	Bois ramassé	Bois acheté	Charbon de bois	Gaz	Déchets d'animaux	Autres (à préciser)
Milieu de résidence						
Urbain	7,4	60,1	12,5	19,4	0	0
Rural	86,6	11,2	0,4	0,3	0,4	0,4
Total	73,7	19,1	2,4	3,4	0,3	0,3

Source : Enquête EHCVM 2021

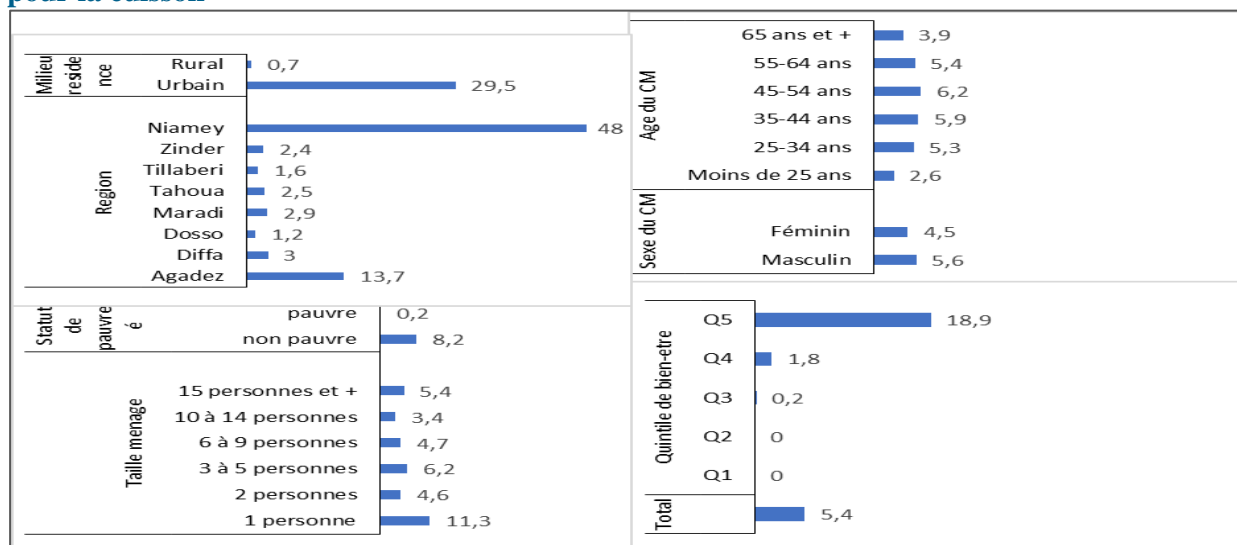
➤ Utilisation du gaz comme source d'énergie pour la cuisson

Dans ce rapport, l'utilisation du gaz comme source d'énergie pour la cuisson est aussi analysée. C'est une alternative prônée par le Gouvernement pour lutter contre la dégradation de l'environnement, plus précisément contre le déboisement et aussi ralentir le phénomène de la désertification.

Au niveau national, c'est environ un ménage sur vingt (5,4%) qui utilise le gaz comme source d'énergie pour la cuisson. Les régions où le gaz est plus utilisé pour la cuisson sont celles de Niamey et d'Agadez en raison du poids prépondérant des populations urbaines dans ces deux régions. A Niamey et à Agadez respectivement, près de la moitié des ménages (48%) et plus d'un ménage sur 10 (13,7%) utilisent le gaz pour la cuisson des aliments. Le gaz est presque exclusivement utilisé en milieu urbain (29,5%). Son utilisation en milieu rural est faible (0,7%). En outre, il est exclusivement utilisé par les ménages non pauvres (8,2%), notamment par les ménages ayant le niveau de bien-être le plus élevé (4ème et 5ème quintiles).



Graphique 3: Répartition (%) des ménages selon l'utilisation du gaz comme source d'énergie pour la cuisson



3.3.3.2 Source d'énergie pour l'éclairage

La principale source d'éclairage des ménages nigériens demeure la lampe. En effet, 74,7% des ménages s'éclairent avec cette source (84,1% en milieu rural contre moins de 1 ménage sur 4 en milieu urbain).

Tableau 26 : Répartition des ménages selon la principale source d'éclairage du logement

	Electricité réseau	Electricité (générateur)	Lampe à pétrole	Lampe à pile, grosse torche	Paraffine/ Bois / Planche	Plaque solaire	Autre	Total
Milieu de résidence								
Urbain	67,4	0,2	0,8	25,5	0,2	5,4	0,4	100
Rural	10,3	0,2	2	82,1	0,1	5,2	0,2	100
Quintile								
1 ^{er}	2,2	0	1,8	91,7	0	3,9	0,3	100
2 ^{ème}	5,4	0	1,4	87,7	0,1	4,9	0,5	100
3 ^{ème}	10,9	0,5	2,8	80,3	0,4	5	0,1	100
4 ^{ème}	18,6	0,1	2,6	73,2	0	5,4	0	100
5 ^{ème}	46,5	0,3	0,5	46,3	0	6,1	0,3	100
Ensemble	19,6	0,2	1,8	72,9	0,1	5,2	0,2	100

Source : Enquête EHCVM 2021

3.3.3.3 Accessibilité aux réseaux de distribution d'énergie

A travers l'adoption de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035 dont le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021 est la première (1^{ère}) déclinaison quinquennale, le Niger s'est engagé à « garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable », en priorisant les quatre (4) cibles de l'ODD 7. En effet, dans le cadre de la dynamisation et de la modernisation du monde rural, l'électrification des villages figure explicitement parmi les objectifs stratégiques. Du

reste, l'opérationnalisation de cette priorité s'est caractérisée par l'adoption, en octobre 2018, du Document de Politique Nationale de l'Electricité (DPNE) et de la Stratégie Nationale d'Accès à l'Electricité (SNAE). Le DPNE avait pour objectif principal « d'améliorer l'accès des populations à l'énergie électrique ». Quant à la SNAE, elle vise à « doter le Niger d'un référentiel pour le développement de l'électrification, avec, à l'horizon 2035, un sous-secteur de l'électricité performant et financièrement viable, en vue d'un approvisionnement en électricité fiable, abordable et respectueux de l'environnement »

Il ressort des résultats que 25% des ménages utilisent l'électricité comme source d'éclairage, contre 21% trois années plus tôt. Parmi eux, 19,6% sont connectés aux réseaux publics de distribution d'électricité et 5,4% disposent des installations privées, en l'occurrence les groupes électrogènes et les plaques solaires. Au Niger, 32,8% des ménages se situent dans des localités offrant la possibilité d'accéder aux réseaux de distribution d'électricité.

En milieu urbain, la proportion des ménages utilisant l'électricité comme source d'éclairage est de 73,1%. La proportion de ceux qui sont connectés aux réseaux publics de distribution est de 67,4% ; 93,6% des ménages peuvent accéder aux réseaux de distribution.

En milieu rural, la proportion des ménages pouvant accéder aux réseaux de distribution publique d'électricité est estimée en 2021 à 21%. Dans ce milieu, 10,3% sont effectivement connectés. Ceux qui utilisent des installations privées (groupes électrogènes et installations solaires) s'établissent à 5,4%. Au total, ce sont 15,7% des ménages ruraux qui utilisent l'électricité comme source d'éclairage.

La région la plus favorisée en matière d'offre d'électricité à travers les réseaux publics de distribution est de loin celle de Niamey où 91,3% des ménages ont la possibilité de se connecter au réseau public de distribution d'électricité. Elle est suivie de loin par les régions d'Agadez (41,3%), de Tillabéri (40,0%) et de Tahoua (36,6%). La région où l'offre est la plus faible est Zinder où seuls 16,3% des ménages bénéficient d'une offre à travers le réseau public de distribution d'électricité.

En matière d'utilisation également, la proportion des ménages s'éclairant grâce à l'électricité est plus élevée à Niamey : 86,1% dont 76,7% connectés au réseau public. La région ayant le taux le plus faible d'utilisation de l'électricité comme source d'éclairage est Zinder où seulement 10,7% des ménages l'utilisent et, parmi eux, 9,6% sont connectés aux réseaux publics de distribution.

Suivant le statut de pauvreté, 32,6% des ménages non pauvres utilisent l'électricité pour l'éclairage contre seulement 10,6% de ménages pauvres. Selon le sexe du chef de ménage, on ne note pas de grande différence dans l'utilisation de l'électricité comme source d'éclairage.

Par contre, l'utilisation de l'électricité comme source d'éclairage évolue avec le niveau de bien-être, partant de 6,2% des ménages du 1^{er} quintile (qui ont le niveau de bien-être le plus bas) à 53,0% de ceux du 5^{ème} quintile (qui ont le niveau de bien-être le plus élevé).



Tableau 27: Répartition (en %) des ménages selon l'accès au réseau électrique et les principales sources d'éclairage

Caractéristiques	Accès réseau de distribution électrique	Source principale d'éclairage		
		Réseau électrique	Solaire/groupe	Ensemble (réseau électrique, solaire ou groupe)
Région				
Agadez	41,3	28,5	6,1	34,7
Diffa	25,8	14,2	1,3	15,5
Dosso	25,2	15,5	12,4	28,0
Maradi	25,7	12,1	2,2	14,3
Tahoua	36,6	22,3	2,0	24,3
Tillabéri	40,0	18,0	13,0	31,0
Zinder	16,3	9,6	1,0	10,7
Niamey	91,3	76,7	9,4	86,1
Milieu résidence				
Urbain	93,6	67,4	5,7	73,1
Rural	21,0	10,3	5,4	15,7
Taille ménage				
1 personne	38,6	20,3	3,5	23,8
2 personnes	33,4	20,7	4,7	25,4
3 à 5 personnes	33,1	20,2	4,5	24,6
6 à 9 personnes	32,0	18,2	6,3	24,5
10 à 14 personnes	32,4	21,3	7,0	28,4
15 personnes et +	34,0	26,0	5,8	31,7
Statut de pauvreté				
Non pauvre	40,0	27,0	5,5	32,6
Pauvre	19,1	5,4	5,2	10,6
Sexe du CM				
Masculin	32,6	19,4	5,9	25,3
Féminin	33,2	20,2	3,8	24,0
Quintiles				
1 ^{er}	11,4	2,2	3,9	6,2
2 ^{ème}	18,7	5,4	4,9	10,3
3 ^{ème}	25,3	10,9	5,5	16,4
4 ^{ème}	33,1	18,6	5,5	24,1
5 ^{ème}	60,0	46,5	6,5	53,0
Ensemble	32,8	19,6	5,4	25,0

Source : Enquête EHCVM 2021

CHAPITRE 4 : ACTIFS DU MENAGE ET ACCESSIBILITES AUX SERVICES SOCIAUX

Dans un pays à prédominance agricole, la possession d'actifs, comme les champs ou le bétail, constitue un atout majeur à l'amélioration de la subsistance et en général du niveau de vie des ménages. La base de données de l'EHCVM constitue une importante source d'informations sur la possession d'actifs des ménages. Ces actifs concernent principalement les champs détenus, le bétail et d'autres biens durables comme les moyens de locomotion, les terrains non bâtis, les biens d'ameublement ou les appareils électroménagers. L'accès des individus aux services socioéconomiques qui renforce leurs capacités à se prendre en charge et leur résilience face aux chocs, est également appréhendé dans ce chapitre.

4.1 CHAMPS ET BETAIL DETENUS

Les champs détenus par les ménages comprennent les champs cultivés, les terres laissées en jachère et les pâturages. Ils peuvent appartenir aux ménages ou tout simplement être exploités par ceux-ci (appartiennent à d'autres ménages). La possession de champs signifie le plus souvent que le ménage détient des titres de propriétés (coutumiers ou légaux) et ne paie aucun loyer ou autres droits.

4.1.1 CHAMPS POSSEDES ET EXPLOITES

La possession ou l'exploitation de champs est très répandue au Niger où la population est majoritairement rurale et vit principalement de l'agriculture. Au niveau national, plus de la moitié des ménages possèdent au moins un champ (62,8%) et 73% des ménages en exploitent. Ces valeurs sont proches de celles de 2018 qui sont respectivement de 57,8% et de 73%. Le milieu rural où vit l'essentiel de la population agricole détient les taux les plus élevés avec 84,1% d'exploitation et 73% de possession de champs. Selon la région, ce sont Dosso (83,8%), Maradi (83,7%), Tahoua (83,5%), Tillabéri (79,7%) et Zinder (77,9%) qui ont les plus grandes proportions de ménages qui exploitent des champs. Les ménages dont le chef est polygame arrivent en tête (pour la possession et pour l'exploitation) ; il en est de même pour ceux dirigés par des hommes. On constate enfin que la possession ou l'exploitation des champs diminue avec le niveau d'instruction du chef de ménage.

**Tableau 28: Proportion des ménages (%) possédant ou exploitant des champs**

Caractéristiques	Exploitation	Possession
Region residence		
Agadez	0,2	0
Diffa	47,9	43,1
Dosso	83,8	68
Maradi	83,7	73,2
Tahoua	83,5	75
Tillabéri	79,7	65,1
Zinder	77,9	68,1
Niamey	2,1	0,9
Milieu residence		
Urbain	15,8	10,6
Rural	84,1	73
Genre du CM		
Masculin	76,1	65,8
Féminin	62,0	52,5
Education du CM		
Aucun	76,9	66,8
Primaire	67,4	55,3
Second. gl 1	58,4	49,5
Second. tech. 1	34,6	2,3
Second. gl 2	22,4	17
Second. tech. 2	29,8	11,3
Postsecondaire	26,1	25,1
Supérieur	3,9	3,4
Situation famille du CM		
Célibataire	46,2	29,8
Marié(e) monogame	73,9	62,6
Marié(e) polygame	86,2	77,1
Veuf(ve)	50,8	46,5
Divorcé(e)	48,4	41,8
Séparé(e)	56,1	34,9
National	73,0	62,8

Source : Enquête EHCVM 2021

Comme en 2018, le nombre moyen de champs exploités est de 1,7 aussi bien au niveau national qu'en milieu rural. Cette situation s'explique par le fait que la majorité de la population du pays vit en milieu rural. Selon la région les valeurs sont proches (entre 1,5 et 1,9 champs) sauf à Niamey (1 champ) et à Agadez (1,1 champ). Le nombre est légèrement plus élevé au niveau des ménages dirigés par un homme (1,7) que ceux dirigés par une femme (1,5) et chez les ménages de 15 membres et plus (2,4) et de 10 à 14 membres (2,1).

Le nombre moyen de champs possédés par ménage au Niger est estimé à 1,7 en 2021 contre 1,3 en 2018. Ce chiffre est de 1,7 champs pour le milieu rural et de 1,5 champs pour le milieu urbain. Selon la région, il est relativement homogène et varie de 1,5 à 1,9 champs sauf à Niamey où il est de 1,2. Les ménages dirigés par un homme en possèdent en moyenne 1,7 champs contre 1,5

champs pour ceux dirigés par une femme. Il est plus élevé chez les ménages dont le chef est marié polygame (1,9 champs).

Tableau 29: Nombre moyen de champs possédés et exploités par les ménages

Caractéristiques	Exploités	Possédés
Region residence		
Agadez	1,0	1,2
Diffa	1,6	1,5
Dosso	1,8	1,9
Maradi	1,6	1,6
Tahoua	1,9	1,9
Tillabéri	1,5	1,5
Zinder	1,5	1,5
Niamey	1,1	1,2
Milieu residence		
Urbain	1,4	1,5
Rural	1,7	1,7
Genre du CM		
Masculin	1,7	1,7
Féminin	1,5	1,5
National	1,7	1,7

Source : Enquête EHCVM 2021

4.1.2 POSSESSION DE BETAIL

Au niveau national, en 2021, 66,7% des ménages pratiquent l'élevage contre 70,3% en 2018. Comme en 2018, la pratique de l'élevage est plus prépondérante en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, en milieu rural, 75,1% des ménages pratiquent l'élevage en 2021 contre 77,5% en 2018. Quant aux ménages urbains, en 2021, 29% exercent dans l'élevage et 35% en 2018.

A l'exception de la région de Niamey, la majorité des ménages des autres régions exercent l'activité d'élevage. En effet, seulement un ménage sur dix pratique l'élevage dans la capitale du pays en 2021 et environ deux en 2018. Dans les autres régions du pays, en moyenne sept ménages sur dix pratiquent l'élevage. En 2021, les plus grandes proportions de ménages pratiquant l'élevage sont enregistrées dans les régions du Maradi (78,3%) et Dosso (76,4%) et en 2018, les régions de Dosso (81,9%) et Zinder (77,3%) sont celles qui pratiquent le plus l'élevage.

Les résultats de 2021 font ressortir que les ménages dirigés par des hommes (70,7%) exercent l'activité d'élevage plus que ceux dirigés par des femmes (57,1%). Toutefois, ces proportions sont moins importantes que celles de 2018.

**Tableau 30: Proportion des ménages pratiquant l'élevage (%)**

Caractéristiques	2018	2021
Région		
Agadez	55	58,1
Diffa	63,7	71,4
Dosso	81,9	76,4
Maradi	74,8	78,3
Tahoua	70,8	70,9
Tillabéri	70,5	65
Zinder	77,3	70,5
Niamey	16,4	9,8
Milieu résidence		
Urbain	35,3	29,3
Rural	77,5	75,1
Sexe du CM		
Masculin	72	70,7
Féminin	62	57,1
Ensemble	70,3	67,7

Source : Enquête EHCVM 2018 et EHCVM 2021

Dans l'ensemble, les ménages éleveurs possèdent plus de petits ruminants (87,3%) que de gros ruminants (55,4%) et de la volaille (30,3%). Aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, la majorité des ménages éleveurs (plus de huit ménages éleveurs sur dix) possèdent des petits ruminants (moutons, chèvres). Environ neuf ménages sur dix pratiquant l'élevage, possèdent des petits ruminants. En milieu rural, 57,7% des ménages possèdent de gros ruminants contre seulement 25,8% en zones urbaines.

Les résultats montrent que les ménages dirigés par des hommes pratiquent plus l'élevage de gros ruminants (60,3%) que ceux dirigés par des femmes (33,8%). En ce qui concerne la pratique d'élevage de la volaille, en zones urbaines ou rurales, et indépendamment du sexe du chef de ménage, environ 30,3% en possèdent.

Selon les régions, les proportions de ménages pratiquant l'élevage de gros ruminants sont plus élevées à Diffa (68,6%) et Dosso (62,7%). Quant à l'élevage de petits ruminants, les plus fortes proportions de ménages sont enregistrées à Agadez (95,8%), Maradi et Zinder (91,1%). Enfin, s'agissant de l'élevage de la volaille, les fortes proportions sont observées dans les régions de Niamey (41,6%), Dosso (37,9%) et Maradi (35%).

Tableau 31: Proportion des ménages pratiquant l'élevage des gros et petits ruminants et des volailles

Caractéristiques	Gros ruminants	Petits ruminants	Volaille
Région			
Agadez	28,4	95,8	6,5
Diffa	68,6	88,8	14,9
Dosso	62,7	79,1	37,9
Maradi	53,3	91,4	35
Tahoua	56,2	87,8	29,3
Tillabéri	54,4	82,1	26,9
Zinder	55,2	91,1	29,7
Niamey	25,3	67,3	41,6
Milieu résidence			
Urbain	25,8	81,7	27,3
Rural	57,7	87,7	30,5
Sexe du CM			
Masculin	60,3	87	30,6
Féminin	33,8	88,6	28,8
Ensemble	55,4	87,3	30,3

Source : Enquête EHCVM 2021

Selon les résultats de l'EHCVM de 2021, les ménages éleveurs possèdent en moyenne quatre (3,8) gros ruminants, sept (7,1) petits ruminants et onze (11,1) volailles. Les ménages ruraux ont en moyenne plus de petits ruminants (7,2) que de gros (4,9). Les ménages éleveurs ruraux ainsi qu'urbains possèdent en moyenne 11 volailles. Les plus grands nombres de petits et gros ruminants sont possédés par les ménages éleveurs de la région de Diffa. En moyenne, ils élèvent environ 20,6 petits ruminants et 13,5 gros ruminants. Quant à la volaille, les ménages des régions de Niamey et de Dosso possèdent les plus grands nombres moyens (respectivement 15,3 et 14,3).

Tableau 32: Nombre moyen de gros et petits ruminants et des volailles détenus par les ménages pratiquant l'élevage

Caractéristiques	Gros ruminants	Petits ruminants	Volaille
Région			
Agadez	7,8	17,7	7
Diffa	13,5	20,6	8,9
Dosso	3,1	5,6	14,3
Maradi	3,3	6,5	10,5
Tahoua	2,9	6,6	11,8
Tillabéri	3	6,1	11,7
Zinder	2,8	6	8,5
Niamey	3,8	4,1	15,2
Milieu résidence			
Urbain	2,6	4,9	11,2
Rural	3,6	7,2	11,1
Sexe du CM			
Masculin	3,7	7,6	11,9
Féminin	2,3	4,9	7,6
Ensemble	3,6	7,1	11,1

Source : Enquête EHCVM 2021



4.2 POSSESSION DE BIENS DURABLES

Les biens durables sont des biens qui augmentent le confort et le bien-être du ménage. Ils peuvent être transformés rapidement par le ménage en moyens de paiement pour faire face à des dépenses éventuelles. Leur possession renforce la capacité et la résilience du ménage face à certains chocs exogènes (pauvreté, catastrophes naturelles).

4.2.1 POSSESSION DE BIENS D'AMEUBLEMENT ET D'ELECTROMENAGERS

A l'exception des lits (39,7%) et des matelas (40,6%), la possession par les ménages des autres biens d'équipement demeure relativement faible au Niger quel que soit le milieu de résidence et la région considérés. Les autres biens meubles détenus par les ménages nigériens sont les armoires et autres meubles (7,4) et les tapis (6%). En 2018, les proportions étaient plus grandes : 75,3% pour le lit, 77,2% pour les matelas, 14,8% pour les armoires et autres meubles et 20,0% pour les tapis.

Tableau 33: Répartition des ménages (%) selon le type de meuble

Caractéristiques	Salon (Fauteuils et table basse)	Table à manger (table + chaises)	Lit	Matelas simple	Armoires et autres meubles	Tapis
Région résidence						
Agadez	5,1	11,3	28,2	33,3	4,8	17,3
Diffa	2,1	1,8	25,7	39,9	6,9	23,5
Dosso	2,4	2	45,0	42,8	4,3	3,4
Maradi	2,2	2,6	42,4	40,5	10,2	2,1
Tahoua	2,3	3,1	42,3	42,3	3,5	6,6
Tillabéri	2,0	0,7	43,4	47,4	2,9	3,6
Zinder	1,8	3,5	39,3	38,5	11,8	5,1
Niamey	15,1	3,8	27,6	31,5	11,9	10
Milieu de résidence						
Urbain	12,5	3,9	29,0	34,7	10,9	9
Rural	0,8	2,6	42,8	42,4	6,4	5,1
Genre du CM						
Masculin	3,6	2,9	39,4	40,1	7,9	6,1
Féminin	2,5	2,9	40,8	43,1	5,3	5,3
National	3,4	2,9	39,7	40,6	7,4	6

Source : Enquête EHCVM 2021

Les appareils électroménagers que les ménages possèdent le plus au Niger sont le ventilateur sur pied avec 32,1% de ménages, le fer à repasser à charbon (21,3%) et la bonbonne de gaz (20,1%), loin devant le réfrigérateur (9,9%) et la cuisinière à gaz ou électrique (5,6%). C'est le groupe électrogène qui arrive en dernière position avec 0,7% des appareils.

Selon le milieu de résidence, les ménages urbains ont plus de ventilateurs sur pied avec 36,2% et les bonbonnes de gaz (23,7%) tandis que les ruraux ont quant à eux les fers à repasser à charbon (55,6%) et les ventilateurs sur pied (21,2%). Dans toutes les régions ce sont le ventilateur sur pied et le fer à repasser à charbon qui sont plus nombreux, sauf à Agadez et à Niamey où ce sont le ventilateur sur pied et la bonbonne de gaz qui sont plus utilisés.

Tableau 34: Répartition des ménages (%) selon le type d'électroménagers

Caractéristiques	Fer à repasser électrique	Fer à repasser à charbon	Cuisinière à gaz ou électrique	Bonbonne de gaz	Réfrigérateur	Congélateur	Ventilateur sur pied	Climatiseurs /Splits amovibles	Groupe Électrogène
Region residence									
Agadez	1,1	13,9	6,1	31,8	10,2	2,8	31,5	1,3	1,5
Diffa	2,1	27,1	0,7	14,1	11,8	2,7	39,9	0,6	1,1
Dosso	1,8	20,9	5,1	11,5	5,9	15,4	36,6	1,5	1,4
Maradi	1,0	43,7	3,2	16,5	8,2	2,5	23,2	1,4	0,4
Tahoua	2,1	29,8	5,0	18	10,1	3,2	30,3	0,8	0,8
Tillabéri	2,4	20,4	1,5	17	9,4	8,2	40,5	0,6	0
Zinder	3,2	42,5	3,2	14,4	7,2	1,8	24,9	1,1	1,7
Niamey	4,3	4,1	8,8	24,7	12	5,9	35,2	4,5	0,4
Milieu residence									
Urbain	3,8	8,3	7,2	23,7	11,5	5,7	36,2	3,2	0,4
Rural	0,4	55,6	1,3	10,7	5,8	3,3	21,2	0,2	1,5
Genre du CM									
Masculin	3,1	22,9	5,4	19,5	9,6	4,8	31,6	2,2	0,8
Féminin	1,3	12	6,5	23,6	11,7	6,3	35,2	3,4	0,1
National	2,9	21,3	5,6	20,1	9,9	5	32,1	2,4	1

Source : Enquête EHCVM 2021

En ce qui concerne les biens durables, quel que soit la caractéristique des ménages, c'est la proportion de la possession de téléphone portable arrive largement en tête (75%). Cette proportion est suivie par celle de la possession de radio simple/radio cassette à l'exception du milieu urbain et des régions d'Agadez, Diffa et Niamey où la deuxième place est occupée par les appareils TV. Ceux sont le Magnétoscope/CD/DVD et surtout l'ordinateur qui sont moins détenus par les ménages.

Tableau 35: Répartition (%) des ménages selon la possession de biens durables

Caractéristiques	Type de biens durables						
	Radio simple /Radiocassette	Appareil TV	Magnétoscope/ CD/DVD	Antenne parabolique / décodeur	Téléphone fixe	Téléphone portable	Ordinateur
Region residence							
Agadez	4,8	17	0,7	7	0,1	69,6	0,8
Diffa	7,1	8,5	0,1	3,6	0	80,2	0,3
Dosso	8,4	5,4	0,7	2,5	0	82,7	0,4
Maradi	12,2	6,4	0,5	3,2	0,1	76,9	0,7
Tahoua	9,1	8,4	1,0	2,7	0,2	78,5	0,1
Tillabéri	10,1	7	1,1	2,4	0	79,1	0,3
Zinder	10,3	6,1	0,4	3,2	0,6	79	0,4
Niamey	3,0	29	2,6	14,3	0	48,4	2,7
Milieu residence							
Urbain	6,1	24,7	1,9	11,9	0	53,3	2,2
Rural	10,1	3,6	0,5	1,2	0,2	84,3	0
Genre du CM							
Masculin	9,8	9,8	0,9	4,6	0,2	74	0,7
Féminin	4,2	11,7	1,6	4	0	77,9	0,7
National	8,9	10,1	1,0	4,5	0,2	75	0,7

Source : Enquête EHCVM 2021



4.2.2 POSSESSION DE MOYENS DE LOCOMOTION ET DE TERRAINS NON BATIS

Les taux de possession de moyens de locomotions les plus élevés sont enregistrés au niveau des cyclomoteurs/vélomoteurs/motocyclettes (57,9% au niveau national) sauf à Diffa, Tillabéri et chez les ménages dont le chef est divorcé où ce sont les bicyclettes qui arrivent en tête avec respectivement 41,7%, 36,8% et 43,8%. Les ménages dirigés par une femme et surtout ceux dont le chef est séparé ont, quant à eux, plus de terrains non bâtis avec 36,4% et 85,3%. Les proportions les plus élevées en termes de possession de voiture personnelle sont enregistrées chez les ménages dont le chef a un niveau d'instruction supérieur avec 33,9%, à Niamey (22,9%) et en milieu urbain (15,5%). Ce taux est en général très faible : 8,9% au niveau national et 2,9% en milieu rural.

Tableau 36: Répartition des ménages selon la possession de moyens de locomotion et de terrains non bâtis

Caractéristiques	Moyens de locomotion et de terrains non bâtis			
	Voiture personnelle	Cyclomoteur/Vélocycle, motocyclette	Bicyclette	Terrain non bâti
Region residence				
Agadez	9,9	74,2	7,4	8,6
Diffa	23,8	0	41,7	34,5
Dosso	3,2	55,6	20,5	20,7
Maradi	6,4	58,8	8,2	26,6
Tahoua	3,9	72,8	5,4	17,8
Tillabéri	3,1	33,1	36,8	27
Zinder	4,2	66,5	13,8	15,5
Niamey	22,9	50,6	6,0	20,5
Milieu residence				
Urbain	15,5	54,7	9,0	20,8
Rural	2,9	60,8	16,1	20,2
Genre du CM				
Masculin	8,9	59,4	12,3	19,4
Féminin	8,2	36	19,4	36,4
Education du CM				
Aucun	4,0	59,1	15,9	20,9
Primaire	6,1	67,5	12,2	14,2
Second. gl 1	13,8	61,5	5,1	19,6
Second. tech. 1	19,8	52	7,3	20,9
Second. gl 2	7,5	64,3	6,8	21,3
Second. tech. 2	10,8	60,4	5,0	23,7
Postsecondaire	36,3	37,3	5,9	20,5
Superieur	33,9	30,8	8,2	27,1
Situation famille du CM				
Célibataire	4,2	70	1,1	24,6
Marié(e) monogame	8,2	57,5	13,4	20,9
Marié(e) polygame	10,2	61,3	10,5	18
Veuf(ve)	11,5	51,6	13,2	23,8
Divorcé(e)	9,2	6	43,8	41,1
Séparé(e)	0,0	14,7	0,0	85,3
National	8,9	57,9	12,8	20,5

Source : Enquête EHCVM 2021

4.3 ACCES AUX INFRASTRUCTURES SOCIALES DE BASE

La disponibilité des infrastructures socio-économiques de base adéquates mais aussi et surtout leur accessibilité pour la population dans un pays est une condition nécessaire à l'amélioration de leur bien-être. Les infrastructures concernées dans cette analyse sont celles de l'éducation, de la santé, de l'état civil, le poste de police ou de gendarmerie, de l'approvisionnement en eau de boisson, le centre de protection sociale (des enfants entre autres), les banques ou les institutions financières, les marchés permanent et périodique, la route bitumée et en latérite, la banque céréalière et la banque d'aliments pour bétail.



4.3.1 : ACCES A L'EDUCATION, AU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET AU CENTRE D'ALPHABETISATION

Dans l'ensemble, l'accessibilité des ménages nigériens aux infrastructures de l'école primaire est, comme en 2018, largement plus élevée par rapport aux autres niveaux d'enseignement avec 92,3%. Elle était de 90,9% en 2018. Les résultats montrent aussi, qu'au niveau de toutes les caractéristiques étudiées du ménage, c'est l'accessibilité aux infrastructures de l'école primaire qui occupe la première place. Ce qui dénote que l'enseignement primaire est accessible à la grande majorité des enfants en âge d'aller à l'école. L'école maternelle arrive en deuxième position (43,0%) suivie par le collège (31,4%), la formation professionnelle (24,1%) et l'alphabétisation (24,1%) enfin le lycée (20,0%) en dernière position. Ce dernier classement reste le même selon le milieu de résidence et la région. On observe enfin que pour le milieu rural et les régions de Dosso et Tillabéri, les taux d'accès au lycée, à l'alphabétisation et à la formation professionnelle sont nettement inférieurs à la moyenne nationale.

Tableau 37: Accès des ménages aux infrastructures d'éducation selon les caractéristiques de ménages

Caractéristiques	Infrastructures d'éducation					
	Maternelle	Primaire	Collège	Lycée	Alphabétisation	formation professionnelle
Region residence						
Agadez	54,8	92,4	53,7	44,0	40,4	40,4
Diffa	33,6	92,2	28,5	18,1	33,2	33,2
Dosso	42,1	96,0	36,9	13,4	15,5	15,5
Maradi	36,6	90,1	26,6	17,3	26,8	26,8
Tahoua	43,2	96,8	28,9	16,9	20,1	20,1
Tillabéri	42,9	96,7	22,7	9,8	15,9	15,9
Zinder	32,0	82,0	23,2	14,8	18,4	18,4
Niamey	100,0	100,0	86,0	84,5	74,7	74,7
Milieu residence						
Urbain	99,2	99,6	93,2	91,0	83,4	83,4
Rural	32,1	90,9	19,5	6,1	12,6	12,6
National	43,0	92,3	31,4	20,0	24,1	24,1

Source : Enquête EHCVM 2021

4.3.2. ACCES AUX SERVICES DE SANTE

L'accès aux structures de santé peut être défini comme la facilité avec laquelle une personne peut s'adresser à un service de santé dont elle a besoin et obtenir satisfaction.

Selon les données du tableau ci-dessous, l'accès des populations aux infrastructures de santé reste encore relativement faible au Niger. Le taux d'accès au niveau national est de 15,9% contre 11,5% en 2018 pour les hôpitaux, 53,6% contre 48,4% pour les autres centres de santé, 19,4% contre 15,7% aux cabinets médicaux et 35,8% contre 26,9% pour les pharmacies/dépôts de produits pharmaceutiques.

Selon la région et le milieu de résidence, il existe des disparités. Les proportions sont largement plus grandes en milieu urbain, à Niamey et à Agadez. En milieu urbain, le taux d'accès aux structures de santé est de 83,7% pour les hôpitaux, 94,6% pour les autres centres de santé public, 95,8% pour les cabinets médicaux et les cliniques et 96,0% pour les pharmacies / dépôts de produits pharmaceutiques. Les proportions en 2018 sont respectivement de 70,3%, 89,6%, 87,8% et 91,1%.

En milieu rural, l'accès aux structures de santé est de 2,8% pour les hôpitaux, 45,6% pour les centres de santé public, 4,5% pour les cabinets médicaux et les cliniques et 24,1% pour les pharmacies / dépôts de produits pharmaceutiques. En 2018 on a 1,2% pour les hôpitaux, 41,2% pour les centres de santé public, 3,0% pour les cabinets médicaux et les cliniques et 15,5% pour les pharmacies / dépôts de produits pharmaceutiques.

Tableau 38: Accès des ménages aux infrastructures de sante selon les caractéristiques de ménages

Caractéristiques	Infrastructures sanitaires			
	Hopital	Autre centre de santé	Cabinet/Clinique	Pharmacie
Region residence				
Agadez	36,1	85,4	38,6	55,0
Diffa	18,4	50,3	18,4	29,1
Dosso	7,1	56,3	8,5	35,2
Maradi	14,3	50,9	18,4	32,5
Tahoua	12,4	48,1	12,0	35,1
Tillabéri	5,4	55,3	10,8	29,4
Zinder	12,6	43,9	14,6	25,7
Niamey	77,6	88,6	97,9	94,2
Milieu residence				
Urbain	83,7	94,6	95,8	96,0
Rural	2,8	45,6	4,5	24,1
National	15,9	53,6	19,4	35,8

Source : Enquête EHCVM 2021

4.3.3. ACCES AUX AUTRES INFRASTRUCTURES DE BASE

Les infrastructures socioéconomiques analysées dans ce paragraphe sont les banques/Institutions de micro finance, les marchés permanents et périodiques, les routes bitumées et en latérite, les banques céréalières et les banques d'aliments pour bétail.

L'accès aux banques et aux institutions de microfinance est encore faible dans le pays du fait du niveau de revenu des ménages et des difficultés à accéder à des ressources financières. Le taux d'accès est au niveau national est de 16 ;3% en 2021 et 13,3% en 2018. Seulement 2,7% des ménages ruraux y ont accès contre 86,1% pour le milieu urbain. En 2018, les taux étaient respectivement de 3% et 73%.



Selon la région, c'est à Niamey avec 85,9% et dans une moindre mesure à Agadez (34,4%) que le taux est plus élevé. Les plus faibles proportions sont observées à Tillabéri (9,8%), à Dosso (8,3%) et à Tahoua (7,8%).

La disponibilité d'un marché et surtout sa fréquentation traduisent le dynamisme des activités économiques dans une localité. On constate qu'au Niger, l'accès aux marchés est très faible. En effet, en 2021, seulement 23,0% des ménages ont accès aux marchés permanents et 33,5% aux marchés périodiques pour des valeurs respectives en 2018 de 21,3 % et 14,7%. C'est en milieu rural que les taux sont relativement faibles (10,1% et 24,5%) alors qu'en milieu urbain ils sont de 89,8% et 79,8%. C'est à Niamey seulement que l'accessibilité des ménages aux marchés reste élevée 85,9% pour le marché permanent et 89,9% pour le marché périodique contrairement à Tahoua (7,8% et 8,1), à Tillabéri (9,8% et 14,3%) et à Dosso (8,3% et 11,3%).

Tout comme les marchés, les routes ne sont pas accessibles à la majorité des ménages nigériens. En effet, dans l'ensemble, seulement 38,6% des ménages ont accès aux routes bitumées et 48,3% aux routes en latérite. L'accessibilité des routes est plus importante en milieu urbain 92,9% pour les routes bitumées et 95,9% pour les routes en latérite contre respectivement 28,1% et 39,1% en milieu rural.

Selon la région, c'est à Niamey avec 84,8% pour les routes bitumées et 91,9% pour les routes latéritiques et dans une moindre mesure à Agadez (37,5% et 43,8%) que les taux sont plus élevés. Dans les autres régions les proportions sont faibles, surtout à Zinder (15% et 22,4%) et à Dosso (12,8% contre 48,8%).

Les banques céréalieres permettent d'assurer la disponibilité des denrées alimentaires dont la population a besoin. Au niveau national, le taux d'accès aux banques céréalieres est de 47,1% avec une proportion de 40,5% en milieu rural. En 2018, les taux étaient de 16,8% au niveau national et 7,8% en milieu rural.

Pour les banques à aliments pour bétail, le taux d'accès est relativement plus faible (48,8% en 2021 et 42,4% en 2018 au niveau national). On remarque que dans les régions et en milieu urbain, la situation est plus satisfaisante avec 80,0% en milieu urbain. Selon la région, les taux varient de 69,8% à Agadez à 36,2% à Tahoua.

Tableau 39: Accès des ménages aux infrastructures économiques selon les caractéristiques de ménages

Caractéristiques	Infrastructures économiques						
	Banque/ Institution micro finance	Marché permanent	Marché périodique	Route bitumée	Route latéritique	Banque céréalière	Banque pour aliments bétail
Region residence							
Agadez	34,4	47,7	33,3	47,6	49,8	59,7	69,8
Diffa	12,3	24,2	39,5	37,4	25,6	49,8	41,9
Dosso	8,3	11,3	24,9	40,6	51,5	46,6	48,0
Maradi	16,1	38,7	28,6	29,4	36,5	62,8	61,9
Tahoua	7,8	8,1	39,4	40,1	57,3	37,3	36,2
Tillabéri	9,8	14,3	30,3	41,5	59,2	31,0	44,0
Zinder	12,0	14,8	29,4	26,0	29,1	48,8	47,8
Niamey	85,9	89,9	63,1	87,6	94,4	67,0	64,9
Milieu residence							
Urbain	86,1	89,8	79,8	92,9	95,9	81,2	80,0
Rural	2,7	10,1	24,5	28,1	39,1	40,5	42,7
National	16,3	23,0	33,5	38,6	48,3	47,1	48,8

Source : Enquête EHCVM 2021

Concernant l'accès aux services d'état civil, il est de 44,7% au niveau national ; la valeur en 2018 était de 38,2%. Il est plus élevé en milieu urbain (88,4%) qu'en milieu rural (36,2%). S'agissant des régions, Niamey est la plus dotée avec 77,4%, suivie par Maradi (49,7%) et Zinder (48,8%). En dernière position se trouvent les régions de Tillabéri (30,2%) et de Dosso (32,5%). 22,5,9% au niveau national pour une valeur en 2018 de 17,2% et seulement 9,8% en milieu rural. Selon la région, les taux sont également faibles sauf à Niamey (87,9%) et à Agadez (43,8%).

Pour l'accès à un point d'approvisionnement en eau de boisson, il est également élevé, surtout en milieu urbain contrairement au milieu rural. En effet les proportions de ménages qui y ont accès sont de 82,2% pour l'ensemble du pays, 80,0% pour le milieu rural et 93,8% pour les centres urbains. Ce sont les régions de Diffa et de Niamey que la plus forte proportion des ménages ayant accès à un point d'approvisionnement en eau de boisson est plus élevée avec respectivement 95,1% et 91,6%.

**Tableau 40: Répartition (%) des ménages selon l'accès à certaines infrastructures sociales**

Caractéristiques	Infrastructures sociales		
	Etat civil	Gendarmerie/Police	Point d'eau de boisson
Region residence			
Agadez	42,7	43,8	88,1
Diffa	35,7	25,5	95,1
Dosso	32,5	17,7	71,5
Maradi	49,7	21,9	88,2
Tahoua	46,7	20,2	78,8
Tillabéri	30,2	15,1	80,7
Zinder	48,8	13,8	77,4
Niamey	77,4	78,0	100,0
Milieu residence			
Urbain	88,4	87,9	94,9
Rural	36,2	9,8	79,2
National	44,7	22,5	81,8

Source : Enquête EHCVM 2021

4.4 TRANSFERTS SOCIAUX

Les transferts sociaux à travers les filets de sécurité visent à soutenir les populations vulnérables. Parmi ces programmes d'assistance, les plus connus par les ménages sont : le don de moustiquaires imprégnées d'insecticide (80,2%), les soins pour les enfants de moins de 5 ans (46,6%) ainsi que le soutien apporté aux populations pour faire face aux effets de la pandémie de la COVID-19 (34,6%). Ce programme est plus connu par les ménages en milieu urbain (52%) par rapport aux ménages vivant en milieu rural (31,2%). Les programmes de prise en charge des femmes enceintes et le supplément alimentaire pour les enfants malnutris sont cités par respectivement 28% et 22% des ménages.

Pour ce qui est de la demande pour bénéficier d'un programme, on note que 51,7% des ménages ont exprimé le besoin de bénéficier du programme de prise en charge des soins de santé pour les enfants de moins de 5 ans, 42,5% des ménages ont souhaité bénéficier de moustiquaires imprégnées. L'expression de ces demandes varie faiblement selon le milieu de résidence. Par ailleurs, le besoin pour la prise en charge des soins de santé pour les enfants de moins de 5 ans s'est plus manifesté dans les régions d'Agadez (74,3%), Diffa (69,6%), Dosso (59,8%) et Tahoua (55,4%).

En ce qui concerne le besoin pour les moustiquaires imprégnées les plus fortes proportions sont enregistrées dans les régions de Diffa (55,9%), Agadez (53,6%) et Dosso (48,6%).

Au Niger, parmi les ménages qui ont fait la demande d'adhésion aux différents programmes, 72,4% ont bénéficié des dons de moustiquaires imprégnées d'insecticide, 61,5% du programmes de prise en charge des soins pour les enfants de moins de cinq ans.



Selon le milieu de résidence, 66,6% des ménages vivant en milieu urbain ont reçu les moustiquaires imprégnées contre 73,5% en milieu rural. Les régions de Tillabéri (87%) et Dosso (77,1%) sont les plus couvertes. Quant à la prise en charge des soins pour les enfants, les plus forts taux de couverture sont enregistrés dans les régions d'Agadez (74,1%), Diffa (70,2%) et Maradi (69,2%).



CHAPITRE 5 : EDUCATION

Ce chapitre est consacré à l'analyse des indicateurs de l'éducation notamment le taux d'alphabétisation, le taux de scolarisation, les raisons de la non scolarisation, la satisfaction des services d'éducation, ainsi que l'accès aux TICs.

5.1 ALPHABETISATION

5.1.1 TAUX D'ALPHABETISATION EN 2021

Dans ce document, l'alphabétisation se rapporte aux personnes âgées de 15 ans ou plus, sachant lire et écrire dans n'importe quelle langue. En dépit des efforts consentis dans le domaine de l'éducation et de l'alphabétisation, le taux d'alphabétisation au Niger demeure relativement faible. Il est estimé à 35,6% en 2021.

Le taux d'alphabétisation varie selon le milieu de résidence. Il s'établit au niveau du milieu urbain à 65,6%. En milieu rural, ce sont 28,5% des adultes qui sont alphabétisés, tirant vers le bas l'indicateur au niveau national.

Les disparités en matière d'alphabétisation existent également au niveau régional. En effet, le taux d'alphabétisation demeure faible dans certaines régions mais satisfaisant dans d'autres. La région de Niamey enregistre le plus fort taux d'alphabétisation, 70,7% des adultes. Elle est suivie de loin par la région d'Agadez pour laquelle ce taux se situe à 41,2%. Les plus faibles taux sont enregistrés dans les régions de Tahoua (28,3%), Zinder (32,3%), Maradi (32,7%) et Tillabéri (33,1%).

Le taux d'alphabétisation diffère considérablement selon le sexe. En effet, les résultats de l'enquête montrent que 48,4% des hommes sont alphabétisés alors que la proportion des femmes alphabétisées n'est que de 28,5%.

Tableau 41: Taux d'alphabétisation en 2021

Caractéristiques	Taux d'alphabétisation
Région de résidence	
Agadez	41,2
Diffa	36,8
Dosso	36,9
Maradi	32,7
Tahoua	28,3
Tillabéri	33,1
Zinder	32,3
Niamey	70,7
Milieu de résidence	
Urbain	65,6
Rural	28,5
Sexe	
Masculin	48,4
Féminin	25,3
Total	35,6

5.1.2 EVOLUTION DU TAUX D'ALPHABETISATION

Le taux d'alphabétisation a connu une amélioration entre 2018 et 2021 passant de 33,0% à 35,6% soit une augmentation de 2,6 points de pourcentage. Cet indicateur, bien qu'ayant connu une hausse au niveau national pendant la période 2018-2021, a baissé dans certaines régions. Il s'agit des régions d'Agadez, Diffa, et Zinder. La baisse sensible est observée dans la région d'Agadez passant de 43%,1% en 2018 à 41,2% en 2021 soit une perte de 1,8 points de pourcentage. Dans les régions de Tillabéri, Maradi et Niamey, le taux a augmenté de façon significative. Il est en effet passé de 28,6% en 2018 à 32,7% en 2021 à Maradi. Il était de 28,8% à Tillabéri en 2018 et atteint 33,1% en 2021, soit une augmentation de 4,3 points de pourcentage. A Niamey, il est passé de 66,2% en 2018 à 70,7% en 2021 soit un gain de 4,5 points de pourcentage.

L'analyse selon le milieu de résidence montre une augmentation du niveau de l'indicateur en milieu urbain comme en milieu rural. En effet, entre 2018 et 2021 le taux d'alphabétisation est passé de 59,3% à 65,6% en milieu urbain. En milieu rural, Il est passé de 26,4% à 28,5% pendant la même période. Il ressort également des résultats de l'enquête, une augmentation du taux d'alphabétisation aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Le taux d'alphabétisation des hommes est passé de 45,2% à 48,4%, soit un gain de 3,2 points de pourcentage sur la période. Ce gain est de 2,4 points de pourcentage sur la même période chez les femmes pour lesquelles le taux est passée de 22,9% à 25,3%.

Les résultats sur l'alphabétisation font ressortir que le gain le plus significatif a été obtenu dans le rang des personnes du groupe d'âge 15-24 ans (7,8 points de pourcentage). En effet, le taux est passé de 45,5% à 53,3% sur la période 2018-2021. La plus faible progression est notée dans le groupe de 25-34 ans où le taux passe de 29,1% à 29,5%.

**Tableau 42: Evolution taux d'alphabétisation entre 2018 et 2021**

	2018	2021
Région de résidence		
Agadez	43	41,2
Diffa	38,1	36,8
Dosso	34	36,9
Maradi	28,6	32,7
Tahoua	26,2	28,3
Tillabéri	28,8	33,1
Zinder	33,3	32,3
Niamey	66,2	70,7
Milieu de résidence		
Urbain	59,3	65,6
Rural	26,4	28,5
Sexe		
Masculin	45,2	48,4
Féminin	22,9	25,3
Groupe d'âge		
15-24 ans	45,5	53,3
25-34 ans	29,1	29,5
35-44 ans	28,5	29,3
45-54 ans	28,3	29,7
55-64 ans	25,1	25,9
65 ans et +	15,6	17,3
Total	33	35,6

Source : Enquête EHCVM 2021

5.2 UTILISATION DES SERVICES D'EDUCATION

5.2.1 FREQUENTATION D'UNE ECOLE FORMELLE

Il ressort des résultats de l'enquête que 40,5% de la population âgée de 7 ans ou plus fréquente ou a déjà fréquenté une école formelle au moment de l'enquête. Cette proportion varie selon la région, le milieu de résidence et le sexe. En effet, cette proportion est plus faible à Diffa (24,9 %), soit environ 1 personne sur 5 qui fréquente ou a fréquenté l'école formelle. La plus forte proportion des personnes âgées de 7 ans et plus qui fréquentent ou qui ont fréquenté une école formelle est observée à Niamey (75,7%).

En milieu urbain, 68,6% de la population âgée de 7 ans ou plus fréquentent ou ont fréquenté une école formelle au moment de l'enquête. Cette proportion est estimée à 34,4% en milieu rural.

Une analyse selon le sexe montre que la proportion des hommes de 7 ans ou plus qui fréquentent ou qui ont déjà fréquenté une école formelle est de 47,7% alors que dans le groupe de femmes le taux de fréquentation est de 34,2%.

Tableau 43::Fréquentation des écoles formelles de la population âgée de 7 ans et plus

	Oui	Non	Total
	%	%	%
Région de résidence			
Agadez	46,7	53,3	100
Diffa	24,9	75,1	100
Dosso	44	56	100
Maradi	38,8	61,2	100
Tahoua	35,3	64,7	100
Tillabéri	44,7	55,3	100
Zinder	31,4	68,6	100
Niamey	75,7	24,3	100
Milieu de résidence			
Urbain	68,6	31,4	100
Rural	34,4	65,6	100
Sexe			
Masculin	47,7	52,3	100
Féminin	34,2	65,8	100
Total	40,5	59,5	100

Source : Enquête EHCVM 2021

5.2.2 RAISONS DE NON FREQUENTATION D'UNE ECOLE FORMELLE

Pour justifier la non fréquentation de l'école formelle, certaines raisons ont été avancées par les concernées comme le montre les résultats ci-après.

Les principales raisons avancées, sont le refus de la famille (50%), l'absence ou l'éloignement de l'école (19,2%) et les travaux domestiques (10,5%).

Quelle que soit la région considérée, la principale raison de non fréquentation est le « refus de la famille ». En outre, on note que l'absence ou l'éloignement de l'école a été le plus cité dans les régions de Diffa (34,3%), Zinder (27,1%) et Agadez (26,9%). Le poids des travaux domestiques dans la fréquentation scolaire est plus important dans la région de Tillabéri. En effet, 18,4% des individus âgés de 7 ans ou plus ne fréquentent pas l'école à cause des travaux domestiques.


Tableau 44: Raisons de non fréquentation d'écoles formelles des individus âgés de 7 ans ou plus selon la région

	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéri	Zinder	Niamey	Total
Pas d'école, école trop éloignée	26,9	34,3	19,7	15,6	17,9	10,2	27,1	7,7	19,2
Refus de la famille	45,5	32,9	48	55,3	62	50,1	38,9	50,8	50
Préférence pour un emploi	4,3	1,1	1,7	0,8	2,1	2,8	3,2	7,2	2,3
Travaux champêtres/pastoralisme	9,3	8,8	8,4	7,6	3	11,2	6,8	2,6	7
Travaux domestiques	5,8	8,8	10,4	10	6,3	18,4	10,4	11,4	10,5
C'est une fille	1,3	2,5	3,4	0,4	0,6	2,3	1,2	2,4	1,4
Frais de scolarité élevés	0	0,1	0	0,1	0,1	0	0	0,6	0,1
Manque de moyens financiers	0,1	0,5	0,1	0,3	0,6	0	0,3	1,1	0,3
Etudes non adaptées	0,5	2,2	2	1,9	0,4	1,3	4,2	4,3	2,1
Etudes peu utiles	1,3	6,7	3	2,4	3,3	1,5	5,9	8,3	3,6
Malade/infirmes	0,9	0,2	0,8	1,2	0,5	1,3	0,8	1,6	0,9
Insécurité	0	1,1	0,2	0,1	0	0,2	0	0	0,1
Autre	4,2	0,8	2,3	4,4	3,3	0,6	1,1	1,9	2,3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête EHCVM 2021

Les raisons de non fréquentation de l'école formelle pourraient être liées au milieu de résidence tout comme le sexe. Le tableau suivant donne les raisons de non fréquentation de l'école formelle selon le milieu de résidence et le sexe.

Le « refus de la famille » demeure la principale raison de non fréquentation des écoles formelles quel que soit le milieu de résidence et le sexe. En milieu urbain, la non fréquentation est due au refus de la famille dans 54,6% des cas et les travaux domestiques dans 10,2% des cas. En milieu rural, le refus de la famille est cité dans 49,3% des cas et l'absence ou l'éloignement de l'école dans 20,6% des cas.

La non fréquentation analysée selon le sexe montre que 46,8% des hommes ont avancé le refus de la famille comme principale raison contre 52,2% des femmes. La seconde raison est l'absence ou l'éloignement de l'école aussi bien chez les hommes (21,4%) que chez les femmes (17,8%). La troisième raison avancée par les hommes est « les travaux champêtres ou le pastoralisme » alors que chez les femmes ce sont les travaux domestiques qui constituent la troisième raison.

Tableau 45: Raisons de non fréquentation d'écoles formelles selon le milieu de résidence et le sexe de la population de 7 ans et plus.

	Milieu de résidence		Genre		Ensemble
	Urbain	Rural	Masculin	Féminin	
Pas d'école, école trop éloignée	6,1	20,6	21,4	17,8	19,2
Refus de la famille	56,4	49,3	46,8	52,2	50
Préférence pour un emploi	6,6	1,9	5	0,5	2,3
Travaux champêtres/pastoralisme	2,2	7,5	14,1	2,1	7
Travaux domestiques	10,2	10,5	0,8	17,2	10,5
C'est une fille	1,7	1,4	0	2,4	1,4
Frais de scolarité élevés	0,2	0	0,1	0	0,1
Manque de moyens financiers	1,3	0,2	0,4	0,3	0,3
Etudes non adaptées	2,8	2	2,9	1,5	2,1
Etudes peu utiles	5,5	3,5	4,3	3,2	3,6
Malade/infirmes	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9
Insécurité	0	0,1	0,2	0,1	0,1
Autre	5,9	2	3,1	1,8	2,3
Total	100	100	100	100	100

5.2.3 FREQUENTATIONS SCOLAIRES PAR NIVEAU SCOLAIRE

5.2.3.1 Fréquentation scolaire au primaire

Le taux net de scolarisation au niveau primaire est de 55,9%. Il est en progression par rapport au taux de 2018 où il était de 52,5%. Cela est caractéristique de la dynamique de progression dans laquelle cet indicateur s'est inscrit depuis le début des années 2000 et témoigne des multiples efforts que les autorités en charge de l'éducation primaire ont accomplis. Toutefois, comme pour le taux d'alphabétisation, le taux de scolarisation primaire diffère selon le milieu de résidence, la région et le sexe.

Le taux brut de scolarisation a connu une hausse entre 2018 et 2021 passant respectivement de 67,6% à 75,7%. En milieu urbain, le taux brut de scolarisation reste toujours supérieur à 100% depuis plusieurs années. En milieu rural il est passé de 59,9 % en 2018 à 69,8% en 2021.

En milieu rural le taux net qui était de 46,7% en 2018 est passé à 51,6% en 2021, soit une augmentation sur la période. Ce taux estimé à 82,5% en 2018 en milieu urbain est passé à 81,5% en 2021 soit une baisse sur la période.

Dans la région de Niamey, le taux de scolarisation net a augmenté de 81% à 85,6%, alors qu'il a connu une baisse dans la région de Dosso en passant de 63,2% en 2018 à 60,5% durant la même période.

Dans les régions de Maradi, Tahoua et Tillabéri, le taux a connu une augmentation entre 2018 et 2021. En effet, il est passé de 52,5% à 54% dans la région de Maradi. Dans la région de Tahoua, le taux de fréquentation au primaire passe de 51,8% à 54,3% et de 56,1% à 67,5% dans la région de Tillabéri.

L'analyse du taux brut de scolarisation par région montre une forte disparité. En effet, de 117,7% à Niamey, le taux brut de scolarisation n'est que de 52,1% à Diffa.

Les résultats montrent une augmentation des deux taux lorsque l'analyse se fait selon le sexe. En effet, le taux net de scolarisation est passé de 55,7% à 59,7% entre 2018 et 2021. Dans le groupe des filles, le taux net est passé de 49,5% à 52,2% durant la même période. Le taux brut de scolarisation, dans la population des garçons est passé de 71,8% à 80,1%. Dans la population des filles, il était de 63,6% en 2018 et en 2021 il est estimé à 71,3%.



Tableau 46: Taux de scolarisation (net et brut) au niveau primaire par milieu de résidence, région de résidence et le sexe.

	2018		2021	
	Taux net (%)	Taux brut (%)	Taux net (%)	Taux brut (%)
Région de résidence				
Agadez	62,4	79,2	63,6	89,7
Diffa	35,3	47,5	37,2	52,1
Dosso	63,3	85	60,5	81,1
Maradi	52,5	65,1	54	70,6
Tahoua	51,8	65,7	54,3	75,7
Tillabéri	56,1	71,3	67,5	88,9
Zinder	40,6	53,4	43,4	60,2
Niamey	81	112,3	85,6	117,7
Milieu de résidence				
Urbain	82,5	111,8	81,5	110,6
Rural	46,7	59,9	51,6	69,8
Sexe				
Masculin	55,9	71,8	59,7	80,1
Féminin	49,3	63,6	52,2	71,3
Total	52,5	67,6	55,9	75,7

Source : Enquête EHCVM 2021

5.2.3.2 Fréquentation scolaire au secondaire

a) Fréquentation scolaire au secondaire premier cycle

Le taux net de scolarisation au niveau secondaire demeure encore faible au Niger. Il est estimé à 23,7% au niveau national au premier cycle. Il était de 21,7% en 2018. Le taux net de scolarisation au niveau du secondaire varie d'une région à une autre. Son plus haut niveau est obtenu en 2021 à Niamey (54,6%) alors que son niveau le plus bas est enregistré à Diffa (13,1%). Le niveau de cet indicateur a baissé entre 2018 et 2021 pour deux régions, celle de Diffa, qui a chuté de 15,4% à 13,1% et celle de Maradi qui passe de 26,7% à 22,4%. En ce qui concerne le taux brut de scolarisation, les mêmes tendances sont observées avec le niveau le plus élevé à Niamey (87,2%) et Diffa avec le plus bas niveau (20,6%).

Selon le niveau de résidence, il ressort que les taux ont augmenté de 2018 à 2021 pour chacun des deux milieux. En effet, en milieu urbain, le taux net qui était de 48,3% en 2018 est passé à 50,7% en 2021 et le taux brut de 76,5% à 82,0%. Pour le milieu rural, le taux net de scolarisation au premier cycle du secondaire est passé de 15% à 16,8% entre 2018 et 2021. Le taux brut lui, est passé, sur la même période, de 32,3% à 41,2% entre 2018 et 2021.

Une analyse selon le genre montre que le taux net de scolarisation chez les garçons est passé de 20,6% en 2018 à 23,6% en 2021 et que le taux brut a augmenté, sur la même période, de 2,6 points de pourcentage variant de 34,3% à 36,9%. Le taux net de scolarisation des filles au secondaire premier cycle a augmenté de 5,9 points de pourcentage entre 2018 et 2021, passant de 19,8% à 25,7% et le taux brut a quant à lui connu une hausse de 8,9 points de pourcentage entre 2018 (32,3%) et 2021 (41,2%).

Tableau 47: Taux de scolarisation (net et brut) au niveau secondaire premier cycle par milieu de résidence, région de résidence et le sexe

	2018		2021	
	Taux net (%)	Taux brut (%)	Taux net (%)	Taux brut (%)
Région de résidence				
Agadez	33,6	47,7	31	49,4
Diffa	15,4	25	13,1	20,6
Dosso	23,6	35,4	27,5	43,9
Maradi	26,7	40,6	22,4	36,0
Tahoua	13,1	22,7	17,8	30,6
Tillabéri	24,5	37,1	24,5	43,9
Zinder	12,9	18,5	17,6	27,6
Niamey	52,4	84	54,6	87,2
Milieu de résidence				
Urbain	48,3	76,5	50,7	82,0
Rural	15	22,4	16,8	28,0
Genre				
Masculin	23,6	34,3	21,9	36,9
Féminin	19,8	32,3	25,7	41,2
Total	21,7	33,3	23,7	39,0

Source : Enquête EHCVM 2021

b) Fréquentation scolaire au secondaire second cycle

Le taux net et le taux brut de scolarisation dans le secondaire, second cycle sont bas. Le taux net a baissé sur la période 2018-2021. En effet, le taux net de scolarisation est passé de 5,5% en 2018 à 4,6% en 2021. Le taux brut est passé de 11,7% à 13,0%. Tous ces indicateurs sont très variables d'une région à une autre. Niamey et Agadez sont les régions ayant les plus forts taux. Niamey a en 2021 un taux net de 19,9% et un taux brut de 51,0%. Quant à Agadez le taux net est estimé à 7,3% et le taux brut à 27,8%. Les plus faibles taux nets de scolarisation au secondaire second cycle sont enregistrés à Zinder (2,2%), à Tahoua (2,7%) et Maradi (2,7%).

En considérant le milieu de résidence, il ressort que tous les taux nets et bruts de scolarisation au secondaire second cycle sont assez bas en milieu rural. Le taux net qui était en 2018 à 1,8% est estimé en 2021 à 1,7% en milieu rural pendant que sur la même période le taux brut est passé de 4,6% à 4,9%. En milieu urbain, le taux net a connu une baisse sur la période 2018-2021. En effet, le taux net est passé de 18,1% à 15,4% contrairement au taux brut qui est passé de 34,6% à 42,0%.

Le taux net de scolarisation chez les garçons a baissé sur la période avec une valeur de 7,3% en 2018 et 4,8% en 2021. Le taux brut n'a pas connu une évolution notable. De 15% en 2018, il est tombé à 14,5% en 2021. Chez les filles, le taux net est resté presque stable avec une valeur de 4,2% en 2018 et 4,5% en 2021. Le taux brut a connu une forte baisse avec une valeur de 9% en 2018 et 1,2% en 2021.



Tableau 48: Taux de scolarisation (net et brut) au niveau secondaire second cycle par milieu de résidence, région de résidence et le sexe

	2018		2021	
	Taux net (%)	Taux brut (%)	Taux net (%)	Taux brut (%)
Région de résidence				
Agadez	13,8	29,5	7,3	27,8
Diffa	6	11,3	5,2	8,2
Dosso	5,8	8	4,6	12,0
Maradi	5,2	9,6	2,7	10,1
Tahoua	2,2	6	2,7	7,2
Tillabéri	4,2	10,4	4,4	13,2
Zinder	3,2	6,1	2,2	5,7
Niamey	19,9	50,1	19,9	51,0
Milieu de résidence				
Urbain	18,1	34,6	15,4	42,0
Rural	1,8	4,6	1,7	4,9
Genre				
Masculin	7,3	15	4,8	14,5
Féminin	4,2	9	4,5	1,2
Total	5,5	11,7	4,6	13,0

Source : Enquête EHCVM 2021

5.2.4 RAISONS DE NON FREQUENTATION EN 2020-2021

Dans l'ensemble, les raisons liées à la non fréquentation scolaire sont principalement dues aux préférences pour un emploi (24,6%), aux échecs ou abandons scolaires (21,8%) et aux travaux domestiques (10,3%).

Cependant, ces proportions varient d'une région à l'autre. En effet, dans la région de Dosso la première raison de non fréquentation est constituée des abandons ou échecs scolaires (27%) et la seconde raison, le plus souvent évoquée est le caractère jugé peu utile des études (23%). Pour les autres régions, la première raison avancée est la préférence pour un emploi. La deuxième cause de non fréquentation pour ces régions, en dehors de Diffa, est l'échec ou l'abandon scolaire.

Les raisons principalement avancées pour la non fréquentation diffèrent également selon le milieu de résidence et le sexe. En milieu urbain, la première raison est la préférence pour un emploi (33%), la seconde étant l'abandon ou l'échec scolaire (19%) tandis qu'en milieu rural, cette dernière raison est principalement évoquée (23%) ensuite vient la préférence pour un emploi (20%). L'analyse selon le sexe montre que les hommes avancent plus la préférence pour un emploi (33%) comme raison de non fréquentation. En revanche, les travaux domestiques (23%) constituent la première cause de non fréquentation pour les femmes.

Tableau 49: répartition des individus âgés de 6 ans et plus par raisons de non fréquentation scolaire en 2020-2021 selon la région, le milieu de résidence et le sexe.

	Trop jeune	Pas d'école, École trop loin	Refus de la famille	Préférence Pour un	Travaux champêtres	Travaux domestique	Veut se marier	C'est une fille	Grossesse	Frais de Scolarité	Manque de Moyens	Etudes non adaptées	Etudes peu utiles	Malade/infirm	Etudes achevées	Abandon, Échec	Problème d'acte	Autre
Région																		
Agadez	3	00	5,7	32,7	2,6	8,5	7,5	0	0	0,9	3,8	2,8	5	1,2	1,7	20,2	0,8	3,3
Diffa	4,3	0	1,7	28,5	4,5	14	1,4	0,9	0	1,7	3,3	1,4	18,7	0,4	5,7	12,7	0	0,6
Dosso	2,2	0,2	2,3	7,3	7,4	9	0,4	0,2	0	0,1	3,1	5	23,2	2,1	2,2	27,5	0	7,8
Maradi	2,9	0	8,3	34	6,6	8,7	1,6	0	0	0,6	6,4	1,6	4,5	2,5	0,4	16,8	0,2	4,8
Tahoua	1,6	0	3,6	28,7	3,9	9,8	8,1	0	0	0,2	1,3	3,3	8,6	1,7	1,6	23,8	0	3,9
Tillabéri	0,6	0	5,8	26,6	16,5	14,6	3,6	0,2	0	0	3,9	1,2	7	1	0,9	14,9	0,3	2,9
Zinder	3,7	0,2	5,8	14,9	11,2	10	2,3	0,4	0	0	2,9	0,9	12,2	1,8	1,6	29,2	0	2,8
Niamey	2,6	0,1	1,8	29,3	0,1	9,4	1,9	0	0,2	0,8	4,5	2,9	9,2	1,3	13,1	22,3	0	0,6
Milieu																		
Urbain	2,6	0	1,9	33,5	0,6	8,8	2,6	0	0,1	0,6	5	2,4	11	1,5	8,2	19,4	0	1,5
Rural	2,2	0,1	6,2	20,3	11	11,1	3,3	0,2	0	0,2	3,2	2,3	9,8	1,8	0,7	22,9	0,1	4,6
Sexe																		
Masculin	2,3	0,1	4,1	33,2	12,1	0,9	0,1	0	0	0,4	3,8	1,9	10,5	1,7	2,7	22,4	0,2	3,7
Féminin	2,5	0,1	5,7	13,2	1,8	22,6	7,1	0,3	0,1	0,3	3,7	2,9	9,8	1,7	3,7	21	0	3,5
Total	2,4	0,1	4,8	24,6	7,6	10,3	3,1	0,1	0	0,4	3,8	2,3	10,2	1,7	3,1	21,8	0,1	3,6

Source : Enquête EHCVM 2021

5.2 SATISFACTION DES SERVICES D'ÉDUCATION

5.3.1 PROBLEMES SCOLAIRES EN 2020-2021

Les problèmes scolaires relèvent principalement de l'insuffisance de livres ou fournitures quel que soit le niveau scolaire considéré. Ces problèmes sont rencontrés par 47,9% des élèves du niveau primaire, 55,1% du niveau secondaire 1 et 54,4% du niveau secondaire 2 au cours de l'année académique 2020-2021.

Après l'insuffisance des livres ou fournitures, les élèves évoquent celle de tables bancs et d'équipements comme le deuxième problème le plus important auquel ils sont confrontés. Les élèves du primaire sont majoritairement confrontés à ce problème (38,6%), suivis de ceux du secondaire 1^{er} cycle (29,8%) et du secondaire 2^{ème} cycle (23,3%).

S'agissant des problèmes relatifs à l'Insuffisance d'enseignants, ils sont cités par 10,5% des élèves du niveau secondaire contre 13,8% du primaire. Par rapport à l'absentéisme des enseignants ou la grève, le pourcentage d'élèves qui l'ont rencontré est de 12,9% pour le niveau primaire, 13,5% pour le secondaire 1 et 10,6% pour le secondaire 2.

Les problèmes liés au non-respect de la distanciation dans les salles de classe sont cités par 27,8% des élèves du primaire et 25,8% des élèves du secondaire.

L'effectif pléthorique n'en demeure pas moins un problème auquel les élèves sont confrontés. Il constitue le troisième problème le plus souvent indexé quel que soit le niveau. Au moins un élève



sur cinq l'a vécu durant l'année scolaire. Il faut par ailleurs rappeler que ce problème pourrait cacher bien d'autres problèmes tels que l'insuffisance des classes et d'enseignants.

Tableau 50: Répartition (%) des élèves selon les problèmes scolaires rencontrés par niveau d'enseignement 2020-2021

	Primaire	Secondaire 1	Secondaire 2
Insuffisance de livres/fournitures	47,9	55,1	54,4
Insuffisance de tables bancs et d'équipements	38,6	29,8	23,3
Absentéisme des enseignants/grève	12,9	13,5	10,6
Enseignement pas satisfaisant	8,2	6,9	8,1
Effectifs pléthoriques	24,8	26,3	19,3
Insuffisance d'enseignants	13,8	10,5	11,8
Manque de toilettes	22,3	17,1	16,9
Fréquence des cotisations	18,8	17,2	12
Salle de classe en mauvais état	20,4	15,7	12

Source : Enquête EHCVM 2021

5.3.2 SATISFACTION SUBJECTIVE DE L'ENSEIGNEMENT REÇU

5.3.2.1 Satisfaction des élèves du primaire

Durant l'enquête, les élèves ont donné leurs avis sur la qualité de l'enseignement qu'ils ont reçu, à savoir s'ils en étaient satisfaits ou pas. De façon générale, les élèves du primaire ont affirmé avoir été satisfaits dans leur écrasante majorité. En effet, plus de 85% des élèves sont satisfaits de leur enseignement (21% très satisfaits et 64% satisfaits).

Selon la région, il existe quelques contrastes. En effet, en dehors de la région de Tillabéri et Diffa où on note des faibles proportions d'élèves très satisfaits (5% et 12% respectivement), on enregistre un pourcentage d'au moins 18% d'élèves très satisfaits et de près de 60% satisfaits dans toutes les autres régions. En revanche, les plus grandes proportions d'élèves peu ou pas satisfaits sont enregistrées dans les régions de Tillabéri (20,7%) et Dosso (17,5%).

Selon le milieu de résidence, le même constat fait sur les régions reste valable. Cependant la plus forte proportion des élèves est enregistrée en milieu rural (14%), le double de celle qui est observée en milieu urbain.

Tableau 51: proportion des individus par degré de satisfaction dans l'enseignement reçu en 2020-2021 au primaire

	Très satisfait	Satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait	Total
Région de résidence					
Agadez	28,4	63,8	5,4	2,4	100
Diffa	12,2	74,1	9,8	4	100
Dosso	23,7	55,8	17,5	3	100
Maradi	31,2	58,5	9,1	1,2	100
Tahoua	30,5	57,7	10,9	0,8	100
Tillabéry	5,2	72,4	20,7	1,6	100
Zinder	17,6	70,9	9,6	1,9	100
Niamey	21,3	70,5	7,2	1	100
Milieu de résidence					
Urbain	24	68,1	7,1	0,8	100
Rural	21,1	63	14,1	1,9	100
Total	21,7	64,1	12,6	1,6	100
Genre					
Masculin	20,6	64,8	12,9	1,7	100
Féminin	23	63,3	12,2	1,6	100
Total	21,7	64,1	12,6	1,6	100

Source : Enquête EHCVM 2021

5.3.2.2 Satisfaction des élèves du secondaire

De manière générale, la majorité des élèves du secondaire disent être satisfaits de leur enseignement. En effet, on note 84,1% des élèves satisfaits parmi lesquels 25,1% déclarant être très satisfaits de l'enseignement reçu.

Dans toutes les régions, les proportions des élèves du secondaire satisfaits de leur enseignement restent appréciables (au moins 75%). Les faibles proportions sont observées dans les régions d'Agadez (environ 23% peu ou pas satisfaits) et Tillabéri (23%).

Selon le milieu de résidence, 8 élèves sur dix étaient satisfaits aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Cependant la plus forte proportion des élèves est enregistrée en milieu rural (14%), le double de celle qui est observée en milieu urbain.



Tableau 52: Répartition des individus par degré de satisfaction dans l'enseignement reçu en 2020-2021 au secondaire selon la région, le milieu de résidence et le sexe.

	Très satisfait	Satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait	Total
Région de résidence					
Agadez	21,9	54,8	13,2	10,1	100
Diffa	13,7	79,1	6,9	0,2	100
Dosso	21,3	49,3	22,2	7,2	100
Maradi	36,3	54,2	9,1	0,4	100
Tahoua	42,9	47,7	7,6	1,8	100
Tillabéry	11	64,9	22,2	1,9	100
Zinder	19,5	70,2	9,1	1,1	100
Niamey	20,8	67	7,9	4,2	100
Milieu de résidence					
Urbain	22,8	63,7	10,2	3,3	100
Rural	26,8	55,4	15,2	2,6	100
Sexe					
Masculin	26,6	57,3	13,5	2,7	100
Féminin	23,6	60,6	12,6	3,1	100
Total	25,1	59	13	2,9	100

5.3.3 ACCES AUX INFRASTRUCTURES SCOLAIRES EN 2021

L'accès aux infrastructures est défini, pour chaque élève, comme l'existence d'une école dans la localité ou avoir à parcourir une distance en moins de 30 minutes avant d'atteindre l'école par le moyen souvent utilisé par les élèves pour s'y rendre. Pour les élèves du primaire, le taux d'accès est calculé sur les individus de 6-12 ans, pour le secondaire 1^{er} cycle, sur les individus de 13-16 ans et pour le secondaire 2^{ème} cycle, les individus de 17-19 ans.

Le taux d'accès est globalement satisfaisant pour le niveau primaire (98,4%), mais l'est moins pour le niveau secondaire 1^{er} cycle (63,7%) et encore moins pour le secondaire 2^{ème} cycle (55%).

L'analyse selon la branche d'activité du chef de ménage montre que les élèves de parents éleveurs ont moins d'accès aux infrastructures scolaires.

Tableau 53: Proportion (%) des élèves du primaire et du secondaire ayant accès aux infrastructures scolaires selon la région, le milieu de résidence, le sexe du chef de ménage et la branche d'activité.

	Primaire	Secondaire 1 ^{er} cycle	Secondaire 2 ^{ème} cycle
Région de résidence			
Agadez	98,8	73,4	65,2
Diffa	95,8	54,2	55
Dosso	100	69,8	51,2
Maradi	100	67,1	52,2
Tahoua	96,4	58,5	52,5
Tillabéri	100	51,9	55,4
Zinder	94,7	58,6	43,6
Niamey	100	100	100
Milieu de résidence			
Urbain	100	100	100
Rural	97,6	54,4	42,5
Sexe du CM			
Masculin	98,5	63,5	54,9
Féminin	97,5	64,5	55,5
Branche activité du CM			
Inactif/non occupe	98,6	81,1	69,6
Agriculture	97,7	55,7	42,6
Elevage/syl./pêche	95,9	51,1	43,9
Industrie extractives	100	94,5	49
Autres industries	100	73,9	77,5
BTP	99,3	64,3	65,6
Commerce	99,7	75,9	67,3
Restaurant/Hôtel	100	90,7	64
Trans./Comm.	100	90,5	83,6
Education/Santé	100	87,4	82,5
Services personnels	98	74,9	70,8
Autres Services	100	83,9	83,2
Total	98,4	63,7	55

Source : Enquête EHCVM 2021

5.3 CHOIX DE FILIÈRES ET DIPLÔMES

5.4.1 NIVEAU D'ÉTUDE ATTEINT EN 2021

La proportion des individus par niveau d'étude atteint en 2020-2021 est de 2,8 % pour la maternelle ; 76,2% pour le niveau primaire ; 16,7% pour le niveau secondaire 1^{er} cycle au niveau national. La proportion des individus ayant un niveau supérieur est de 0,7% pour l'ensemble du pays. Ces individus sont pour la plupart des hommes avec une proportion de 76,9% pour le niveau primaire pour l'année académique 2020-2021.

Au niveau régional, la région de Niamey enregistre le plus d'individus au niveau supérieur avec 4,6% comparativement à la région de Diffa et Dosso qui ont 0,1% d'individus de niveau supérieur pour l'année 2020-2021.

**Tableau 54: Proportion des individus par niveau d'étude suivi en 2020-2021**

	Maternelle	Primaire	Secondaire 1 (Post Primaire) générale	Secondaire 1 (Post Primaire) technique	Secondaire 2 générales	Secondaire 2 techniques	Post secondaire	Supérieur	Total
²									
Région de résidence									
Agadez	5,7	70,1	17,2	0,9	4,9	0,6	0,5	0,2	100
Diffa	1,9	83,5	11,6	0,2	2,6	0,1	0,1	0,1	100
Dosso	2,2	76	18,7	0,2	2,5	0,4	0	0,1	100
Maradi	1,5	78	17,1	0,2	2,6	0	0,2	0,3	100
Tahoua	2,5	81,6	13,7	0,1	1,4	0,2	0,2	0,2	100
Tillabéri	2,8	77,8	16,3	0,6	2	0,1	0,3	0,2	100
Zinder	1,9	80,9	14,5	0,4	1,5	0,3	0,1	0,5	100
Niamey	6,4	54,3	23,9	0,8	7,6	1,2	1,2	4,6	100
Milieu de résidence									
Urbain	5,2	57,5	25,7	0,7	6,6	0,9	0,9	2,5	100
Rural	1,8	83,4	13,2	0,2	1,2	0,1	0	0,1	100
Genre									
Masculin	3,1	76,9	15,5	0,4	2,7	0,2	0,3	0,8	100
Féminin	2,4	75,5	18,1	0,3	2,6	0,4	0,2	0,6	100
Total	2,8	76,2	16,7	0,4	2,7	0,3	0,3	0,7	100

Source : Enquête EHCVM 2021

5.4.2 CHOIX DE FILIERES POUR LE NIVEAU SECONDAIRE ET PLUS

Les résultats ci-dessous donnent la proportion des individus par filières suivies pour le niveau secondaire ou plus en 2020-2021. Les filières les plus suivies au niveau national sont les sciences exactes (Maths, physique, chimie, sciences de la vie et de la terre) et les sciences humaines (Arts, lettres et sciences humaines) avec respectivement 40,3% et 36,9%. Les filles suivent plus les sciences exactes (Maths, physique, chimie, Sciences de la vie et de la terre) (42,6%) et les sciences Techniques administratives et de gestion (6,5%) que les hommes avec respectivement (38,4%) et (3,1%).

La filière du droit et sciences juridiques est plus suivie dans les régions de Tahoua, Tillabéri et Niamey. La majorité des individus suivant ces filières sont généralement des hommes et qui vivent en milieu urbain. Par ailleurs, la filière sciences économiques est plus suivie dans les régions de Niamey (3,1%) et Zinder (4,2%).

Tableau 55: Proportion des individus par filières fréquentées pour le niveau secondaire et plus en 2020/2021

	Sciences exactes	Arts, lettres et, Sciences humaines	Techniques administratives et de gestion	Techniques informatiques et industrielles	Droit et Sciences Juridiques	Sciences Economiques	Autre	Total
Région de résidence								
Agadez	33,3	34,9	3,3	12,2	0	1,4	14,9	100
Diffa	33,7	56,5	2,2	5,7	0	0	1,9	100
Dosso	62,6	21,2	0,3	12,5	0,3	2,6	0,4	100
Maradi	42,8	38	3,2	11,4	0	1,9	2,7	100
Tahoua	53,9	31	0	4,5	6,4	0,9	3,3	100
Tillabéry	29,2	43,8	1,8	19,4	5,5	0	0,2	100
Zinder	45,1	38,1	2,1	9,2	0,2	4,2	1,1	100
Niamey	34	38,7	9,2	7,7	4,1	3,1	3,2	100
Milieu de résidence								
Urbain	37,6	37,6	6,2	8,9	3	3	3,7	100
Rural	47,9	34,8	0	14,1	2,8	0	0,4	100
Sexe								
Masculin	38,4	37,5	3,1	11,9	3,8	2,2	3,1	100
Féminin	42,6	36,1	6,5	8	1,9	2,3	2,6	100
Total	40,3	36,9	4,6	10,2	2,9	2,2	2,9	100

Source : Enquête EHCVM 2021

5.4.3 DIPLOME LE PLUS ELEVE OBTENU

On constate que la proportion des individus ayant le diplôme du CEP ou CFEPD est la plus importante (69,9%). Le BEPC vient en seconde position avec 15,6% des individus.

La proportion des individus détenant le Baccalauréat (BAC) représente 3,1% alors que ceux tenant une licence ne représente que 1,2%.

La proportion des individus ayant le BAC présente des disparités suivant les régions. En effet, 8,7% des individus possèdent le BAC à Niamey contre 0,3% à Dosso. Pour la licence, la plus forte proportion est enregistrée dans la région de Niamey (3,7%), elle est quasi nulle dans les régions de Diffa et Zinder.



Tableau 56:répartition (en%) des individus par diplôme d'étude le plus élevé atteint pour le secondaire ou plus en 2020-2021

	Aucun	CEP/ CFEPD	BEPC	CAP	BT	BAC	DEUG, DUT, BTS	Licence	Maitrise	Master/DE A/DESS	Total
Région de résidence											
Agadez	2,8	68,1	23,4	1,7	0,8	1,7	0,7	0,8	0	0	100
Diffa	9,1	72,8	15,8	0,8	0	1	0,5	0	0	0	100
Dosso	4,4	79	15,5	0,1	0,3	0,3	0	0,4	0	0	100
Maradi	18,7	63,6	14,4	0	0	2,3	0,3	0,5	0	0	100
Tahoua	7,6	77,6	11,9	0	0	1,8	0,4	0,6	0,1	0	100
Tillabéry	5,9	78	13,6	0,1	0	2	0,4	0	0	0	100
Zinder	8	77	10,1	0,3	0,6	2,1	0,1	1,8	0	0	100
Niamey	6,5	52,3	23,3	1,1	0,3	8,7	1,9	3,7	1,3	0,7	100
Milieu de résidence											
Urbain	5,7	61,8	21,1	0,7	0,4	5,6	1,2	2,5	0,6	0,3	100
Rural	11,1	77,9	10,3	0	0	0,7	0	0	0	0	100
Sexe											
Masculin	8,9	67,4	17,1	0,3	0,1	3,7	0,4	1,6	0,3	0,1	100
Féminin	8	72,4	14,2	0,4	0,4	2,5	0,8	0,9	0,2	0,2	100
Total	8,5	69,9	15,6	0,4	0,2	3,1	0,6	1,2	0,3	0,2	100

Source : Enquête EHCVM 2021

5.4.4 GESTION DES ECOLES

Il ressort des résultats de l'Enquête EHCVM 2021 que la quasi-totalité des écoles primaires fréquentées sont gérées par l'Etat. En effet, 97,9% des élèves fréquentent des écoles gérées par le gouvernement au niveau national.

Par rapport au milieu de résidence, 90,9% de ceux qui ont fréquenté des écoles primaires publiques sont en milieu urbain. En milieu rural, cette proportion avoisine 100%. De ce fait, on peut dire que les écoles primaires du milieu rural sont principalement gérées par le gouvernement. La proportion des élèves ayant fréquenté une école privée reste très faible (2%).

La distribution par région est très peu disparate, en dehors de Niamey où la proportion des élèves ayant fréquenté une école privée (religieuse ou non) atteint 16%.

Tableau 57: Proportion des individus par type de gestion de l'école primaire fréquentée en 2020/2021

	Gouvernement	Privé religieux	Privé non Religieux	Privé International	La Communauté	Autre	Total
Région de résidence							
Agadez	98,7	0	1,3	0	0	0	100
Diffa	98,7	0,3	0	0,2	0	0,8	100
Dosso	99,4	0,3	0,4	0	0	0	100
Maradi	98,6	0,3	1	0	0	0	100
Tahoua	98,5	0,3	1,2	0	0	0	100
Tillabéri	99,8	0,1	0,1	0	0	0	100
Zinder	99,4	0,1	0,4	0	0	0,1	100
Niamey	83,5	2,5	13,4	0,3	0,1	0,2	100
Milieu de résidence							
Urbain	90,9	1,7	7,2	0,1	0	0,1	100
Rural	99,8	0,1	0,1	0	0	0	100
Sexe							
Masculin	98	0,3	1,7	0	0	0	100
Féminin	97,8	0,5	1,5	0	0	0,1	100
Total	97,9	0,4	1,6	0	0	0	100

Source : Enquête EHCVM 2021

S'agissant de la proportion des individus par type de gestion au secondaire 1^{er} cycle fréquentée en 2020-2021, on note qu'il y a 92,3% des élèves qui fréquentaient des écoles secondaire 1^{er} cycle qui sont gérées par le gouvernement. La proportion d'élèves qui fréquentaient des écoles du secondaire 1^{er} cycle gérées par le privé religieux est de 6,7% pour le niveau national.

Au niveau régional, la plus faible proportion d'élèves fréquentant des écoles publiques du secondaire 1^{er} cycle est observée à Niamey avec 76,2% tandis que la plus forte proportion est observée dans la région de Diffa (97,1 %). La région de Maradi et celle de Niamey ont les plus fortes proportions d'élèves fréquentant des écoles du secondaire 1^{er} cycle gérées par le privé avec respectivement 6,4 % et 23,9%.



Tableau 58: Proportion des individus par type de gestion au secondaire 1 fréquentée en 2020/2021

	Gouvernement	Privé religieux	Privé non religieux	La Communauté	Autre	Total
Région						
Agadez	96,4	0	3,6	0	0	100
Diffa	97,1	0	2,9	0	0	100
Dosso	95,2	0	4,2	0,1	0,5	100
Maradi	93,5	2,4	4	0	0	100
Tahoua	95,2	0	4,8	0	0	100
Tillabéry	95,4	0	4,6	0	0	100
Zinder	96,5	1	2,4	0,1	0	100
Niamey	76,2	2,6	21,3	0	0	100
Milieu de résidence						
Urbain	84,7	2	13,2	0,1	0	100
Rural	98	0,1	1,7	0	0,1	100
Sexe						
Masculin	91,9	0,6	7,3	0	0,1	100
Féminin	92,6	1,3	6	0	0	100
Total	92,3	1	6,7	0	0,1	100

Source : Enquête EHCVM 2021

Au secondaire 2nd cycle, tout comme les autres niveaux, la majorité des élèves a fréquenté une école gérée par l'Etat. Cependant, il est à noter que le secteur privé commence à prendre de l'importance. En effet, 21,3 % des écoles du secondaire second cycle sont gérées par le privé non religieux et 2,8 % par le privé religieux. On note tout de même la prépondérance du Gouvernement dans la gestion de ces écoles, puisque 75,8% des élèves fréquentent des établissements scolaires étatiques du secondaires second cycle. Il est à relever également que 7,3% des élèves de sexe masculin fréquentaient en 2020-2021 une école gérée par le privé religieux. Cette proportion est de 6% chez les femmes.

Selon la région de résidence, ce sont les régions de Niamey et de Maradi qui ont une forte proportion d'élèves fréquentant des écoles du secondaire second cycle gérées par le privé non religieux avec respectivement 38,6% et 21,8 %.

Selon le milieu de résidence, les distributions sont très contrastées. En effet, 28,6% des élèves du milieu urbain ont fréquenté une école privée non religieuse contre 3,9% en milieu rural.

Tableau 59: Proportion des individus par type de gestion de l'école du secondaire second cycle fréquentée en 2020/2021

	Gouvernement	Privé religieux	Privé non religieux	Privé international	La Communauté	Total
Région						
Agadez	80,3	0,9	18,7	0	0	100
Diffa	95,9	0	4,1	0	0	100
Dosso	84,5	0,3	15,1	0	0	100
Maradi	69,5	8,6	21,8	0	0	100
Tahoua	91,1	0	8,9	0	0	100
Tillabéry	90,6	0	8	0,4	1,1	100
Zinder	92,4	0,7	6,9	0	0	100
Niamey	57,5	4	38,6	0	0	100
Milieu de résidence						
Urbain	67,2	4	28,6	0,1	0,2	100
Rural	96,1	0	3,9	0	0	100
Sexe						
Masculin	76,5	1,9	21,6	0	0	100
Féminin	74,9	3,8	20,9	0,1	0,3	100
Total	75,8	2,8	21,3	0	0,1	100

Source : Enquête EHCVM 2021

5.4.5 DEPENSES PAR TETE D'EDUCATION

Les dépenses moyennes par élève du primaire liées aux frais de scolarité sont plus élevées au niveau de la région de Niamey (17 377 Fcfa en moyenne) par rapport à la région de Diffa (163 Fcfa). Les dépenses liées au transport sont aussi plus importantes à Niamey que dans les régions de Maradi et d'Agadez où ces dépenses sont quasi inexistantes. Les différentes dépenses liées aux fournitures scolaires (cahiers et livres) sont de 3 207 Fcfa pour la région d'Agadez, 1 170 Fcfa au niveau de la région de Maradi et 5 390 Fcfa pour la région de Niamey.

S'agissant du milieu de résidence, il y a une nette différence entre le milieu urbain et le milieu rural par rapport à toutes les dépenses liées à l'éducation primaire. Les dépenses en fournitures scolaires (cahiers et livres) sont de 3 328 Fcfa pour le milieu urbain et 1 022 Fcfa pour le milieu rural.

Les dépenses liées aux frais de scolarité au niveau des écoles gérées par le gouvernement sont faibles avec 445 Fcfa par rapport aux écoles primaires gérées par le privé non religieux avec 85 203 Fcfa. Les dépenses liées à l'achat des uniformes sont plus importantes au niveau des écoles primaires gérées par le privé non religieux (7 722 Fcfa) et le privé international (3 500 Fcfa) comparé à celles gérées par le gouvernement (752 Fcfa).



Tableau 60: Répartition des dépenses moyennes par élève effectuées en 2020-2021 au primaire

	Frais scolarité	Cotisation	Cahiers & livres	Autres fournitures	Uniforme	Cantine	Transport	Autres dépense s
Région de résidence								
Agadez	2069,6	1749,2	3207,1	1140,2	1599,2	243,9	0	272,8
Diffa	162,7	604,3	1488,5	601,9	342	185,6	1,2	70,1
Dosso	1109,8	866,9	1425,2	580,3	433,1	295,9	127,9	62,6
Maradi	1749,4	875,5	1170,3	558,9	318,1	38,5	0	319,2
Tahoua	1403,1	831,3	1445,2	760,9	331,5	17,4	15,1	628,2
Tillabéri	838	879,7	1792,3	949,1	1171,2	308,8	32,5	110,6
Zinder	762,8	816,8	1392,6	775,9	356,8	90,7	6	59,1
Niamey	17376,6	1035	5390,2	2442,7	3625,2	2083,7	548,1	2999,1
Milieu de résidence								
Urbain	6763	1170,8	3328,5	1630,5	1959	672	202,5	1209,5
Rural	179,3	728,8	1022,8	382	142,3	174,6	1,4	27,6
Genre								
Masculin	3018,1	957,9	1988,3	952,2	910,7	343	18,9	408,5
Féminin	3532,6	912,3	2228	983,6	1083,8	477,6	178,5	768,3
Qui gère l'école								
Gouvernement	445	959,7	1835,2	871,4	752,1	163,3	15,8	152,4
Privé religieux	53243,9	195,1	7273,2	3030,5	6519,5	10756,1	2414,6	13836,6
Privé non religieux	85202,9	338,6	9832,9	3644,9	7721,7	6148,6	2217,1	11788,6
Privé international	45000	2000	7000	5000	3500	0	0	3000
La Communauté	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	10500	0	1875	1750	2500	0	0	0
Total	3265,7	936	2103,7	967,3	994	407,8	95,7	581,6

Source : Enquête EHCVM 2021

Les données du tableau ci-dessous montrent la répartition des dépenses d'éducation du secondaire premier cycle. On remarque au niveau national que les dépenses liées aux frais d'inscription ou de scolarité sont les plus importantes (12 599 Fcfa) comparativement aux autres dépenses. Les dépenses s'élèvent à 1 888 Fcfa pour la cotisation et 5 754 Fcfa pour l'achat des cahiers et livres au niveau de l'éducation du secondaire 1^{er} cycle.

Tableau 61: Répartition des dépenses moyennes par élève du niveau secondaire 1 par élève

	Frais scolarité	Cotisation	Cahiers & livres	Autres fournitures	Uniforme	Cantine	Transport	Autres dépenses
Région								
Agadez	10112,4	2155	7141,7	2230,8	8153,8	562,1	621,3	2078,1
Diffa	3496,1	1658,9	4378,7	1626,7	6203,6	54,3	317,8	467,4
Dosso	6585,5	2244,2	3898,3	1874,9	7317,3	711,2	7,4	556,5
Maradi	5126,8	2275,5	3805,5	1563,2	6770,1	49,3	86,3	1785,7
Tahoua	5936	1456,3	5322,1	1936,8	7004,9	12,5	29,4	890,9
Tillabéry	5728,7	1400,7	5453,4	2962,8	8339	264,6	6,7	295,3
Zinder	4401,2	1819	3972,8	2253,2	5082,9	229,8	266,1	477,8
Niamey	39736,5	1866,5	9966,9	3730,8	10185,4	396,8	1042,9	2833,2
Milieu								
Urbain	17304,5	1916,4	6637,5	2809	8188,4	325,4	470,9	1774,6
Rural	1131,3	1817,7	3601,4	1386	6162,8	246,5	8,1	198
Sexe								
Masculin	12860,1	1863,2	5663,6	2225,8	7228,4	275	353,2	1195,8
Féminin	12368,7	1909,3	5833,7	2543,7	7925,1	326,6	321,3	1421,4
Qui gère l'école								
Gouvernement	1171,6	1957,4	5093,3	2196,9	7202,6	234,8	157,8	843,3
Privé religieux	90941,2	1764,7	9650	2411,8	9323,5	0	11223,5	4117,6
Privé non religieux	115259,3	1248,6	11539	4231,1	11283,9	988,7	1016,9	5626,3
Communauté	20500	1000	27500	10000	7500	0	0	0
Autre	0	0	0	0	3000	0	0	0
Total	12598,7	1887,7	5754,1	2394,9	7599	302,4	336,2	1315,8

Source : Enquête EHCVM 2021

Le tableau ci-dessous donne la répartition des dépenses moyennes d'éducation du secondaire 2nd cycle par élève. Ainsi, au niveau national, les ménages dépensent en moyenne 56 320 F.CFA en moyenne par élève pour les frais de scolarité et 10 879 FCFA pour les achats de cahiers et livres. C'est dépenses constituent les dépenses les plus importantes en matière des charges liées aux dépenses de l'éducation. Les dépenses liées aux achats des uniformes s'élèvent en moyenne à 9 672 F.CFA et 4 330 F.CFA pour l'achat des autres fournitures scolaires pour l'éducation du secondaire 2nd cycle.

Les dépenses moyennes liées aux transports s'élèvent à 1 776 F.CFA et celles liées aux autres dépenses sont estimées à 3 408 F.CFA. Ces écoles sont principalement gérées par le privé religieux, le privé non religieux ou le privé international.

Selon les régions, les dépenses liées aux frais scolarité sont estimées à 103 606 F.CFA pour la région de Niamey à 15 586 F.CFA dans la région de Diffa.

Les dépenses relatives aux achats de cahiers et livres sont plus importantes en milieu urbain qu'en milieu rural. Elles sont de 11 189 F.CFA pour le milieu urbain et 8 461 F.CFA pour le milieu rural. Ces dépenses sont plus élevées pour les élèves filles avec 11 873 F.CFA que les garçons (9 893 F.CFA).

**Tableau 62: Répartition des dépenses d'éducation du secondaire 2 par élève en 2020-2021**

	Frais scolarité	Cotisation	Cahiers & livres	Autres fournitures	Uniforme	Cantine	Transport	Autres dépenses	Bourses
Région									
Agadez	44770,8	1768,8	12875	2860,4	8347,9	0	0	5218,8	2916,7
Diffa	15586,2	2110,3	7620,7	2844,8	6965,5	1724,1	241,4	3448,3	9517,2
Dosso	46903,2	1850,8	8499,2	2395,2	9500	0	0	1814,5	1290,3
Maradi	46754,4	2956,1	10694,7	3661,4	9850,9	0	7200	4944,7	6122,8
Tahoua	41307,7	1375	10692,3	5821,2	10557,7	0	692,3	1057,7	0
Tillabéri	37492,2	1585,9	9817,2	4572,2	8800,8	843,8	156,3	2171,9	937,5
Zinder	32530,7	2510,5	5952,6	4424,6	8149,1	473,7	789,5	3929,8	7193
Niamey	103605,7	1199,2	15027,6	6055,3	11802,8	81,3	2742,3	3682,9	0
Milieu									
Urbain	62782,7	1781,6	11189,1	4514,5	9979,4	341,4	2004,1	3553,9	3162,2
Rural	5962,3	2290,6	8461,3	2896,2	7277,4	0	0	2275,5	169,8
Sexe									
Masculin	46424,1	1833,3	9892,9	3822,1	9166,5	602,6	717,9	3721,2	3072,6
Féminin	66301,7	1845,7	11873,3	4843,1	10182,1	0	2843,5	3093,1	2569
Qui gère l'école									
Gouvernement	8166,2	2145,1	9114,7	3706,1	8919,7	381,5	1206,1	2398,4	3800,6
Privé religieux	218500	1200	16800	3920	12050	0	0	3500	0
Privé non religieux	194719,9	953,7	16142,1	6448,6	12041,7	83,3	3800	6699,1	0
Privé international	200000	0	0	0	0	0	0	0	0
Communauté	5000	0	4500	0	0	0	0	0	0
Total	56320,3	1839,5	10878,9	4330,4	9672,1	302,6	1776,2	3408,5	2821,9

Source : Enquête EHCVM 2021

5.4 ACCÈS AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)

Les technologies de l'information et de la communication sont aujourd'hui une nécessité dans tous les secteurs de la vie d'une nation, en particulier dans l'enseignement. Le téléphone, l'ordinateur, l'internet sont essentiels dans le secteur de l'éducation.

5.5.1 POSSESSION DE TELEPHONE PORTABLE

Il ressort des résultats de l'enquête que 39,5% de la population du pays possède un téléphone portable en 2021. Cette proportion varie d'une région à une autre. Ainsi, elle est de 79,0% à Niamey et 31,1% à Zinder.

Une analyse selon le milieu de résidence montre que 70,5% de la population urbaine possède un téléphone portable alors qu'en milieu rural, cette proportion est estimée à 32,2% au moment de l'enquête.

Les résultats montrent que 55,1% des hommes possèdent un téléphone portable au moment de l'enquête et que seulement 27,0% des femmes en possèdent.

Les branches d'activités dans lesquelles la possession de téléphone portable est élevée sont l'éducation ou la santé (97,2%), le transport et la communication (77,8%), les BTP (69,3%).

Les branches d'activités dans lesquelles la possession est relativement faible sont l'élevage, la sylviculture ou la pêche (26,6%), l'agriculture (34,4%) et les inactifs et non occupés (37,7%).

Tableau 63 : Proportion des individus âgés de 15 ans et plus possédant un portable selon la région, le milieu, le genre et la branche d'activité

	Individu a téléphone portable		Total
	Non	Oui	
Région de résidence			
Agadez	44,5	55,5	100,0
Diffa	64,7	35,3	100,0
Dosso	62,2	37,8	100,0
Maradi	66,6	33,4	100,0
Tahoua	64,1	35,9	100,0
Tillabéri	58,2	41,8	100,0
Zinder	68,9	31,1	100,0
Niamey	21,0	79,0	100,0
Milieu de résidence			
Urbain	29,5	70,5	100,0
Rural	67,8	32,2	100,0
Sexe			
Masculin	44,9	55,1	100,0
Féminin	73,0	27,0	100,0
Branche activité			
Inactif/non occupé	62,3	37,7	100,0
Agriculture	65,6	34,4	100,0
Elevage/sylviculture/pêche	73,4	26,6	100,0
Industrie extractive	34,0	66,0	100,0
Autres industries	54,4	45,6	100,0
BTP	30,7	69,3	100,0
Commerce	36,1	63,9	100,0
Restaurant/Hôtel	56,5	43,5	100,0
Transport Communication	22,2	77,8	100,0
Education/Sante	2,8	97,2	100,0
Services de personnel	27,6	72,4	100,0
Autres services	17,3	82,7	100,0
Total	60,5	39,5	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

5.5.2 UTILISATION INDIVIDUELLE DU TELEPHONE PORTABLE

Globalement, plus de quatre personnes sur dix (44,7%) des individus de 15 ans ou plus ont utilisé un téléphone portable durant les 7 derniers jours précédant le passage de l'enquêteur.

Les proportions des individus utilisant le téléphone varient très fortement en fonction des régions. Il apparait que l'utilisation est plus importante dans les régions de Niamey (85,5%) et Agadez (58,6%). Les régions avec les plus faibles proportions sont Zinder (35,4%) et Diffa (37,8%).



On constate un écart entre le milieu urbain et le milieu rural. En effet, plus de 3 personnes sur 4 utilisent le téléphone portable en milieu urbain tandis que moins de 2 personnes sur 4 l'utilisent en zone rurale. En outre, l'analyse selon le sexe montre une grande utilisation chez les hommes (58,3%) par rapport aux femmes (33,8%).

Tableau 64: proportion des individus de 15 ans et plus ayant utilisé un téléphone portable au cours des 7 derniers précédant l'enquête

	Non	Oui	Total
	%	%	%
Région			
Agadez	41,4	58,6	100
Diffa	62,2	37,8	100
Dosso	58,8	41,2	100
Maradi	60,7	39,3	100
Tahoua	61,5	38,5	100
Tillabéri	48,1	51,9	100
Zinder	64,6	35,4	100
Niamey	14,5	85,5	100
Milieu de résidence			
Urbain	24	76	100
Rural	62,7	37,3	100
Sexe			
Masculin	41,7	58,3	100
Féminin	66,2	33,8	100
Total	55,3	44,7	100

Source : Enquête EHCVM 2021

5.5.3 POSSESSION DE TABLETTES ET ORDINATEURS

Dans cette partie, on dira qu'un ménage possède une tablette si au moins un de ses membres en possède. On constate que très peu de ménages nigériens possèdent de tablettes. En effet, au niveau national seulement 0,1% des ménages en possèdent.

La région de Niamey se classe en première position avec 1,2%, suivie de la région d'Agadez (0,2%).

C'est dans les ménages dont le chef est employé dans le secteur de l'éducation ou de la santé que cette proportion est relativement élevée (1,7%).

Tableau 65: Proportion des ménages possédant de tablette selon la région, le milieu, le genre et la branche d'activité du chef de ménage.

	Tablettes		
	Oui	Non	Total
	%	%	%
Région de résidence			
Agadez	0,2	99,8	100,0
Diffa	0,0	100,0	100,0
Dosso	0,1	99,9	100,0
Maradi	0,0	100,0	100,0
Tahoua	0,0	100,0	100,0
Tillabéri	0,0	100,0	100,0
Zinder	0,1	99,9	100,0
Niamey	1,2	98,8	100,0
Milieu de résidence			
Urbain	0,6	99,4	100,0
Rural	0,0	100,0	100,0
Sexe du CM			
Masculin	0,1	99,9	100,0
Féminin	0,1	99,9	100,0
Branche activité			
Inactif/non occupe	0,3	99,7	100,0
Agriculture	0,0	100,0	100,0
Elevage/sylviculture/pêche	0,0	100,0	100,0
Industrie extractive	0,0	100,0	100,0
Autres industries	0,3	99,7	100,0
BTP	0,0	100,0	100,0
Commerce	0,0	100,0	100,0
Restaurant/Hôtel	0,0	100,0	100,0
Transport Communication	0,0	100,0	100,0
Education/Santé	1,7	98,3	100,0
Services de personnel	0,0	100,0	100,0
Autres services	1,5	98,5	100,0
Total	0,1	99,9	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

On considère que le ménage possède un ordinateur lorsqu'au moins un membre en possède. Dans l'ensemble, 0,7% des ménages possèdent un ordinateur. Niamey est la région qui a la plus forte proportion (5,5%) des ménages possédant un ordinateur. Dans toutes les autres régions, c'est moins de 1% des ménages qui en possèdent.

En considérant la branche d'activité du chef de ménage, il ressort des résultats que 8,6% des ménages dont le chef travaille dans les secteurs de l'éducation ou de la santé possèdent un ordinateur.



Tableau 66: Proportion des ménages possédant d'ordinateur selon la région, le milieu, le genre et la branche d'activité du chef de ménage.

	Ordinateur		Total %
	Oui	Non	
	%	%	
Région de résidence			
Agadez	0,9	99,1	100,0
Diffa	0,3	99,7	100,0
Dosso	0,3	99,7	100,0
Maradi	0,6	99,4	100,0
Tahoua	0,1	99,9	100,0
Tillabéri	0,3	99,7	100,0
Zinder	0,3	99,7	100,0
Niamey	5,5	94,5	100,0
Milieu de résidence			
Urbain	3,9	96,1	100,0
Rural	0,0	100,0	100,0
Genre			
Masculin	0,7	99,3	100,0
Féminin	0,5	99,5	100,0
Branche activité			
Inactif/non occupe	1,7	98,3	100,0
Agriculture	0,0	100,0	100,0
Elevage/sylviculture/pêche	0,2	99,8	100,0
Industrie extractive	0,0	100,0	100,0
Autres industries	0,3	99,7	100,0
BTP	0,3	99,7	100,0
Commerce	0,5	99,5	100,0
Restaurant/Hôtel	0,2	99,8	100,0
Transport Communication	0,4	99,6	100,0
Education/Santé	8,6	91,4	100,0
Services de personnel	0,7	99,3	100,0
Autres services	9,0	91,0	100,0
Total	0,7	99,3	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

5.3.4 ACCES INDIVIDUEL A L'INTERNET

Les résultats font ressortir que 12,8% de la population âgée de 15 ans ou plus a accès à l'internet. L'accès à internet varie très fortement d'une région à une autre. En effet, la région de Niamey se place en première position avec 52,5%, suivie par la région de d'Agadez avec 19,2%. Les régions dans lesquelles le taux d'accès à internet est faible sont celle de Diffa (7,5%), celle de Zinder (7,5%) et Dosso (7,7%).

En milieu urbain, 38,7% de la population a accès à internet en 2021 contre 6,6% en milieu rural.

Tableau 67: Proportion des individus âgés de 15 ans et plus possédant ayant accès à internet selon la région, le milieu, le genre et la branche d'activité

	Individu a accès internet		
	Non	Oui	Total
	%	%	%
Région de résidence			
Agadez	80,8	19,2	100,0
Diffa	92,5	7,5	100,0
Dosso	91,7	8,3	100,0
Maradi	92,3	7,7	100,0
Tahoua	91,2	8,8	100,0
Tillabéri	85,4	14,6	100,0
Zinder	92,5	7,5	100,0
Niamey	47,5	52,5	100,0
Milieu de résidence			
Urbain	61,3	38,7	100,0
Rural	93,4	6,6	100,0
Genre			
Masculin	82,1	17,9	100,0
Féminin	91,3	8,7	100,0
Branche activité			
Inactif/non occupe	81,9	18,1	100,0
Agriculture	93,7	6,3	100,0
Elevage/sylviculture/pêche	94,4	5,6	100,0
Industrie extractive	77,3	22,7	100,0
Autres industries	84,0	16,0	100,0
BTP	77,0	23,0	100,0
Commerce	77,6	22,4	100,0
Restaurant/Hôtel	87,9	12,1	100,0
Transport Communication	63,0	37,0	100,0
Education/Sante	30,1	69,9	100,0
Services de personnel	70,2	29,8	100,0
Autres services	41,1	58,9	100,0
Total	87,2	12,8	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

En considérant cette situation de déficit d'accès à internet, de disponibilité de tablettes et d'ordinateur dans les ménages, il n'est pas opportun d'envisager un enseignement à distance au Niger.



CHAPITRE 6 : SANTE

L'accès aux soins médicaux constitue un indicateur fiable de bien-être des populations. C'est pour cette raison que le Niger s'est engagé à mettre les soins de santé de base au cœur de son Plan de Développement Sanitaire.

Ce chapitre porte essentiellement sur les maladies et les autres problèmes de santé auxquels les populations sont confrontées. Il traite aussi de l'accès au service de santé, de la prise en charge des soins de santé, de la satisfaction des populations pour les services fournis et les raisons qui empêchent à des personnes malades de recourir à un service ou à un personnel de santé. L'analyse de ces différents aspects permet d'évaluer, d'une part, l'action des services de santé et la perception que les populations bénéficiaires ont de l'offre de santé et d'aider, d'autre part, à la prise de décision.

6.1 ETAT SANITAIRE DE LA POPULATION

Cette section s'articule autour de l'état sanitaire de la population saisi à travers le pourcentage d'individus ayant souffert de maladies ou de blessures avec ou sans hospitalisation. Elle traite aussi des principales maladies dont les individus ont souffert et des problèmes de santé avec empêchement d'activité, la prise en charge des soins de santé et l'utilisation de moustiquaires.

6.1.1. PROBLEME DE SANTE

Cette partie concerne les principaux problèmes de santé déclarés par les ménages, avec ou sans hospitalisation et les cas d'empêchement d'activités :

6.1.1.1. Principal problème de santé

Au Niger, les populations ont surtout été affectées par la fièvre et/ou le paludisme (53%). La catégorie la plus touchée est composée par les femmes (55,1%). Le paludisme demeure la principale cause de morbidité quel que soit le milieu de résidence ou la région. Sa prévalence est de 47,1% en milieu urbain contre 53,8% en milieu rural. Aussi, on constate une forte prévalence du paludisme dans toutes les régions du Niger.

La toux et le rhume (20,5%) et les problèmes d'estomac (6,0%) ont également affecté les populations au cours de l'enquête. La douleur et fatigue (4,9%), les malades diarrhéiques (4,4%), les accidents et blessures (1,6%), les maladies des yeux (1,3%), les problèmes de tension (1,1%) ont aussi affecté la santé de la population en 2021.

Tableau 68 : Répartition (en %) de la population selon le principal problème de santé survenu au cours des trente derniers jours

	Fièvre/ Paludisme	Diarrhée	Accident/ Blessure	Maladie des yeux	Problème de tension	Problème d'estomac	Toux / Rhu	Douleurs/ fatigue	Diabète
Région de résidence									
Agadez	38,6	2,6	3,0	1,9	2,7	10,1	24,2	5,3	0,5
Diffa	46,4	2,3	2,2	1,5	1,3	5,7	30,5	4,3	0,0
Dosso	47,0	3,4	1,5	1,1	0,4	6,9	23,6	7,9	0,2
Maradi	54,6	6,0	2,0	1,2	0,8	4,8	18,8	3,4	0,1
Tahoua	62,6	3,4	1,0	1,0	1,3	3,3	18,2	2,8	0,3
Tillabéri	44,1	2,8	1,8	0,3	1,3	10,0	24,5	7,5	0,5
Zinder	56,7	6,4	1,5	2,2	0,8	5,2	16,5	4,4	0,1
Niamey	44,1	3,5	1,8	1,5	2,9	7,6	23,9	5,7	1,1
Milieu de résidence									
Urbain	47,1	3,6	2,3	1,5	2,3	8,5	20,3	5,1	0,9
Rural	53,8	4,6	1,5	1,2	0,9	5,5	20,5	4,9	0,2
Sexe du Chef de ménage									
Masculin	52,2	4,3	1,7	1,3	1,1	5,9	20,9	4,9	0,3
Féminin	55,1	5,1	1,4	0,9	1,1	6,4	18,2	4,9	0,3
National	52,7	4,4	1,6	1,3	1,1	6,0	20,5	4,9	0,3

Source : Enquête EHCVM 2021

6.1.1.2. Principal problème de santé sans ou avec hospitalisation

Au niveau national, 33,3% de la population ont déclaré être malades ou blessés au cours de la période indiquée sans être hospitalisée au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête en 2021. Ce taux était de 30% en 2018. Il est plus élevé chez les femmes (36,9%) que chez les hommes (32,6%).

En 2021, la même prévalence est observée aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural (33,3%). Par contre en 2018 le milieu rural est plus touché que le milieu urbain, étant donné que 39% des de la population rurale ont souffert de problème de santé contre 37% pour les populations urbaines. En 2021, les taux les plus élevés qui dépassent la moyenne nationale ont été enregistrés dans les régions de Dosso (35,8%), à Zinder (34,8%) et Niamey (34,6%) et les plus bas ont été observés à Diffa (26,4%) et Tillabéri (31,2%).

Concernant les problèmes de santé avec hospitalisation au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête, environ 2,2% de la population ont déclaré avoir été hospitalisées en 2021. Ce taux est plus élevé en zone urbaine (2,9%) qu'en zone rurale (2,1%). Les mêmes tendances ont été observées en 2018 (2% pour le niveau national, 3% pour la population urbaine et 2% pour la population rurale).



Tableau 69 : Répartition (en %) de la population ayant connu un problème de santé sans hospitalisation au cours des 30 derniers jours et avec hospitalisation au cours des 12 derniers mois

	Problème de santé sans hospitalisation au cours des 30 derniers jours		Problème de santé avec hospitalisation au cours des 12 derniers mois	
	2018	2021	2018	2021
Région de résidence				
Agadez	30,2	33,5	4,1	3,0
Diffa	28,5	26,4	2,9	1,7
Dosso	36,5	35,8	2,8	2,0
Maradi	46,2	33,8	1,8	1,9
Tahoua	40,3	32,2	3,2	2,5
Tillabéri	35,4	31,2	1,6	1,4
Zinder	35,7	34,8	1,5	2,3
Niamey	34,2	34,6	2,8	2,4
Milieu de résidence				
Urbain	36,6	33,3	3,4	2,7
Rural	38,7	33,3	2,0	2,0
Sexe du CM				
Masculin	37,5	32,6	2,1	2,0
Féminin	43,6	36,9	2,9	2,6
National	38,3	33,3	2,2	2,1

Source : Enquêtes EHCVM 2021

6.1.1.3. Dernier problème de santé ayant entraîné une hospitalisation

Les principaux problèmes de santé identifiés, ayant entraîné une hospitalisation au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête sont la fièvre ou le paludisme (39,9%), les problèmes d'estomac (11,9%), l'anémie et la drépanocytose (6,9%), les accidents ou blessures (5,2%), les douleurs et fatigues (4,9%), les complications d'accouchement et de grossesse (4,7%).

Tableau 70 : Répartition (en %) de la population ayant connu un problème de santé suivi d'une hospitalisation

	Fièvre/palu	Diarrhée	Accident/Blessure	Accouchement compliqué/grossesse	Maladie yeux	Problème tension	Anémie/drépanocytose	Toux/rhume	Problème d'estomac	Maladie de la Peau	COVID19	Douleurs/fatigue
Région de résidence												
Agadez	38,6	2,7	7,4	0,4	5,0	8,2	0,8	3,7	12,5	3,6	0,0	3,2
Diffa	34,9	0,7	10,9	9,6	0,0	17,1	5,0	0,7	10,7	0,9	0,0	0,4
Dosso	46,2	2,1	2,1	5,0	1,4	4,1	7,9	0,9	11,1	5,2	0,0	2,6
Maradi	49,4	1,4	5,5	4,2	1,1	2,8	13,3	2,7	10,1	2,9	0,0	0,9
Tahoua	33,1	4,3	6,0	0,7	2,3	3,9	6,6	3,0	7,4	1,4	0,0	14,3
Tillabéri	16,1	0,0	5,0	7,2	0,0	13,4	0,6	0,2	26,9	0,0	0,0	6,0
Zinder	49,5	2,7	3,8	7,5	3,0	3,1	4,5	2,4	11,6	3,0	0,0	0,6
Niamey	37,7	0,9	8,3	5,7	0,0	6,7	11,4	0,8	9,5	0,0	0,9	3,1
Milieu de résidence												
Urbain	39,5	2,8	5,9	5,9	2,2	6,1	7,8	3,0	11,4	1,5	0,3	1,3
Rural	40,1	2,1	5,0	4,3	1,6	5,1	6,6	1,8	12,0	2,5	0,0	5,9
Sexe du chef de ménage												
Masculin	40,3	2,1	5,3	5,2	2,0	5,4	6,0	2,0	11,7	2,4	0,1	4,8
Féminin	38,6	2,9	4,7	2,7	0,8	5,1	10,3	2,1	12,5	2,1	0,0	5,5
National	39,9	2,3	5,2	4,7	1,7	5,3	6,9	2,1	11,9	2,3	0,1	4,9

Source : Enquête EHCVM 2021

6.1.1.4. Problème de santé et empêchement d'activité quotidienne

Une des conséquences des problèmes de santé est l'empêchement d'activités quotidiennes par les personnes affectées. En effet, 17,6% des personnes affectées par une maladie ont affirmé avoir connu un arrêt d'activité en 2021. Ce taux était de 27% en 2018. Pour l'empêchement d'activités quotidiennes, suite à un problème de santé, la proportion des personnes concernées varie selon la durée de l'arrêt. Les résultats montrent que 76% des individus malades ont connu un arrêt d'activités de moins d'une semaine, 18,6% entre une et deux semaines et 5,5% pour plus de deux semaines. En 2018, ces proportions étaient respectivement de 73,8% ; 20,8% et 5,3%.

Tableau 71 : Répartition (en %) de la population ayant connu un problème de santé qui a entraîné un arrêt d'activité quotidienne suivant la durée d'arrêt d'activité

	Arrêt d'activité		Durée d'arrêt 2018			Durée d'arrêt 2021		
	2018	2021	Moins d'1 semaine	Entre 1 et 2 semaines	Plus de 2 semaines	Moins d'1 semaine	Entre 1 et 2 semaines	Plus de 2 semaines
Région de résidence								
Agadez	19,9	19,2	71,8	20,2	8,0	72,6	20,2	7,2
Diffa	20,1	13,8	71,6	21,6	6,8	78,2	17,2	4,6
Dosso	26,2	21,1	71,8	22,2	6,0	84,1	10,8	5,1
Maradi	32,2	16,8	81,1	15,6	3,3	75,0	18,9	6,1
Tahoua	29,6	14,0	70,7	23,1	6,2	74,7	21,7	3,6
Tillabéri	23,9	20,1	71,4	22,0	6,6	70,8	22,7	6,5
Zinder	25,4	17,9	73,1	22,0	4,9	76,1	18,3	5,6
Niamey	23,6	19,3	67,1	26,1	6,7	78,7	16,6	4,6
Milieu de résidence								
Urbain	25,0	18,2	74,8	20,0	5,2	78,0	17,5	4,5
Rural	27,5	17,5	73,6	21,0	5,4	75,6	18,8	5,6

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



	Arrêt d'activité		Durée d'arrêt 2018			Durée d'arrêt 2021		
	2018	2021	Moins d'1 semaine	Entre 1 et 2 semaines	Plus de 2 semaines	Moins d'1 semaine	Entre 1 et 2 semaines	Plus de 2 semaines
Sexe du CM								
Masculin	26,3	17,2	74,1	20,4	5,4	76,3	18,1	5,6
Féminin	32,2	20,0	71,9	23,1	4,9	74,6	20,8	4,7
Education du CM								
Aucun	27,2	17,5	72,9	21,4	5,7	75,5	19,0	5,5
Primaire	26,8	18,2	75,8	20,1	4,1	78,5	17,3	4,2
Secondaire général 1	29,6	18,4	81,1	15,8	3,1	76,2	17,4	6,4
Secondaire technique 1	20,3	11,7	53,0	47,0	0,0	93,9	6,1	0,0
Secondaire général 2	19,1	21,7	74,6	19,8	5,6	70,4	20,4	9,2
Secondaire technique 2	20,9	20,1	79,1	19,2	1,8	92,2	3,6	4,3
Postsecondaire	15,3	19,8	71,4	24,9	3,7	81,9	7,5	10,6
Supérieur	18,4	13,7	81,8	13,6	4,6	74,3	17,1	8,5
National	27,0	17,6	73,8	20,8	5,3	76,0	18,6	5,5

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

6.1.2. PRISE EN CHARGE DES SOINS DE SANTE

La prise en charge des soins de santé est assurée par plusieurs acteurs parmi lesquels on peut citer l'État, les collectivités territoriales, les organismes de protection complémentaire (mutuelles, sociétés d'assurances, institutions de prévoyance) et la population. Cependant, la contribution de chacun d'eux n'est pas identique.

6.1.2.1. Paiement des frais thérapeutiques et des frais de vaccination, de circoncision ou de bilan de santé

Dans l'ensemble en 2021, seulement 0,1% de la population affirme avoir payé des frais thérapeutiques pour appareils médicaux thérapeutiques tels que des béquilles, des chaises roulantes, des prothèses dentaires et des lunettes médicales au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête. Au niveau national, ce taux n'a pas connu d'évolution par rapport à 2018.

Pour les frais de vaccination, rares sont aussi les nigériens qui les ont supportés au cours des douze (12) derniers mois ayant précédé l'enquête. En effet, seulement 0,5% d'entre eux ont affirmé avoir payé des frais de vaccination durant cette période. Les régions de Diffa (1%) et Tahoua (1,2%) enregistrent les plus grandes proportions de personnes ayant payé des frais de vaccination au cours des douze (12) derniers mois. Cependant, ce taux a connu une baisse entre 2018 et 2021. En effet, il est passé de 2% entre 2018 à 0,5% en 2021.



Tableau 72 : Répartition (en %) de la population ayant payé des frais thérapeutiques et des frais de vaccination, circoncision ou bilan de santé selon la région et le milieu de résidence

	Païement des frais thérapeutiques		Païement des frais de vaccination, circoncision ou bilan de santé	
	2018	2021	2018	2021
Région de résidence				
Agadez	0,1	0,4	2,1	0,3
Diffa	0,5	0,1	3,9	1,0
Dosso	0,0	0,1	0,3	0,3
Maradi	0,0	0,1	1,3	0,5
Tahoua	0,1	0,1	5,9	0,8
Tillabéri	0,1	0,1	1,0	0,4
Zinder	0,0	0,0	0,8	0,1
Niamey	0,7	0,5	1,4	1,2
Milieu de résidence				
Urbain	0,4	0,3	2,6	0,9
Rural	0,1	0,1	1,9	0,4
Genre du CM				
Masculin	0,1	0,1	1,9	0,5
Féminin	0,1	0,2	2,8	0,6
Education du CM				
Aucun	0,1	0,1	2,1	0,4
Primaire	0,2	0,2	1,5	1,1
Sécondaire général 1	0,2	0,3	1,0	0,5
Sécondaire technique 1	0,0	0,0	0,0	0,0
Sécondaire général 2	0,0	0,0	2,0	0,7
Sécondaire technique 2	1,2	0,0	4,5	0,2
Postsecondaire	0,5	0,0	0,8	0,9
Supérieur	0,7	1,8	5,4	2,1
National	0,1	0,1	2,0	0,5

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

6.1.2.2. Possession d'une couverture d'assurance maladie

La possession d'une couverture d'assurance maladie reste un grand défi pour le Niger. En effet, seulement 0,2% de la population affirme posséder une couverture d'assurance maladie en 2021. La région de Niamey (2,6%) et le milieu urbain (1,4%) concentrent la plus grande proportion de la population possédant une couverture d'assurance maladie. En 2018, ce taux était de 0,3%. Aussi, Niamey la capitale possède la plus grande couverture d'assurance maladie (3,5%). Autrement dit, la couverture en termes d'assurance maladie n'a pas connu une évolution significative au Niger.

Tableau 73 : Répartition (en %) de la population possédant une couverture maladie par région et milieu de résidence

	2021	2018
Région de résidence		
Agadez	0,3	0,2
Diffa	0,1	0,4
Dosso	0,0	0,0
Maradi	0,3	0,0
Tahoua	0,1	0,0
Tillabéri	0,0	0,2
Zinder	0,0	0,1
Niamey	2,6	3,5
Milieu de résidence		
Urbain	1,4	1,4
Rural	0,0	0,0
National	0,2	0,3

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

6.1.2.3. Financement de l'assurance maladie

Pour le financement de l'assurance maladie, l'Etat est le principal pourvoyeur en 2021. En effet, plus de la moitié (53%) des personnes qui possèdent une assurance maladie affirment que le parrainage est assuré par l'Etat. Ensuite, 41,1% des assurés le sont grâce à leur employeur dont 16,8% par uniquement leur employeur et 24,3% par l'Etat et leur employeur. Seulement 5,2% des assurés le sont par eux-mêmes.

En 2018, aussi l'Etat était le principal pourvoyeur (36,3%), suivi des assurés individuels (24%) et de l'employeur (20%). Concernant la participation de l'Etat à la prise en charge du financement de l'assurance maladie on note une nette amélioration par rapport à l'année 2018 selon les résultats de l'enquête.


Tableau 74 : Répartition (en %) de la population possédant une assurance maladie selon la source de financement

	2021					2018				
	Privé (individuel)	Etat/ programme	Etat/ employeur	Employeur	Autre	Privé (individuel)	Etat/ programme	Etat employeur	Employeur	Autre
Région										
Agadez	0,0	67,8	0,0	32,2	0,0	0,0	0,0	39,7	25,8	34,5
Diffa	0,0	0,0	15,2	23,9	60,9	63,7	20,5	15,8	0,0	0,0
Dosso	0,0	21,3	40,6	38,0	0,0	0,0	22,0	78,0	0,0	0,0
Maradi	0,1	99,3	0,1	0,5	0,0	13,8	81,6	4,6	0,0	0,0
Tahoua	0,0	97,6	0,0	2,4	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0
Tillabéri	16,1	18,2	57,9	7,8	0,0	27,1	23,2	7,9	28,5	13,3
Zinder	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0
Niamey	7,4	36,4	33,9	21,8	0,4	23,7	36,3	10,3	20,0	9,8
Milieu de résidence										
Urbain	5,5	50,4	25,6	17,7	0,8	26,9	27,6	11,7	22,7	11,1
Rural	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0
National	5,2	53,0	24,3	16,8	0,7	23,7	36,3	10,3	20,0	9,8

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

6.1.2.4. Mode de remboursement

En 2021, les principales méthodes de remboursement des assurances maladies sont les avances de frais et tiers payant (41%) suivie des avances de frais (33%) et de tiers payant (26%). Le tiers payant est le principal mode de remboursement des assurances maladies à Tahoua (100%), à Tillabéri (100%) et à Agadez (75,8%). Dans les régions de Maradi (97,7%) et de Dosso (68,0%), le mode de remboursement le plus couramment utilisé est l'avance de frais. Le mode de remboursement diffère aussi selon le milieu de résidence. En effet, pour le milieu urbain, ce sont les deux modes qui prédominent à 43,5% contrairement au milieu rural où c'est le tiers payant le seul mode de remboursement (100%).

Tableau 75 : Répartition (en %) de la population possédant une assurance médicale par mode de remboursement de l'assurance maladie

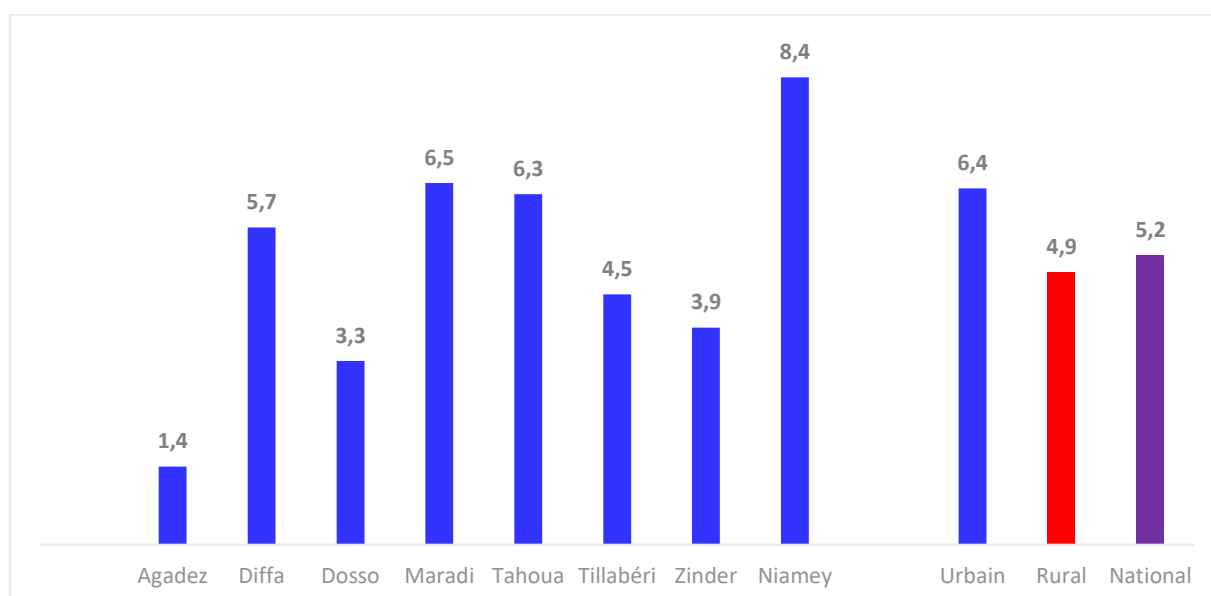
	Avance de frais	Tiers payant	Les deux	Ensemble
Région de résidence				
Agadez	24,2	75,8	0,0	100,0
Diffa	23,9	0,0	76,1	100,0
Dosso	68,0	32,0	0,0	100,0
Maradi	97,7	0,3	2,0	100,0
Tahoua	0,0	100,0	0,0	100,0
Tillabéri	0,0	100,0	0,0	100,0
Niamey	15,6	23,1	61,3	100,0
Milieu de résidence				
Urbain	35,2	21,4	43,5	100,0
Rural	0,0	100,0	0,0	100,0
National	33,3	25,5	41,2	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

6.1.2.5. Prise en charge particulière

La possession d'une prise en charge particulière au Niger reste très faible. Dans l'ensemble, seulement 5,2% de la population possède une prise en charge particulière en cas de maladie. Les régions de Niamey (8,4%) et Maradi (6,5%) enregistrent les plus grandes proportions de personnes possédant une prise en charge particulière. La plus faible proportion est observée dans la région d'Agadez (1,4%). Il faut noter aussi que ce taux est de 6,4% en milieu urbain contre 4,9% en milieu rural.

Graphique 4 : Proportion (en %) de la population ayant une prise en charge médicale particulière par région et milieu de résidence



Source : Enquête EHCVM 2021

6.1.3. UTILISATION DE MOUSTIQUAIRES

L'utilisation des moustiquaires a pour objectif de protéger les personnes des piqûres de moustiques, vecteurs du paludisme. Les moustiquaires sont particulièrement importantes pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans, principales victimes du paludisme dans le monde en général et au Niger en particulier. En effet, au Niger, le paludisme est l'une des principales causes de mortalité chez les enfants de 0 à 59 mois.

6.1.3.1. Utilisation de moustiquaire la nuit précédant l'enquête

Plus de sept personnes sur dix (74,1%) dorment habituellement sous une moustiquaire (imprégnée ou non) d'une manière générale au Niger en 2021. Pour la moustiquaire imprégnée, elle est utilisée par 52,7% des individus contre 21,4% pour la moustiquaire simple. Cependant, 25,8% des personnes n'utilisent pas de moustiquaire. Les taux les plus élevés de non utilisation d'une moustiquaire sont constatés dans les régions d'Agadez (48,3%), de Diffa (42,8%) et de Tahoua (39,3%). Globalement, l'utilisation de la moustiquaire est passé de 62% en 2018 à 74% en 2021.


Tableau 76 : Répartition (en %) de la population ayant dormi sous moustiquaire la nuit précédant l'enquête

	2021			2018		
	Moustiquaire imprégnée	Moustiquaire Simple	Non	Moustiquaire imprégnée	Moustiquaire Simple	Non
Région de résidence						
Agadez	41,7	10,0	48,3	24,8	25,1	50,1
Diffa	40,9	16,2	42,8	48,3	5,8	45,8
Dosso	81,2	6,1	12,7	56,0	12,3	31,6
Maradi	53,5	18,9	27,6	49,0	7,8	43,2
Tahoua	30,7	30,0	39,3	35,4	18,6	45,9
Tillabéri	63,9	25,6	10,5	73,4	8,4	18,2
Zinder	48,0	24,9	27,1	50,2	6,5	43,3
Niamey	63,3	17,3	19,4	53,8	14,2	31,9
Milieu de résidence						
Urbain	65,9	17,1	17,1	55,3	15,4	29,3
Rural	50,1	22,3	27,6	50,1	10,0	39,9
National	52,7	21,4	25,8	50,9	11	38,1

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

6.1.3.2. Autres moyens de lutte contre les moustiques

La majorité des personnes n'utilisent pas de moyens autres que la moustiquaire pour lutter contre les moustiques. En effet, 93,4% affirment n'avoir pas utilisé d'autres moyens de lutte contre les moustiques. Quant à ceux qui utilisent d'autres moyens, ils sont 3,7% à utiliser les spirales anti-moustiques, 1,8% les insecticides et 0,8% les crèmes anti-moustiques.

Pour les insecticides et les spirales, seule Niamey se démarque des autres régions avec respectivement 13,1% et 16,5% de taux d'utilisation. Le milieu urbain se distingue avec des taux d'utilisation plus élevés (7,8% pour les insecticides et 10,7% pour les spirales) contre 0,6 pour les insecticides et 2% pour les spirales pour le milieu rural).

Tableau 77 : Répartition (en %) de la population suivant les autres moyens de lutte contre le paludisme utilisés

	Insecticides	Crèmes anti-Moustiques	Spirales	Grillage sur les fenêtres	Autres	Rien
Région de résidence						
Agadez	3,3	0,4	3,3	0,1	0,2	92,7
Diffa	0,7	0,3	0,2	0,0	0,0	98,8
Dosso	0,9	0,3	4,2	0,0	0,3	94,3
Maradi	1,4	0,5	3,3	0,0	0,1	94,6
Tahoua	0,7	0,0	1,1	0,0	0,1	98,1
Tillabéri	1,1	0,5	5,0	0,0	0,0	93,4
Zinder	1,0	1,7	2,0	0,0	0,7	94,6
Niamey	13,1	2,7	16,5	0,5	0,9	66,5
Milieu de résidence						
Urbain	7,9	3,3	10,7	0,2	0,6	77,4
Rural	0,6	0,3	2,3	0,0	0,2	96,6
National	1,8	0,8	3,7	0,0	0,3	93,4

Source : Enquête EHCVM 2021

6.2. FRÉQUENTATION DES CENTRES DE SANTÉ

6.2.1. ACCESSIBILITE PHYSIQUE DES CENTRES DE SANTE

L'accès aux soins dans les pays sous-développés est souvent sujet à plusieurs contraintes dont l'accessibilité géographique. Des efforts ont été faits ces dernières années à travers différents plans de développement sanitaires, notamment en milieu urbain, pour améliorer l'accessibilité géographique aux structures sanitaires. Le tableau suivant présente la répartition de la population nigérienne selon la distance qui la sépare des formations sanitaires.

Dans l'ensemble, plus 82,4% de la population se situent à moins de 5 kilomètres d'une formation sanitaire, dont 38,7% à moins d'un kilomètre et 19,7% entre 1 et 2 kilomètres.

On note que la proportion de la population se trouvant à moins de 5 kilomètres d'un centre de santé est plus élevée en milieu urbain (91,9%) qu'en milieu rural (80,4%).

Suivant les régions, c'est dans les régions d'Agadez (72,4%), Diffa (76,5%) et Zinder (78,1%) où moins de huit personnes sur dix se trouvent dans un rayon de moins de 5 kilomètres.

Tableau 78 : Répartition (en %) de la population selon leur éloignement par rapport aux centres de santé

	Moins de 1 Km	De 1 à moins de 2 Km	De 2 à moins de 5 Km	De 5 à moins de 10 Km	10 Km ou plus	Ensemble
Région de résidence						
Agadez	35,1	25,7	11,6	9,5	18,0	100,0
Diffa	34,2	25,0	17,3	13,8	9,8	100,0
Dosso	48,5	12,8	19,3	12,1	7,3	100,0
Maradi	44,4	14,3	28,1	9,5	3,7	100,0
Tahoua	29,1	27,9	27,6	8,5	6,9	100,0
Tillabéri	43,4	16,9	22,4	10,5	6,8	100,0
Zinder	35,5	19,5	23,1	16,1	5,8	100,0
Niamey	26,9	32,9	27,1	10,2	2,9	100,0
Milieu de résidence						
Urbain	37,6	32,2	22,1	5,4	2,7	100,0
Rural	38,9	17,0	24,5	12,7	6,9	100,0
National	38,7	19,7	24,0	11,4	6,2	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

6.2.2. CONSULTATIONS DES CENTRES DE SANTE OU DE GUERISSEUR TRADITIONNEL AU COURS DES TRENTE (30) DERNIERS JOURS

Au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête EHCVM 2021, environ 41,4% de la population a eu recours à un centre de santé ou guérisseur traditionnel pour un problème de santé. Cette proportion est en baisse par rapport à l'enquête de 2018 (55,4%).

Ces populations qui ont consulté dans un centre de santé ou auprès d'un guérisseur traditionnel dans les 30 derniers jours précédant l'enquête de 2021, sont relativement plus importantes en milieu urbain (46,2%) ; dans les ménages dirigés par un homme (41,8%) ; et où le chef de ménage a atteint le niveau secondaire deuxième cycle (63,7% pour le général et 53,4% pour la technique).



Tableau 79 : Pourcentage de la population ayant consulté les centres de santé ou guérisseurs au cours des 30 derniers jours

	2018	2021
Région de résidence		
Agadez	67,2	46,0
Diffa	62,4	39,7
Dosso	62,1	41,7
Maradi	53,5	43,6
Tahoua	59,1	34,6
Tillabéri	48,2	44,7
Zinder	52,8	40,6
Niamey	57,4	48,5
Milieu de résidence		
Urbain	61,3	46,2
Rural	54,2	40,5
Genre du CM		
Masculin	55,2	41,8
Féminin	56,5	39,7
Education du CM		
Aucun	53,3	39,8
Primaire	61,7	46,0
Secondaire général 1	67,7	47,9
Secondaire technique 1	72,9	34,8
Secondaire général 2	64,4	63,7
Secondaire technique 2	72,6	53,4
Postsecondaire	58,5	44,7
Supérieur	64,5	50,3
National	55,4	41,4

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

6.2.3. RAISON PRINCIPALE DE NON CONSULTATION

Concernant les raisons de non fréquentation des services de santé ou guérisseurs, pour la population ayant eu un problème de santé lors des 30 derniers jours précédant l'enquête, plus des trois quarts ont déclaré que cela est dû principalement au fait qu'ils pratiquaient l'automédication. En milieu urbain, par exemple, cette proportion est de 83,3%.

En plus, 7,2% de la population ont évoqué le manque d'argent comme raison principale au non recours aux centres de santé et aux guérisseurs en cas de problème de santé. Par ailleurs, 2,5% des ménages ont déclaré l'éloignement comme raison principale du non recours aux services de santé et aux guérisseurs ; ces derniers sont presque entièrement en milieu rural.

Tableau 80 : Répartition de la population n'ayant consulté les centres de santé ou guérisseurs au cours des 30 derniers jours selon la raison évoquée

	Milieu de résidence		National
	Urbain	Rural	
Pas nécessaire	10,5	10,0	10,1
Trop cher	0,7	0,6	0,6
Trop éloigné	0,0	2,9	2,5
Automédication	83,3	77,5	78,4
Pas de confiance	0,2	0,2	0,2
Peur du résultat/ traitement	0,0	0,1	0,1
Refus	0,2	0,2	0,2
Manque d'argent	4,3	7,7	7,2
Non satisfait à la dernière consultation	0,1	0,1	0,1
Service spécialisé non disponible	0,2	0,1	0,1
Absence de personnel	0,0	0,2	0,1
Attente de rendez-vous	0,1	0,0	0,1
Autre à préciser	0,3	0,4	0,4

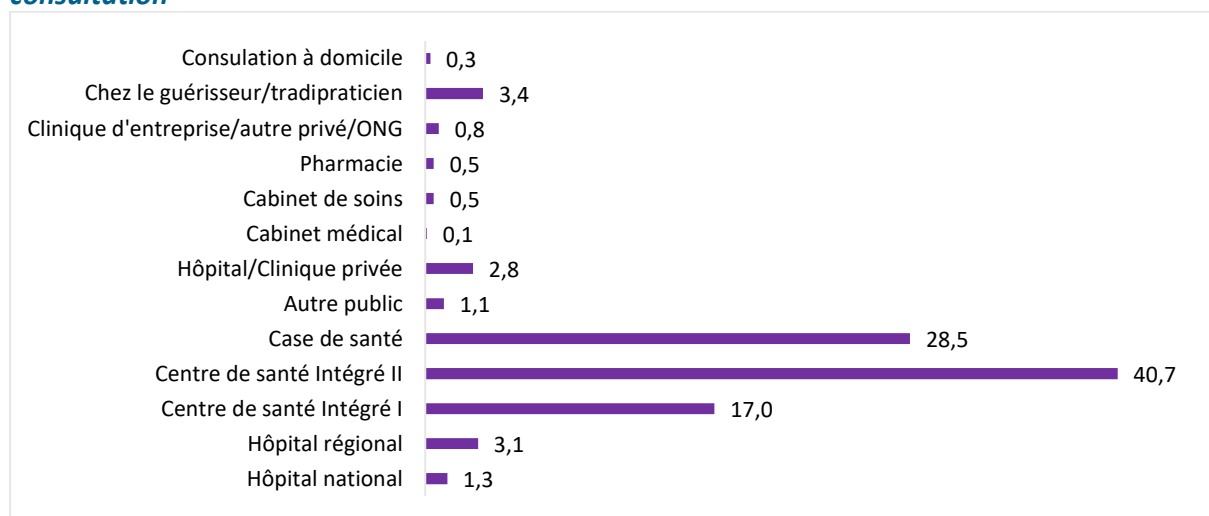
Source : Enquête EHCVM 2021

6.2.4. PREMIER LIEU DE CONSULTATION

Le secteur public reste le lieu par excellence où les populations font leurs consultations en cas de problèmes de santé. En effet, au moins neuf personnes sur dix se rendent dans les centres de santé publics pour les consultations dont 57,7% dans les centres de santé intégrés et 28,5% dans les cases de santé. Les centres de santé privés ne sont fréquentés que par moins de 5% de la population.

Par ailleurs, 3,4% de la population consultent des guérisseurs ou tradipraticiens pour leurs problèmes de santé.

Graphique 5 : Répartition (%) de la population selon le principal lieu visité lors de la première consultation



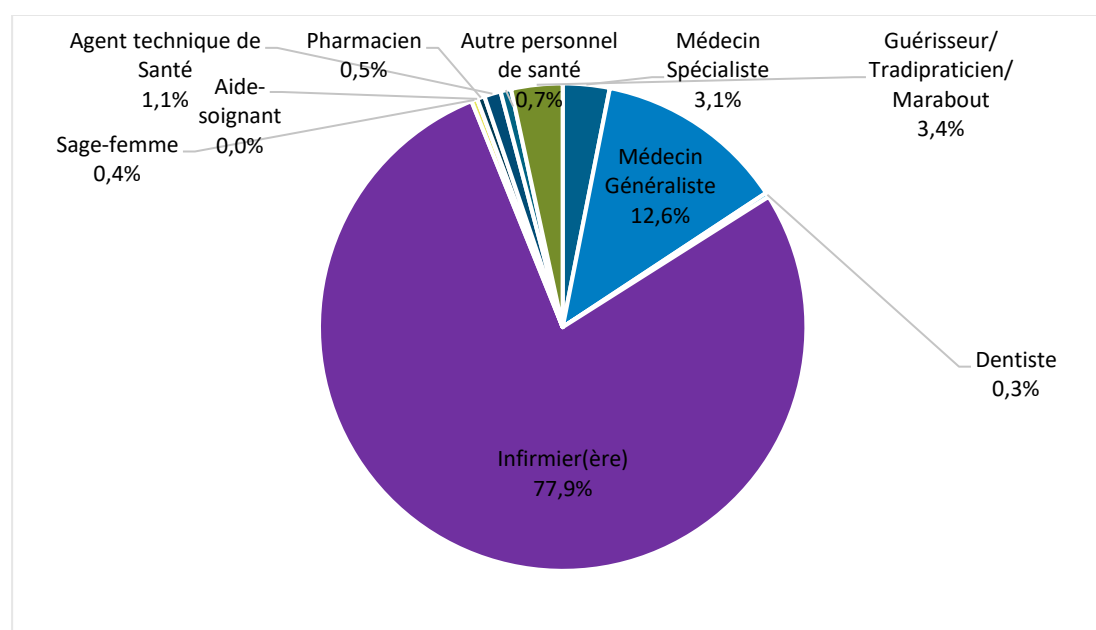
Source : Enquête EHCVM 2021



6.2.5. PREMIER RECOURS AUX SOINS

Le graphique suivant montre que plus de trois personnes sur quatre ont été examinées par un infirmier durant leur première consultation. Près de 12,6% de la population a consulté un médecin généraliste et, 3,1% des médecins spécialistes.

Graphique 6 : Répartition (%) de la population selon le personnel soignant consulté



Source : Enquête EHCVM 2021

6.2.6 LIEU D'HOSPITALISATION LORS DU DERNIER PROBLEME DE SANTE AYANT ENTRAINE UNE HOSPITALISATION

Parmi les personnes ayant été hospitalisées lors de leur dernier problème de santé, 89,9% l'ont été dans un établissement de santé public dont 29,0% dans les hôpitaux régionaux et 42,3% dans les centres de santé intégrés.

La proportion des personnes ayant été hospitalisées dans les établissements publics lors du dernier problème de santé varie de 78,7% à Niamey à 98,8% à Zinder. En outre, cette proportion est plus élevée en milieu rural (91,1%) qu'en milieu urbain (84,9%).

Suivant le sexe du chef de ménage, la proportion des personnes ayant été hospitalisées dans les établissements publics lors du dernier problème de santé est plus importante lorsque le chef de ménage est un homme (91,7%). Dans les ménages dirigés par les femmes, on a par ailleurs 17,4% des personnes qui ont été hospitalisées dans les hôpitaux ou cliniques privés lors du dernier problème de santé rencontré.

Tableau 81 : Répartition (en %) des personnes hospitalisées lors du dernier problème de santé selon certaines caractéristiques sociodémographiques

	Hôpital national	Hôpital régional	Centre de santé Intégré I	Centre de santé Intégré II	Case de santé	Autre public	Hôpital, Clinique privée	Cabinet de soins	Clinique d'entreprise, autre privé ou ONG
Région de résidence									
Agadez	8,1	30,5	14,5	25,2	7,8	6,6	4,4	1,4	1,4
Diffa	19,1	23,5	25,4	19,4	7,6	0,0	5,0	0,0	0,0
Dosso	3,7	20,5	13,1	36,9	8,0	0,0	16,7	0,6	0,4
Maradi	0,7	28,9	25,2	14,1	20,9	2,2	8,0	0,0	0,0
Tahoua	3,5	41,6	15,2	18,0	1,0	2,0	18,3	0,3	0,2
Tillabéri	16,7	23,8	23,6	19,5	1,7	13,1	1,5	0,0	0,1
Zinder	10,6	23,0	20,1	41,2	2,9	1,0	0,6	0,0	0,5
Niamey	33,1	30,8	2,4	2,5	0,0	9,9	18,9	0,0	2,4
Milieu de résidence									
Urbain	19,0	38,6	10,8	12,0	0,1	4,4	12,1	0,9	2,1
Rural	6,0	26,3	20,1	27,5	7,9	3,3	8,9	0,0	0,0
Sexe du CM									
Masculin	9,0	28,8	18,8	25,0	6,4	3,7	7,6	0,1	0,5
Féminin	8,1	29,6	15,4	20,9	5,5	2,6	17,4	0,4	0,2
Education du CM									
Aucun	8,3	29,0	19,7	23,9	6,5	2,8	9,5	0,1	0,2
Primaire	13,1	39,3	10,5	27,2	2,1	2,1	4,8	0,0	1,0
Secondaire général 1	7,5	23,0	10,9	30,0	11,6	6,3	8,2	0,9	1,6
Secondaire technique 1	23,7	0,0	0,0	11,3	0,0	0,0	65,0	0,0	0,0
Secondaire général 2	9,9	8,2	19,4	12,4	0,0	38,7	11,4	0,0	0,0
Secondaire technique 2	0,0	6,9	0,0	73,6	0,0	0,0	19,5	0,0	0,0
Postsecondaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25,8	17,0	23,4	33,8
Supérieur	13,8	26,4	14,1	3,2	0,0	0,0	41,4	0,0	1,1
National	8,8	29,0	18,1	24,2	6,2	3,5	9,6	0,2	0,4

Source : Enquête EHCVM 2021

6.3. SATISFACTION DES USAGERS DES SERVICES DE SANTÉ

La mesure de la satisfaction des usagers s'inscrit dans un contexte global de démarche qualité des services, où le service rendu au client et donc son appréciation tient une place centrale.

Plusieurs questions ont été posées pour avoir les appréciations des usagers lors des différentes phases de l'enquête EHCVM en particulier la satisfaction lors de la première consultation, sur la propreté des lieux, le respect des mesures barrières de la COVID-19, les obstacles liés au personnel soignant et à la prestation reçue.

6.3.1. SATISFACTION DU SERVICE REÇU LORS DE LA PREMIERE CONSULTATION

Dans l'ensemble, plus de neuf personnes sur dix (91,5%) ont déclaré être satisfaites des services reçus lors de leur première consultation. On note que 7,6% sont peu satisfaits et 1,0% ne sont pas du tout satisfaits.

Suivant les régions, c'est à Tahoua (95,8%) et à Maradi (96,1%) que l'on enregistre relativement les plus grandes proportions d'individus satisfaits des services lors de la première consultation. Ces



pourcentages sont par contre plus bas dans les régions de Diffa (80,4%), de Tillabéri (83,2%) et de Dosso (89,4%).

Tableau 82 : Répartition (en %) des usagers selon leur niveau de satisfaction des services reçus lors de la première consultation

	Très satisfait	Satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait	Ensemble
Région de résidence					
Agadez	21,0	70,1	7,4	1,6	100,0
Diffa	12,4	68,0	18,8	0,8	100,0
Dosso	44,8	44,6	9,6	1,1	100,0
Maradi	38,4	56,0	5,0	0,6	100,0
Tahoua	49,2	46,9	3,8	0,0	100,0
Tillabéri	16,4	66,8	15,2	1,6	100,0
Zinder	31,0	62,5	5,0	1,5	100,0
Niamey	24,0	68,7	6,2	1,1	100,0
Milieu de résidence					
Urbain	29,8	63,0	6,4	0,8	100,0
Rural	34,4	56,8	7,8	1,0	100,0
Genre du CM					
Masculin	33,9	57,2	7,9	1,0	100,0
Féminin	31,8	61,3	6,0	0,9	100,0
National	33,6	57,9	7,6	1,0	100,0

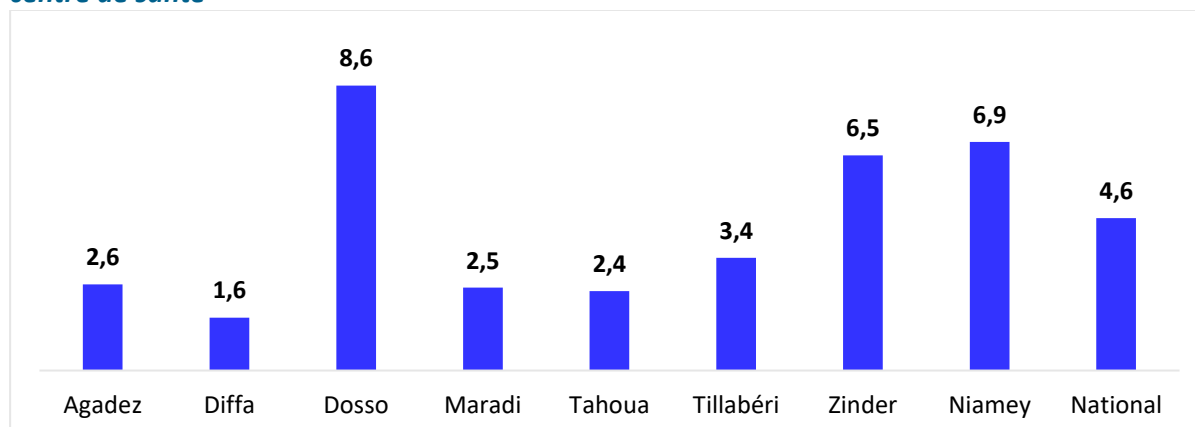
Source : Enquête EHCVM 2021

6.3.2. PROBLEME DE PROPRETE DE L'ETABLISSEMENT

La propreté dans le milieu médical est un facteur essentiel de la garantie sanitaire donnée aux patients lors de leur prise en charge et aux soignants dans le cadre de leur pratique. Lors de la collecte des données EHCVM 2021, des questions ont été posées aux populations sur la propreté dans les centres de santé.

Ainsi, moins de 4,6% de la population a fait cas de problèmes de propreté dans les structures visitées. On note quelques disparités selon les régions. En effet, alors que 1,5% de la population à Diffa, 2,5% à Maradi et 2,4% à Tahoua ont constaté un problème de propreté dans les centres de santé, dans les régions de Zinder, Niamey et Dosso, ces proportions atteignent respectivement 6,5%, 6,9% et 8,6%.

Graphique 7 : Proportion (%) de la population ayant remarqué un problème de propreté dans le centre de santé



Source : Enquête EHCVM 2021

6.3.3. PROBLEMES LIES AU NON-RESPECT DES MESURES COVID19

Depuis la découverte des premiers cas de malades du Covid-19 au Niger, le Gouvernement a pris plusieurs mesures, dont la mise en place dans les lieux de rassemblement des dispositifs de lavage des mains, l'instauration du port du masque et la distanciation sociale. Ces questions ont été traitées lors de l'enquête EHCVM 2021 dans les centres de santé.

Globalement, 12,6% des usagers ont noté l'absence d'un dispositif de lavage de main dans les centres de santé visités. Cette proportion est de 12,9% dans les centres de santé en milieu rural et de 11,3% en milieu urbain. Par ailleurs, c'est dans les régions de Dosso (20,6%), Diffa (19,1%), Tillabéri (18,4%) et de Niamey (15,1%) que l'on enregistre les plus grandes proportions de personnes ayant déclaré l'indisponibilité de dispositif de lavage de mains lors de leur visite dans les centres de santé.

En ce qui concerne la distanciation sociale et le port du masque, 16,7% des usagers des services de santé ont déclaré que cette mesure n'était pas respectée lors de leur visite. Cette proportion est relativement plus élevée dans les centres de santé en milieu rural (17,1%).


Tableau 83 : Proportion des usagers ayant noté un respect des mesures barrières liées à la COVID19

	Indisponibilité du dispositif de lavage de mains (savon, gel) durant la visite	Non-respect des mesures de distanciation et du port de masque durant la visite
Région de résidence		
Agadez	13,1	15,3
Diffa	19,1	15,3
Dosso	20,6	28,3
Maradi	11,3	17,9
Tahoua	4,6	4,8
Tillabéri	18,4	22,4
Zinder	8,9	12,3
Niamey	15,1	19,5
Milieu de résidence		
Urbain	11,3	14,9
Rural	12,9	17,1
National	12,6	16,7

Source : Enquête EHCVM 2021

6.3.4. OBSTACLES LIES A L'ATTENTE ET AU MAUVAIS ACCUEIL

Le temps d'attente en consultation devient un facteur d'insatisfaction des patients une fois qu'il est prolongé. De même, nombre d'études abordent le mauvais accueil du personnel soignant comme un frein à la fréquentation et à l'utilisation des services de santé.

Ainsi, les résultats de l'enquête de 2021 montrent que 26,5% de la population estiment le temps d'attente trop long. Ce pourcentage est relativement plus élevé dans les régions de Niamey (34,7%), Zinder (32,7%) et Dosso (30%).

S'agissant de l'accueil, 5,8% de la population a évoqué le mauvais accueil durant la visite. Cette situation est relativement plus présente dans les centres de santé en milieu urbain (8,2%).

Les résultats montrent aussi qu'il y a une légère augmentation de la non satisfaction liée au temps d'attente et de l'accueil dans les services de santé entre 2018 et 2021. En effet, la proportion des utilisateurs des services de santé ayant noté un problème lié au temps d'attente est passée de 25,4% à 26,5% entre 2018 et 2021. Pour le mauvais accueil, cette proportion est de 3,7% à 5,8% pour la même période.

Tableau 84 : Proportion des usagers des services de santé ayant noté des problèmes

	Attente		Mauvais accueil durant la visite	
	2018	2021	2018	2021
Région de résidence				
Agadez	26,0	21,1	2,1	5,1
Diffa	26,0	22,6	2,3	3,5
Dosso	22,5	30,0	3,7	6,7
Maradi	22,6	23,4	4,1	5,3
Tahoua	26,5	15,0	4,3	3,5
Tillabéri	21,6	28,8	4,0	5,7
Zinder	29,3	32,7	2,4	7,7
Niamey	34,7	34,7	6,1	6,8
Milieu de résidence				
Urbain	35,1	35,7	3,9	8,2
Rural	23,2	24,4	3,7	5,3
National	25,4	26,5	3,7	5,8

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

6.3.5. PROBLEMES LIES AU PERSONNEL SOIGNANT

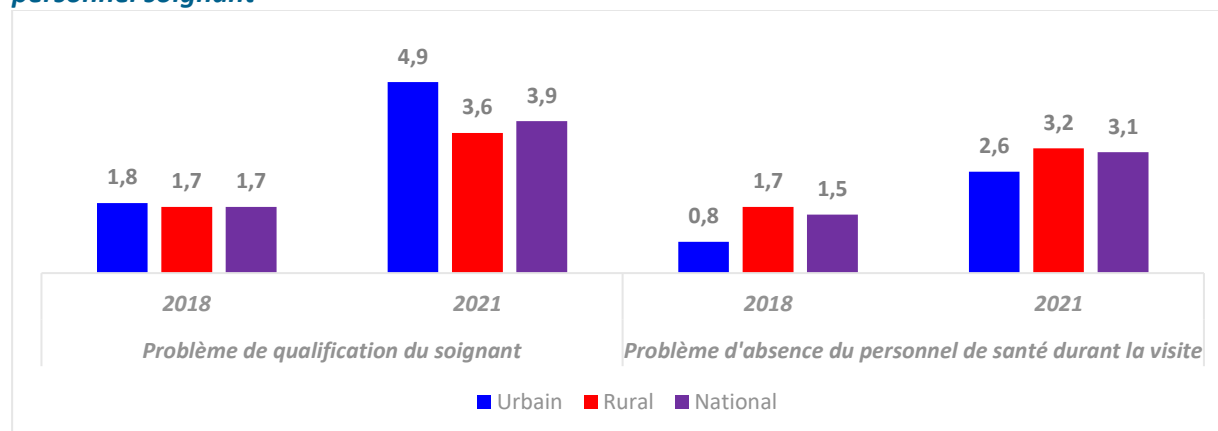
Au cours des enquêtes de 2018 et de 2021, très peu de cas de problèmes liés au personnel soignant ont été rapportés. Ainsi, 3,9% des usagers ont déclaré que le personnel soignant n'était pas qualifié en 2021 (contre 1,5% en 2018).

De même, seul 3,1% des utilisateurs des services de santé ont déclaré que le personnel soignant était absent lors de leur visite.

Ces deux problèmes (faible qualification et absentéisme) ont été plus rapportés en 2021 qu'en 2018. Tandis que la faible qualification du personnel est beaucoup plus citée en milieu urbain, les absences sont plus fréquentes en milieu rural.



Graphique 8 : Proportion des usagers des services de santé ayant déclaré un problème lié au personnel soignant



Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

6.3.6. PROBLEMES LIES A LA PRESTATION DU SERVICE DURANT LA VISITE

Globalement, une personne sur quatre a évoqué la cherté des services de santé durant sa visite. La cherté des prestations de santé a beaucoup été citée dans les régions de Niamey (31,5%), d'Agadez (28,4%) et de Maradi (28,3%).

De même, 27,2% de la population ont déclaré un manque de médicaments lors de la visite. Ce pourcentage varie de 26,7% en milieu rural à 29,4% en milieu urbain.

Par ailleurs, 4,9% de la population estiment que le traitement donné durant la visite est inefficace par rapport au problème de santé identifié. Cette proportion est relativement plus élevée à Tillabéri (8,1%) et à Diffa (9%).

Tableau 85 : Proportion des usagers des services de santé ayant déclaré des problèmes liés à la prestation reçue

Région de résidence	Problème de cherté du service durant la visite	Problème d'absence de médicament pendant la visite	Problème d'inefficacité du traitement durant la visite
Agadez	28,4	20,0	4,4
Diffa	13,4	32,6	9,0
Dosso	26,9	32,2	6,0
Maradi	28,3	30,6	1,9
Tahoua	18,4	8,4	2,2
Tillabéri	24,0	38,9	8,1
Zinder	26,4	24,4	6,3
Niamey	31,5	33,0	5,7
Milieu de résidence			
Urbain	26,3	29,4	5,5
Rural	25,1	26,7	4,8
National	25,3	27,2	4,9

Source : Enquête EHCVM 2021

6.4. SITUATION DE HANDICAP

Cette section analyse les proportions de la population présentant un handicap par type selon certaines caractéristiques sociodémographiques.

On constate que les personnes ayant des difficultés à entendre et ce, même avec un appareil auditif, représentent 2,6% de la population totale. Elles sont suivies des personnes ayant des difficultés à communiquer dans la langue usuelle (2,2%) et les individus ayant un handicap à lire même avec des lunettes (1,2%).

L'analyse différentielle selon la région montre que la région d'Agadez présente les plus grandes proportions des populations ayant des difficultés à entendre (5,7%), ou à communiquer (6,2%) ou à lire (2%).

Suivant le milieu de résidence, on retrouve relativement plus de personnes ayant des difficultés à entendre (3,3%) et à communiquer (2,4%) en zone urbaine qu'en zone rurale.

Tableau 86 : Proportion de la population présentant un handicap par caractéristique sociodémographique

	Difficultés à communiquer dans la langue usuelle	Difficultés à lire même avec des lunettes	Difficultés à entendre même avec un appareil auditif	Difficultés pour marcher ou monter les escaliers	Difficultés à réaliser des tâches basiques	Difficultés à se rappeler ou à se concentrer
Région						
Agadez	6,2	2,0	5,7	1,9	2,1	1,1
Diffa	1,9	0,6	2,5	0,8	0,9	0,5
Dosso	1,9	1,3	2,5	1,3	0,7	0,5
Maradi	1,7	1,0	2,0	0,8	0,5	0,6
Tahoua	2,1	1,3	2,6	0,8	0,6	0,4
Tillabéri	1,9	1,2	3,0	1,3	0,7	0,6
Zinder	2,2	1,3	2,1	0,7	0,5	0,3
Niamey	2,3	1,1	3,7	1,0	1,0	0,5
Milieu de résidence						
Urbain	2,4	1,1	3,3	1,0	0,8	0,6
Rural	2,0	1,3	2,4	0,9	0,6	0,4
National	2,2	1,2	2,6	1,0	0,6	0,4

Source: Enquête EHCVM 2021



CHAPITRE 7 : SITUATION DE L'EMPLOI ET DU CHOMAGE

La résolution du problème lié à l'emploi et la lutte contre le chômage (surtout des jeunes) a été toujours une des priorités des pouvoirs publics pour améliorer le bien-être de la population. A l'instar de plusieurs de pays en développement, le Niger a marqué depuis de nombreuses années son intérêt pour la création des emplois. Cependant, la conception et la mise en œuvre d'une bonne politique nationale sur l'emploi nécessitent une bonne connaissance du marché du travail. C'est ainsi que l'enquête EHCVM 2021 a collecté des informations détaillées permettant d'analyser la situation de l'emploi au Niger (population en âge de travailler, population active occupée ou non, sa répartition suivant certaines caractéristiques, etc.), la situation des enfants économiquement occupés, le niveau et la nature du chômage.

Définitions :

- La « **population en âge de travailler** » comprend les personnes âgées entre 15 et 64 ans. Les statistiques de ce sous-thème présentent cette population en fonction de sa situation sur le marché du travail.
- **Population active:** Il s'agit de la force du travail. Ce sont les individus en âge de travailler qui sont soit occupés (en emploi), soit chômeurs (y compris les travailleurs familiaux cherchant un emploi).
 - **la population en emploi:** les personnes qui travaillent, qu'ils soient salariés ou indépendants ;
 - **la population au chômage** : les personnes qui cherchent du travail ;
- **Population inactive :** les personnes qui ne font ni l'un ni l'autre, tel que les étudiants, les personnes au foyer ou encore les pensionnés. La population inactive est définie par opposition à la population active qui est la somme de la population en emploi et de la population au chômage.

À partir de cette classification il est possible de calculer les indicateurs « classiques » du marché du travail.

- **le taux d'activité** est le rapport entre la population active et la population en âge de travailler. Il mesure la part de la population en âge de travailler qui est active sur le marché de l'emploi, que ce soit en travaillant ou en cherchant un emploi ;
- **le taux d'emploi** est le rapport entre la population en emploi et la population en âge de travailler. Il mesure la part de la population en âge de travailler qui travaille effectivement ;
- **le taux de chômage** est le rapport entre la population au chômage et la population active. Il mesure la part de la population active sur le marché du travail qui cherche un emploi ;

7.1 SITUATION DE L'EMPLOI

7.1.1. POPULATION EN AGE DE TRAVAILLER OU POPULATION POTENTIELLEMENT ACTIVE :

La population en âge de travailler englobe les personnes de 15 à 64 ans et représente la composante démographique de la population active. Cet indicateur mesure la part de la population en âge de travailler dans la population totale.

Selon les résultats de l'EHCVM de 2021, la population en âge de travailler au Niger est estimée à 10 665 500 de personnes sur une population totale de 24 258 059 habitants, soit un ratio de 44,3% contre 43,4% en 2018. Environ 52% des personnes vivant en milieu urbain sont en âge de travailler en 2021 et en 2018.

Selon le sexe, la population féminine est potentiellement plus active (48,1%) que la population masculine (40,2%) en 2021. En 2018, la même tendance est observée mais dans une moindre proportion (46,2% chez les femmes et 40,4% chez les hommes).

Des analyses des données 2021, il se dégage une certaine disparité régionale de la structure de la population en âge de travailler. En effet, plus de la moitié des populations de Niamey (55,6%) est en âge de travailler. La région de Niamey est suivie de celles d'Agadez, de Tillabéri et de Dosso où les proportions de la population en âge de travailler sont respectivement de 48,7%, 46,5% et 46%. Une tendance similaire a été observée en 2018, avec une prévalence plus dominante du ratio population en âge de travailler et de la population totale dans les régions de Niamey (54,9%), Agadez (47,1%), Tillabéri (45,3%) et Dosso (44,9%).

Selon le niveau d'instruction, parmi les personnes potentiellement actives on note que 46,5% sont sans niveau en 2021 contre 44,2% en 2018. Quant aux personnes ayant atteint les niveaux secondaires général et technique 2, supérieur et postsecondaire, respectivement 99%, 97%, 95% et 93% sont en âge de travailler.


Tableau 87 : Répartition (en %) de la population en âge de travailler selon certaines caractéristiques sociodémographiques

	Population potentiellement active			
	2018		2021	
	Effectif	Prévalence	Effectif	Prévalence
Région				
Agadez	270 750	47,1	320 486	48,7
Diffa	307 858	42,9	349 057	43,5
Dosso	1 165 299	44,9	1 329 382	46
Maradi	1 859 962	41,7	1 996 194	41,7
Tahoua	1 773 429	42,6	1 998 514	42,6
Tillabéri	1 546 421	45,3	1 781 808	46,5
Zinder	1 882 886	40,3	2 083 047	41,8
Niamey	644 935	54,9	807 012	55,6
Milieu de résidence				
Urbain	1 914 198	51,8	2 068 182	52
Rural	7 537 342	41,7	8 597 318	42,7
Sexe				
Masculin	4 222 010	40,4	4 653 658	40,2
Féminin	5 229 530	46,2	6 011 842	48,1
Niveau d'instruction				
Aucun	6 812 558	44,2	7 496 585	46,5
Maternelle	136	0,1	509	0,3
Primaire	1 210 107	27	1 389 206	24,6
Second. Général 1	1 025 908	80,3	1 321 819	79,2
Second. Tech. 1	13 443	98,4	21 173	79,8
Second. Général 2	197 044	98,8	226 633	99,5
Second. Tech. 2	54 793	98,9	68 315	98,7
Postsecondaire	28 520	98,5	30 632	94,5
Supérieur	109 006	96,3	110 628	96,7
National	9 451 540	43,4	10 665 500	44,3

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

7.1.2 POPULATION ACTIVE

La population active est constituée de l'ensemble des personnes en âge de travailler disponibles sur le marché du travail. La population active regroupe la population active occupée, appelée aussi « population active ayant un emploi », et les chômeurs.

Selon les données de l'EHCVM de 2021, près de six millions de personnes en âge de travailler se trouvent dans la main-d'œuvre. En milieu rural, en 2021, environ 57,6% de personnes sont actives contre 60,5% en 2018, soit un écart de 2,9 points. Quant à la population féminine, représentant plus de la moitié de la population totale nigérienne, on dénote 46,1% de femmes qui sont actives en 2021 contre 45,2% en 2018.

Concernant l'analyse au plan régional, quelle que soit la région administrative, au moins 47% participent à la main-d'œuvre. Les proportions les plus élevées s'observent dans les régions de Maradi (65,3%), Zinder (58,7%) et Diffa (58,4%). Quant à la région de Niamey, moins de la moitié

(48%) des personnes potentiellement actives sont disponibles pour la production des biens et services.

Suivant le niveau d'instruction, parmi les personnes ayant le niveau « supérieur », 63,8% en 2021 (contre 65,6% en 2018) participent à la main-d'œuvre. Quant aux personnes n'ayant aucun niveau d'instruction, on note que 62% sont actives.

Tableau 88 : Répartition (en %) de la population active selon certaines caractéristiques sociodémographiques

	Population active			
	2018		2021	
	Effectif	Prévalence	Effectif	Prévalence
Région				
Agadez	156 690	57,9	165 517	51,6
Diffa	180 990	58,8	203 884	58,4
Dosso	709 435	60,9	737 121	55,4
Maradi	1 197 210	64,4	1 302 727	65,3
Tahoua	962 560	54,3	1 115 584	55,8
Tillabéri	830 036	53,7	844 432	47,4
Zinder	1 171 878	62,2	1 221 709	58,7
Niamey	323 978	50,2	387 679	48,0
Milieu de résidence				
Urbain	971 035	50,7	1 030 089	49,8
Rural	4 561 742	60,5	4 948 564	57,6
Sexe				
Masculin	3 170 425	75,1	3 208 191	68,9
Féminin	2 362 352	45,2	2 770 462	46,1
Niveau d'instruction				
Aucun	4 262 195	62,6	4 645 406	62,0
Maternelle	0	0,0	63	12,4
Primaire	669 361	55,3	678 245	48,8
Second. Général 1	394 579	38,5	435 662	33,0
Second. Tech. 1	4 654	34,6	5 237	24,7
Second. Général 2	73 166	37,1	79 429	35,0
Second. Tech. 2	37 978	69,3	47 477	69,5
Postsecondaire	19 332	67,8	16 539	54,0
Supérieur	71 512	65,6	70 595	63,8
National	5 532 777	58,5	5 978 653	56,1

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

7.1.3 POPULATION ACTIVE OCCUPEE

« Les personnes en emploi sont définies comme toutes les personnes en âge de travailler qui, durant les 7 derniers jours précédant l'enquête, étaient engagées dans une activité visant à produire des biens ou à fournir des services en échange d'une rémunération ou d'un profit. Le taux d'emploi se définit comme le rapport entre la population en emploi et la population en âge de travailler ». C'est un indicateur de mesure de la capacité d'une économie à utiliser ses ressources en main-d'œuvre. Plus ce taux est proche du taux de participation à la main d'œuvre, plus les capacités d'une économie à utiliser ses ressources humaines sont fortes.



Au Niger, les actifs occupés sont estimés à 5 840 318 selon les résultats de l'enquête EHCVM de 2021. Cette population en emploi représente 54,8% de la population active totale. En 2018, le taux d'activité est de 57,5% pour une population de 5 438 458.

En milieu rural, les actifs occupés représentent 56,3% en 2021 contre 59,8% en 2018. Parmi les femmes, 45% sont des actives occupées en 2021 contre 44,5% en 2018. Les régions de Maradi (64,4%), Zinder et Diffa (57,7% chacune) et de Dosso (54,8%) ont les taux d'activité les plus élevés en 2021.

En ce concerne le niveau d'instruction, les taux d'activité les plus élevés figurent parmi les personnes du niveau secondaire technique 2 (62,4%) suivies de celles n'ayant aucun niveau (60,9%), du supérieur (60,3%) et du postsecondaire (52,1%).

Tableau 89 : Répartition (en %) de la population active occupée selon certaines caractéristiques sociodémographiques

	Population active occupée			
	2018		2021	
	Effectif	Prévalence	Effectif	Prévalence
Région				
Agadez	151 922	56,1	160 894	50,2
Diffa	175 059	56,9	201 474	57,7
Dosso	691 335	59,3	727 960	54,8
Maradi	1 191 597	64,1	1 285 055	64,4
Tahoua	943 170	53,2	1 077 233	53,9
Tillabéri	821 776	53,1	816 579	45,8
Zinder	1 155 880	61,4	1 201 760	57,7
Niamey	307 719	47,7	369 363	45,8
Milieu de résidence				
Urbain	933 731	48,8	999 786	48,3
Rural	4 504 727	59,8	4 840 532	56,3
Sexe				
Masculin	3 110 177	73,7	3 132 188	67,3
Féminin	2 328 281	44,5	2 708 130	45,0
Niveau d'instruction				
Aucun	4 213 381	61,8	4 565 386	60,9
Maternelle	0	0,0	63	12,4
Primaire	647 493	53,5	661 317	47,6
Second. GI 1	385 544	37,6	411 134	31,1
Second. Tech. 1	3 715	27,6	4 543	21,5
Second. GI 2	67 412	34,2	72 585	32,0
Second. Tech. 2	35 706	65,2	42 598	62,4
Postsecondaire	18 738	65,7	15 964	52,1
Supérieur	66 469	61,0	66 728	60,3
National	5 438 458	57,5	5 840 318	54,8

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

7.1.3.1 Population active occupée par branche d'activité

Principaux secteurs du Produit Intérieur Brut, l'agriculture et l'élevage sont les branches d'activité qui procurent également le plus d'emploi à la population active occupée du pays avec respectivement environ 32,8% et 30,6%, loin devant le commerce (10,8%) et les autres industries (10%). Cela s'expliquerait par la prépondérance de la population rurale où l'activité principale reste encore l'agriculture et l'élevage. E

n 2018, l'agriculture et l'élevage occupent également les premières places avec respectivement 53% et 15,6%, suivis par le commerce (8,9%) et les autres industries (7,5%). Ce sont les branches des industries extractives, de la restauration et hôtellerie et celle des BTP qui emploient encore les plus faibles proportions d'actifs occupés avec respectivement 0,5%, 1,3% et 1,8% des actifs. Dans certaines régions, c'est l'élevage qui vient en première position dans l'octroi d'emploi. C'est le cas d'Agadez avec 29,4% pour l'élevage contre 15,7% pour l'agriculture, de Diffa avec respectivement 48% contre 14,9% et de Maradi avec 37% contre 28%.

Le tableau fait ressortir qu'au sein des ménages dirigés par les femmes, l'élevage occupe également plus d'actifs (52,5%) que l'agriculture (15,7%). Par ailleurs, on constate qu'en milieu urbain, la population occupée exerce plus dans le commerce à hauteur de 22,7%. Par contre, en milieu rural, ce sont les branches agriculture et élevage qui emploient les plus fortes proportions des actifs occupés avec respectivement 38,7% et 35,5%.

Tableau 90 : Répartition (en %) de la population occupée par branche d'activité

	Agriculture	Elevage/syl./pêche	Indust. Extractive.	Autres. indust.	BTP	Commerce	Restaurant/Hôtel	Transport/Commerce	Education/Santé	Services perso.	Autres services
Région de résidence											
Agadez	15,7	29,4	2,2	16,5	3,7	14,3	1,0	4,1	3,0	3,7	6,3
Diffa	14,9	48,0	0,3	11,1	2,4	11,4	0,4	3,6	1,6	4,3	2,0
Dosso	33,5	32,7	0,6	11,6	1,1	10,2	1,8	1,7	1,4	4,4	1,2
Maradi	28,0	37,0	0,3	10,7	1,5	10,7	2,2	2,7	1,7	3,1	2,1
Tahoua	37,2	32,8	0,2	8,1	1,3	10,2	0,9	3,3	1,7	3,7	0,8
Tillabéri	42,3	33,9	0,7	4,5	1,7	6,7	0,9	2,0	3,2	1,8	2,2
Zinder	42,3	24,0	0,5	9,3	2,2	11,2	0,8	3,2	1,2	3,9	1,5
Niamey	0,9	3,4	0,5	21,4	4,1	19,4	2,1	9,5	9,4	9,8	19,5
Milieu de résidence											
Urbain	4,1	7,0	0,4	19,7	3,8	22,7	2,6	9,6	8,9	8,1	13,1
Rural	38,7	35,5	0,5	8,0	1,4	8,3	1,1	1,8	0,9	3,0	0,7
National	32,8	30,6	0,5	10,0	1,8	10,8	1,3	3,2	2,3	3,8	2,8

Source : Enquête EHCVM 2021



7.1.3.2 Population active occupée par secteur institutionnel de l'emploi principal

Selon les données du tableau suivant, la grande majorité (96,5%) des actifs occupés exercent dans le secteur institutionnel des entreprises privées à l'exception des individus ayant les niveaux d'instruction secondaire général second cycle et plus qui sont employés de l'Etat/Collectivités locales que dans les entreprises privées.

Au niveau national, l'Etat, les collectivités et les entreprises publiques/parapubliques n'emploient que 2,8% des actifs occupés. Retenons que cette répartition de la population occupée par secteur institutionnel de l'emploi principal a également été observée en 2018.

Tableau 91 : Répartition (en %) de la population occupée par secteur institutionnel de l'emploi principal

	Etat/Collectivités locales	Entrepr. Publique parapublique	Entreprise Privée	Entreprise associative	Ménage comme employeur de personnel	Organisme international/ Ambassade
Région de résidence						
Agadez	2,0	0,8	96,4	0,2	0,4	0,1
Diffa	1,8	0,3	96,9	0,1	0,5	0,3
Dosso	1,6	0,1	98,2	0,0	0,1	0,0
Maradi	1,4	0,2	97,6	0,1	0,7	0,1
Tahoua	0,6	0,2	99,0	0,0	0,2	0,0
Tillabéri	3,3	0,8	95,3	0,0	0,5	0,0
Zinder	1,0	0,1	98,3	0,1	0,3	0,0
Niamey	13,5	3,5	79,2	1,0	2,4	0,5
Milieu de résidence						
Urbain	9,9	2,1	85,3	0,5	1,8	0,5
Rural	0,7	0,1	98,9	0,0	0,3	0,0
Niveau d'instruction						
Aucun	0,2	0,0	99,2	0,1	0,5	0,0
Maternelle	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0
Primaire	1,0	0,3	97,5	0,2	0,9	0,1
Second. Général 1	4,8	1,8	92,3	0,3	0,5	0,4
Second. tech. 1	28,2	0,0	71,8	0,0	0,0	0,0
Second. Général 2	47,9	5,7	43,5	1,5	1,1	0,3
Second. tech. 2	41,7	17,0	40,7	0,0	0,5	0,0
Post secondaire	67,9	0,2	30,5	0,0	0,0	1,4
Supérieur	47,0	9,0	39,4	0,7	0,5	3,3
National	2,3	0,5	96,5	0,1	0,5	0,1

Source: Enquête EHCVM 2021

7.1.3.3 Population active occupée par catégorie socioprofessionnelle

Le tableau ci-dessous montre une prédominance des travailleurs pour compte propre avec 77,2% des actifs occupés en 2021 contre 67,1% en 2018. Cette observation reste valable pour toutes les populations étudiées à l'exception des individus ayant les niveaux d'instruction secondaire général 2 (47,7%), secondaire technique 2 (59,7%) et post secondaire (63,6%) où ce sont les cadres moyens/agents de maîtrise qui sont majoritaires et le niveau supérieur qui compte plus de cadres supérieurs (41,6%). Les autres catégories socioprofessionnelles de la population active occupée du pays sont les patrons, les ouvriers ou employés non qualifié et les ouvriers ou employés qualifiés. Les catégories socioprofessionnelles qui comptent moins de travailleurs sont les travailleurs des entreprises familiales (0%), les stagiaires ou apprentis non rémunérés (0,4%) et les stagiaires ou apprentis rémunérés (1%).

**Tableau 92 : Répartition (en %) de la population occupée par catégorie socioprofessionnelle**

	Cadre supérieur	Cadre moyen/ agent de maîtrise	Ouvrier ou employé qualif.	Ouvrier /employé. non qualifié	Manœuvre, aide ménagère	Stagiaire/Apprenti rémunéré	Stagiaire/Appr. non rémun.	Travailleur Entreprense Familial	Travailleur compte propre	Patron
Région de résidence										
Agadez	0,4	3,2	3,7	11,9	0,4	1,6	0,5	0,2	72,6	5,6
Diffa	0,3	1,3	1,2	6,6	0,7	0,8	0,0	0,0	86,3	2,8
Dosso	0,2	1,4	0,3	4,3	2,3	0,3	0,3	0,0	81,1	9,8
Maradi	0,4	1,5	0,9	9,2	0,7	0,9	0,3	0,0	80,7	5,4
Tahoua	0,1	0,9	0,9	5,9	0,1	0,2	0,1	0,0	82,1	9,7
Tillabéri	0,5	2,4	2,1	4,7	0,8	0,5	0,1	0,0	81,7	7,2
Zinder	0,2	1,1	0,7	5,6	6,3	1,4	0,4	0,1	74,5	10,0
Niamey	4,7	11,5	8,1	18,1	4,6	4,6	3,5	0,0	38,1	6,7
Niveau d'instruction										
Aucun	0,0	0,1	0,6	5,4	2,1	0,6	0,2	0,0	83,3	7,6
Maternelle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Primaire	0,0	0,2	1,7	14,4	3,3	1,9	1,0	0,0	67,8	9,7
Second. Général 1	0,1	5,6	4,4	15,6	3,1	3,1	1,9	0,0	55,9	10,5
Second. tech. 1	0,0	9,8	27,6	10,0	0,0	2,4	10,6	0,0	39,7	0,0
Second. Général 2	2,8	47,7	9,0	9,7	0,1	3,4	1,5	0,0	20,5	5,4
Second. tech. 2	2,2	59,7	23,9	1,7	0,0	4,8	0,0	0,0	4,0	3,6
Postsecondaire	13,8	63,6	7,6	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	13,9	0,9
Supérieur	41,6	29,8	11,5	4,2	0,3	1,9	0,8	0,0	6,4	3,4
National	0,6	2,1	1,5	7,2	2,2	1,0	0,4	0,0	77,2	7,9

Source : Enquêtes EHCVM 2021

7.1.4 POPULATION ACTIVE NON OCCUPEE

Les personnes actives non occupées sont l'ensemble des personnes en âge de travailler, mais qui sont chômeurs, c'est-à-dire les personnes non pourvues d'emploi et disponibles pour travailler.

Dans l'ensemble, les actifs non occupés sont estimés à 138 335 selon les résultats de l'EHCVM de 2021. Cette population représente 1,3% de la population en âge de travailler contre 1,0% en 2018. En milieu urbain, 1,5% est active non occupée en 2021 contre 1,9% en 2018. La répartition des actifs non occupés par région, fait ressortir que les « taux de non activité » les plus élevés sont enregistrés dans les régions de Niamey (2,3%), Tahoua (1,9%) et Tillabéri (1,6%).

Tableau 93 : Répartition (en %) de la population active non occupée par région, par milieu de résidence, par sexe et par niveau d'instruction

	Population active non occupée			
	2018		2021	
	Effectif	Prévalence	Effectif	Prévalence
Région				
Agadez	4 768	1,8	4 623	1,4
Diffa	5 931	1,9	2 410	0,7
Dosso	18 100	1,6	9 161	0,7
Maradi	5 613	0,3	17 672	0,9
Tahoua	19 390	1,1	38 351	1,9
Tillabéri	8 260	0,5	27 853	1,6
Zinder	15 998	0,8	19 949	1,0
Niamey	16 259	2,5	18 316	2,3
Milieu de résidence				
Urbain	37 304	1,9	30 303	1,5
Rural	57 015	0,8	108 032	1,3
Sexe				
Masculin	60 248	1,4	76 003	1,6
Féminin	34 071	0,7	62 332	1,0
Niveau d'instruction				
Aucun	48 814	0,7	80 020	1,1
Maternelle	0	0,0	0	0,0
Primaire	21 868	1,8	16 928	1,2
Second. Général 1	9 035	0,9	24 528	1,9
Second. Tech. 1	939	7,0	694	3,3
Second. Général 2	5 754	2,9	6 844	3,0
Second. Tech. 2	2 272	4,1	4 879	7,1
Postsecondaire	594	2,1	575	1,9
Supérieur	5 043	4,6	3 867	3,5
National	94 319	1,0	138 335	1,3

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

7.2 SITUATION DES ENFANTS ÉCONOMIQUEMENT OCCUPÉS

7.2.1. AMPLEUR ET TAUX D'ACTIVITE DES ENFANTS ECONOMIQUEMENT OCCUPES

En 2021, les enfants économiquement occupés représentent 46,2% des enfants contre 35,9% en 2018. En milieu rural, 51,9% des enfants sont économiquement occupés en 2021 contre 40,5% en 2018. En milieu urbain, ce taux est de 13,9% en 2021 contre 11,6% en 2018. Selon le sexe, l'occupation économique des enfants touche davantage les garçons (49,6%) que les filles (42,5%). Selon la tranche d'âge, on note que les enfants de 15 à 17 ans sont les plus concernés par l'activité économique (70,5% en 2021). L'analyse selon les régions fait ressortir que toutes les régions sont touchées par l'activité économiques des enfants mais à des degrés différents : les plus fortes prévalences sont enregistrées dans les régions de Dosso (55%), Tillabéri (52,6%), Tahoua (51,6%) et Maradi (49,8%). Les régions les moins affectées sont celles d'Agadez et de Niamey avec respectivement 19,1 % et 7% des enfants occupés. Ce résultat d'Agadez et Niamey pourrait s'expliquer par le fort taux de scolarisation des enfants dans ces régions. Le cas des régions de Maradi et Dosso pourrait s'expliquer par l'activité agricole qui est intense. Pour la région de



Tillabéri, une partie est située en bordure du fleuve Niger et la région abrite aussi les plus importants sites d'orpaillage dans les départements de Torodi, Kollo, Say et Téra. A cela s'ajoute la fermeture des écoles qui a limité la fréquentation scolaire et donc entraîné l'activité économique des enfants. Les ménages dont le chef a un niveau de scolarisation secondaire technique 2 ou supérieur sont épargnés par l'activité économique des enfants contrairement aux ménages sans niveau, le secondaire technique 1, le primaire et le secondaire général 1.

Tableau 94 : Ampleur et taux d'activité des enfants économiquement occupés

	Enfants économiquement occupés en 2018	Enfants économiquement occupés 2021
Région		
Agadez	19,3	19,1
Diffa	25,2	40,5
Dosso	48,2	55,0
Maradi	42,8	49,8
Tahoua	32,3	51,6
Tillabéri	32,1	52,6
Zinder	38,8	41,7
Niamey	4,8	7,0
Milieu de résidence		
Urbain	11,6	13,9
Rural	40,5	51,9
Sexe		
Masculin	40,6	49,6
Féminin	31,2	42,5
Niveau d'instruction		
Aucun	37,9	44,3
Maternelle	4,4	9,0
Primaire	34,0	48,1
Second. Général 1	41,0	52,9
Second. tech. 1	14,4	46,5
Second. Général 2	8,1	25,3
Second. tech. 2	0,0	0,0
Supérieur	0,0	0,0
Groupe d'âge		
Enfants 5 à 14 ans	31,8	42,0
Enfants 15 à 17 ans	58,4	70,5
National	35,9	46,2

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

7.2.2 BRANCHE D'ACTIVITE DES ENFANTS ECONOMIQUEMENT OCCUPES

Les enfants économiquement occupés sont en grande partie employés, comme en 2018, dans l'agriculture (79,3% en 2021 et 76,2% en 2018) et l'élevage (15,1% et 14,1%) ; ceci quel que soit la caractéristique sociodémographique considérée. Cependant, au niveau la région d'Agadez et au niveau d'instruction secondaire technique 1, c'est l'élevage qui arrive en première place avec respectivement 62,6% et 53,2% des enfants occupés. Les branches d'activités dans lesquelles il n'y a pas d'enfants occupés sont les industries extractives, éducations/santé et les BTP.

Tableau 95 : Répartition (en %) des enfants économiquement occupés par branche d'activité

	Inactif/non occupe	Agriculture	Elevage/syl. pêche	Industrie extractives	Autres industries	BTP	Commerce	Restaurant/ Hôtel	Trans./ Comm.	Education/ Santé	Services personnels	Autres Services
Région												
Agadez	0,0	23,5	62,6	0,0	2,6	1,4	6,8	0,0	0,6	0,0	0,2	2,4
Diffa	0,0	50,2	42,1	0,0	4,5	0,2	2,7	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
Dosso	0,2	90,8	5,5	0,1	1,0	0,0	0,9	0,8	0,2	0,0	0,4	0,1
Maradi	0,1	74,5	18,0	0,0	3,6	0,0	1,7	1,4	0,3	0,0	0,1	0,2
Tahoua	0,0	83,2	12,7	0,0	2,7	0,0	0,7	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2
Tillabéri	0,4	74,2	22,7	0,0	0,8	0,0	1,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2
Zinder	0,2	86,2	8,1	0,0	3,7	0,1	1,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,3
Niamey	0,0	16,0	14,4	0,7	33,7	1,2	16,3	1,2	1,1	0,0	10,0	5,3
Milieu de résidence												
Urbain	0,0	46,0	14,2	0,1	18,6	0,9	10,9	1,5	1,0	0,1	2,3	4,4
Rural	0,2	80,9	15,1	0,0	2,1	0,0	0,9	0,5	0,1	0,0	0,1	0,1
Sexe												
Masculin	0,1	81,1	14,5	0,0	1,4	0,1	1,8	0,0	0,3	0,0	0,3	0,4
Féminin	0,3	77,1	15,8	0,0	4,5	0,0	0,8	1,1	0,0	0,0	0,1	0,1
Niveau d'instruction												
Aucun	0,2	79,0	16,6	0,0	2,2	0,1	0,9	0,6	0,2	0,0	0,2	0,2
Maternelle	0,0	72,3	20,1	0,0	0,0	0,0	6,1	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0
Primaire	0,2	80,7	14,0	0,0	2,8	0,1	1,3	0,4	0,1	0,0	0,2	0,3
Second. Général 1	0,0	74,1	13,1	0,0	6,2	0,0	3,8	1,0	0,2	0,1	0,8	0,8
Second. Technique. 1	0,0	45,7	53,2	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Second. Général 2	0,0	78,7	12,2	0,0	6,8	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Groupe d'âge												
Enfants 5 à 14 ans	0,2	81,6	14,7	0,0	2,2	0,0	0,8	0,4	0,0	0,0	0,1	0,0
Enfants 15 à 17 ans	0,1	71,5	16,6	0,1	4,9	0,2	3,4	1,0	0,6	0,0	0,6	1,1
National	0,2	79,3	15,1	0,0	2,8	0,1	1,3	0,5	0,2	0,0	0,2	0,3

Source : Enquête EHCVM 2021

7.2.3 SECTEUR INSTITUTIONNEL DES ENFANTS ECONOMIQUEMENT OCCUPES

Comme en 2018, la quasi-totalité des enfants actifs (99,8% en 2021 et 99,9% en 2018) sont du secteur institutionnel "Entreprise privée" et ceci quel que soit la caractéristique du ménage considérée comme le montre le tableau ci-après.

**Tableau 96 : Répartition (en %) des enfants économiquement occupés par secteur institutionnel**

	Entreprise Privée	Entreprise associative	Ménage comme employeur de personnel
Région de résidence			
Agadez	100,0	0,0	0,0
Diffa	99,9	0,1	0,0
Dosso	99,8	0,0	0,2
Maradi	99,7	0,0	0,3
Tahoua	99,7	0,0	0,3
Tillabéri	99,9	0,0	0,1
Zinder	99,9	0,1	0,1
Niamey	98,1	1,1	0,7
Milieu de résidence			
Urbain	98,4	0,3	1,3
Rural	99,8	0,0	0,2
Sexe			
Masculin	99,7	0,0	0,2
Féminin	99,8	0,0	0,2
Niveau d'instruction			
Aucun	99,9	0,0	0,1
Maternelle	100,0	0,0	0,0
Primaire	99,7	0,0	0,3
Second. Général 1	99,5	0,1	0,4
Second. Technique. 1	100,0	0,0	0,0
Second. Général 2	100,0	0,0	0,0
Groupe d'âge			
Enfants 5 à 14 ans	99,9	0,0	0,1
Enfants 15 à 17 ans	99,4	0,1	0,5
National	99,8	0,0	0,2

Source : Enquête EHCVM 2021

7.2.4 CATEGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE DES ENFANTS ECONOMIQUEMENT OCCUPES

Les résultats montrent que la grande majorité (91,1%) des enfants économiquement occupés sont de la catégorie socioprofessionnelle des travailleurs des entreprises familiales, très loin devant celle des travailleurs pour Compte Propre (4,3%) et ceci quelle que soit la caractéristique considérée. Cependant dans la région de Niamey, il y a des proportions assez élevées d'enfants occupés relevant de la catégorie des stagiaires ou apprentis non rémunérés avec 18,2%, celle des ouvriers ou employés non qualifiés (10,5%) et celle des travailleurs pour compte propre (9%). La même répartition est observée en 2018 avec la prédominance de la catégorie socioprofessionnelle des travailleurs des entreprises familiales (91,5%), suivie par celle des travailleurs pour compte Propre (4,5%)

Tableau 97 : Répartition (en %) des enfants économiquement occupés par catégorie socioprofessionnelle

	Ouvrier ou employé qualifié	Ouvrier ou employé non qualifié	Manœuvre, aide ménagère	Stagiaire ou Apprenti rémunéré	Stagiaire ou Apprenti non rémunéré	Travailleur Entreprise Familial	Travailleur pour compte propre	Patron
Région								
Agadez	0,0	5,7	0,6	1,9	0,4	80,1	11,4	0,0
Diffa	0,0	1,0	0,1	0,1	0,0	90,9	7,8	0,1
Dosso	0,0	1,8	3,6	0,0	0,2	90,5	3,6	0,3
Maradi	0,0	3,1	0,8	0,3	0,0	92,3	3,4	0,0
Tahoua	0,2	0,8	0,0	0,0	0,5	94,4	4,0	0,1
Tillabéri	0,0	1,1	0,3	0,2	0,0	94,2	4,3	0,0
Zinder	0,1	1,2	7,8	0,2	0,1	85,9	4,7	0,0
Niamey	0,0	10,5	2,8	6,7	18,2	52,8	9,0	0,0
Milieu de résidence								
Urbain	0,0	5,2	2,7	3,2	4,6	76,2	8,1	0,1
Rural	0,1	1,5	2,3	0,1	0,1	91,8	4,1	0,1
Sexe								
Masculin	0,1	2,4	3,2	0,4	0,4	88,4	5,0	0,1
Féminin	0,1	0,8	1,2	0,1	0,2	94,4	3,3	0,0
Niveau d'instruction								
Aucun	0,0	1,5	2,8	0,2	0,0	90,6	4,8	0,0
Maternelle	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0	57,2	41,4	0,0
Primaire	0,1	1,4	2,2	0,2	0,5	92,4	3,2	0,1
Second. Général 1	0,0	4,2	0,7	0,4	0,8	87,8	6,0	0,2
Second. tech. 1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	87,6	12,0	0,0
Second. Général 2	0,0	0,0	0,0	0,0	4,8	93,2	1,9	0,0
Groupe d'âge								
Enfants 5 à 14 ans	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	93,8	3,1	0,0
Enfants 15 à 17 ans	0,0	5,2	3,1	0,5	0,7	82,0	8,3	0,2
National	0,1	1,7	2,3	0,2	0,3	91,1	4,3	0,1

Source : Enquête EHCVM 2021

7.3 SITUATION DE CHÔMAGE

Le chômage est relativement faible au Niger avec un taux de 2,3% en 2021. Cependant, il existe des disparités selon les caractéristiques du ménage. Ainsi, selon la région de résidence, il est plus élevé à Niamey avec 4,7%, Tahoua (3,4%) et Tillabéri (3,3%).

Les taux les plus bas sont observés à Diffa (1,2%), Dosso (1,2%), Maradi (1,4%) et Zinder (1,4%). Il est également plus élevé en milieu urbain (2,9%) qu'en milieu rural (2,2%) et chez les hommes (2,4%) que chez les femmes (2,2%).

Selon l'âge, le chômage touche plus les 15-24 ans avec 7,2% loin devant les 25-34 ans avec 2,9%. Les autres classes d'âge ont chacune un taux de chômage de 0,9%. Selon le niveau d'instructions, les plus touchés par le phénomène sont les personnes ayant le niveau secondaire technique 1 avec 13,3%, le secondaire technique 2 (10,3%) et le secondaire général (8,6%). Les personnes sans niveaux d'instructions (1,7%) sont les moins touchées car elles exercent généralement dans le secteur primaire (Agriculture et élevage).

**Tableau 98 : Taux de chômage selon certaines caractéristiques sociodémographiques**

	Chômage en 2018	Chômage en 2021
Région de résidence		
Agadez	3,0	2,8
Diffa	3,3	1,2
Dosso	2,6	1,2
Maradi	0,5	1,4
Tahoua	2,0	3,4
Tillabéri	1,0	3,3
Zinder	1,4	1,6
Niamey	5,0	4,7
Milieu de résidence		
Urbain	3,8	2,9
Rural	1,2	2,2
Sexe		
Masculin	1,9	2,4
Féminin	1,4	2,2
Classe d'âge		
15-24 ans	5,3	7,2
25-34 ans	1,4	2,9
35-44 ans	0,9	0,9
45-54 ans	0,4	0,9
55-64 ans	0,3	0,9
Niveau d'instruction		
Aucun	1,1	1,7
Maternelle		0,0
Primaire	3,3	2,5
Second. Général 1	2,3	5,6
Second. tech. 1	20,2	13,3
Second. Général 2	7,9	8,6
Second. tech. 2	6,0	10,3
Post secondaire	3,1	3,5
Supérieur	7,1	5,5
National	1,7	2,3

Source : Enquêtes EHCVM 2018 et 2021

CHAPITRE 8 : INCLUSION FINANCIERE

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) définit l'Inclusion Financière comme étant « *l'accès permanent à une gamme diversifiée de produits et services financiers adaptés à coûts abordables et utilisés de manière effective, efficace et efficiente* ». Une meilleure connaissance des besoins réels des populations en services financiers est essentielle pour améliorer l'offre des services ou produits adaptés. C'est pourquoi la connaissance de la demande occupe une place importante dans le cadre de la Stratégie Nationale de Finance Inclusive au Niger (SNFI 2019-2023). L'EHCVM 2021 a collecté des informations sur l'accès de la population aux services financiers et aux crédits ainsi que les transferts monétaires reçus au cours des 12 derniers mois.

8.1 ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS

L'amélioration significative de l'accès aux services financiers fait partie des effets attendus de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI) à l'horizon 2023.

Dans le cadre de l'EHCVM 2021 l'accès à une banque ou une institution financière est mesuré par la proportion des individus âgés de 15 ans ou plus qui vivent dans une localité dans laquelle existe une banque ou une institution de micro finance. Selon des données de l'enquête, 20,4% des adultes ont accès à une banque ou institution financière. L'accès en milieu urbain (98%) est de loin plus important par rapport au milieu rural (2%). Ce qui dénote de la forte concentration des activités du secteur de la finance en milieu urbain au détriment des zones rurales où vivent plus des ¾ de la population. Cela a d'ailleurs été relevé dans la SNFI 2019-2023 comme étant l'une des principales faiblesses de l'offre de services et produits financiers. Suivant les régions, le réseau financier est essentiellement concentré à Niamey, où 100% de la population adulte y a accès. La région d'Agadez vient en seconde position avec 45,7% des individus âgés de 15 ans ou plus qui ont accès à une banque ou une institution de micro finance. Les régions de Dosso (8,3%), Tahoua (10,6%) et Tillabéri (11%) enregistrent les plus faibles taux d'accès.

Une question sur la possession d'un compte dans un établissement financier a été posée à tous les individus âgés de 15 ans ou plus au moment de l'enquête. Dans l'ensemble, seulement 1,4% des individus âgés de 15 ans ou plus dispose d'un compte dans une banque classique, 0,2% à la poste, 0,4% dans une caisse rurale. L'activité de la monnaie électronique est très faible au Niger. En effet, la possession d'un compte d'argent mobile, touche 0,1% des adultes.

Suivant le milieu de résidence, 6,5% de la population adulte des centres urbains disposent d'un compte en banque contre 0,2% en milieu rural. Les régions de Niamey (11%) et Agadez (1,9%) enregistrent les plus forts taux. La possession de compte dans une banque évolue avec le niveau d'instruction de la population. En effet, le taux varie de 0,3%, pour les personnes non instruites, à 33,3% chez les individus ayant atteint le niveau supérieur.

Afin d'estimer le taux de bancarisation, il a été calculé la proportion des individus âgés de 15 ans ou plus disposant d'un compte dans un établissement financier formel (banque classique, poste



ou caisse rurale). Les résultats montrent que 1,9% des adultes possèdent un compte dans un établissement financier formel. Les disparités existent selon le milieu de résidence (7,7% en milieu urbain contre 0,6% en milieu rural) et suivant les régions (12% à Niamey contre 0,4% à Tahoua).

L'enquête a aussi cherché à savoir, parmi les personnes qui ont accès aux services financiers, si elles disposent d'une épargne dans, au moins, l'un des comptes. Il ressort que 63,2% des personnes détenant un compte disposent d'une épargne. Selon le milieu de résidence les écarts ne sont pas trop importants (62,9% en milieu urbain contre 64% en milieu rural). Suivant la région, le taux d'épargne varie de 42,8% à Diffa 83,3% à Tahoua.

8.2 ACCÈS AUX CRÉDITS

Dans l'ensemble, 1,3% des individus âgés de 15 ans ou plus ont eu à formuler une demande de crédit auprès d'une institution financière. Suivant les régions, les demandeurs de crédit représentent 4% de la population considérée dans la région de Zinder contre 0,2% pour les régions de Diffa, Dosso et Tahoua. Environ 9 individus sur 10 qui ont eu à demander un crédit auprès d'une institution financière ont été servis.

La pratique de la tontine ou l'appartenance à une association d'entraide concerne 3,9% de la population. Cette proportion est beaucoup plus importante en milieu urbain (6%) qu'en milieu rural (3,3%). C'est aussi principalement dans les régions de Niamey (7,1%), Zinder (5,5%) et Maradi (4,5%) que l'on rencontre relativement plus d'individus appartenant aux tontines ou associations d'entraide. Lorsque le chef de ménage est de sexe féminin, 5,1% des adultes appartiennent à cette catégorie d'association contre 3,6% pour les ménages dirigés par un homme.

S'agissant de la principale utilisation du crédit, dans 58,9% des cas, les crédits entrent dans la consommation finale des ménages. Ainsi, les résultats font ressortir que 13,5% des crédits sont consacrés aux dépenses de fêtes ou cérémonies. Les motifs d'ordre économique, notamment pour démarrer une activité génératrice de revenu (6,1%), financer une activité existante (7,8%) ou l'achat d'intrants agricoles (2,8%) concernent au total 16,7% des personnes âgées de 15 ans ou plus. L'utilisation du crédit dans le cadre d'une activité économique est relativement plus fréquente en milieu urbain (28,4% au total contre 14,6% en milieu rural). En milieu rural plus de 60% des crédits sont utilisés dans la consommation finale contre 40,3% en milieu urbain. Dans les régions de Diffa, Dosso, Zinder et Tillabéri plus de 60% des crédits sont destinés à la consommation finale.

L'analyse des sources de crédits fait ressortir que la communauté à travers les ménages (79,2%) est la principale source de crédit. Les crédits obtenus auprès des institutions financières formelles, notamment les banques (0,9%) ou caisse rurale ou institution de microfinance (1,2%) sont beaucoup moins fréquents. Le poids de la communauté (les ménages) dans l'octroi du crédit est plus important en milieu rural (81% contre 69,5% en milieu urbain). Suivant les régions, le pourcentage des prêts contractés auprès d'autres ménages est de 84,9% dans la région de Tahoua

contre 58% pour la région de Diffa. Le poids des institutions financières (banque, caisse rurale ou IMF) est relativement plus important en milieu urbain.

Les principales barrières pour la demande de crédit sont d'abord les conditions exigées (24,4%) et le manque de service c'est-à-dire l'absence d'une institution de crédit (20,9%). Selon les résultats de l'EHCVM 2021, 29,3% des individus estiment qu'ils n'ont pas jugé nécessaire de contracter un crédit et 12,4% pensent qu'ils ne seraient pas en mesure de rembourser un prêt. On note aussi qu'une proportion non négligeable (8,9%) des personnes n'ont pas demandé un prêt parce qu'elles ignorent la procédure ou les formalités de demande. En milieu rural, l'absence des institutions financières (25,5%) constitue la principale barrière à la demande de crédit tandis qu'en milieu urbain ce sont surtout les conditions exigées (30,4%). La faiblesse de l'offre, à travers l'absence des institutions de crédit, a été le plus citée dans les régions de Diffa (36,2%) et de Tillabéri (32,6%).

8.3 TRANSFERTS D'ARGENT REÇUS :

Au Niger, la SNFI 2019-2023 a relevé que l'existence d'initiatives privées locales dans le transfert d'argent, l'apport du mobile Banking et le développement du transfert d'argent figurent parmi les principales forces liées à l'offre de services ou produits financiers.

Dans l'ensemble, 45,4% des ménages ont reçu un transfert d'argent au cours des 12 derniers mois qui ont précédé l'enquête. Quel que soit le milieu de résidence considéré, plus de 40% des ménages ont reçu un transfert. Néanmoins, des disparités remarquables sont constatées entre les régions. En effet, les régions de Tillabéri (58,5%), Tahoua (54,1%) et Dosso (50,5%) ont enregistré les plus fortes proportions contrairement aux régions de Diffa (23,5%) et Agadez (27%) où les plus faibles proportions ont été observées. Les ménages dirigés par les femmes (77,9%) ont relativement été plus couverts par les transferts d'argent par rapport aux ménages dirigés par les hommes (36,3%).

Les envois d'argent sont essentiellement faits des parents proches notamment les enfants (37,5%), les frères (22,6%), le conjoint (15,7%) ou les autres parents (15%) d'un membre du ménage. Les transferts reçus des personnes sans lien de parenté concernent 14,5% des ménages en milieu urbain contre 6% en milieu rural. Par ailleurs, les envois provenant du conjoint d'un membre du ménage touchent 18,2% des ménages en milieu rural contre 4,3% en milieu urbain. Les transferts provenant du conjoint d'un membre du ménage concernent 42,6% des ménages dont le chef est de sexe féminin contre 1,4% de ménages dirigés par les hommes.

Les expéditeurs d'argents sont à 90,4% de sexe masculin et à 65,3% sans aucun niveau d'instruction. Aussi, 73,5% des expéditeurs de fonds sont des patrons ou travailleurs à leur propre compte et 16% sont employés comme ouvriers ou manœuvres.

L'analyse de la provenance des transferts fait ressortir que ces derniers proviennent essentiellement de l'extérieur du pays et particulièrement de la sous-région. En effet, 23,4% des transferts proviennent des pays membres de l'UEMOA, 19,9% des autres pays de la CEDEAO (hors zone Franc) et 13,1% des autres pays africains. On remarque aussi que 26,7% des transferts



proviennent des autres régions du pays, 8% de la même région et 7,8% des transferts ont lieu au sein de la même ville ou village.

Le soutien à la famille ou aux proches (87,2%) constitue le principal motif des transferts. Selon le milieu de résidence, il représente 82% en milieu urbain contre 88,3% en milieu rural. Les fêtes et les cérémonies dans les ménages justifient 5,8% des transferts reçus. Ce motif est plus cité en milieu urbain (9,4%) par rapport au milieu rural (5%).

Près de la moitié (47,7%) des transferts d'argent sont opérés à travers les sociétés de transfert d'agent (AL IZZA, NITA, BNIF, AMANA, ZEYNA...). Les transferts via la banque (0,8%) ou la poste (0,3%) sont très rares. Les transferts via la monnaie électronique, mobile money, couvre 0,9% des transferts. L'utilisation des moyens de transferts informels tels que les voyageurs concernent 24,7% des transferts.

Le montant total moyen des transferts reçus par ménage au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête est de 126 097 FCFA. Ce montant présente beaucoup de variabilités. Il varie de 112 430 FCFA en milieu rural à 189 299 FCFA en milieu urbain. Selon les régions le montant des transferts tourne autour de 200 000 FCFA dans les régions de Niamey et Agadez alors qu'il est inférieur à 100 000 FCFA dans les régions de Diffa et Zinder.

CHAPITRE 9 : DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES

Ce chapitre est consacré à l'analyse des dépenses de consommation des ménages. Il est organisé en trois parties qui portent sur la structure des dépenses, les dépenses alimentaires et les dépenses non alimentaires.

9.1. STRUCTURE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION

Les dépenses de consommation des ménages sont réparties en 12 postes (fonctions), en cohérence avec la Nomenclature de Consommation Ouest-Africaine.

En 2021/2022, les ménages ont consacré, en moyenne, 60,2% de leurs dépenses totales à l'acquisition de produits alimentaires qui constituent ainsi le premier poste de consommation. Le poids de ce poste est resté quasiment constant au cours des dernières années, car en 2014 les ménages y ont affecté environ 59,6% de leurs dépenses et 59,0% en 2018/2019. Cette part importante des dépenses alimentaires dans la consommation est caractéristique ménages pauvres.

Le logement (logement, eau, électricité gaz et autres combustibles) est le deuxième poste de consommation des ménages. Il représente environ 16% des dépenses totales des ménages en 2021/2022 comme 2018/2019. La part des dépenses liées au logement a connu une progression de 5 points de pourcentage entre 2014 et 2018/2019, en passant de 11% à 16%.

Les dépenses relatives aux articles d'habillement et chaussures, troisième poste de consommation, représentent 5,5% des dépenses totales des ménages en 2021/2022. Le poids de ces dépenses a baissé par rapport à 2014, où il était de 10,2%.

En 2021/2022, les biens et services divers (4,6%) sont le quatrième poste de dépenses, suivis des meubles, équipements ménagers et entretien du foyer (3,3%), du transport (2,9%) et de la santé (2,8%). Par contre, pendant la même période, les dépenses de loisirs constituent le poste le moins important dans les dépenses de consommation des ménages.

Tableau 99: Coefficients budgétaires de 2014 à 2022 (%)

Poste de dépenses	2014	2018/2019	2021/2022
Alimentaire	59,6	59,0	60,2
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	11,2	15,9	15,8
Transport	3,0	5,5	2,9
Habillement et chaussures	10,2	4,9	5,5
Biens et services divers	2,4	3,5	4,6
Santé	5,8	3,4	2,8
Education	1,3	1,0	1,0
Communication	2,7	3,4	1,9
Meubles, équipements ménagers et entretien courant du foyer	1,6	2,9	3,3
Loisirs et culture	0,0	0,3	0,0
Boissons alcoolisées, tabac	0,3	0,2	0,7
Restaurants et Hotels	2,0	0,0	1,4
Total	100	100	100



9.2 DÉPENSES ALIMENTAIRES

9.2.1 STRUCTURE DES DEPENSES ALIMENTAIRES

Le tableau ci-dessous présente la structure des dépenses de consommation alimentaire selon le milieu de résidence, la région, le statut de pauvreté et les quintiles de bien-être.

En 2021/2022, les ménages ruraux ont alloué, en moyenne, 65,2% de leurs dépenses totales à la consommation de produits alimentaires, contre 63,9% en 2018/2019 et 67,0% en 2014. En milieu urbain, la consommation alimentaire pèse de plus en plus dans les dépenses totales des ménages. Son poids est passé de 42,8% en 2014 à 49,2% en 2021/2022.

Selon la région de résidence, la part de la consommation alimentaire dans les dépenses globales des ménages met en exergue des disparités interrégionales. Alors que les ménages vivant à Niamey ont consacré près de 45,2% de leur consommation à l'alimentation en 2021/2022, ceux de la région de Zinder y ont affecté 67,0%. Par ailleurs, depuis 2014, le poids des dépenses alimentaires n'a cessé d'augmenter dans ces deux régions. En revanche, il a globalement baissé à Agadez, Diffa, Dosso, Tahoua tandis qu'il est resté quasiment constant à Maradi et à Tillabéri.

La part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est également liée au statut de pauvreté. En 2021/2022, les ménages pauvres ont consacré près de 66,7% de leurs dépenses à l'alimentation, contre 58,3% pour les ménages non pauvres. Par rapport à 2014, le poids des dépenses alimentaires a légèrement augmenté pour les non pauvres, tandis qu'il a connu une baisse pour les pauvres. Toutefois, entre 2018/2019 et 2021/2022, ce poids a enregistré une hausse d'environ 5 points de pourcentage dans les ménages pauvres.

Enfin, le poids de l'alimentation dans les dépenses de consommation diminue selon le niveau de vie. En 2021/2022, les ménages du premier quintile (les 20% les plus modestes) ont alloué plus de 68,2% de leurs dépenses à l'alimentation, contre 53,1% pour ceux de cinquième quintile (les 20% les plus aisés), soit un écart d'environ 15 points de pourcentage. Comparativement à 2018/2019, la part des dépenses alimentaires s'est accrue de 7 points de pourcentage dans le premier quintile, alors qu'elle n'a pratiquement pas varié dans le cinquième quintile.

Tableau 100: Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales de ménages (%)

	2014	2018/2019	2021/2022
Milieu de résidence			
Urbain	42,8	49,6	49,2
Rural	67,0	63,9	65,2
Région de résidence			
Agadez	58,6	54,4	54,8
Diffa	65,2	61,3	62,5
Dosso	65,8	60,7	63,5
Maradi	62,8	61,5	62,8
Tahoua	63,8	61,6	59,9
Tillabéri	63,2	63,1	63,7
Zinder	62,1	64,0	67,0
Niamey	37,2	43,9	45,2
Statut de pauvreté			
Non pauvre	56,8	58,2	58,3
Pauvre	68,5	62,1	66,7
Niveau de vie			
Q1	69,7	61,2	68,2
Q2	67,9	62,8	66,8
Q3	67,6	64,0	65,3
Q4	63,9	64,1	63,6
Q5	50,1	53,7	53,1

Source : Enquête EHCVM 2021

9.2.2. CONSOMMATION ALIMENTAIRE SELON LES POSTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES EN 2021/2022

Le graphique ci-dessous donne la part des groupes d'aliments dans la consommation alimentaire des ménages.

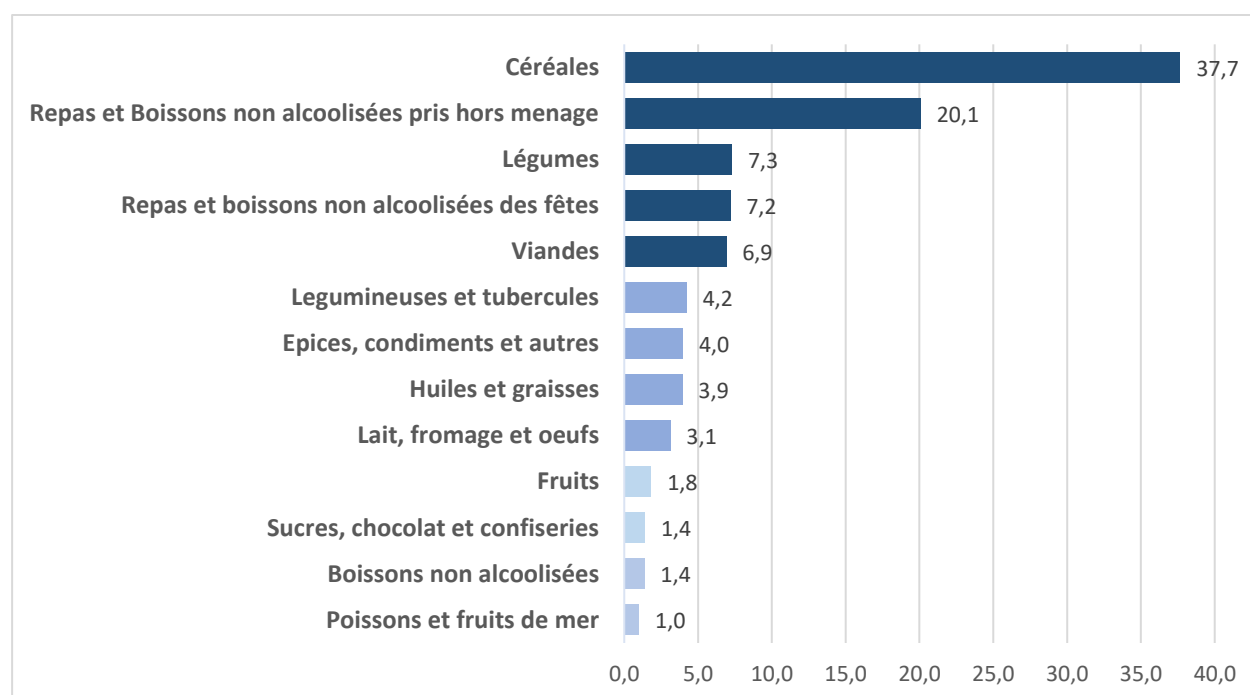
En 2021/2022, les ménages ont dépensé, en moyenne, 1 033 000 FCFA pour la consommation de produits alimentaires à domicile ou en dehors du domicile. Plus du tiers (37,7%) de ce budget est alloué à la consommation de produits céréaliers, contre 6,9% pour les viandes, ainsi que les légumes.

Il faut également souligner que 20,1% des dépenses alimentaires sont affectées à la consommation de repas et boissons non alcoolisées pris hors ménage. Par ailleurs, les repas et boissons de fêtes représentent, environ, 7,2% du budget de l'alimentation des ménages.

Les poissons et fruits de mer(1%), les boissons non alcoolisées(1,4%) et les sucres, chocolat et confiseries constituent les sous-groupes d'aliments les moins consommés par les ménages. Chacun de ces sous-groupes représente un peu plus de 1% de leurs dépenses alimentaires.



Graphique 9 : Part des groupes d'aliments dans les dépenses alimentaires des ménages en 2021/2022 (%)



Source : Enquête EHCVM 2021

La part des dépenses affectées aux groupes d'aliments dans les dépenses alimentaires des ménages présente des disparités selon les catégories socio-économiques. Les plus importantes sont observées dans les dépenses de consommation des céréales, viandes et des repas et boissons non alcoolisées pris hors ménage.

Pour les produits céréaliers, cette part est environ deux fois plus élevée en milieu rurale (43,0%) qu'en ville (23%). Suivant les régions, la part du budget affecté à la consommation de ces produits est plus faible à Niamey (18%), contrairement aux régions de Dosso (43%), de Tahoua (42%), de Tillabéri (41%) et de Zinder (40%). En outre, la part de la consommation de céréales dans les dépenses alimentaires décroît avec le niveau de vie : elle diminue de moitié entre le premier quintile (54%) et le dernier quintile (25%).

En revanche, le poids de la consommation des viandes dans les dépenses alimentaires est plus important en milieu urbain (10%) que dans les zone rurales (6%). Par ailleurs, celui-ci augmente avec le niveau de vie : il est 5 fois plus élevé dans le cinquième quintile (11%) par rapport au premier quintile (2%). Ces constats sont également valables pour les repas et boissons non alcoolisées pris hors ménage.

9.3 DÉPENSES NON ALIMENTAIRES EN 2021/2022

9.3.1 LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ ET AUTRES COMBUSTIBLES

En moyenne, les ménages dépensent environ 264 000 FCFA par an, pour le logement, l'eau, le gaz et les autres combustibles. Ce poste pèse plus dans les dépenses des ménages urbains qui y consacrent près de 20% de leurs dépenses totales, contre 13% pour les ménages vivant en milieu rural.

Selon la région de résidence, les coefficients budgétaires du logement, de l'eau, du gaz et des autres combustibles, les plus élevés, sont observés à Niamey (23%), Tahoua (20%) et Agadez (19%). Par contre, les coefficients, les plus faibles, ressortent dans les régions de Zinder (11%) et de Tillabéri (12%).

La part des dépenses du logement, d'eau, d'électricité du gaz et des autres combustibles dépend également du niveau de vie des ménages. En effet, les ménages du cinquième quintile réservent 18% de leur budget à cette catégorie de dépenses, contre 13% pour ceux du premier quintile, soit un écart de 5 points.

9.3.2 TRANSPORT

Les ménages vivant en milieu urbain allouent une part plus élevée de leur budget aux dépenses liées au transport (5% contre 2% en milieu rural). En outre, le poids de ce poste de consommation est plus important à Niamey (5%) et Agadez (5%). Il varie aussi selon le niveau de vie des ménages. Ainsi, par rapport aux ménages du premier quintile (1%), la part des dépenses de transport des ménages du cinquième quintile (5%) est cinq fois plus élevée.

9.3.3 HABILLEMENT ET CHAUSSURES

Le poids des dépenses liées à l'achat d'articles d'habillement et chaussures dans les dépenses globales des ménages varie faiblement selon le milieu de résidence, le statut de pauvreté et le niveau de vie. Des disparités assez importantes existent entre les différentes régions. C'est à Diffa (9%) où le poids de ces dépenses est le plus élevé.

9.3.4 BIENS ET SERVICES DIVERS

Les ménages consacrent, en moyenne, 5% de leurs dépenses à l'achat de biens et services divers. La part de cette catégorie de dépenses présente une certaine homogénéité suivant le milieu de résidence, la région, le statut de pauvreté et le niveau de vie des ménages. Selon ces caractéristiques socio-économiques, les écarts observés entre les différents groupes de ménages ne dépassent guère un (1) point.

9.3.5 SANTE

En moyenne, les ménages dépensent environ 46 500 FCFA par an pour des soins de santé. Le poids de ce poste dans les dépenses totales des ménages présente également une faible dispersion



selon le milieu de résidence, la région, le statut de pauvreté et le niveau de vie. Celui-ci se situe entre 2% et 3% suivant les différents groupes sociaux.

9.3.6 EDUCATION

Les ménages vivant en milieu urbain affectent environ 2% de leur budget aux dépenses d'éducation. Suivant la région de résidence, la proportion des dépenses d'éducation la plus élevée est observée dans la région de Niamey (3%), qui concentre l'essentiel des établissements scolaires privés du pays.

9.3.7 COMMUNICATION

En milieu urbain, les ménages consacrent environ 3% de leurs dépenses totales à la communication, contre 2% dans les zones rurales. Selon la région de résidence, les coefficients budgétaires de la communication, les plus élevés, sont enregistrés dans les régions de Niamey (3%) et d'Agadez (3%).

9.3.8 MEUBLES, EQUIPEMENTS MENAGERS ET ENTRETIEN COURANT DU FOYER

Les dépenses liées à l'acquisition de meubles, des équipements ménagers et à l'entretien du foyer représentent 5% et 2% de la consommation des ménages, respectivement en milieu urbain et rural. La part de ces dépenses est une fonction croissante du niveau de vie des ménages. Elle passe de 2% dans le premier quintile à 4% dans le dernier quintile.

9.3.9 LOISIRS ET CULTURE

Les ménages consacrent une part très faible de leurs dépenses au loisir et à la culture. Ce constat est vérifié quels que soient le milieu de résidence, la région, le statut de pauvreté et le niveau de vie des ménages.

9.3.10 BOISSONS ALCOOLISEES, TABAC

Les dépenses de consommation de boissons alcoolisées et de tabac sont également très faibles dans le budget des ménages. Leur coefficient budgétaire atteint rarement 1% et ceci pourrait s'expliquer par le contexte socio culturel nigérien où la consommation de ces produits est mal appréciée dans certaines communautés.

9.3.11 RESTAURANTS ET HOTELS

La part des dépenses de restauration représente, en moyenne, 1,4% des dépenses totales des ménages. Les disparités selon le milieu de résidence, la région, le statut de pauvreté et le niveau de vie sont faibles.

CHAPITRE 10 : ENTREPRENARIAT DES JEUNES ET DE FEMMES

L'objectif de ce chapitre est de présenter les caractéristiques de l'entrepreneuriat des femmes de 15 ans et plus et des jeunes âgés de 15 à 35 ans au Niger, en utilisant les informations relatives aux caractéristiques socio-démographiques des membres des ménages et celles relatives à l'entrepreneuriat non agricole collectées lors de EHCVM. Pour ce faire, une section entière du questionnaire ménage de l'enquête a permis de collecter des informations portant sur les branches d'activités, les sources de financement, la date de création, les charges de production et les chiffres d'affaires réalisés, les difficultés rencontrées dans la gestion des entreprises non agricoles. Ces informations offrent l'opportunité de dresser un profil de l'entrepreneuriat en général et en particulier celui des femmes et des jeunes dont la promotion constitue sans nul doute un levier de développement économique et de réduction de la pauvreté, eu égard à l'importance de ces deux franges de la population nigérienne.

10.1 CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRENEURS

10.1.1 CARACTÉRISTIQUES DES JEUNES ENTREPRENEURS

Selon l'EHCVM 2021, environ 14% des jeunes âgés de 15 à 35 ans contribuent à la création de richesse (mesurable par leurs chiffres d'affaires et leurs bénéfices) et de l'emploi. Cette proportion de jeunes entrepreneurs est de 14,4% en milieu urbain contre 13,4% en milieu rural. Elle est plus élevée chez les jeunes de sexe masculin (16,7%) que les jeunes filles (11,6%).

Par ailleurs, la proportion de jeunes entrepreneurs décroît selon le niveau d'instruction. Elle est environ 3 fois plus élevée chez les jeunes qui n'ont aucun niveau d'instruction (16%) que ceux ayant effectué des études supérieures.

Selon la région de résidence, les proportions de jeunes entrepreneurs, les plus importantes, sont enregistrées au niveau de Maradi et de Zinder où respectivement 17,1% et 15,7% des jeunes sont dans l'entrepreneuriat.

En ce qui concerne les branches d'activités, les jeunes entrepreneurs exercent plus dans le commerce (39,1%) et les autres industries (34,5%), quels que soient la région, le milieu de résidence, le sexe et le niveau d'instruction. A noter que la branche « autres industries » englobe les activités de transformation de produits alimentaires (fabrication de beignet, galettes, jus, glace etc.). Le commerce est plus exercé par les jeunes des régions de Diffa (43,9%) et Tillabéri (41,5%). En revanche, plus de 4 jeunes entrepreneurs sur 10 des régions d'Agadez (44,8%) et de Tahoua (42,7%) sont dans la branche « autres industries ».

Selon le niveau d'instruction, les plus grandes proportions de jeunes entrepreneurs exerçant dans le commerce figurent parmi ceux ayant atteint les niveaux supérieur (46,9%) et primaire (44,3%). Quant aux autres activités industrielles, les proportions, les plus élevées, sont observées chez les jeunes sans aucun niveau d'instruction (35,8%) et du niveau primaire (34,8%).



Tableau 101 : Proportion des jeunes entrepreneurs selon la région, le milieu de résidence, le sexe, le niveau d'éducation et par branche d'activités

REGION	JEUNES ENTRPRENEURS	BRANCHES D'ACTIVITES								
		Indust. extr.	Autr. indust.	BTP	Commerce	Restaurant/Hotel	Trans./Comm.	Education/Sante	Services perso.	Aut. services
AGADEZ	13,1	7,6	44,8	3,6	23,1	3,6	5,2	0,3	7,9	3,9
DIFFA	14,1	0,0	38,0	1,1	43,9	1,6	2,5	0,0	12,3	0,7
DOSSO	14,1	1,2	36,5	0,5	39,9	4,6	4,1	0,0	13,1	0,0
MARADI	17,1	0,3	35,1	3,3	38,2	6,7	5,1	0,7	10,3	0,3
TAHOUA	13,6	0,0	42,7	1,3	39,3	1,8	6,1	0,0	7,8	1,0
TILLABERI	8,4	23,7	14,1	1,5	41,5	0,2	3,7	0,0	15,3	0,0
ZINDER	15,7	1,9	35,1	2,5	40,0	4,2	3,9	0,4	10,3	1,7
NIAMEY	9,7	1,4	25,8	3,4	38,2	1,5	2,9	3,4	20,5	3,0
MILIEU DE RESIDENCE										
URBAIN	14,4	0,4	33,4	3,5	37,5	3,5	4,1	1,0	14,1	2,6
RURAL	13,4	4,0	34,8	1,8	39,5	3,9	4,7	0,3	10,5	0,5
SEXE										
MASCULIN	16,7	6,1	12,8	4	50,6	1,3	9,1	0,9	13,8	1,3
FEMININ	11,6	0,5	56	0	27,7	6,2	0	0	8,7	0,6
NIVEAU D'INSTRUCTION										
AUCUN	16	4,3	35,8	2,2	38,5	3,9	3,9	0,3	10,1	0,9
PRIMAIRE	12,1	0,8	34,8	1,0	44,3	2,2	4,5	0,1	11,6	0,8
SECONDAIRE	8	0,4	28,5	2,7	36,0	5,2	8,4	0,3	17,0	1,5
SUPERIEUR	6	0,0	4,6	10,0	46,9	0,0	0,0	25,4	5,8	7,3
ENSEMBLE	13,6	3,3	34,5	2,2	39,1	3,8	4,5	0,5	11,2	1,0

Source : Enquête EHCVM 2021

10.1.2 CARACTERISTIQUES DES FEMMES ENTREPRENEURES

La proportion totale des entrepreneurs est de 22,4% selon les résultats de l'EHCVM 2021. Parmi les femmes, qui représentent plus de la moitié de la population, seulement 17,4% exercent dans l'entrepreneuriat contre environ 29% pour les hommes.

Tableau 102 : Proportion des entrepreneurs selon la région de résidence

Entrepreneurs	
Région	21,7
Agadez	
Diffa	19,5
Dosso	25,3
Maradi	25,2
Tahoua	22
Tillabéri	16,1
Zinder	24,9
Niamey	21,3
Milieu de résidence	
Urbain	26,9
Rural	21,3
Sexe	
Masculin	28,6
Féminin	17,4
Ensemble	22,4

Les femmes du milieu urbain sont relativement plus impliquées dans l'entrepreneuriat (24,4%) que celles vivant en milieu rural (15,8%). L'analyse selon le niveau d'instruction fait ressortir que les proportions les plus élevées d'entrepreneures ont été enregistrées chez les femmes qui n'ont jamais fréquenté (18,7%) et celles ayant atteint le niveau primaire (18,4%). Au plan régional, environ 2 femmes sur 10 sont dans l'entrepreneuriat quelle que soit la région considérée, en dehors de Tillabéri où seulement 1 femme sur 10 est entrepreneure.

S'agissant de l'analyse des branches d'activités, à l'image de la situation des jeunes entrepreneurs, les femmes entrepreneures sont plus présentes dans le commerce et les autres industries, peu importe la région, le milieu de résidence et le niveau d'instruction. En effet, plus de la moitié (52,9%) des femmes entrepreneures sont dans les autres industries et 30,0% exercent dans le commerce. En outre, dans toutes les régions, plus de la moitié des femmes entrepreneures exercent dans les autres industries, en dehors de Zinder (49,7), de Niamey (45,1%) et Tillabéri (31,7%). Le commerce est plus exercé par les femmes des régions de Tillabéri (35,4%) et de Zinder (35,1%) et Diffa (34,2%). De plus, parmi les femmes entrepreneures du niveau supérieur, 69,3% sont dans le commerce et parmi celles n'ayant aucun niveau d'instruction, 54 ;1% exercent dans les autres activités industrielles.

Tableau 103 : Proportion des femmes entrepreneures et les branches d'activités exercées selon le milieu de résidence et le niveau d'éducation

Region	Femmes entrepreneures	Branches d'activités								
		Indust. Extr.	Autr. indus.	BTP	Commerc e	Restaurant/ Hotel	Trans./C omm.	Educat ion/Sa nte	Services perso.	Aut. services
Agadez	18,4	0,0	66,6	0,9	25,0	1,1	0,4	0,0	5,4	0,7
Diffa	15,7	0,0	57,9	0,0	34,2	0,0	0,0	0,0	6,9	1,0
Dosso	19,4	1,9	62,0	0,0	18,3	6,5	0,0	0,0	11,1	0,0
Maradi	19,4	0,0	57,4	0,5	26,8	11,2	0,0	0,0	3,9	0,3
Tahoua	17,7	1,1	54,9	0,0	33,3	2,9	0,1	0,5	6,9	0,3
Tillabéri	9,6	1,3	31,7	0,0	35,4	7,3	0,0	0,0	24,3	0,0
Zinder	19,9	0,7	49,7	0,0	35,1	5,3	0,0	0,3	7,2	1,7
Niamey	19,0	0,0	45,1	0,0	31,9	6,9	0,5	0,7	13,2	1,7
Milieu de résidence										
Urbain	24,4	0,0	46,4	0,4	35,8	7,1	0,3	0,5	7,3	2,2
Rural	15,8	1,0	55,1	0,0	28,0	6,0	0,0	0,1	9,5	0,2
Niveau d'instruction										
Aucun	18,7	0,8	54,1	0,1	29,9	6,1	0,0	0,2	8,3	0,6
Primaire	18,4	1,1	45,0	0,0	33,1	5,8	0,0	0,5	12,7	1,9
Secondaire	8,7	0,0	51,3	0,0	25,4	10,1	0,0	0,1	12,7	0,5
Superieur	5,5	0,0	5,8	0,0	69,3	7,4	15,6	0,0	2,0	0,0
Ensemble	17,4	0,8	52,9	0,1	30,0	6,3	0,1	0,2	8,9	0,7

Source : Enquête EHCVM 2021



10.2 SOURCES DE FINANCEMENT DES JEUNES ET DES FEMMES ENTREPRENEURS

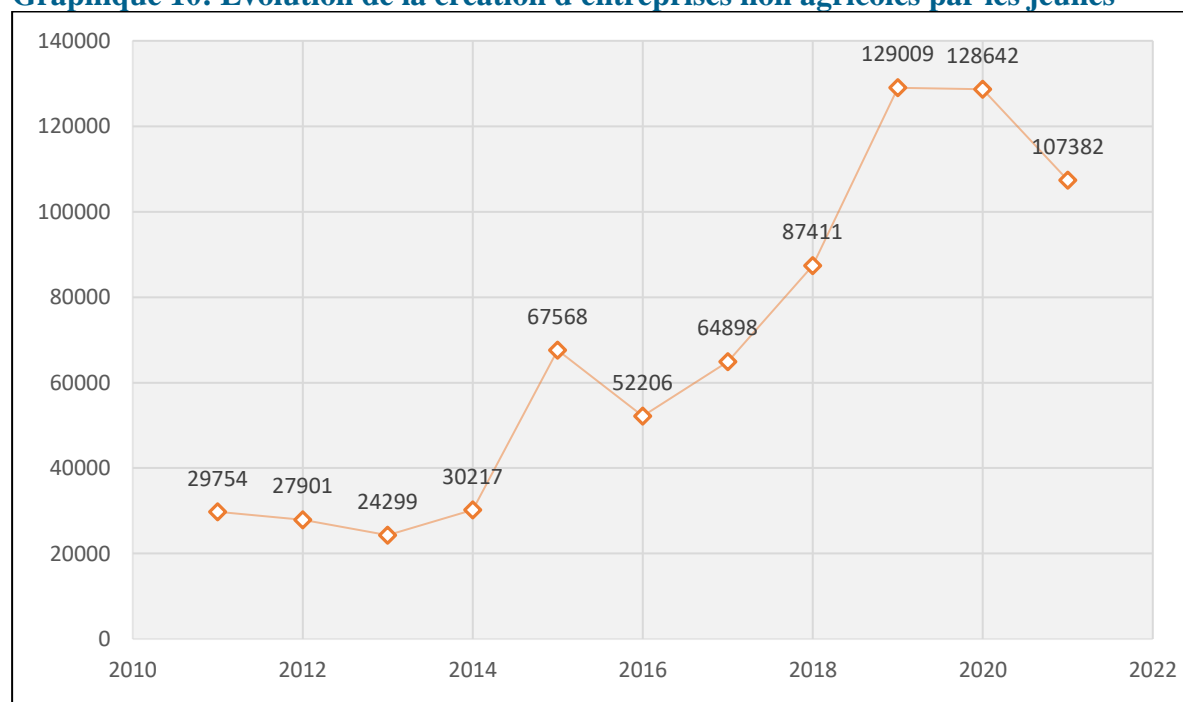
10.2.1 CREATION D'ENTREPRISES

Dans cette partie, il s'agit d'analyser l'évolution de la création d'entreprises non agricoles au cours des dix années précédant l'enquête. La question analysée est « Depuis quand cette entreprise fonctionne-elle ? ».

10.2.1.1 Création d'entreprises par les jeunes

De façon générale, on constate que les jeunes créent de plus en plus d'entreprises. Le nombre d'entreprises créées par an est passé de 29 754 en 2011 à 107 382 en 2021. Cependant cette augmentation s'est faite en dent de scie. En effet, le nombre d'entreprises créées par an a baissé légèrement entre 2011 et 2013, en passant de 29 754 à 24 299 avant de rebondir et atteindre 67 568 en 2015. La création d'entreprises a connu une baisse de 29% entre 2015 et 2016 avant de croître de manière continue jusqu'en 2019 où 129 009 entreprises ont été créées. Ce chiffre est resté stable entre 2019 et 2020 avant de baisser à 107 382 en 2021. Les baisses intervenues en 2011, 2016 et 2019 pourraient s'expliquer par des événements particuliers, notamment le changement de régime en 2011, les élections en 2016 et la COVID-19 en 2021.

Graphique 10: Evolution de la création d'entreprises non agricoles par les jeunes



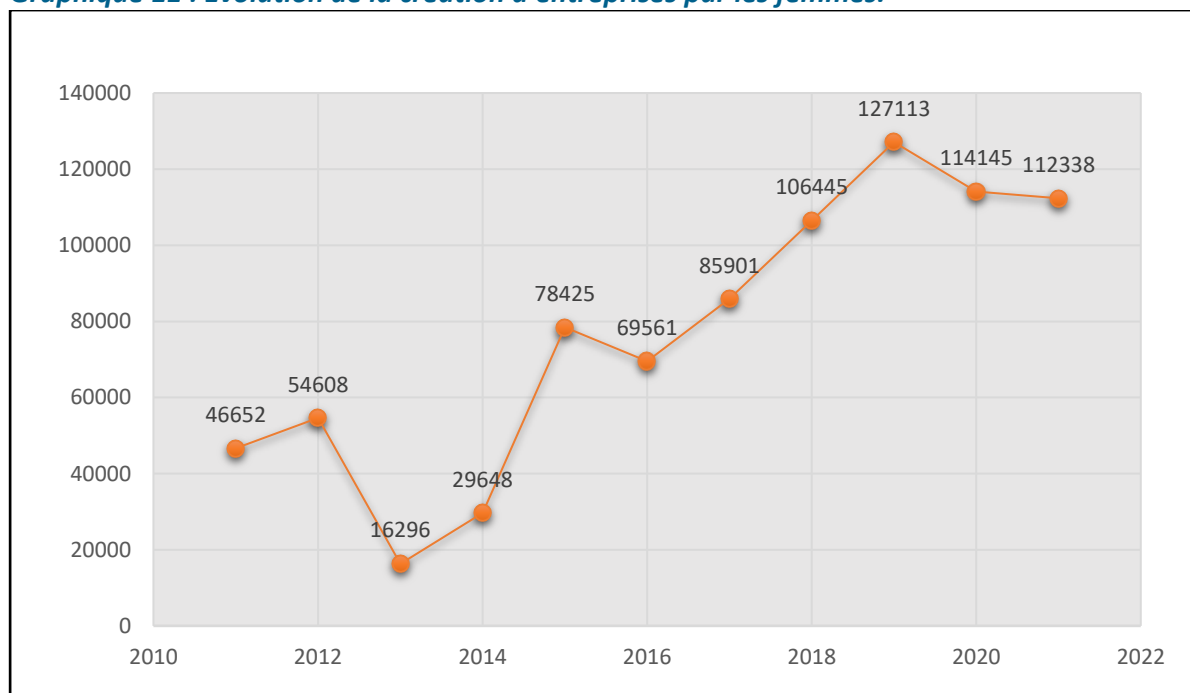
Source : Enquête EHCVM 2021

10.2.1.2 Création d'entreprises par les femmes

Sur la Période 2011-2021, la création d'entreprises a également connue une forte croissance chez les femmes. Le nombre d'entreprises créées par ces dernières est en effet passé de 46 652 en 2011

à 112 338 en 2021. Cette évolution s’est faite de manière irrégulière : d’abord une hausse entre 2011 et 2012, puis une baisse brusque entre 2012 et 2013. La création d’entreprises est repartie à la hausse à partir de 2013 pour atteindre 78 400 en 2015. Après une légère baisse enregistrée en 2016, la progression a continué jusqu’en 2019 où le nombre d’entreprises créées a atteint environ 127 000. A partir de 2019, la création d’entreprises retombe à 112 338 en 2021. Les baisses constatées ici seraient dues aux mêmes causes évoquées au niveau des jeunes entrepreneurs. En effet, il apparaît clairement qu’aussi bien pour les jeunes que pour les femmes, l’impact qu’a eu la COVID-19 est important et semble s’étendre sur une longue période.

Graphique 11 : Evolution de la création d’entreprises par les femmes.



Source : Enquête EHCVM 2021

10.2.2 SOURCES DE FINANCEMENT

Cette partie donne un aperçu sur les sources financement des entrepreneurs au démarrage de leurs activités. Cette information est captée par la question : « quelle est la principale source de financement qui vous a aidé à démarrer votre activité ? ».

10.2.2.1 Sources de financement des jeunes entrepreneurs

Selon les résultats de l’EHCVM, la majorité des jeunes entrepreneurs démarre leurs activités économiques avec leurs propres fonds. En effet, plus de 80% des jeunes auto-financent leurs activités. L’aide d’un parent au pays constitue la deuxième source de financement et concerne 10,8% des jeunes. La troisième source de financement de l’entrepreneuriat des jeunes provient des prêts obtenus auprès des autres ménages (3,2% des jeunes). Il faut noter que très peu de jeunes démarrent leurs activités sur financement d’une institution financière. En effet, seulement 0,1 % des jeunes ont démarré leurs activités grâce au prêt d’une banque classique.



On note une disparité selon le milieu de résidence. Ainsi, en milieu urbain 72,0% des jeunes ont démarré leurs activités avec leurs propres fonds comparé au milieu rural (84,7%). Les disparités sont beaucoup plus grandes pour le cas de l'aide d'un parent. En effet, en milieu urbain, 20,4% des jeunes sont aidés par un parent au démarrage de leurs activités contre seulement 8,3% en milieu rural.

La distribution est cependant peu contrastée selon les régions en ce qui concerne le démarrage sur fonds propres. En effet, la proportion des jeunes qui débutent sur fonds propres varie de 69,5% à Niamey à 91,9% à Tahoua. La proportion des jeunes aidés par un parent au pays est plus élevée dans les régions d'Agadez (25,7%) et Niamey (19,0%). Les faibles proportions des jeunes aidés par un parent au pays sont enregistrées dans les régions de Tahoua (6%) et Diffa (8%). Le prêt d'un autre ménage est surtout utilisé à Zinder (10%) et Niamey (4%).

Tableau 104 : Répartition des jeunes entrepreneurs par source de financement.

	Fonds propre	Aide d'un Parent au pays	Aide d'un Parent de l'étranger	Prêt d'un autre ménage	Prêt d'une tontine	Prêt bancaire ou IMF	Prêt/Appui d'une coopérative	Prêt/Appui d'une ONG	Autre	Total
Région de résidence										
Agadez	69,9	25,7	0,3	0,3	0	0	0	0	3,8	100
Diffa	90,5	7,9	0	0	0	0	0	1	0,7	100
Dosso	81,2	11,2	1,4	2,6	0	0	0	1,8	1,9	100
Maradi	84,6	9,6	1,4	1,5	0,4	0	0,4	0	2,2	100
Tahoua	91,9	5,8	0	0,5	0	0	0	0	1,8	100
Tillabéri	85,4	11,1	2,7	0,3	0	0	0	0	0,5	100
Zinder	74	12,5	0	9,5	0,8	0,4	0	0,2	2,7	100
Niamey	69,5	19,0	4,8	4,1	0	0	0	0	2,6	100
Milieu de résidence										
Urbain	72,0	20,4	2	3,6	0	0	0	0,3	1,7	100
Rural	84,7	8,3	0,8	3,2	0,4	0,1	0,1	0,3	2,1	100
Total	82,1	10,8	1	3,2	0,3	0,1	0,1	0,3	2	100

Source : Enquête EHCVM 2021

10.2.2.2 Sources de financement des femmes entrepreneures

Les femmes, tout comme les jeunes, financent majoritairement leurs activités économiques sur fonds propres. Plus de 8 femmes sur 10 commencent leurs activités avec leurs propres moyens. Après les fonds propres, l'aide d'un parent au pays constitue la seconde source de financement des femmes (8,5%). Le prêt d'un autre ménage vient en troisième position (4,5%). Par ailleurs, les femmes semblent avoir moins accès aux crédits auprès des institutions financières. Elles sont 0,6% à démarrer avec le prêt d'une tontine et 0,1% avec un prêt bancaire.

La répartition par milieu de résidence montre une faible disparité parmi les femmes utilisant leurs fonds propres (77,5% en milieu urbain contre 83,6% en milieu rurale). Cependant, une très forte disparité est observée en ce qui concerne l'aide d'un parent au pays. En effet, environ 14,4% des femmes du milieu urbain se font aider par un parent au pays contre 6,4% en milieu rural.

Quelle que soit la région considérée, plus de 73% des femmes utilisent leurs propres fonds au démarrage de leurs activités. Les plus grandes proportions sont enregistrées dans les régions de Diffa (91,1%) et Tahoua (91,1%) et la plus faible dans les régions de Zinder (73,8%) et de Niamey (73,9%). La distribution des femmes aidées par un parent au pays est par contre contrastée en fonction de la région. Ainsi, dans la région d'Agadez, les femmes sont plus aidées par un parent au pays (22,3%), suivies de Niamey (18%) et Dosso (10,4%).

Tableau 105 : Proportion des jeunes entrepreneurs par sources de financement au démarrage de leurs entreprises selon la région et le milieu de résidence.

	Fonds propre	Aide d'un Parent au pays	Aide d'un Parent de l'étranger	Prêt d'un autre ménage	Prêt d'une tontine	Prêt bancaire ou IMF	Prêt/Appui d'une coopérative	Prêt/Appui d'une ONG	Autre	Total
Région de résidence										
Agadez	75,5	22,3	0,2	0,5	0	0	0	0	1,5	100
Diffa	91,1	5,4	0	1,5	0,5	0	0	1,4	0	100
Dosso	83,8	10,2	0,6	1,1	0	0	0	0	4,4	100
Maradi	85,5	7,2	0,9	3,2	0,8	0	0,7	0	1,8	100
Tahoua	91,1	3,6	1,2	1,2	0	0	0	0,4	2,6	100
Tillabéri	77,5	9,4	2,6	6,8	0,5	0	0	1,1	2,2	100
Zinder	73,8	8,0	0,8	10,7	1,5	0,3	0	0,5	4,4	100
Niamey	73,9	18	2,2	5,9	0	0	0	0	0	100
Milieu de résidence										
Urbain	77,5	14,4	1,3	5,2	0,7	0	0	0,3	0,6	100
Rural	83,6	6,4	1	4,3	0,5	0,1	0,2	0,4	3,4	100
Total	82,1	8,5	1,1	4,5	0,6	0,1	0,1	0,3	2,7	100

Source : Enquête EHCVM 2021

10.2.3 DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES FEMMES ET JEUNES ENTREPRENEURS

Les difficultés majeures rencontrées par les jeunes et les femmes dans leurs activités sont la concurrence, le manque de clientèle et les difficultés d'approvisionnement en matières premières. Chez les jeunes (28,0%) et chez les femmes (27,6%) d'entrepreneurs sont confrontés à une forte concurrence dans leurs activités. Le manque de clientèle pour autres raisons affecte 19,6% des femmes entrepreneurs et 17,5% des jeunes entrepreneurs. Les résultats montrent que 11,9% de femmes entrepreneurs et 7,6% de jeunes entrepreneurs rencontrent des difficultés pour s'approvisionner en matières premières.



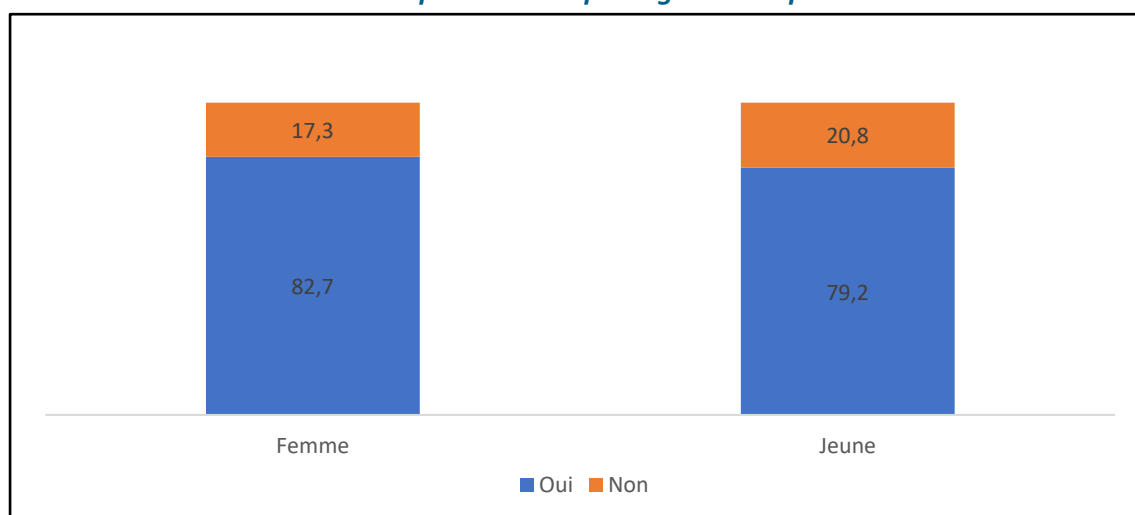
Tableau 106: Proportion des jeunes et des femmes rencontrant des problèmes dans leurs activités

	Jeunes	Femme
Difficultés d'approvisionnement en matières premières	7,6	11,9
Difficultés d'approvisionnement en matières premières à cause de la COVID-19	2,1	1,6
Manque de clientèle à cause de la COVID-19	3,8	3,6
Manque de clientèle pour autres raisons	17,5	19,6
Trop de concurrence	28,0	27,6
Difficultés d'accès au crédit	6,6	6,6
Difficultés de Recrutement de personnel qualifié	0,4	0,3
Manque de place, de local adapté	6,1	5,7
Difficultés d'accès aux équipements	1,6	1,4
Difficultés techniques de fabrication	2,0	1,9
Difficultés techniques de gestion	0,3	0,3
Problèmes d'accès à l'électricité	1,5	1,3
Problèmes de coupures d'électricité	2,9	3,1
Problèmes liés à une autre infrastructure (eau, téléphone)	0,5	0,4
Problèmes liés à l'internet	0,4	0,2
Problèmes liés à l'insécurité	5,6	4,0
Trop de réglementation, impôts et taxes	3,1	1,4

Source : Enquête EHCVM 2021

En dépit des multitudes difficultés rencontrées par les entrepreneurs nigériens, la majorité des femmes entrepreneures (82,7%) et des jeunes entrepreneurs (79,2%) ont déclaré que leurs entreprises ont fonctionné au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête.

Graphique 12: Proportion des femmes et des jeunes selon que l'entreprise a fonctionné ou non durant tous les 12 derniers mois précédant le passage de l'enquêteur.



Source : Enquête EHCVM 2021

Parmi les jeunes entrepreneurs et les femmes entrepreneures ayant déclaré que leurs différentes entreprises n'ont pas fonctionné tous les 12 derniers mois précédant l'enquête ont avancé diverses raisons, plus de la moitié affirment que le non fonctionnement de leurs entreprises est dû du fait qu'ils exercent des activités saisonnières. La deuxième raison la plus avancée est liée au fait que l'entreprise soit nouvellement créée. Moins de 3 entrepreneurs sur 10 (23% des jeunes et des

femmes) ont avancé que leurs entreprises n'ont pas fonctionné parce qu'elles sont nouvellement créées.

Tableau 107: Proportion des femmes et jeunes entrepreneurs par raison de non fonctionnement de leurs entreprises durant les 12 derniers mois.

	Jeunes	Femmes
Faillite	3,2	7,1
Activité saisonnière	59,8	50,0
Manque de clients	4,0	6,1
Manque main-d'œuvre	1,0	0,6
Manque matières 1ères/Problèmes technique	2,4	4,4
Problèmes d'approvisionnement à cause de COVID19	0,0	0,2
Créée au cours de l'année	23,1	23,2
Problèmes de Santé	3,0	3,4
Insécurité, délinquance, banditisme	1,0	0,5
Autres	2,6	4,4
Total	100	100

Source : Enquête EHCVM 2021

10.3 ACCÈS DES ENTREPRENEURS AUX SERVICES FINANCIERS

Le secteur de l'entrepreneuriat au Niger est essentiellement caractérisé par une faible compétence entrepreneuriale, même si la volonté d'entreprendre gagne de plus en plus de terrain surtout au niveau des jeunes et des femmes. L'entrepreneuriat se présente aujourd'hui comme l'ultime solution face à un phénomène de chômage croissant bien que l'accès au financement, la disponibilité d'un local adéquat pour l'entreprise, la complexité des démarches restent un défi majeur pour le développement de l'entrepreneuriat au Niger. Cette section est consacrée à l'accès des femmes et des jeunes aux services financiers.

10.3.1 JEUNES ET FEMMES ENTREPRENEURS POSSEDANT D'UN COMPTE

La possession d'un compte bancaire classique ou d'un compte dans toutes autres institutions financières constitue encore un défi majeur. Seulement 1,0% des jeunes entrepreneurs affirment avoir un compte bancaire. Ce taux est presque nul pour les autres institutions financières comme la poste (0%), la caisse d'épargne (0,4%), les cartes prépayées (0,1%) et le mobile Banking (0,1%).

Pour les femmes entrepreneures, 1,0% a un compte dans une banque classique, 0,1% à la poste, 0,7% à la caisse rurale d'épargne, 0% pour le mobile Banking et 0,1% pour la carte prépayée. La possession de compte bancaire est plus répandue chez les hommes entrepreneurs (2,5%) que chez les femmes entrepreneures (1%).

**Tableau 108 : Jeunes et femmes entrepreneurs disposant d'un compte**

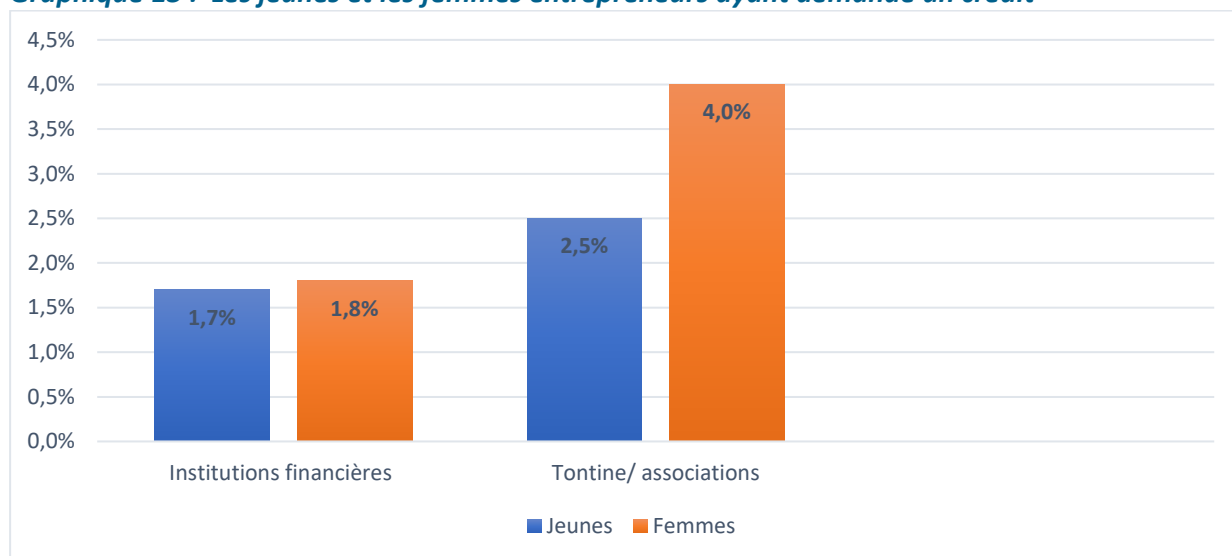
	Jeunes	Femmes	Hommes	Urbain	Rural
Banque classique	1,0	1,0	2,5	3,9	0,3
Poste	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0
Caisse rurale d'épargne IMF	0,4	0,7	0,4	0,7	0,4
Mobile Banking	0,1	0,0	0,4	0,5	0,0
Carte prépayée	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1

Source : *Enquête EHCVM 2021*

10.3.2 JEUNES ET FEMMES ENTREPRENEURES AYANT DEMANDE UN CREDIT DANS UNE INSTITUTION FINANCIERE, UNE TONTINE OU UNE ASSOCIATION

Dans le cadre de leurs activités, les entrepreneurs font recours à un prêt auprès des institutions financières (banques, caisses d'épargne...) et autres associations de crédit (tontine, micro crédits...). Selon les résultats de l'enquête, seuls 1,7% des jeunes et 1,8% des femmes entrepreneurs ont formulé une demande de crédit au près d'une institution financière. Les demandes de crédit auprès des associations et tontines par les jeunes (2,5%) et femmes (4%) entrepreneurs ont été plus importantes par rapport aux demandes adressées aux institutions financières.

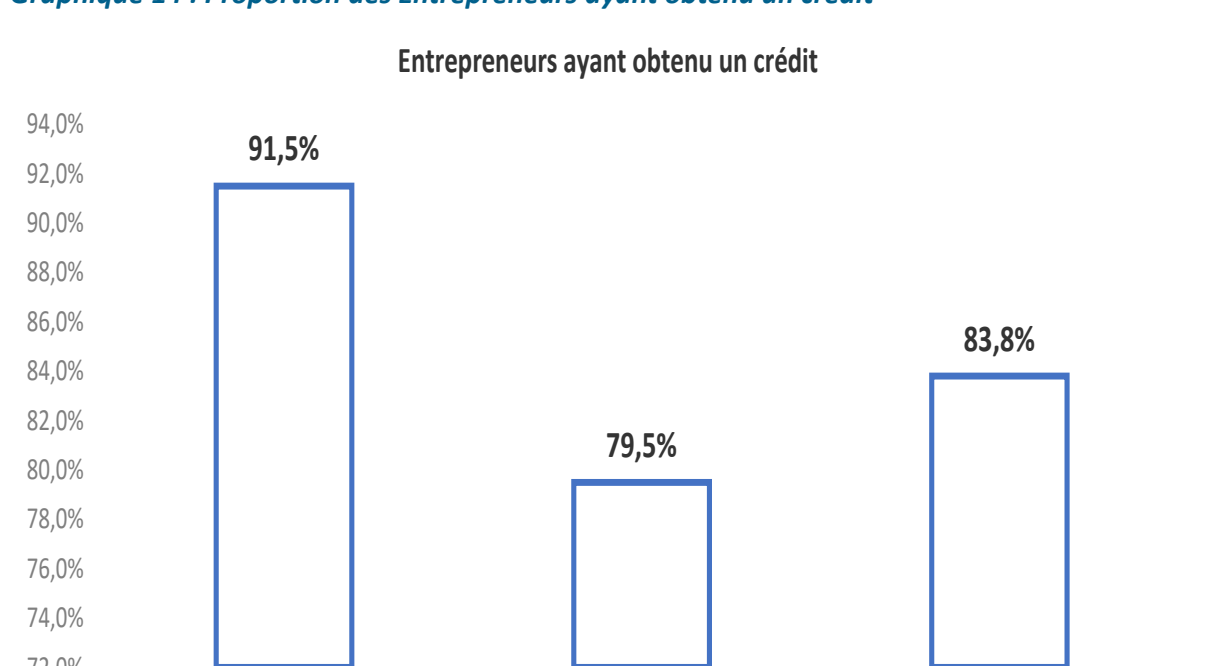
Graphique 13 : Les jeunes et les femmes entrepreneurs ayant demandé un crédit



Source : Enquête EHCVM 2021

La majorité des entrepreneurs qui ont formulé une demande de crédit ont vu leur demande satisfaite. Ainsi, 91,5% des jeunes entrepreneurs ayant demandé un crédit l'ont obtenu. Ce taux est de 79,5% pour les entrepreneures femmes et 83,8 % pour les entrepreneurs hommes.

Graphique 14 : Proportion des Entrepreneurs ayant obtenu un crédit



Source : Enquête EHCVM 2021

Aussi, la plupart des entrepreneurs n'ont pas adressé une demande de crédit auprès des institutions financières. Les raisons principales avancées par les jeunes sont entre autres la non nécessité de prendre un crédit (28,0%), l'absence d'institutions de crédit (23,4%), le non remplissage des conditions d'obtention (18,2%), la méconnaissance des procédures de demande de crédit (13,3%) et l'incapacité de rembourser (11,2%). Pour les femmes entrepreneures, ce sont



surtout la non nécessité (28%), le non remplissage des conditions (22,7%) et l'absence d'une institution de crédit (18,4%).

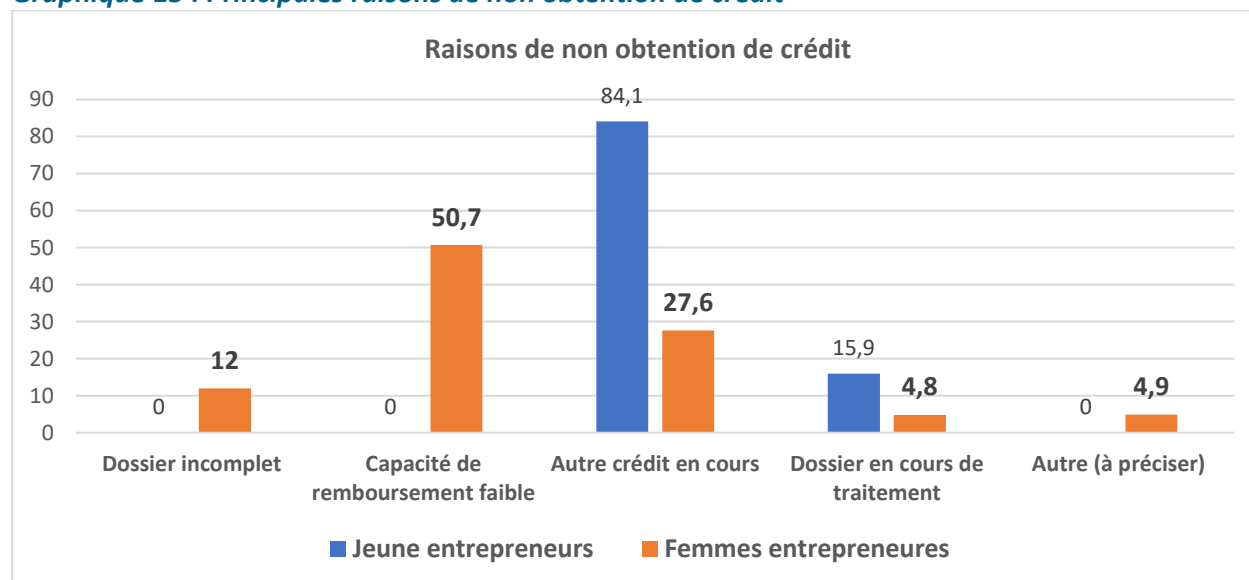
Tableau 109 : les raisons de non demande de crédit

Raison de non demande de crédit	Jeunes	Femmes
Absence d'institutions de crédit	23,4	18,4
Ne sait pas comment demander	13,3	12,1
Ne remplit pas les conditions	18,2	22,7
N'est pas sûr d'en obtenir un	5,3	5,3
Pas capable de rembourser	11,2	12,3
Taux d'intérêts élevés	0,4	0,5
Autre crédit en cours	0,2	0,3
Pas nécessaire	28,0	28,2
Autre (à préciser)	0,0	0,0
Total	100	100

Source : Enquête EHCVM 2021

Des entrepreneurs ayant demandé un crédit et qui ne l'ont pas obtenu ont avancé plusieurs raisons pour lesquelles leur demande n'a pas abouti. Concernant les jeunes entrepreneurs, 84,1% affirment avoir un crédit déjà en cours, et 15,9% ont des dossiers en cours de traitement. Pour les femmes entrepreneurs, les raisons de non obtention de crédit sont principalement les faibles capacités de remboursement (50,7%), autres crédits en cours (27,6%), dossiers incomplets (12%), dossiers en cours de traitement (4,8%).

Graphique 15 : Principales raisons de non obtention de crédit

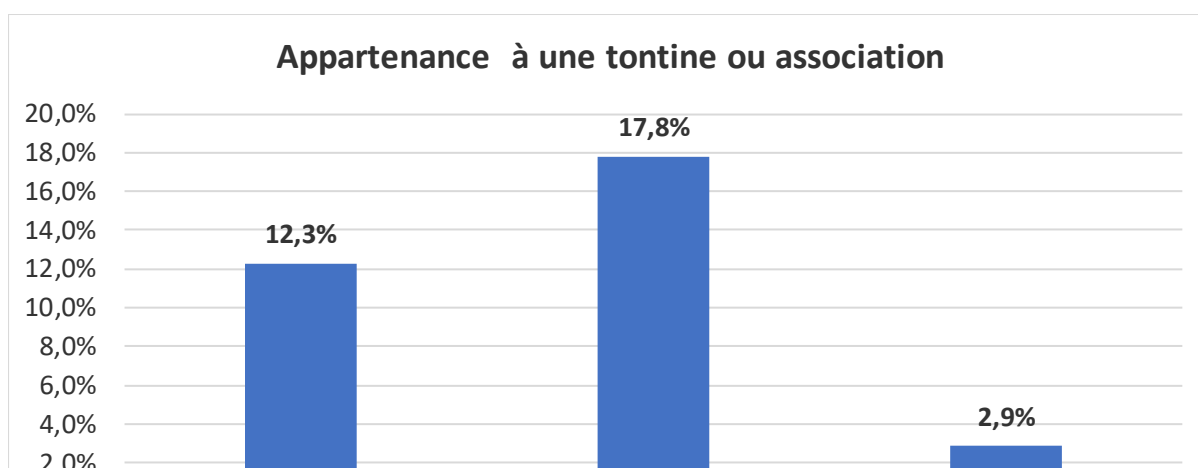


Source : Enquête EHCVM 2021

10.3.3 PROPORTION DES JEUNES, FEMMES ET HOMMES ENTREPRENEURS APPARTENANT A UNE TONTINE OU ASSOCIATION DE CREDIT

On constate une proportion non négligeable des entrepreneurs qui font de la tontine ou appartiennent à une association de crédit. Les femmes entrepreneurs sont les plus impliquées dans les tontines et associations (17,8%) suivies des jeunes (12,3%). Les hommes entrepreneurs sont les moins impliqués (3%).

Graphique 16 : Proportion des jeunes, femmes et hommes entrepreneurs appartenant à une tontine ou association



Source : Enquête EHCVM 2021

10.4 ENTREPRENEURIAT ET PAUVRETÉ

La jeunesse constitue une frange très importante de la population nigérienne. En effet, selon les résultats de l'EHCVM 2021, plus de 66% des nigériens ont moins de 25 ans. Toute politique ou programme visant à réduire la pauvreté au Niger doit accorder une place importante à cette frange de la population, notamment en promouvant l'entrepreneuriat des jeunes. C'est du reste dans cette optique que la stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger a été élaborée en 2019 pour la période 2020-2029. Cette stratégie vise de façon globale l'amélioration des conditions de vie des jeunes par leur inclusion économique à travers l'entrepreneuriat.

10.4.1 JEUNES ET PAUVRETE

Les résultats de l'EHCVM 2021 corroborent la vision du gouvernement au sens où ils indiquent que l'entrepreneuriat contribue fortement à la réduction de la pauvreté des jeunes. En effet, 70,4% des jeunes possédant une entreprise sont non pauvres. Ce taux présente des disparités suivant le milieu de résidence. Il s'établit à 88,4% en milieu urbain contre 57,9% en milieu rural.

**Tableau 110 : Proportion des jeunes entrepreneurs selon le statut de pauvreté et le milieu de résidence**

Répartition des jeunes entrepreneurs selon le statut de pauvreté et le milieu de résidence			
Incidence de la pauvreté (p0)	Milieu de résidence		Total
	Urbain %	Rural %	
Non pauvre	88,4	57,9	63,8
Pauvre	11,6	42,1	36,2
Total	100,0	100,0	100,0

Répartition des jeunes selon le statut de pauvreté			
Incidence de la pauvreté (p0)	Non %	Oui %	Total %
Non pauvre	63,8	70,4	64,7
Pauvre	36,2	29,6	35,3
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

10.4.2 FEMMES ENTREPRENEURES ET PAUVRETE

En dépit des nombreuses difficultés auxquelles les femmes entrepreneures sont confrontées, l'entrepreneuriat permet aux femmes de lutter efficacement contre la pauvreté. En effet, plus de sept femmes entrepreneures sur dix sont non pauvres alors qu'on enregistre un taux de pauvreté de plus de 37,3% chez les femmes non entrepreneures.

Suivant le milieu de résidence, la tendance est la même quel que soit le milieu considéré. En effet, en milieu urbain comme en milieu rural, les femmes entrepreneures sont moins pauvres que leurs sœurs ne possédant pas d'entreprise. Toutefois, l'entrepreneuriat féminin semble être plus porteur en milieu urbain où près de 9 femmes entrepreneures sur 10 sont non pauvres alors qu'en milieu rural seulement près de 6 femmes entrepreneures sur 10 sont non pauvres.

Tableau 111 : Proportion des femmes entrepreneures selon le statut de pauvreté

Repartition des femmes entrepreneures selon le statut de pauvreté			
Incidence de la pauvreté (p0)	propriétaire d'entreprise		Total
	Non %	Oui %	
non pauvre	62,7	72,1	64,4
pauvre	37,3	27,9	35,6
Total	100,0	100,0	100,0

Répartition des femmes entrepreneures selon le statut de pauvreté et le milieu de résidence			
p0	Urbain %	Rural %	Total %
non pauvre	87,9	57,7	62,7
pauvre	12,1	42,3	37,3
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête EHCVM 2021

CONCLUSION

Conformément au plan d'analyses des données issues de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM-II), et après l'élaboration du profil de pauvreté 2021, l'INS a produit et analysé les principaux indicateurs sociaux issus de cette enquête, objet du présent rapport.

Ainsi, il ressort de l'analyse des indicateurs sociaux de l'EHCVM 2021-2022, les principaux résultats que sont les suivants :

- en 2021, le Niger compte 4 135 089 ménages dont 83,7% sont en milieu rural. En moyenne, chaque ménage est composé de 5,8 personnes. Près de 81% des ménages nigériens sont propriétaires de leur logement, (9,1% avec titre et 71,6% sans titre de propriété). Les locataires représentent 4,3% des ménages. 68,6% des ménages vivent dans des maisons individuelles de type traditionnel ; 13,2% dans des cases traditionnelles ; 6,5% dans des chambres de type « entrer-coucher » et 4,1% dans des maisons modernes construites en matériaux définitifs ;
- un faible taux d'alphabétisation des adultes, autour de 35% ;
- 83% des ménages vivent dans des maisons dont le revêtement du sol est en terre battue ou sable. Le ciment ou le béton est le principal matériau de revêtement du sol (64,2%) en milieu urbain ;
- plus de sept (7) ménages sur dix (10) utilisent la nature comme lieu d'aisance et 18% utilisent des latrines dallées ;
- avec 80%, les deux principales sources d'eau de boisson des ménages sont les bornes fontaines ou robinets publics et les puits ouverts ;
- pour 93% des ménages le bois constitue la principale source d'énergie pour la cuisson suivie par le gaz (3,4%) et le charbon de bois (2,4%) ;
- 25% des ménages utilisent l'électricité comme principale source d'éclairage, parmi eux, 20% sont connectés aux réseaux publics de distribution d'électricité et 5% utilisent des installations privées. Aussi, 33% des ménages se situent dans des localités offrant la possibilité d'accéder aux réseaux de distribution d'électricité ;
- 62,8% des ménages possèdent au moins un champ et 73% les exploitent et 68% des ménages pratiquent l'élevage ;
- 90,3% des ménages ont accès à une école primaire, 37,8% à la maternelle, 28,6% au collège, 17,5% au lycée, 14,1% aux centres d'alphabétisation et 11,9% aux structures de formation professionnelle ;
- 82% de la population se situent à moins de 5 kilomètres d'une formation sanitaire, 13% des ménages ont accès aux hôpitaux, 45,6% aux autres centres de santé, 17,4% aux cabinets médicaux et 32,3% aux pharmacies/dépôts de produits pharmaceutiques. 91,8% des usagers des formations sanitaires sont satisfaits de leurs prestations ;
- 13,2% des ménages ont accès aux banques et aux institutions de microfinance, 24,3% au marché permanent, 26% aux routes bitumées, 41,7% aux routes en latérite, 13,7% aux



banques céréalières, 42,7% aux banques à aliments pour bétail, 29,2%, aux services d'Etat civil et 18,9% aux postes de police ou de gendarmerie les plus proches ;

- 80,2% des ménages ont reçu des moustiquaires imprégnées d'insecticide, 46,6% des soins pour les enfants de moins de 5 ans ; 34,6% de soutien apporté face aux effets de la pandémie de la COVID-19 ;
- la population en âge de travailler est estimée à 10 665 500 sur une population totale de 24 258 059 habitants en 2021, soit un ratio de 44,3% ; la population active est, quant à elle, estimée à près de six millions de personnes (5 978 653), représentant 56,1% de la population en âge de travailler. Les actifs occupés sont estimés à 5 840 318, soit 54,8% de la population en âge de travailler, tandis que les actifs non occupés sont d'environ 138 335, soit 1,3% de la population potentiellement active. L'agriculture et l'élevage sont les branches d'activité qui procurent le plus d'emploi à la population active occupée du pays en 2021, avec respectivement 32,8% et 30,6% ;
- 46,2% des enfants sont économiquement occupés, en grande partie employés, comme en 2018, dans l'agriculture (79,3% en 2021 et 76,2% en 2018) et l'élevage (15,1% et 14,1%) et la quasi-totalité des enfants actifs (99,8% en 2021 et 99,9% en 2018) sont du secteur institutionnel des entreprises privées et ceci quel que soit la caractéristique du ménage considérée. De plus, la grande majorité (91,1%) des enfants économiquement occupés sont de la catégorie socioprofessionnelle des Travailleurs des Entreprises Familiales, très loin devant celle des Travailleurs pour Compte Propre (4,3%). Enfin, pour ce qui est de la situation du chômage, il ressort que celui-ci reste relativement faible bien qu'ayant connu une hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2018, avec notamment 2,3% en 2021 contre 1,7% en 2018 ;
- seuls 20,4% des adultes vivent dans une localité couverte par le service d'une banque ou institution de micro finance, dont 98% en milieu urbain. 1,4% disposent d'un compte bancaire, 0,2% de comptes à la poste, 0,4% dans une caisse rurale.
- en 2021, 60% des ménages ont consacré leur budget à l'achat de produits alimentaires. 16% aux dépenses de logement, l'eau, l'électricité et 6% aux articles d'habillement et chaussures ;
- moins de 2 jeunes et des femmes sur 10 s'intéressent à l'activité entrepreneuriale. L'accès au crédit pour les entrepreneurs d'une manière générale et des jeunes (1%) et femmes (1%) entrepreneurs en particulier, demeure très faible au Niger.

L'analyse des résultats sur les indicateurs sociaux montre une nette amélioration dans de nombreux domaines, comparés à ceux obtenus en 2018, notamment en matière d'offre, d'accès et d'utilisation de certains services sociaux de base (éducation, santé, emploi,). Il est également à noter un fort taux de satisfaction des populations en matière d'offre de services notamment dans le domaine de l'éducation. Cependant, bien que significatifs et appréciables à plus d'un titre, ces progrès méritent d'être consolidés et soutenus par des actions entrant dans une stratégie globale de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations.





ANNEXES

Tableau 112: Répartition proportionnelle des ménages, selon le milieu et la région de résidence, la branche d'activité de l'employeur principal du chef de ménage et le sexe du chef de ménage en fonction du type de logement actuellement occupé.

		Type de logement actuel									
		Villa	Maison		Maison	Chambre	Case	Tente/			
		type	de	moderne		individuelle	de	hangar/			
		moderne		dans une	Celibat	type	(entrer-	bâche	Autre	Total	
				concession	érium	traditionnel	coucher)	nelle			
Milieu	de										
résidence											
Urbain		11,2		19,2	18,8	42,1	3,7	2	2,9	0	100.0
Rural		0,2		1,1	0,5	73,7	7,1	15,3	2	0	100.0
Région											
AGADEZ		2		10,7	3,3	50,5	5,6	8,9	19,1	0	100.0
DIFFA		0,6		2,9	0,7	49,3	6,2	35,4	4,9	0	100.0
DOSSO		0,9		2,4	3,1	75,8	2	15,4	0,3	0	100.0
MARADI		1,5		3,8	1,3	64,6	10,7	16,8	1,3	0	100.0
TAHOUA		0,7		3	0,5	82,1	8,1	5	0,7	0	100.0
TILLABÉRI		0,6		2,1	1,1	74,2	1,3	17,6	3,2	0	100.0
ZINDER		0,5		2,6	0,7	72,3	9,3	13,7	0,9	0	100.0
NIAMEY		19,4		19,7	37,9	13,2	3,4	1,5	5	0	100.0
Branche d'activité du CM											
Agriculture		0,1		0,7	0,3	76,2	7,8	14,4	0,5	0	
Elevage/pêche		0,8		1,3	0,8	66,5	3,9	21,1	5,6	0	100.0
Industries extractives		0,8		4,9	1,9	57,8	7,3	26,4	0,9	0	100.0
Autres industries		2,3		7,4	8,6	64	4,9	9,5	3,3	0	100.0
BTP		1,2		7,3	7	61,2	11,7	8,3	3,4	0	100.0
Commerce		3,3		9	6,6	65,9	7,1	6,7	1,5	0	100.0
Restaurant/Hôtel		1,7		1,1	10,2	77,2	6,3	3,2	0,3	0	100.0
Transport/Commerce		4,1		9,8	11,6	59,8	6,3	4,1	4,2	0	100.0
Education/Santé		9,8		22,1	11,6	50,2	1,8	3,4	1	0	100.0
Services personnels		2,7		7,3	8,7	59,4	7,6	12	2,4	0	100.0
Autres services		10		10,1	8,9	50,8	3,8	10,9	5,5	0	100.0
Sexe du C.M											
Masculin		2		4,1	3,6	69,8	5,4	12,9	2,3	0	100.0
Féminin		1,8		4	3	64,4	10,7	14,3	1,9	0	100.0

Quintile du bien être	Type de logement actuel								Total
	Villa type moderne	Maison de moderne dans une concession	Celibat érium	Maison individuelle de type traditionnel	Chambre (entrer-coucher)	Case traditionnelle	Tente/hangar/bâche	Autre	
1 ^{er}	0,0	0,3	0,3	61,3	11,0	23,9	3,3	0,0	100.0
2 ^{ème}	0,0	1,3	0,6	69,6	9,0	17,7	1,8	0,0	100.0
3 ^{ème}	0,0	1,3	1,2	75,8	5,6	13,7	2,5	0,0	100.0
4 ^{ème}	0,4	2,4	2,2	79,8	4,9	8,9	1,4	0,0	100.0
5 ^{ème}	7,2	11,7	9,8	57,7	4,3	7,0	2,3	0,0	100.0
Ensemble	2	4,1	3,4	68,6	6,5	13,2	2,2	0	100.0

Tableau 113: répartition (%) des ménages par la nature des murs extérieurs du logement selon la branche d'activité et le sexe du CM

	Ciment/Béton/Pierres	Briques cuites	Bac alu, vitres, etc.	Banco amélioré/semi-dur	Matériaux de récupération (planches, tôles...)	Pierres simples (Traditionnelles)	Paille, motte de terre	Autre (à préciser)	Total
Branche d'activité									
Inactif/non occupé	13,4	0,7	0	20,1	2,2	0	63,4	0,1	100
Agriculture	0,3	0	0	17	0,1	1,4	81,1	0	100
Elevage/syl. pêche	1,8	0,3	0	15,8	0	0,8	80,6	0,7	100
Industrie extractive	5	0	0	10,1	0	0	84,9	0	100
Autres industries	14,5	0,4	0,2	24,7	0,7	0,9	58,4	0,1	100
BTP	9,9	0,2	0	20,9	0	1	67,6	0,4	100
Commerce	13,6	0,4	0,2	27,2	0,2	0	58,3	0,1	100
Restaurant/Hôtel	11,5	1,5	0	16,2	0	3,3	67,4	0	100
Trans. /Comm.	18,6	1,1	0	30,5	3,1	1,4	44,9	0,4	100
Education/Sante	35,9	2,5	0	26,2	0	0	35,4	0	100
Services personnels	14,2	0,4	0	20,7	0	0,5	63,8	0,4	100
Autres services	41,2	4,6	0	21,8	2,7	1,8	27	0,9	100
Sexe du CM									
Masculin	7,5	0,6	0,1	53,4	0,5	1,7	35,7	0,4	100
Féminin	6,7	0,8	0,2	59,9	0,3	1,3	30,2	0,6	100
Ensemble	6,8	0,4	0	19,5	0,4	1	71,6	0,2	100



Tableau 114: Répartition (en %) des ménages par branche d'activité et sexe du CM selon principal matériau de revêtement du sol du logement

Principal matériau de revêtement du sol du logement						
	Carreaux/ Marbre	Ciment/ Béton	Terre battue/ Sable	Bouse d'animaux	Autre	Total
Branche d'activité						
Agriculture	0	4,4	95,5	0,1	0	100.0
Elevage/pêche	0,8	6	93,1	0,1	0	100.0
Industries extractives	0	13,2	86,8	0	0	100.0
Autres industries	2,6	25	72,3	0	0	100.0
BTP	1,2	27,8	71	0	0	100.0
Commerce	2,3	30,5	67,1	0,1	0,1	100.0
Restaurant/Hôtel	1,7	25,9	72,4	0	0	100.0
Transport /Commerce	2,5	41	56,5	0	0	100.0
Education/Santé	7,3	54,8	37,9	0	0	100.0
Services personnels	3	30,3	66,4	0,3	0	100.0
Autres services	8,4	34,4	57,1	0	0	100.0
Sexe du CM						
Masculin	1,7	15,5	82,7	0,1	0	100.0
Féminin	1,6	14,2	84,3	0	0	100.0
Ensemble	1,6	15,2	83	0,1	0	100.0

	Accès eau potable		Déchets évacués sainement		Toilettes saines		Excréments évacués sainement		Eaux usées évacuées sainement	
	2018	2021	2018	2021	2018	2021	2018	2021	2018	2021
Région										
Agadez	57,7	66,3	32,7	35,4	28,3	26,6	18,9	23,7	7,4	3,9
Diffa	56,8	47,0	11,7	19,3	9,7	8,6	7,8	8,1	2,3	1,5
Dosso	65,2	58,9	9,3	11,4	2,1	3,7	3,2	3,5	0,5	0,5
Maradi	57,0	65,1	7,5	15,5	6,3	7,1	5,1	8,2	1,8	2,0
Tahoua	43,6	49,6	3,5	4,6	4,5	8,6	3,9	5,8	0,6	1,1
Tillabéri	59,8	51,2	5,4	5,2	3,7	4,7	2,8	4,2	0,1	0,3
Zinder	61,8	53,4	5,0	9,6	1,7	4,5	2,1	5,3	1,6	1,8
Niamey	82,4	86,4	67,8	76,5	41,2	44,1	49,3	50,0	12,4	18,8
Milieu résidence										
Urbain	88,5	89,4	48,1	58,1	33,9	39,2	32,4	41,4	10,6	12,9
Rural	52,2	50,9	2,8	5,8	1,3	3,1	1,5	2,6	0,1	0,4
Taille ménage										
1 personne	46,1	57,9	14,6	20,7	12,2	6,8	10,2	8,4	2,8	3,0
2 personnes	46,1	57,4	9,8	13,4	6,8	7,2	7,5	8,5	2,1	2,6
3 à 5 personnes	46,1	56,4	10,9	14,5	6,8	8,9	6,8	9,2	2,1	2,5
6 à 9 personnes	46,1	57	10,1	14,0	6,5	8,5	6,2	7,8	2	2,0
10 à 14 personnes	46,1	58,8	9,6	12,7	6,8	11,4	7,1	11,7	0,9	2,8
15 personnes et +	46,1	70,3	17	23,5	10,7	22,4	11,5	19,6	0,2	4,5
Statut de pauvreté										
Non pauvre	62,4	62,3	14,3	17,8	9,6	12,4	9,5	12,3	2,7	3,4
Pauvre	49,9	47,3	2,8	7,6	1,2	2,3	1,1	2,3	0,3	0,4
Sexe du CM										
Masculin	59,2	57,8	11	14,6	7,1	9,5	6,8	9	1,9	2,5
Féminin	54,2	54,6	8,6	13,2	5,8	7,1	6,6	8,6	1,8	2,0
Age du CM										
Moins de 25 ans	48,7	45,7	2,4	3,7	1,7	3,7	1	3,4	0,5	0,5
25-34 ans	54,2	53,1	9,3	12,5	5	6,3	5,3	5,8	1,4	2,0
35-44 ans	60,6	60,1	11,8	14,8	7,6	9,0	7,6	9,6	1,7	2,0
45-54 ans	60,0	57,5	12,2	16,3	8,8	10,7	7,6	9,2	2,4	2,8
55-64 ans	61,2	55,5	11,3	16,5	8,8	11,2	8,8	11,2	3	3,2
65 ans et +	59,9	61,7	11	13,3	6,4	8,9	7	10,3	2	2,9
Quintiles de bien-être										
1 ^{er}	51,4	43,4	1,9	6,2	1	0,9	1,1	1,5	0,3	0,2
2 ^{ème}	48,4	48,3	2,2	7,8	1,5	2,5	1,1	2,1	0,2	0,0
3 ^{ème}	56,3	53,1	4,8	7,4	2,5	4,2	1,9	2,7	0,1	1,0
4 ^{ème}	56,7	59,2	7,7	10,2	4,9	7,4	4,7	8,4	1,3	1,7
5 ^{ème}	71,0	72,4	27,1	32,0	18,1	22,8	18,8	22,8	5,7	6,9
Ensemble	46,1	57,1	10,6	14,3	6,9	9	6,8	8,9	1,9	2,4

**Tableau 115: Répartition des ménages selon la source d'énergie pour la cuisson**

	Bois (%)	Charbon de bois (%)	Gaz (%)	Autres (%)
Région résidence				
Agadez	71,9	15,4	11,2	3
Diffa	91,4	7,1	1,5	0
Dosso	98,5	0,6	0,5	0
Maradi	92,7	1	2	0,4
Tahoua	95,7	2	1,6	0,2
Tillabéri	98,3	1	0,5	0,4
Zinder	97,3	0,4	1,1	1,8
Niamey	54,6	12,7	32,5	0
Milieu résidence				
Urbain	67,5	12,5	19,4	0
Rural	97,8	0,4	0,3	0,8
Taille ménage				
1 personne	69,6	11,3	10,7	0
2 personnes	92,2	2,5	3,1	0,8
3 à 5 personnes	92,6	2,4	4,1	0,6
6 à 9 personnes	94,1	2	2,8	0,6
10 à 14 personnes	94,6	2,2	1,6	1,2
15 personnes et +	95,2	0,2	1,3	0
Branche d'activité du CM				
Agriculture	98,1	0,4	0,1	0,8
Elevage/syl./peche	97,8	0,2	0,8	1
Indust. extr.	88,8	4	2,5	0
Autres industries	87,1	6,3	5,3	0
BTP	87,8	7,8	3,5	0
Commerce	88,7	4,1	5,5	0,8
Restaurant/Hôtel	93,5	3,5	3	0
Transp./Comm.	80,6	8,6	9,8	0
Education/Sante	63,9	8	28,1	0
Services personnels	88,8	4,4	5,8	0
Autres services	80,2	5,7	13	0,4
Genre du CM				
Masculin	92,6	2,6	3,5	0,8
Féminin	93,5	1,5	3,2	0,4
Age du CM				
Moins de 25 ans	96,4	0,8	2	0
25-34 ans	92,3	2	3,5	1,4
35-44 ans	91,9	2,9	4,4	0,2
45-54 ans	92	2,9	4	0,6
55-64 ans	94,2	2,2	2,7	0,6
65 ans et +	94,3	1,8	1,8	0,8

	Bois (%)	Charbon de bois (%)	Gaz (%)	Autres (%)
Ensemble	92,8	2,4	3,4	0,6

Tableau 116: Répartition des ménages selon l'utilisation de l'électricité, la lampe et autres

Source d'éclairage			
	Electricité	Lampe	Autres
Région			
Agadez	34,6	65,3	0
Diffa	15,5	83,7	0,8
Dosso	27,9	71,6	0,4
Maradi	14,3	85,6	0
Tahoua	24,3	75,3	0,4
Tillabéri	31	68,2	0,8
Zinder	10,6	89,4	0
Niamey	86,1	13,2	0,7
Milieu de résidence			
Urbain	73	26,3	0,6
Rural	15,7	84,1	0,3
Taille du ménage			
1 personne	23,8	76,1	0
2 personnes	25,4	74,6	0
3 à 5 personnes	24,6	75,1	0,3
6 à 9 personnes	24,6	75	0,5
10 à 14 personnes	28,3	71,6	0
15 personnes et +	31,8	68,3	0
Branche d'activité du CM			
Agriculture	13,8	85,9	0,3
Elevage/syl./peche	18,7	81,1	0,2
Indust. extr.	31,4	68,6	0
Autr. indust.	38,1	60,7	1,1
BTP	23,1	75,4	1,5
Commerce	39	60,8	0,2
Restaurant/Hotel	27,7	72,3	0
Trans./Comm.	44,3	55,6	0
Education/Sante	73,5	26,5	0
Services persos.	37,8	61,8	0,3
Aut. Services	45,6	54,1	0,4
Genre du CM			
Masculin	25,3	74,4	0,3



Source d'éclairage			
Féminin	24	75,7	0,3
Age du CM			
Moins de 25 ans	14,2	85,8	0
25-34 ans	19,8	80	0,2
35-44 ans	26,1	73,6	0,4
45-54 ans	28,8	70,8	0,3
55-64 ans	26,3	73,3	0,4
65 ans et +	26,1	73,5	0,3
Quintile			
1 ^{er}	6,1	93,5	0,3
2 ^{ème}	10,3	89,1	0,6
3 ^{ème}	16,4	83,1	0,5
4 ^{ème}	24,1	75,8	0
5 ^{ème}	52,9	46,8	0,3
Total	25	74,7	0,3



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Caractéristiques	Les programmes de soutien aux ménages										
	Don de céréales	Don de farines de céréales (semoule)	Don de nourriture pour les élèves à l'école	Nourriture contre travail	Supplément alimentaire pour les enfants malnutris	Travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre	Transferts en cash du gouvernement /ONG	Programme de prise en charge des femmes enceintes	Soins pour les enfants de moins de 5 ans	Soutien à cause de la COVID-19	Don de moustiquaire imprégnée
Milieu de résidence											
Urbain	45,7	8,2	10,7	8,7	22,7	10,5	20,1	27,5	47,8	52,0	83,3
Rural	48,3	6,5	10,0	13,1	21,9	14,1	16,3	28,0	46,4	31,2	79,6
Région											
Agadez	39,3	7,6	18,5	1,2	3,7	4,7	3,9	9,1	24,4	41,9	82,2
Diffa	33,3	1,9	3,0	1,4	12,6	6,1	19,6	16,1	46,2	17,6	63,9
Dosso	42,4	3,2	6,2	10,2	21,3	14,5	12,2	21,7	44,5	24,8	92,9
Maradi	56,3	5,1	10,3	13,5	30,4	17,0	17,0	44,7	60,9	38,4	81,0
Tahoua	47,7	12,1	11,7	13,5	20,2	18,4	22,6	22,0	42,9	29,0	79,5
Tillabéri	43,0	6,4	4,4	11,7	15,9	13,4	18,6	26,7	38,2	27,3	72,0
Zinder	51,4	4,6	15,6	15,8	25,8	8,2	11,1	28,9	48,2	42,3	82,2
Niamey	48,7	11,7	8,7	12,1	23,6	12,6	27,0	28,4	50,9	60,9	79,7
Sexe du CM											
Masculin	48,3	6,8	10,6	12,9	22,5	14,3	17,3	29,2	48,6	35,8	80,4
Féminin	46,5	6,7	8,4	10,8	20,3	10,9	15,7	23,5	39,4	30,3	79,4
Situation matrimoniale du CM											
Célibataire	30,3	5,6	6,6	7,7	12,4	7,6	19,0	18,0	26,9	21,6	73,6
Marié(e) monogame	47,3	6,4	10,1	12,6	22,0	13,3	16,6	28,0	47,6	33,5	80,0
Marié(e) polygame	47,5	6,3	11,4	12,6	23,4	15,0	17,1	32,5	53,3	37,8	81,9
Veuf(ve)	52,6	8,7	8,0	10,9	20,8	12,8	18,0	20,9	32,2	35,4	78,7
Divorcé(e)	53,7	12,6	13,6	13,9	22,2	13,6	19,8	26,1	34,1	41,9	82,9
Séparé(e)	58,9	20,7	14,1	14,1	14,1	14,1	14,1	14,1	27,6	41,8	65,3

Education du CM

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



Les programmes de soutien aux ménages

Caractéristiques	Don de céréales	Don de farines de céréales (semoule)	Don de nourriture pour les élèves à l'école	Nourriture contre travail	Supplément alimentaire pour les enfants malnutris	Travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre	Transferts en cash du gouvernement /ONG	Programme de prise en charge des femmes enceintes	Soins pour les enfants de moins de 5 ans	Soutien à cause de la COVID-19	Don de moustiquaire imprégnée
Aucun	47,8	6,6	9,8	12,5	21,6	13,5	16,3	27,2	44,6	33,3	80,1
Primaire	48,9	9,5	12,7	12,8	24,3	14,2	19,7	32,8	53,8	38,8	81,7
Second. gl 1	49,9	4,5	11,5	11,2	24,4	12,8	20,2	30,2	59,3	40,8	80,5
Second. Tech. 1	64,0	43,0	43,0	43,0	43,0	43,0	49,6	43,0	49,1	73,7	87,7
Second. gl 2	39,3	13,8	9,0	8,0	20,6	7,4	13,9	27,3	56,5	38,8	80,0
Second. Tech. 2	41,0	1,0	3,4	7,8	28,1	19,8	23,8	25,0	47,0	44,9	77,5
Postsecondaire	45,6	5,6	7,8	14,5	43,4	28,8	19,4	47,8	79,9	33,7	88,0
Supérieur	43,4	4,7	8,6	9,4	14,6	9,3	17,7	24,8	48,1	48,3	75,8
Ensemble	47,9	6,8	10,1	12,4	22,0	13,5	16,9	28,0	46,6	34,6	80,2

Tableau 117: Répartition (en%) des ménages dont au moins un membre a fait une demande pour un programme

Caractéristiques	Les programmes de soutien aux ménages										
	Don de céréales	Don de farines de céréales (semoule)	Don de nourriture pour les élèves à l'école	Nourriture contre travail	Supplément alimentaire pour les enfants malnutris	Travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre	Transferts en cash du gouvernement/ONG	Programme de prise en charge des femmes enceintes	Soins pour les enfants de moins de 5 ans	Soutien à cause de la COVID-19	Don de moustiquaire imprégnée
Milieu de résidence											
Urbain	9,9	1,3	8,1	1,1	2,8	2,1	9,6	12,1	51,2	22,3	40,2
Rural	17,3	2,5	6,4	6,8	7,5	15,1	12,6	19,0	51,8	13,7	43,0
Région											
Agadez	19,3	1,5	30,3	0,0	15,5	3,9	0,0	22,4	74,3	27,9	53,6
Diffa	39,7	15,8	38,7	50,2	8,1	23,6	42,0	47,7	69,6	18,8	55,9
Dosso	30,5	0,3	18,8	18,7	16,8	21,9	8,8	35,0	59,8	31,4	48,6
Maradi	8,8	5,9	6,6	4,0	2,9	20,4	5,5	17,3	49,0	6,4	31,1
Tahoua	3,9	2,2	3,0	0,5	3,1	3,3	3,2	8,0	55,4	1,9	34,0
Tillabéri	23,8	0,1	0,0	5,7	9,6	19,7	28,6	19,7	49,8	22,5	50,7
Zinder	23,0	3,2	4,2	9,1	8,6	13,2	14,0	16,1	45,8	20,0	49,8
Niamey	3,1	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	5,7	12,9	45,1	20,1	33,1
Sexe du CM											
Masculin	16,5	2,5	7,0	6,8	7,2	14,4	12,9	17,9	53,6	15,5	43,7
Féminin	14,9	1,6	5,3	3,7	4,8	9,3	8,3	18,0	43,5	16,9	38,1
Situation matrimoniale du CM											
Célibataire	5,8	0,0	0,0	0,0	4,3	0,0	32,0	0,0	20,2	21,5	45,7
Marié(e) monogame	16,6	2,8	7,0	7,1	6,6	14,7	12,0	16,9	54,4	15,1	43,7
Marié(e) polygame	13,8	2,8	7,4	5,0	8,0	11,1	11,5	24,7	54,7	14,9	41,8
Veuf(ve)	18,9	0,0	3,2	3,7	6,6	13,9	13,1	8,8	27,4	20,4	37,1
Divorcé(e)	8,4	0,0	4,4	0,0	0,0	2,1	4,5	18,3	14,9	17,1	35,7
Séparé(e)	24,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	24,4	34,3	57,9

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



Caractéristiques	Les programmes de soutien aux ménages										
	Don de céréales	Don de farines de céréales (semoule)	Don de nourriture pour les élèves à l'école	Nourriture contre travail	Supplément alimentaire pour les enfants malnutris	Travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre	Transferts en cash du gouvernement/ONG	Programme de prise en charge des femmes enceintes	Soins pour les enfants de moins de 5 ans	Soutien à cause de la COVID-19	Don de moustiquaire imprégnée
Education du CM											
Aucun	17,0	2,6	6,2	7,2	7,0	14,8	12,8	17,5	50,4	16,1	43,0
Primaire	15,2	1,7	5,6	1,2	6,2	10,5	11,2	17,5	51,8	18,2	43,8
Second. gl 1	11,8	0,0	16,9	2,6	8,0	7,0	8,6	22,3	60,9	12,0	35,8
Second. tech. 1	14,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,3	0,0	78,4	5,3	15,8
Second. gl 2	2,9	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	52,2	10,7	35,1
Second. tech. 2	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	68,1	50,3	12,7	46,8
Postsecondaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	65,2	3,1	41,3
Supérieur	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,7	15,8	71,2	6,8	38,3
Ensemble	16,1	2,3	6,7	6,2	6,7	13,5	12,0	17,9	51,7	15,8	42,5

Tableau 118: Répartition (en %) des ménages dont au moins un membre a bénéficié d'un programme

Caractéristiques	Les programmes de soutien aux ménages										
	Don de céréales	Don de farines de céréales (semoule)	Don de nourriture pour les élèves à l'école	Nourriture contre travail	Supplément alimentaire pour les enfants malnutris	Travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre	Transferts en cash du gouvernement/ONG	Programme de prise en charge des femmes enceintes	Soins pour les enfants de moins de 5 ans	Soutien à cause de la COVID-19	Don de moustiquaire imprégnée
Milieu de résidence											
Urbain	10,2	1,1	11,6	1,4	1,3	0,6	6,8	17,3	58,2	20,6	66,6

Caractéristiques	Les programmes de soutien aux ménages										
	Don de céréales	Don de farines de céréales (semoule)	Don de nourriture pour les élèves à l'école	Nourriture contre travail	Supplément alimentaire pour les enfants malnutris	Travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre	Transferts en cash du gouvernement/ONG	Programme de prise en charge des femmes enceintes	Soins pour les enfants de moins de 5 ans	Soutien à cause de la COVID-19	Don de moustiquaire imprégnée
Rural	23,6	3,5	12,7	7,1	7,3	16,6	13,6	25,4	62,1	12,9	73,5
Région											
Agadez	23,6	1,5	35,3	16,8	7,9	5,5	0,0	20,3	74,1	25,2	69,2
Diffa	28,4	15,8	45,0	50,2	5,5	17,8	28,0	43,2	70,2	17,1	73,4
Dosso	23,8	0,0	12,2	16,5	2,2	5,5	1,9	27,8	64,9	25,0	77,1
Maradi	17,5	5,9	16,5	4,5	4,7	22,5	9,3	29,4	69,2	8,2	64,8
Tahoua	10,2	2,2	10,0	0,5	6,9	9,1	2,6	19,5	63,0	4,0	67,5
Tillabéri	41,7	0,0	22,5	5,9	11,2	30,8	37,9	29,7	58,6	23,7	87,0
Zinder	23,8	8,7	7,2	10,2	8,5	7,3	9,0	15,6	52,3	14,2	74,9
Niamey	8,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	4,9	16,4	53,1	22,9	57,1
Sexe du CM											
Masculin	22,2	2,6	13,0	7,1	6,7	16,5	13,4	25,6	64,0	14,3	72,7
Féminin	18,8	4,4	10,4	3,7	4,3	5,7	7,9	17,2	50,4	16,7	71,2
Situation matrimoniale du CM											
Célibataire	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,7	0,0	7,6	18,8	73,2
Marié(e) monogame	22,4	3,0	12,5	7,4	6,5	16,4	12,5	23,5	64,6	13,8	73,7
Marié(e) polygame	18,5	2,8	14,2	6,1	7,7	12,3	10,9	33,6	66,1	13,7	70,7
Veuf(ve)	23,2	4,5	9,9	2,6	3,1	8,7	12,6	9,9	31,4	22,0	68,1
Divorcé(e)	15,3	0,0	12,9	0,0	0,0	11,4	1,0	0,3	16,1	14,8	65,4
Séparé(e)	24,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	24,4	34,3	79,5

Education du CM

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



Caractéristiques	Les programmes de soutien aux ménages										
	Don de céréales	Don de farines de céréales (semoule)	Don de nourriture pour les élèves à l'école	Nourriture contre travail	Supplément alimentaire pour les enfants malnutris	Travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre	Transferts en cash du gouvernement/ONG	Programme de prise en charge des femmes enceintes	Soins pour les enfants de moins de 5 ans	Soutien à cause de la COVID-19	Don de moustiquaire imprégnée
Aucun	22,3	3,6	12,9	7,3	6,8	16,1	12,9	23,0	60,1	15,2	72,9
Primaire	22,1	1,6	11,1	3,0	4,7	10,9	11,4	28,8	64,6	17,0	73,0
Second. gl 1	18,8	0,0	15,4	2,6	5,1	7,3	8,1	33,5	70,1	11,6	66,8
Second. Tech. 1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0	78,4	0,0	85,2
Second. gl 2	4,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,3	15,5	59,9	15,4	75,7
Second. tech. 2	6,6	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	11,0	46,4	6,0	65,4
Postsecondaire	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	66,4	1,5	71,8
Supérieur	1,6	0,0	5,1	0,0	0,0	0,0	8,7	21,4	72,6	1,5	60,8
Ensemble	21,5	3,0	12,5	6,5	6,3	14,6	12,3	24,1	61,5	14,8	72,4

Tableau 119: Répartition (en %) des individus âgés de 15 ans ou plus selon l'accès au crédit au cours des 12 derniers mois

Caractéristiques	A demandé un crédit à une institution financière	A obtenu un crédit auprès d'une institution financière	Est membre d'une tontine ou d'une association d'entraide	A demandé du crédit dans cette association d'entraide ou tontine
Milieu de résidence				
Urbain	1,1	82,3	6,0	0,9
Rural	1,3	93,8	3,3	1,2
Région				
Agadez	1,1	60,5	3,1	1,0
Diffa	0,2	48,5	3,8	1,9
Dosso	0,2	94	3,6	0,8
Maradi	1,2	95,1	4,5	1,4
Tahoua	0,2	61,8	2,5	0,8
Tillabéri	0,5	90,9	1,9	0,6
Zinder	4,0	95,8	5,5	2,0



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Niamey	1,2	78,9	7,1	0,8
Sexe du CM				
Masculin	1,3	93,0	3,6	1,1
Féminin	1,2	85,8	5,1	1,5
Situation matrimoniale du CM				
Célibataire	1,6	100,0	4,9	1,2
Marié(e) monogame	1,5	93,4	3,4	1,0
Marié(e) polygame	0,7	89,3	4,6	1,2
Veuf(ve)	1,1	80,5	4,4	1,6
Divorcé(e)	1,3	100,0	7,6	4,0
Séparé(e)	0,0		6,5	1,8
Education du CM				
Aucun	1,2	90,6	3,4	1,1
Primaire	1,2	96,0	5,4	1,3
Second. gl 1	2,1	98,5	5,6	1,9
Second. tech. 1	2,3	100,0	0,0	0,0
Second. gl 2	2,0	88,1	8,7	1,2
Second. tech. 2	1,6	95,3	6,1	1,2
Postsecondaire	0,9	51,3	9,1	0,6
Supérieur	2,1	97,4	6,2	0,8
Ensemble	1,3	91,9	3,9	1,1

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



Tableau 120: Répartition (en %) des individus âgés de 15 ans ou plus selon les raisons de non demande de crédit

Caractéristiques	Absence d'institution de crédit	Ne sait pas comment demander	Ne remplit pas les conditions	N'est pas sûr d'en obtenir	Pas capable de rembourser	Taux d'intérêts élevés	Autre crédit en cours	Pas nécessaire	Institution de crédit inaccessible à cause de la COVID-19	Autres	Ensemble	Taille échantillon
Milieu de résidence												
Urbain	1,7	5,6	30,4	5,6	14,4	1,4	0,6	40,2	0,0	0,1	100	8150
Rural	25,5	9,7	23,0	2,6	11,9	0,2	0,5	26,7	0,0	0,0	100	10927
Région												
Agadez	13,1	9,0	31,2	3,5	16,3	0,3	0,3	26,2	0,0	0,1	100	1751
Diffa	36,2	2,3	30,1	1,8	1,4	0,1	0,1	27,9	0,1	0,1	100	2045
Dosso	13,8	6,5	32,1	1,9	17,4	0,6	0,1	27,7	0,0	0,0	100	2474
Maradi	27,8	15,8	16,2	3,4	7,2	0,2	0,4	29,1	0,0	0,0	100	2909
Tahoua	18,5	11,4	31,7	3,0	9,6	0,0	0,0	25,8	0,0	0,0	100	2434
Tillabéri	32,6	2,7	18,2	1,6	16,1	0,6	1,7	26,5	0,0	0,0	100	2170
Zinder	17,2	9,5	21,8	4,8	15,0	0,1	0,5	31,1	0,0	0,1	100	2880
Niamey	1,0	4,6	29,1	5,4	12,1	2,1	0,5	45,1	0,0	0,1	100	2414
Sexe du CM												
Masculin	22,0	8,9	24,4	3,2	11,5	0,4	0,6	29,0	0,0	0,0	100	16128
Féminin	14,5	8,8	24,5	2,8	17,5	0,4	0,3	31,1	0,0	0,0	100	2949
Situation matrimoniale du CM												
Célibataire	21,0	2,7	6,1	9,2	27,9	0,9	1,3	31,0	0,0	0,0	100	168
Marié(e) monogame	20,7	8,6	24,4	3,2	12,2	0,4	0,6	29,9	0,0	0,1	100	11977
Marié(e) polygame	24,5	9,9	24,0	3,0	10,8	0,4	0,5	27,0	0,0	0,0	100	4585
Veuf(ve)	12,5	7,4	26,7	2,9	17,3	0,6	0,4	32,1	0,0	0,0	100	1950
Divorcé(e)	11,3	13,9	32,4	3,8	9,0	0,8	0,0	28,5	0,0	0,2	100	363
Séparé(e)	9,5	0,0	16,4	9,2	27,7	2,9	0,0	34,3	0,0	0,0	100	34
Education du CM												
Aucun	22,7	9,5	23,5	3,0	12,8	0,2	0,5	27,6	0,0	0,0	100	13825
Primaire	16,8	7,9	26,9	4,5	9,9	0,5	0,3	33,2	0,0	0,0	100	2421
Second. gl 1	11,5	6,1	32,7	3,6	14,4	1,0	0,3	30,3	0,0	0,0	100	1503
Second. tech. 1	0,0	0,5	77,6	1,9	3,8	7,0	0,0	7,1	0,0	2,0	100	56
Second. gl 2	10,3	1,0	22,8	1,5	10,2	2,4	2,9	48,9	0,0	0,0	100	314
Second. tech. 2	14,2	3,8	33,0	2,2	7,9	0,9	2,9	35,0	0,0	0,0	100	248
Postsecondaire	2,9	0,0	9,9	1,8	8,3	1,2	1,8	73,9	0,0	0,0	100	125



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Supérieur	1,3	1,5	22,9	1,5	3,7	4,6	0,1	64,3	0,0	0,2	100	585
Ensemble	20,9	8,9	24,4	3,2	12,4	0,4	0,5	29,3	0,0	0,0	100	19077

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



Tableau 121: Répartition (en %) des individus âgés de 15 ans ou plus selon la principale utilisation du crédit

Caractéristiques	Educa tion	Sant é	Equipeme nt du ménage	Acquisition de terrain ; Constructio n, réparation de maison	Démarrer une affaire, entreprise	Financer affaire existante	Intrants agricoles	Consommatio n du ménage	Evènement s/ Fêtes	Choc s	Autre s	Ensembl e	Taille échantillo n
Milieu de résidence													
Urbain	2,2	4,9	2,6	2,3	12,0	14,6	1,8	40,3	17,4	1,0	0,9	100	789
Rural	0,2	8,2	0,6	0,6	5,0	6,6	3,0	62,4	12,8	0,1	0,6	100	1151
Région													
Agadez	0,2	5,0	2,3	1,1	7,8	5,4	7,8	59,3	8,4	0,2	2,4	100	196
Diffa	0,0	4,3	0,0	0,5	8,6	2,6	1,4	72,2	10,2	0,2	0,0	100	123
Dosso	0,8	5,6	1,0	0,2	8,7	7,7	1,6	63,7	7,7	0,6	2,4	100	230
Maradi	0,3	6,1	1,3	0,7	5,7	10,9	3,0	57,4	14,4	0,0	0,2	100	286
Tahoua	0,0	6,5	2,2	2,2	7,0	8,2	0,9	52,9	19,2	0,0	1,0	100	192
Tillabéri	0,4	14,5	0,0	0,2	5,1	4,7	6,1	62,1	6,4	0,1	0,4	100	311
Zinder	0,1	5,0	0,0	0,4	5,0	6,8	1,2	63,3	17,9	0,2	0,2	100	366
Niamey	3,7	5,0	3,1	4,0	8,6	17,1	1,0	36,3	18,2	1,8	1,1	100	236
Sexe du CM													
Masculin	0,5	7,8	0,9	0,9	6,3	8,6	2,8	58,2	12,9	0,3	0,7	100	1606
Féminin	0,2	7,1	0,8	0,7	5,1	4,3	2,8	62,1	16,2	0,1	0,5	100	334
Situation matrimoniale du CM													
Célibataire	0,0	1,2	0,0	0,0	12,5	0,2	0,0	74,0	12,1	0,0	0,0	100	18
Marié(e) monogame	0,6	8,2	1,0	0,8	5,6	6,2	3,0	60,1	13,2	0,3	0,9	100	1280
Marié(e) polygame	0,1	5,3	0,9	1,0	6,5	13,9	1,8	53,9	16,0	0,2	0,4	100	410
Veuf(ve)	0,3	6,2	0,5	1,2	6,7	5,4	4,7	63,5	11,3	0,1	0,0	100	177
Divorcé(e)	0,5	22,9	0,0	1,0	13,0	6,1	0,5	50,1	5,3	0,6	0,0	100	52
Séparé(e)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	36,1	0,0	63,9	0,0	0,0	0,0	100	3
Education du CM													
Aucun	0,4	8,5	0,7	0,8	5,4	6,6	3,0	60,1	13,7	0,2	0,6	100	1395
Primaire	0,1	4,5	0,3	0,2	9,3	16,0	0,9	53,8	13,5	0,7	0,6	100	284
Second. gl 1	1,0	3,4	3,2	0,9	10,5	7,4	4,1	55,7	12,3	0,0	1,6	100	153
Second. tech. 1	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100	3
Second. gl 2	2,3	1,8	0,0	1,5	0,0	19,0	0,2	70,8	4,3	0,0	0,0	100	37
Second. tech. 2	2,5	0,0	0,0	6,7	16,9	7,9	4,3	50,6	11,2	0,0	0,0	100	19



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Postsecondaire	0,0	0,0	0,0	19,2	9,0	0,0	0,0	0,0	71,8	0,0	0,0	100	4
Supérieur	8,7	8,9	13,4	17,8	0,7	5,6	0,0	15,1	20,7	2,3	6,7	100	45
Ensemble	0,5	7,6	0,9	0,9	6,1	7,8	2,8	58,9	13,5	0,3	0,7	100	1940

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



Tableau 122: Répartition (en %) des individus âgés de 15 ans ou plus qui ont contracté des crédits selon la source

Caractéristiques	Banque	Caisse rurale, IMF	ONG	Fournisseur	Coopérative	Autre ménage	Tontine	Usurier	Autres	Ensemble
Milieu de résidence										
Urbain	5,3	1,7	0,1	20,0	0,1	69,5	3,2	0,0	0,1	100
Rural	0,0	1,1	0,4	13,4	0,1	81,0	3,5	0,4	0,1	100
Région										
Agadez	1,4	0,8	0,0	16,5	0,0	79,8	1,2	0,0	0,3	100
Diffa	0,0	1,5	0,0	31,2	0,0	58,0	9,3	0,0	0,0	100
Dosso	0,4	1,0	0,6	21,6	0,6	74,5	0,7	0,0	0,7	100
Maradi	0,4	0,5	0,6	12,6	0,0	82,2	3,7	0,0	0,0	100
Tahoua	0,0	1,9	1,3	10,2	0,0	84,9	0,8	0,9	0,0	100
Tillabéri	0,3	1,8	0,2	15,0	0,1	81,6	0,7	0,3	0,0	100
Zinder	0,1	0,7	0,0	11,3	0,0	79,2	8,1	0,7	0,0	100
Niamey	9,5	1,8	0,0	24,0	0,0	61,6	3,0	0,0	0,0	100
Sexe du CM										
Masculin	1,1	1,2	0,4	14,9	0,1	78,2	3,7	0,5	0,1	100
Féminin	0,0	1,1	0,5	12,3	0,0	83,9	2,1	0,0	0,0	100
Situation matrimoniale du CM										
Célibataire	0,0	0,0	0,0	20,8	0,0	79,2	0,0	0,0	0,0	100
Marié(e) monogame	1,2	1,2	0,4	14,1	0,1	79,4	3,2	0,4	0,1	100
Marié(e) polygame	0,4	1,1	0,6	15,5	0,0	76,6	5,2	0,6	0,0	100
Veuf(ve)	0,0	0,7	0,0	12,4	0,0	85,8	1,1	0,0	0,0	100
Divorcé(e)	0,0	5,3	0,0	20,3	0,0	72,8	1,7	0,0	0,0	100
Séparé(e)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	100
Education du CM										
Aucun	0,2	1,1	0,4	13,6	0,1	81,0	3,0	0,5	0,1	100
Primaire	0,2	0,9	0,5	23,5	0,0	69,7	5,2	0,0	0,0	100
Second. gl 1	1,2	3,0	0,0	9,8	0,0	79,9	6,0	0,0	0,0	100
Second. Tech. 1	72,0	28,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Second. gl 2	15,0	0,7	0,0	18,1	0,0	63,5	2,0	0,0	0,7	100
Second. Tech. 2	28,2	0,0	0,0	14,3	0,0	57,2	0,4	0,0	0,0	100
Postsecondaire	28,2	0,0	0,0	0,0	0,0	71,8	0,0	0,0	0,0	100
Supérieur	40,2	4,7	0,0	4,2	0,0	50,3	0,0	0,0	0,6	100
Ensemble	0,9	1,2	0,4	14,4	0,1	79,2	3,4	0,4	0,1	100

Tableau 123: Caractéristiques des ménages bénéficiaires de transferts d'argent en 2021

Caractéristiques	% des ménages qui ont reçu un transfert au cours des 12 derniers mois	Lien de parenté de l'expéditeur des transferts avec un membre du ménage						Total
		Conjoint	Enfant	Père, Mère	Frère, sœur	Autre parent	Aucun lien	
Milieu de résidence								
Urbain	42,5	4,3	34,5	1,5	27,9	17,4	14,5	100
Rural	46,0	18,2	38,2	1,7	21,4	14,5	6,0	100
Région								
Agadez	27,0	8,5	40,6	2,0	30,2	13,5	5,2	100
Diffa	23,5	7,9	41,1	3,5	25,3	14,7	7,5	100
Dosso	50,5	16,8	34,9	3,3	24,4	17,7	2,8	100
Maradi	38,9	15,6	41,1	0,9	22,1	11,4	8,9	100
Tahoua	54,1	26,7	33,3	0,6	19,1	14,1	6,3	100
Tillabéri	58,5	8,1	41,0	1,5	25,6	15,6	8,2	100
Zinder	37,8	18,9	38,8	1,9	17,1	14,8	8,6	100
Niamey	37,7	2,8	29,2	2,6	31,4	19,1	14,9	100
Sexe du CM								
Masculin	36,3	1,4	40,3	2,0	28,8	17,5	9,9	100
Féminin	77,9	42,6	32,2	0,9	10,9	10,3	3,1	100
Situation matrimoniale du CM								
Célibataire	47,2	0,0	5,9	14,2	43,4	24,1	12,4	100
Marié(e) monogame	43,4	21,4	29,0	1,6	25,3	15,0	7,8	100
Marié(e) polygame	40,3	10,6	46,8	2,0	20,7	11,9	7,9	100
Veuf(ve)	67,3	3,6	58,7	0,8	14,3	17,1	5,5	100
Divorcé(e)	44,8	2,4	43,6	2,0	20,7	22,3	9,1	100
Séparé(e)	42,9	23,7	27,4	0,0	15,2	12,8	20,9	100
Education du CM								
Aucun	46,5		16,8	40,9	1,5	20,8	13,6	100
Primaire	43,6		8,9	22,2	2,7	28,7	13,3	100
Second. gl 1	38,9		21,5	23,3	1,6	30,0	7,4	100
Second. tech. 1	14,5		0,0	39,7	0,0	7,9	0,0	100
Second. gl 2	45,0		2,2	12,2	5,7	39,1	29,8	100
Second. tech. 2	34,9		1,8	9,6	0,2	37,1	13,4	100
Postsecondaire	44,4		0,0	29,9	0,0	43,6	11,1	100
Supérieur	28,6		2,7	45,7	3,2	32,8	9,6	100

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



Branche d'activité du CM								
Inactif/non occupé	79,9	13,1	52,5	1,2	10,9	16,0	6,1	100
Agriculture	43,9	19,0	36,6	2,0	26,8	11,6	4,1	100
Elevage/syl./peche	56,6	22,4	42,5	1,1	13,4	16,5	4,2	100
Indust. extr.	22,8	6,6	0,0	9,1	80,8	0,0	3,5	100
Autr. indust.	50,0	14,4	30,5	0,6	20,2	21,1	13,2	100
BTP	20,3	6,7	20,6	2,5	46,1	6,8	17,3	100
Commerce	36,6	6,5	31,0	1,4	27,6	20,2	13,3	100
Restaurant/Hotel	50,0	6,9	45,6	2,4	8,7	18,0	18,4	100
Trans./Comm.	23,0	3,9	18,8	1,4	41,8	15,6	18,5	100
Education/Sante	40,7	3,6	16,8	5,4	32,1	21,3	20,7	100
Services personnels.	38,0	4,8	36,1	0,7	23,6	16,7	18,1	100
Autres services	26,7	1,9	20,0	5,9	39,9	13,0	19,3	100
Secteur institutionnel du CM								
Inactif/non occupé	79,9	13,1	52,5	1,2	10,9	16,0	6,1	100
Etat/Collectivités locales	32,4	3,2	16,8	7,6	38,6	25,5	8,2	100
Entreprise publique/ parapublique	25,1	11,0	18,2	0,0	43,7	27,1	0,0	100
Entreprise Privée	43,6	16,4	35,8	1,6	23,8	14,6	7,7	100
Entreprise associative	38,9	0,0	16,1	0,0	66,6	3,8	13,5	100
Ménage comme employeur de personnel domestique	32,9	7,7	51,4	0,0	20,1	18,9	2,0	100
Organisme international /Ambassade	12,9	0,0	0,0	0,0	67,9	0,0	32,1	100
Catégorie Socioprofessionnelle du CM								
Inactif/non occupé	79,9	13,1	52,5	1,2	10,9	16,0	6,1	100
Cadre supérieur	21,6	3,2	8,6	6,7	77,4	4,0	0,0	100
Cadre moyen/agent de maîtrise	40,1	2,8	12,4	5,1	31,0	17,5	31,2	100
Ouvrier ou employé qualifié	21,3	5,9	17,4	0,4	28,0	32,9	15,4	100
Ouvrier ou employé non qualifié	30,2	6,9	16,8	0,9	40,1	18,2	17,1	100
Manœuvre, aide-ménagère	35,1	16,1	16,9	17,1	42,1	7,9	0,0	100
Stagiaire ou Apprenti rémunéré	29,7	6,2	22,0	1,8	35,5	16,3	18,1	100
Stagiaire ou Apprenti non rémunéré	29,9	37,9	0,0	0,0	58,2	3,9	0,0	100



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Travailleur pour compte propre	45,3	17,3	37,2	1,6	22,6	14,8	6,6	100
Patron	42,6	15,0	37,9	1,5	24,8	13,0	7,8	100
Ensemble	45,4	15,7	37,5	1,6	22,6	15,0	7,5	100

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



Tableau 124: Répartition (en%) des ménages selon les caractéristiques de l'expéditeur des transferts reçus par les ménages en 2021

Caractéristiques	Sexe de l'expéditeur			Niveau d'instruction de l'expéditeur				Ne sait pas	
	Masculin	Féminin	Aucun	Primaire	Secondaire 1	Secondaire 2	Supérieur		
Milieu de résidence									
Urbain	81,7	18,3	30,8	14,6	18,0	10,6	19,8	6,2	
Rural	92,3	7,7	72,8	12,8	8,2	1,5	2,9	1,8	
Région									
Agadez	83,7	16,3	49,6	14,6	16,7	7,9	11,1	0,0	
Diffa	92,5	7,5	72,7	7,2	7,0	5,1	7,1	0,8	
Dosso	89,5	10,5	59,6	19,1	10,1	2,9	7,4	0,9	
Maradi	89,6	10,4	65,8	11,0	8,5	4,9	5,4	4,4	
Tahoua	95,5	4,5	75,7	9,7	11,0	1,0	1,9	0,7	
Tillabéri	88,4	11,6	68,6	16,0	7,1	2,2	3,7	2,4	
Zinder	94,3	5,7	68,2	10,1	10,4	2,6	5,7	3,0	
Niamey	74,6	25,4	19,0	14,6	19,3	10,8	26,1	10,2	
Sexe du CM									
Masculin	88,9	11,1	61,5	13,7	11,5	3,4	6,9	2,9	
Féminin	93,1	6,9	72,5	12,0	6,9	2,5	3,9	2,1	
Situation matrimoniale du CM									
Célibataire	79,4	20,6	46,6	13,0	26,3	0,9	10,3	2,8	
Marié(e) monogame	92,0	8,0	67,9	12,2	9,7	2,5	5,3	2,4	
Marié(e) polygame	87,7	12,3	61,8	13,4	12,0	3,6	7,1	2,1	
Veuf(ve)	88,6	11,4	62,4	16,2	7,5	4,4	6,1	3,5	
Divorcé(e)	83,8	16,2	54,1	14,3	14,6	5,6	7,8	3,7	
Séparé(e)	84,8	15,2	44,6	27,1	12,8	15,5	0,0	0,0	
Education du CM									
Aucun		91,4	8,6	71,9	11,8	8,5	2,3	3,1	2,5
Primaire		87,1	12,9	42,5	22,3	13,7	4,3	13,6	3,6
Second. gl 1		88,0	12,0	42,4	18,1	17,4	9,6	11,0	1,5



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Second. tech. 1	82,9	17,1	0,0	0,0	17,2	11,3	19,2	52,4
Second. gl 2	76,6	23,4	18,2	14,7	26,8	12,9	24,4	3,0
Second. tech. 2	91,2	8,8	2,6	12,8	23,3	10,8	50,1	0,6
Postsecondaire	75,6	24,4	0,8	25,8	3,6	10,6	45,9	13,4
Supérieur	68,9	31,1	5,0	4,8	19,6	5,9	61,1	3,5
Branche d'activité du CM								
Inactif/non occupe	87,6	12,4	54,7	13,5	10,9	6,3	12,1	2,5
Agriculture	93,4	6,6	73,8	13,4	7,7	1,0	2,4	1,8
Elevage/syl./peche	93,6	6,4	72,1	11,3	9,6	2,6	3,2	1,2
Indust. extr.	89,7	10,3	58,2	26,2	4,5	0,0	11,1	0,0
Autr. indust.	89,0	11,0	60,5	12,1	11,8	2,6	7,0	6,0
BTP	78,4	21,6	44,1	31,1	15,7	2,8	1,8	4,5
Commerce	89,1	10,9	56,2	14,5	12,9	6,1	6,4	3,9
Restaurant/Hôtel	82,8	17,2	39,8	27,9	12,2	9,8	8,3	2,0
Transport. /Communication	85,6	14,4	41,9	19,3	14,5	5,6	17,8	0,8
Education/Sante	80,5	19,5	22,6	12,6	26,4	8,4	28,0	2,0
Services personnels	74,8	25,2	62,0	9,1	6,9	6,0	8,4	7,6
Autres services	83,3	16,7	25,5	12,8	21,6	7,7	27,4	5,0
Secteur institutionnel du CM								
Inactif/non occupe	87,6	12,4	54,7	13,5	10,9	6,3	12,1	2,5
Etat/Collectivités locales	71,6	28,4	14,6	12,4	36,4	1,9	33,4	1,3
Entreprise publique/ parapublique	73,8	26,2	8,8	13,8	4,7	44,5	1,5	26,7
Entreprise Privée	91,1	8,9	67,9	13,1	9,3	2,6	4,5	2,6
Entreprise associative	87,4	12,6	22,0	23,2	24,2	0,0	7,3	23,2
Ménage comme employeur de personnel domestique	95,0	5,0	53,3	5,6	15,2	0,5	25,3	0,0
Organisme international /Ambassade	35,9	64,1	33,9	0,0	2,0	32,1	32,1	0,0
Catégorie Socioprofessionnelle du CM								
Inactif/non occupe	87,6	12,4	54,7	13,5	10,9	6,3	12,1	2,5
Cadre supérieur	93,0	7,0	11,0	15,2	10,1	9,8	50,7	3,2
Cadre moyen/agent de maîtrise	80,1	19,9	16,2	8,6	31,3	10,5	30,6	2,8
Ouvrier ou employé qualifié	71,0	29,0	21,0	12,4	19,5	9,8	35,5	1,7

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



Ouvrier ou employé non qualifié	87,1	12,9	53,5	16,9	14,5	3,8	8,9	2,3
Manœuvre, aide-ménagère	84,6	15,4	55,4	13,4	21,9	3,2	0,0	6,1
Stagiaire ou Apprenti rémunéré	91,9	8,1	56,6	2,4	41,0	0,0	0,0	0,0
Stagiaire ou Apprenti non rémunéré	58,2	41,8	0,0	20,2	37,9	0,0	3,9	37,9
Travailleur pour compte propre	91,4	8,6	70,0	13,1	8,5	2,4	3,2	2,8
Patron	91,3	8,7	64,6	12,9	11,3	2,1	8,0	1,1
Ensemble	90,4	9,6	65,3	13,1	9,9	3,1	5,9	2,6



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Tableau 125: Répartition (en%) des ménages selon la profession de l'expéditeur des transferts reçus par les ménages en 2021

Caractéristiques	Cadres (supérieurs, moyens, agents de maîtrise)	Ouvriers manœuvres	Stagiaires, apprenti, aide familial	Travailleur pour compte propre ou patron	Autres	Ensemble
Milieu de résidence						
Urbain	25,0	16,1	0,9	55,5	2,5	100
Rural	3,6	15,8	1,6	77,4	1,6	100
Région						
Agadez	10,2	29,6	0,5	56,6	3,1	100
Diffa	11,0	19,5	0,3	69,1	0,1	100
Dosso	10,5	2,7	2,5	82,8	1,5	100
Maradi	5,9	20,5	2,9	69,1	1,6	100
Tahoua	3,4	13,4	0,8	82,0	0,2	100
Tillabéri	4,5	5,5	0,7	86,2	3,1	100
Zinder	6,4	43,9	1,5	47,3	0,8	100
Niamey	32,1	8,5	1,1	53,7	4,6	100
Sexe du CM						
Masculin	8,7	17,4	1,8	70,0	2,1	100
Féminin	4,9	13,3	0,8	80,0	0,9	100
Situation matrimoniale du CM						
Célibataire	19,1	6,7	0,0	74,2	0,0	100
Marié(e) monogame	7,0	16,5	1,2	74,4	0,8	100
Marié(e) polygame	7,5	20,3	2,6	64,9	4,6	100
Veuf(ve)	7,9	9,3	1,2	79,5	2,0	100
Divorcé(e)	9,7	13,7	3,1	73,0	0,5	100
Séparé(e)	15,5	33,7	0,0	50,8	0,0	100
Education du CM						
Aucun	4,5	16,3	1,6	76,0	1,4	100
Primaire	15,7	14,2	0,9	66,5	2,7	100
Second. gl 1	14,3	17,4	1,0	65,5	1,8	100
Second. Tech. 1	5,9	22,5	0,0	15,2	56,4	100
Second. gl 2	30,6	1,4	0,0	67,6	0,3	100
Second. tech. 2	56,8	13,2	0,7	27,2	2,2	100
Postsecondaire	53,3	29,4	0,0	14,2	3,2	100
Supérieur	41,5	13,9	0,0	37,9	6,8	100

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



Branche d'activité du CM						
Inactif/non occupé	12,9	13,6	1,4	70,2	1,9	100
Agriculture	2,6	18,6	1,6	76,6	0,8	100
Elevage/syl./peche	4,9	12,1	1,0	81,4	0,7	100
Indust. extr.	7,6	3,5	0,0	88,9	0,0	100
Autr. indust.	8,3	16,5	1,3	71,4	2,3	100
BTP	4,0	20,1	4,3	67,9	3,7	100
Commerce	10,9	14,9	1,3	71,5	1,4	100
Restaurant/Hotel	23,4	10,9	0,0	63,4	2,3	100
Trans./Comm.	21,3	20,4	3,1	53,6	1,6	100
Education/Sante	31,0	13,3	0,0	54,8	1,0	100
Services personnels	15,0	14,4	3,5	55,0	12,2	100
Autres services	28,0	17,8	0,1	52,1	2,1	100
Secteur institutionnel du CM						
Inactif/non occupé	12,9	13,6	1,4	70,2	1,9	100
Etat/Collectivités locales	30,3	7,8	0,0	60,0	1,7	100
Entreprise publique/ parapublique	41,0	11,6	0,0	45,4	2,0	100
Entreprise Privée	6,1	16,2	1,5	74,5	1,6	100
Entreprise associative	10,8	61,9	0,0	27,4	0,0	100
Ménage comme employeur de personnel domestique	13,2	49,1	0,0	25,1	12,6	100
Organisme international /Ambassade	64,2	33,9	0,0	2,0	0,0	100
Catégorie Socioprofessionnelle du CM						
Inactif/non occupé	12,9	13,6	1,4	70,2	1,9	100
Cadre supérieur	54,5	3,5	0,0	36,4	5,6	100
Cadre moyen/agent de maîtrise	36,8	6,0	0,0	55,7	1,4	100
Ouvrier ou employé qualifié	38,8	7,0	0,0	53,7	0,5	100
Ouvrier ou employé non qualifié	10,8	21,7	1,0	63,7	2,8	100
Manœuvre, aide-ménagère	0,7	42,9	0,0	56,4	0,0	100
Stagiaire ou Apprenti rémunéré	0,0	56,7	0,0	43,3	0,0	100
Stagiaire ou Apprenti non rémunéré	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	100
Travailleur pour compte propre	4,9	15,2	1,4	76,7	1,6	100
Patron	8,3	21,6	1,9	66,8	1,5	100
Ensemble	7,4	16,0	1,5	73,5	1,7	100



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Tableau 126: Répartition (en%) des ménages selon la provenance des transferts reçus par les ménages en 2021

Caractéristiques	Lieu de provenance des transferts						France	Espagne	Etats Unis	Autre pays hors Afrique	Ensemble
	Même ville village	Même région	Ailleurs au pays	Zone UEMOA	Autres pays CEDEAO*	Autre pays en Afrique					
Milieu de résidence											
Urbain	15,9	10,4	40,0	12,0	7,6	10,5	2,2	0,7	0,4	0,3	100
Rural	6,1	7,5	23,8	25,9	22,6	13,6	0,2	0,1	0,0	0,3	100
Région											
Agadez	20,5	14,9	38,7	3,7	0,5	20,9	0,2	0,5	0,0	0,0	100
Diffa	22,7	23,7	32,5	0,0	4,5	15,5	0,4	0,0	0,0	0,7	100
Dosso	4,3	6,6	30,8	34,3	20,2	2,7	1,0	0,2	0,0	0,0	100
Maradi	6,4	12,2	40,2	5,5	17,3	17,5	0,5	0,2	0,0	0,1	100
Tahoua	4,4	10,2	13,3	33,0	22,4	16,6	0,3	0,0	0,0	0,0	100
Tillabéri	6,9	3,3	26,5	36,6	24,5	1,5	0,1	0,2	0,0	0,3	100
Zinder	8,6	5,6	26,2	4,0	20,3	33,7	0,0	0,2	0,1	1,2	100
Niamey	26,8	12,8	30,1	13,8	5,2	4,9	4,5	0,7	1,1	0,3	100
Sexe du CM											
Masculin	7,8	7,8	29,6	23,4	16,7	13,3	0,6	0,2	0,1	0,4	100
Féminin	7,9	8,3	21,2	23,1	25,9	12,8	0,5	0,1	0,1	0,1	100
Situation matrimoniale du CM											
Célibataire	28,8	1,7	8,0	43,6	7,0	10,5	0,0	0,4	0,0	0,0	100
Marié(e) monogame	6,3	6,3	25,9	24,4	21,2	15,0	0,5	0,2	0,1	0,5	100
Marié(e) polygame	7,0	9,3	31,9	20,0	17,6	13,4	0,5	0,2	0,0	0,0	100
Veuf(ve)	13,5	12,9	24,6	22,7	17,9	7,6	0,7	0,1	0,1	0,0	100
Divorcé(e)	6,3	7,7	27,6	23,7	30,2	0,5	2,3	1,3	0,0	0,4	100
Séparé(e)	0,0	0,0	34,2	9,3	20,9	27,6	0,0	0,0	0,0	8,0	100
Education du CM											
Aucun	7,7	8,0	24,6	23,6	21,3	14,0	0,4	0,1	0,0	0,3	100
Primaire	9,5	8,3	32,6	22,4	14,9	11,0	0,7	0,1	0,1	0,5	100
Second. gl 1	8,7	4,4	33,0	25,1	17,0	8,8	1,3	1,3	0,4	0,0	100
Second. tech. 1	0,0	61,8	38,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Second. gl 2	5,5	11,8	29,1	36,7	5,4	7,9	3,3	0,3	0,0	0,0	100
Second. tech. 2	3,0	16,9	63,2	4,9	5,5	2,3	1,0	0,0	1,1	2,2	100
Postsecondaire	0,0	0,0	73,3	0,8	13,4	0,0	5,2	0,0	7,3	0,0	100

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



Supérieur	6,9	6,6	61,5	9,1	0,5	3,6	5,2	4,4	1,9	0,4	100
Branche d'activité du CM											
Inactif/non occupe	17,2	10,6	29,3	18,4	11,1	11,4	1,3	0,4	0,3	0,1	100
Agriculture	4,9	5,1	23,9	24,5	24,6	16,6	0,2	0,1	0,0	0,3	100
Elevage/syl./peche	7,8	6,8	22,9	28,3	21,1	12,0	0,4	0,1	0,1	0,5	100
Indust. extr.	1,2	18,3	23,3	43,0	14,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Autr. indust.	10,9	10,8	26,6	25,0	12,6	12,7	0,5	0,0	0,1	0,8	100
BTP	19,4	17,4	22,4	23,7	11,3	3,5	2,2	0,0	0,0	0,0	100
Commerce	7,7	9,5	35,0	18,3	18,3	10,6	0,4	0,0	0,2	0,0	100
Restaurant/Hotel	9,1	10,8	29,9	23,0	25,0	0,2	2,0	0,0	0,0	0,0	100
Trans./Comm.	12,5	11,0	34,0	16,8	12,5	11,5	1,8	0,0	0,0	0,0	100
Education/Sante	4,3	15,7	39,0	28,5	3,9	6,0	2,5	0,0	0,0	0,2	100
Services personnels	4,5	13,9	30,2	17,4	24,6	7,0	0,7	0,8	0,1	0,7	100
Autres services	4,8	15,7	49,0	10,9	10,2	6,4	0,9	1,2	0,1	0,6	100
Secteur institutionnel du CM											
Inactif/non occupe	17,2	10,6	29,3	18,4	11,1	11,4	1,3	0,4	0,3	0,1	100
Etat/Collectivités locales	4,9	11,6	44,1	20,6	7,0	5,8	4,3	1,3	0,0	0,3	100
Entreprise publique/ parapublique	0,0	2,1	64,1	25,5	0,0	6,3	2,0	0,0	0,0	0,0	100
Entreprise Privée	6,6	7,6	26,0	24,1	21,3	13,3	0,4	0,1	0,0	0,4	100
Entreprise associative	16,1	0,0	0,0	20,1	0,0	61,9	0,0	1,9	0,0	0,0	100
Ménage comme employeur de personnel domestique	12,6	5,6	33,4	18,5	14,5	15,2	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Organisme international /Ambassade	0,0	32,1	34,0	0,0	0,0	33,9	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Catégorie Socioprofessionnelle du CM											
Inactif/non occupe	17,2	10,6	29,3	18,4	11,1	11,4	1,3	0,4	0,3	0,1	100
Cadre supérieur	0,0	20,3	62,2	6,9	0,5	0,0	4,4	5,6	0,0	0,0	100
Cadre moyen/agent de maîtrise	3,8	15,3	49,1	24,7	3,3	0,6	2,6	0,0	0,4	0,2	100
Ouvrier ou employé qualifié	14,0	4,2	46,4	11,9	13,6	6,1	3,8	0,0	0,0	0,0	100
Ouvrier ou employé non qualifié	8,1	17,4	23,5	23,2	13,1	14,3	0,3	0,1	0,0	0,1	100
Manœuvre, aide-ménagère	15,0	11,2	21,7	23,0	15,2	13,8	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Stagiaire ou Apprenti rémunéré	12,5	8,3	39,0	1,2	22,0	16,9	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Stagiaire ou Apprenti non rémunéré	0,0	20,2	0,0	37,9	37,9	0,0	0,0	3,9	0,0	0,0	100
Travailleur pour compte propre	6,6	7,0	25,2	24,5	23,2	12,7	0,3	0,1	0,0	0,4	100
Patron	5,7	6,4	28,3	23,2	14,9	19,6	0,8	0,5	0,0	0,4	100
Ensemble	7,8	8,0	26,7	23,4	19,9	13,1	0,6	0,2	0,1	0,3	100

Tableau 127: Répartition (en%) des ménages selon le principal motif des transferts reçus par les ménages en 2021

Caractéristiques	Principal motif du transfert d'argent									Total
	Scolarité éducation	Santé maladie	Soutien courant	Appui travaux champs	Appui/ démarrage d'une entreprise non agricole	Fête Evènements	Achat de terrain	Construction d'une maison	Autres	
Milieu de résidence										
Urbain	1,1	3,9	82,0	0,9	0,3	9,4	0,2	0,4	1,9	100
Rural	0,5	3,1	88,3	2,2	0,4	5,0	0,0	0,3	0,1	100
Région										
Agadez	0,9	2,9	90,1	0,2	0,0	4,4	1,3	0,0	0,3	100
Diffa	0,6	1,7	90,7	0,0	0,0	7,0	0,0	0,0	0,0	100
Dosso	1,0	3,8	92,6	0,7	0,2	1,6	0,1	0,0	0,0	100
Maradi	0,8	1,5	82,4	2,2	0,5	12,0	0,0	0,3	0,4	100
Tahoua	0,5	3,0	89,5	0,9	0,7	5,1	0,0	0,2	0,0	100
Tillabéri	0,5	5,1	84,0	4,4	0,0	4,6	0,0	0,3	1,1	100
Zinder	0,1	1,4	89,3	1,5	0,5	6,3	0,0	0,8	0,2	100
Niamey	1,9	4,9	84,2	0,4	0,3	6,3	0,1	0,8	1,0	100
Sexe du CM										
Masculin	0,7	3,4	84,3	2,7	0,4	7,4	0,1	0,3	0,7	100
Féminin	0,6	3,0	92,5	0,7	0,2	2,6	0,0	0,3	0,0	100
Situation matrimoniale du CM										
Célibataire	0,2	0,0	96,2	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	0,0	100
Marié(e) monogame	0,6	3,4	86,6	2,2	0,5	6,1	0,1	0,3	0,2	100
Marié(e) polygame	0,6	1,7	86,1	2,2	0,1	7,0	0,0	0,5	1,7	100
Veuf(ve)	0,7	4,5	89,7	1,3	0,2	3,2	0,0	0,4	0,0	100
Divorcé(e)	0,3	4,2	88,3	1,3	0,0	5,8	0,0	0,0	0,0	100
Séparé(e)	12,8	5,9	81,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Education du CM										
Aucun	0,5	3,1	87,9	2,1	0,4	5,6	0,0	0,3	0,2	100
Primaire	2,1	4,3	84,4	1,4	0,3	6,0	0,3	1,2	0,0	100
Second. gl 1	0,6	4,2	85,5	3,1	0,3	5,9	0,0	0,2	0,2	100
Second. tech. 1	0,0	2,9	84,0	0,0	0,0	13,1	0,0	0,0	0,0	100
Second. gl 2	0,0	4,1	88,0	0,0	0,0	7,4	0,6	0,0	0,0	100
Second. tech. 2	0,0	0,1	59,7	1,0	0,0	7,9	0,0	0,0	31,4	100
Postsecondaire	0,0	3,5	86,0	0,0	0,0	10,5	0,0	0,0	0,0	100

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Supérieur	1,4	6,5	83,9	0,3	0,0	7,9	0,0	0,0	0,0	100
Branche d'activité du CM										
Inactif/non occupe	0,8	4,9	90,5	0,3	0,2	3,0	0,2	0,2	0,0	100
Agriculture	0,5	2,9	86,0	3,8	0,5	5,6	0,0	0,5	0,2	100
Elevage/syl./pêche	0,1	4,7	91,8	0,5	0,3	2,3	0,0	0,3	0,0	100
Indust. extr.	0,0	6,4	68,1	0,0	0,0	25,5	0,0	0,0	0,0	100
Autr. indust.	2,1	1,2	90,8	0,5	0,3	4,7	0,0	0,0	0,4	100
BTP	0,0	3,1	76,4	0,0	0,0	17,7	0,0	2,7	0,0	100
Commerce	1,0	2,3	87,9	1,3	0,3	6,9	0,2	0,1	0,0	100
Restaurant/Hotel	0,0	0,0	97,6	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	100
Trans. /Comm.	0,0	1,5	84,6	0,0	0,0	13,9	0,0	0,0	0,0	100
Education/Sante	2,8	4,0	70,8	0,1	1,4	7,7	0,0	0,0	13,3	100
Services personnels	0,1	3,1	73,7	2,5	0,0	20,2	0,0	0,0	0,3	100
Autres services	0,9	2,8	91,6	0,0	0,0	4,1	0,0	0,0	0,6	100
Secteur institutionnel du CM										
Inactif/non occupe	0,8	4,9	90,5	0,3	0,2	3,0	0,2	0,2	0,0	100
Etat/Collectivités locales	1,1	7,3	82,2	0,1	0,0	9,2	0,0	0,0	0,0	100
Entreprise publique/ parapublique	0,0	0,0	70,4	0,0	0,0	29,6	0,0	0,0	0,0	100
Entreprise Privée	0,6	3,0	86,8	2,3	0,4	6,0	0,0	0,4	0,5	100
Entreprise associative	0,0	3,8	73,0	0,0	23,2	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Ménage comme employeur de personnel domestique	0,0	0,0	92,6	0,0	0,0	7,4	0,0	0,0	0,0	100
Organisme international /Ambassade	0,0	2,0	32,1	0,0	0,0	33,9	0,0	0,0	32,1	100
Catégorie Socioprofessionnelle du CM										
Inactif/non occupe	0,8	4,9	90,5	0,3	0,2	3,0	0,2	0,2	0,0	100
Cadre supérieur	0,0	15,1	81,1	0,0	0,0	3,8	0,0	0,0	0,0	100
Cadre moyen/agent de maîtrise	0,1	4,3	71,3	0,1	0,0	8,3	0,0	0,0	16,0	100
Ouvrier ou employé qualifié	0,0	0,2	74,0	0,0	0,0	24,6	0,0	0,0	1,2	100
Ouvrier ou employé non qualifié	1,2	2,1	82,9	1,8	0,0	11,9	0,0	0,0	0,0	100
Manœuvre, aide-ménagère	0,0	2,3	87,0	0,0	6,1	4,7	0,0	0,0	0,0	100
Stagiaire ou Apprenti rémunéré	0,0	0,0	87,5	0,0	0,0	12,5	0,0	0,0	0,0	100
Stagiaire ou Apprenti non rémunéré	0,0	3,9	96,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Travailleur pour compte propre	0,6	2,9	88,1	2,1	0,4	5,4	0,0	0,4	0,2	100
Patron	0,5	4,3	82,9	3,9	0,7	7,2	0,0	0,3	0,3	100
Ensemble	0,6	3,3	87,2	2,0	0,4	5,8	0,0	0,3	0,4	100



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Tableau 128: Répartition (en %) des individus âgés de 15 ans ou plus selon l'accès et l'utilisation des services financiers

Caractéristiques	Accès à une banque ou Institution Micro Finance	Possède un compte dans un établissement financier ou une carte prépayée					Possède un compte dans un établissement financier formel	Possède de l'épargne dans au moins un des comptes
		Banque classique	Poste	Caisse rurale	Mobile banking	Carte prépayée		
Milieu de résidence								
Urbain	98,0	6,5	0,8	0,8	0,6	0,5	7,7	62,9
Rural	2,0	0,2	0,1	0,3	0,0	0,0	0,6	64,0
Région								
Agadez	45,7	1,9	0,0	0,4	0,2	0,0	2,4	58,0
Diffa	17,6	0,7	0,2	0,1	0,0	0,0	0,9	42,8
Dosso	8,3	0,7	0,3	0,2	0,1	0,0	1,1	53,8
Maradi	16,6	0,9	0,1	0,4	0,1	0,1	1,4	66,0
Tahoua	10,6	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,4	83,3
Tillabéri	11,0	1,0	0,6	0,4	0,1	0,0	1,9	59,8
Zinder	15,8	0,3	0,1	0,3	0,0	0,0	0,7	57,3
Niamey	100,0	11,0	0,6	0,9	0,8	1,0	12,0	65,3
Sexe du CM								
Masculin	19,9	1,5	0,2	0,4	0,2	0,1	2,0	63,7
Féminin	23,7	1,0	0,2	0,4	0,0	0,0	1,5	59,2
Situation matrimoniale du CM								
Célibataire	30,0	2,9	0,8	0,9	0,3	0,6	4,4	50,4
Marié(e) monogame	20,1	1,6	0,2	0,4	0,1	0,1	2,1	65,1
Marié(e) polygame	16,3	1,0	0,3	0,2	0,2	0,1	1,4	58,6
Veuf(ve)	31,7	1,5	0,1	0,5	0,0	0,0	2,0	63,3
Divorcé(e)	40,2	0,7	0,3	0,3	0,0	0,0	1,3	47,2
Séparé(e)	40,9	2,9	0,0	3,0	0,0	0,0	5,9	58,8
Education du CM								
Aucun	15,0	0,3	0,0	0,3	0,0	0,0	0,6	67,3
Primaire	34,9	1,8	0,2	0,6	0,3	0,2	2,4	48,6
Second. gl 1	38,9	3,3	0,5	0,4	0,4	0,3	4,1	68,8
Second. Tech. 1	95,2	14,0	1,0	0,7	0,7	0,0	14,0	95,3
Second. gl 2	49,3	16,0	5,0	1,2	2,3	0,5	21,2	58,2



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Second. Tech. 2	54,9	12,0	4,1	1,0	1,1	0,3	17,0	48,1
Postsecondaire	47,6	20,0	6,2	2,0	2,2	0,3	27,2	64,6
Supérieur	94,0	33,3	3,8	1,6	1,9	3,0	36,4	69,7
Ensemble	20,4	1,4	0,2	0,4	0,1	0,1	1,9	63,2



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Tableau 129: Montant (en FCFA) des transferts reçus par les ménages en 2021

Caractéristiques	Montant moyen	Médiane
Milieu de résidence		
Urbain	189 299	50 000
Rural	112 430	50 000
Région		
Agadez	199 377	60 000
Diffa	79 488	40 000
Dosso	133 348	50 000
Maradi	104 252	40 000
Tahoua	122 497	40 000
Tillabéri	138 789	50 000
Zinder	90 663	36 000
Niamey	211 530	60 000
Sexe du CM		
Masculin	115 962	50 000
Féminin	145 044	50 000
Situation matrimoniale du CM		
Célibataire	147 977	25 000
Marié(e) monogame	127 201	50 000
Marié(e) polygame	125 559	50 000
Veuf(ve)	120 801	50 000
Divorcé(e)	127 478	40 000
Séparé(e)	222 409	50 000
Education du CM		
Aucun	124 101	50 000
Primaire	107 042	45 000
Second. gl 1	167 144	50 000
Second. tech. 1	152 350	150 000
Second. gl 2	125 340	35 000
Second. tech. 2	143 318	50 000
Postsecondaire	223 248	50 000
Supérieur	246 394	80 000
Branche d'activité du CM		
Inactif/non occupe	181 895	100 000
Agriculture	103 604	45 000
Elevage/syl./peche	167 092	50 000
Indust. extr.	57 892	50 000
Autr. indust.	99 107	40 000
BTP	140 813	30 000
Commerce	118 925	40 000
Restaurant/Hotel	158 320	100 000
Trans./Comm.	79 161	25 000
Education/Sante	161 008	50 000

RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX



Services personnels	80 315	35 000
Autres services	118 303	60 000
Secteur institutionnel du CM		
Inactif/non occupe	181 895	100 000
Etat/Collectivités locales	200 950	60 000
Entreprise publique/ parapublique	226 898	20 000
Entreprise Privée	116 793	45 000
Entreprise associative	132 364	18 000
Ménage comme employeur de personnel domestique	144 228	120 000
Organisme international /Ambassade	19 463	15 000
Catégorie Socioprofessionnelle du CM		
Inactif/non occupe	181 895	100 000
Cadre supérieur	154 174	50 000
Cadre moyen/agent de maîtrise	160 298	60 000
Ouvrier ou employé qualifié	138 608	20 000
Ouvrier ou employé non qualifié	89 516	30 000
Manœuvre, aide-ménagère	101 564	65 000
Stagiaire ou Apprenti rémunéré	99 330	40 000
Stagiaire ou Apprenti non rémunéré	221 681	50 000
Travailleur pour compte propre	113 438	45 000
Patron	151 588	50 000
Ensemble	126 097	50 000



Tableau 130: Répartition (en %) des ménages selon le principal mode de transferts d'argent utilisé

Caractéristiques	Principal mode de transfert d'argent utilisé										Total
	Société de transferts	Banque	Poste	Mobile money	Compensation	Cash (main à main)	Voyageur	Commerce Fax	Société de transports	Autre	
Milieu de résidence											
Urbain	61,2	2,1	0,0	0,7	2,1	25,1	6,3	1,3	0,9	0,2	100
Rural	44,7	0,5	0,4	0,9	7,0	16,0	28,6	1,5	0,4	0,0	100
Région											
Agadez	54,0	1,0	0,0	0,7	2,2	30,7	5,6	4,4	0,7	0,7	100
Diffa	32,3	1,0	0,0	0,1	4,4	36,5	25,2	0,0	0,6	0,0	100
Dosso	70,1	1,4	0,1	0,5	4,4	11,5	12,0	0,0	0,0	0,0	100
Maradi	44,5	0,4	0,0	0,9	5,8	23,3	22,7	1,7	0,7	0,0	100
Tahoua	52,9	0,2	0,8	0,0	5,4	15,6	23,3	0,9	0,9	0,0	100
Tillabéri	41,9	0,3	0,0	0,4	9,8	11,1	36,2	0,0	0,3	0,0	100
Zinder	33,2	0,9	0,7	2,9	5,2	21,4	29,2	6,0	0,5	0,0	100
Niamey	52,0	3,6	0,0	1,7	1,2	34,2	6,0	0,2	0,5	0,6	100
Sexe du CM											
Masculin	51,9	0,8	0,4	0,8	5,9	17,5	20,8	1,6	0,4	0,0	100
Féminin	39,9	0,7	0,1	0,9	6,6	17,8	31,9	1,3	0,8	0,1	100
Situation matrimoniale du CM											
Célibataire	22,9	0,4	0,0	0,0	28,5	28,7	19,4	0,0	0,0	0,0	100
Marié(e) monogame	52,0	0,7	0,4	1,2	5,2	13,8	25,3	1,2	0,2	0,0	100
Marié(e) polygame	48,3	0,7	0,0	0,3	7,1	19,2	21,1	2,8	0,5	0,0	100
Veuf(ve)	33,0	0,7	0,0	0,6	7,5	28,6	27,2	1,2	1,2	0,1	100
Divorcé(e)	49,2	2,6	2,7	0,0	4,8	16,6	16,3	2,5	5,3	0,0	100
Séparé(e)	33,3	0,0	0,0	0,0	0,0	44,6	22,1	0,0	0,0	0,0	100
Education du CM											
Aucun	44,6	0,5	0,2	0,9	6,3	18,5	26,7	1,7	0,5	0,0	100
Primaire	59,4	0,7	1,3	1,2	2,8	16,1	18,1	0,0	0,5	0,0	100
Second. gl 1	55,1	2,0	0,0	0,6	9,2	11,3	20,4	1,1	0,3	0,0	100
Second. tech. 1	60,7	0,0	0,0	0,0	0,0	39,3	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Second. gl 2	67,3	2,2	0,0	0,0	14,1	8,9	7,2	0,0	0,3	0,0	100
Second. tech. 2	87,0	5,8	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0	2,7	0,4	100
Postsecondaire	87,2	11,3	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	100



RAPPORT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX

Supérieur	72,8	7,8	0,0	1,0	0,0	14,7	0,7	1,8	0,0	1,3	100
Branche d'activité du CM											
Inactif/non occupe	41,2	1,9	0,0	0,6	2,7	32,4	17,4	2,6	0,9	0,3	100
Agriculture	42,1	0,5	0,6	0,8	7,5	14,0	32,5	1,7	0,2	0,0	100
Elevage/syl./peche	50,0	0,4	0,0	1,4	9,9	13,1	23,9	0,4	0,8	0,0	100
Indust. extr.	70,4	0,0	0,0	0,0	0,0	9,2	20,4	0,0	0,0	0,0	100
Autr. indust.	50,7	0,5	0,0	1,4	3,1	24,6	16,8	2,4	0,4	0,0	100
BTP	39,2	4,2	0,0	2,6	5,4	33,5	15,1	0,0	0,0	0,0	100
Commerce	58,5	1,0	0,0	0,0	3,8	16,1	17,5	2,4	0,6	0,0	100
Restaurant/Hotel	44,2	0,0	8,6	0,0	0,0	17,9	29,3	0,0	0,0	0,0	100
Trans./Comm.	55,8	0,3	0,0	1,6	1,8	26,8	13,2	0,4	0,0	0,0	100
Education/Sante	84,3	0,4	0,0	0,0	0,0	8,7	5,3	0,0	1,3	0,0	100
Services personnels	52,4	0,5	0,0	0,2	4,1	20,3	22,1	0,0	0,4	0,0	100
Autres services	76,0	2,7	0,0	2,9	0,9	11,1	6,1	0,0	0,0	0,3	100
Secteur institutionnel du CM											
Inactif/non occupe	41,2	1,9	0,0	0,6	2,7	32,4	17,4	2,6	0,9	0,3	100
Etat/Collectivités locales	86,0	2,8	0,0	0,0	0,0	8,9	2,1	0,0	0,2	0,0	100
Entreprise publique/ parapublique	93,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	6,1	0,0	0,0	0,0	100
Entreprise Privée	47,8	0,6	0,4	0,9	6,7	15,7	26,1	1,3	0,4	0,0	100
Entreprise associative	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	16,1	66,6	13,5	0,0	0,0	100
Ménage comme employeur de personnel domestique	60,1	0,0	0,0	13,7	0,0	23,5	2,6	0,0	0,0	0,0	100
Organisme international /Ambassade	66,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	33,9	0,0	0,0	0,0	100
Catégorie Socioprofessionnelle du CM											
Inactif/non occupe	41,2	1,9	0,0	0,6	2,7	32,4	17,4	2,6	0,9	0,3	100
Cadre supérieur	71,7	8,9	0,0	0,0	0,0	19,4	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Cadre moyen/agent de maîtrise	92,3	0,7	0,0	0,0	0,0	3,7	1,8	0,0	1,6	0,0	100
Ouvrier ou employé qualifié	55,0	0,0	0,0	2,8	6,4	31,7	3,0	0,0	0,5	0,5	100
Ouvrier ou employé non qualifié	53,4	0,5	0,0	0,7	2,4	28,5	10,4	4,0	0,0	0,0	100
Manœuvre, aide-ménagère	45,6	0,0	0,0	8,7	0,0	26,5	19,2	0,0	0,0	0,0	100
Stagiaire ou Apprenti rémunéré	63,4	0,0	0,0	0,0	0,0	20,8	15,8	0,0	0,0	0,0	100
Stagiaire ou Apprenti non rémunéré	79,8	0,0	0,0	0,0	0,0	20,2	0,0	0,0	0,0	0,0	100
Travailleur pour compte propre	46,8	0,6	0,4	0,8	6,7	15,0	27,9	1,2	0,4	0,0	100
Patron	49,4	0,3	0,2	1,1	8,7	14,9	23,5	1,7	0,3	0,0	100
Ensemble	47,7	0,8	0,3	0,9	6,1	17,6	24,7	1,5	0,5	0,0	100



Tableau 131: Part des groupes d'aliments dans les dépenses alimentaires des ménages en 2021/2022(%)

	Céréales	Viandes	Poissons et fruits de mer	Lait, fromage et œufs	Huiles et graisses	Fruits	Légumes	Légumineuses et tubercules	Sucres, chocolat et confiseries	Epices, condiments et autres	Boissons non alcoolisées	Repas et Boissons non alcoolisées pris hors ménage	Repas et boissons non alcoolisées des fêtes	Total
Milieu de résidence														
Urbain	22,5	10,1	1,6	3,4	4,0	2,6	8,4	3,3	1,2	3,1	1,6	29,8	8,4	100,0
Rural	43,0	5,8	0,8	3,0	3,9	1,5	6,9	4,6	1,5	4,3	1,3	16,6	6,8	100,0
Région														
Agadez	29,7	9,3	0,4	5,3	5,1	2,7	9,0	2,7	2,5	2,3	3,2	19,7	8,1	100,0
Diffa	36,6	4,5	1,1	4,7	5,8	1,5	6,6	4,2	2,4	4,0	2,4	17,4	8,9	100,0
Dosso	43,1	6,1	1,1	2,4	4,4	1,4	7,3	4,5	1,0	4,3	0,8	17,4	6,2	100,0
Maradi	39,4	7,2	0,5	2,7	3,2	1,9	6,4	5,0	1,5	4,1	1,6	20,2	6,3	100,0
Tahoua	41,7	6,4	0,3	3,4	3,7	1,2	6,2	3,7	1,2	3,3	1,1	19,6	8,2	100,0
Tillabéry	41,1	6,1	2,0	2,2	3,4	1,3	7,9	3,6	1,3	4,5	1,3	16,7	8,5	100,0
Zinder	40,4	5,8	0,8	3,2	4,5	2,1	7,9	5,2	1,6	4,9	1,2	17,1	5,2	100,0
Niamey	17,6	10,7	2,0	3,9	3,9	3,2	8,4	3,3	1,1	3,0	1,6	32,8	8,7	100,0
Statut de pauvreté														
Non pauvre	33,4	8,3	1,2	3,4	4,0	2,1	7,4	4,2	1,4	3,7	1,5	22,3	7,1	100,0
Pauvre	51,0	2,6	0,4	2,3	3,8	1,0	6,9	4,3	1,3	4,9	1,0	13,1	7,4	100,0
Niveau de vie														
Quintile1	54,1	1,5	0,3	2,0	3,6	0,9	6,6	4,3	1,3	5,3	1,0	11,4	7,7	100,0
Quintile2	49,5	3,1	0,4	2,6	4,0	1,0	7,0	4,4	1,3	4,7	1,1	14,0	6,9	100,0
Quintile3	44,2	5,4	0,7	2,7	4,0	1,5	6,8	4,6	1,5	4,4	1,3	16,2	6,8	100,0
Quintile4	39,8	6,2	0,9	2,8	4,1	1,6	7,4	4,4	1,4	4,0	1,3	19,6	6,6	100,0
Quintile5	25,1	10,7	1,6	4,0	3,9	2,6	7,8	3,9	1,4	3,2	1,7	26,4	7,7	100,0
Dépenses annuelles moyennes par ménage en FCFA	389 051	71 401	10 415	32 359	40 743	18 874	75 422	43 610	14 444	41 139	14 189	207 352	74 193	1 033 193



Tableau 132: Part des dépenses non alimentaires dans les dépenses totales des ménages en 2021/2022(%)

	Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	Transport	Habillement et chaussures	Biens et services divers	Santé	Education	Communication	Meubles, équipements ménagers et entretien courant du foyer	Loisirs et culture	Boissons alcoolisées, tabac	Restaurants et Hôtels
Milieu de résidence											
Urbain	20,3	4,7	5,3	5,3	3,0	2,4	2,8	4,6	< 0,1	0,4	2,0
Rural	13,7	2,0	5,6	4,3	2,7	0,3	1,5	2,7	< 0,1	0,9	1,2
Région											
Agadez	19,2	4,9	5,5	4,6	2,9	1,0	2,5	2,7	< 0,1	0,6	1,3
Diffa	12,5	2,2	8,7	5,1	2,5	0,3	1,9	3,0	< 0,1	0,5	0,9
Dosso	13,9	2,2	5,2	3,8	3,2	0,6	1,7	3,4	< 0,1	1,1	1,5
Maradi	13,5	2,8	5,8	5,3	2,2	0,7	1,5	2,8	< 0,1	0,7	1,9
Tahoua	20,0	2,1	4,8	4,0	2,7	0,5	1,4	2,7	< 0,1	0,7	1,2
Tillabéri	12,1	1,5	6,2	4,2	3,4	0,7	2,2	3,8	< 0,1	1,2	1,1
Zinder	11,4	2,9	5,4	4,6	2,2	0,4	1,7	2,8	< 0,1	0,7	1,0
Niamey	22,5	5,4	5,0	5,4	3,3	3,2	2,7	4,8	< 0,1	0,3	2,1
Statut de pauvreté											
Non pauvre	16,3	3,4	5,4	4,7	2,9	1,1	2,0	3,5	< 0,1	0,7	1,6
Pauvre	13,6	1,2	5,7	4,2	2,5	0,4	1,3	2,5	< 0,1	0,9	1,0
Niveau de vie											
Quintile 1	13,1	0,9	5,7	4,1	2,4	0,4	1,2	2,4	< 0,1	0,8	0,8
Quintile 2	13,2	1,3	5,7	4,4	2,4	0,3	1,3	2,5	< 0,1	0,9	1,0
Quintile 3	13,6	1,7	5,8	4,4	2,6	0,4	1,4	2,7	< 0,1	0,9	1,3
Quintile 4	14,5	1,9	5,5	4,2	2,5	0,5	1,8	2,9	< 0,1	0,8	1,7
Quintile 5	18,4	4,6	5,2	5,1	3,1	1,7	2,4	4,2	< 0,1	0,6	1,6
Dépenses annuelles moyennes par ménage en FCFA	264 159	48 345	91 960	77 291	46 528	16 490	31 351	55 392	49	12 375	24 130

ins